

2012

NOTE DE CONJONCTURE

La situation économique au Luxembourg –
Évolution récente et perspectives

3

50 ans | STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

SAVOIR
POUR AGIR

Impressum

Responsable de la publication

Serge Allegrezza

Rédaction et coordination

Ferdy Adam

Tom Haas

Bastien Larue

Johann Neumayr

Véronique Sinner

Statec

**Institut national de la statistique
et des études économiques**

Centre Administratif Pierre Werner

13, rue Erasme

L-1468 Luxembourg-Kirchberg

Téléphone

247-84219

Fax

46 42 89

E-mail

info@statec.etat.lu

Internet

www.statec.lu

Octobre 2012

ISSN 1019-6463

Prix de ce numéro: 8,00 euros + frais de port

La reproduction totale ou partielle de la présente note est autorisée
à condition d'en citer la source

Conception: Interpub'; Luxembourg

Impression: Imprimerie Centrale, Luxembourg

Sommaire

Préface	5
Résumé et faits principaux	7
1. Conjoncture internationale	9
2. Evolution récente du PIB	14
3. Activité par branche	18
3.1 Industrie	18
3.2 Construction	23
3.3 Commerce, Horeca, Transport et Communication	27
3.4 Immobilier, location et services aux entreprises	32
3.5 Secteur financier	35
4. Inflation et salaires	42
4.1 Prix à la consommation	42
4.2 Salaires	47
5. Marché du travail	51
5.1 Emploi	51
5.2 Chômage	65
6. Finances publiques	71
6.1 Les impôts perçus sur les ménages	71
6.2 Impôts perçus sur les sociétés	72
6.3 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	73
6.4 Taxe d'abonnement	73
6.5 Droits d'accises	74
7. Prévisions macro-économiques 2012-2013	75
7.1 Hypothèses sur la situation internationale	75
7.2 Hypothèses sur la politique budgétaire	78
7.3 Evolution de l'activité (PIB optique branches et optique dépenses)	81
7.4 Marché du travail	86
7.5 Inflation et salaires, pouvoir d'achat	89
7.6 Recettes publiques; solde nominal et solde structurel	92
Annexe I: Statistiques principales	98
Annexe II: Index des tableaux et graphiques	114
Annexe III: Encarts publiés dans les dernières Notes de conjoncture	118

Liste des encadrés

Evolution conjoncturelle des heures payées	56
Hypothèse alternative en matière d'évolution des indices boursiers	85
Mesures budgétaires, activité économique et solde des finances publiques: petit précis de multiplicateurs keynésiens	95

Préface

La croissance en service minimum

La Note de conjoncture du STATEC fait traditionnellement le point sur l'état de la conjoncture telle qu'elle se dessine au travers des indicateurs de court terme et elle expose la dernière prévision annuelle en se basant sur les décisions de politique budgétaire ainsi qu'en tenant compte des perspectives internationales qui conditionnent la marche des affaires dans une petite économie ouverte comme celle de notre pays.

Déficit public attendu de 1.4% du PIB en 2013

La Note de conjoncture de la fin de l'année est aussi attendue en raison de la prévision du solde des administrations publiques, résultats qui sont traditionnellement présentés à la Chambre des Députés, avant le vote du projet de budget. La procédure budgétaire actuelle empêche le STATEC de procéder au "bouclage macroéconomique" des mesures décidées par le gouvernement juste avant le dépôt du projet de budget à la Chambre. Les "effets de second tour", résultant des mesures fiscales et des mesures touchant aux dépenses publiques, ne sont prises en compte que dans la présente Note de Conjoncture.

Xavier Timbeau (OFCE), dans le cadre de la célébration du cinquantième du STATEC, a montré récemment l'enjeu de la magnitude des "multiplicateurs" impliquant que l'effet global des réductions de dépenses (ou de hausses d'impôts) sur l'activité est bien plus important en temps de crise et que les politiques d'austérité seraient, dans ces conditions, particulièrement contre-productives. Un encadré dans cette Note de Conjoncture résume les enjeux de la récente littérature sur la nature des multiplicateurs. Trop souvent, les médias et l'opinion publique transposent la logique microéconomique de la gestion de la bourse d'un ménage à la gestion macroéconomique des finances publiques. Trop souvent encore, plutôt que de recourir au raisonnement économique, on s'en remet à la croyance en la rédemption sacrificielle, qui veut que la prospérité doit se payer par des années d'abnégation.

Le nombre d'heures de travail, variable d'ajustement

La Note de Conjoncture livre aussi l'occasion de fournir quelques éclairages inédits sur les problématiques qui apparaissent lorsque les analystes s'efforcent de saisir la signification d'une foule de données qu'il faut essayer de mettre dans un cadre conceptuel intelligible et envelopper dans une histoire ("story telling").

C'est le cas du marché du travail qui semble être traversé depuis la crise par des changements remarquables. Signalons tout d'abord la disponibilité de nouvelles statistiques – présentées dans un encadré de cette Note de Conjoncture – qui permettent de mettre en évidence l'importance des variations des heures de travail, qui reflètent bien mieux l'adaptation des entreprises à la situation de crise et d'incertitude accrue. Le nombre d'heures de travail ne devrait pas augmenter l'année prochaine, en raison de la baisse de la durée moyenne du travail (travail intérimaire, heures supplémentaires, chômage partiel, durée conventionnelle...).

D'autres phénomènes méritent d'être épinglés: l'emploi des résidents semble avoir progressé plus rapidement que celui des frontaliers (effet de substitution?), par ailleurs, la population ne cesse d'augmenter grâce au flux migratoire soutenu, en même temps, le taux de l'emploi des personnes moins qualifiées se réduit et le chômage (y compris les demandeurs d'emplois embrigadés dans une mesure de mise au travail) continue à augmenter. Une analyse en profondeur du marché du travail semble s'imposer.

Dr Serge Allegrezza
Directeur du STATEC

Résumé et faits principaux

Tableau 1: Résumé de la situation macro-économique

	1985-2011	2009	2010	2011	2012	2013
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)					
PIB (en vol.)	4.6	-4.1	3.0	1.7	0.5	1.0
Emploi total intérieur ¹	3.2	0.9	1.9	2.9	2.2	1.3
Taux de chômage (ADEM)	3.3	5.4	5.8	5.6	6.1	6.5
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.2	0.4	2.3	3.4	2.7	1.9
Coût salarial nominal moyen ¹	3.6	1.8	2.6	2.0	2.2	2.2
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB) ²	1.9	-0.8	-0.9	-0.3	-2.0	-1.4

Source: STATEC (1985-2011: comptes nationaux observés; 2012-13: prévisions octobre 2012)

¹ Concept comptes nationaux

² moyenne 1990-2011 au lieu de 1985-2011

Zone euro: vers une mutualisation des dettes

Le cercle vicieux liant risque souverain et risque bancaire avait généré des tensions croissantes entre les Etats membres de la zone euro depuis la fin de 2011 et mis en évidence un certain blocage institutionnel. Un cap important a été atteint au cours de l'été 2012, avec notamment l'annonce d'une union bancaire européenne et le lancement d'opérations de rachats de titres de dette souveraine par la Banque Centrale Européenne. Ces décisions, qui établissent des passerelles entre politique monétaire et politiques budgétaires et concèdent des transferts de souveraineté nationale, vont dans le sens d'une intégration économique plus forte au sein de la zone euro.

Si les marchés financiers semblent avoir relativement bien accueilli ces développements, comme en attestent le redressement des indices boursiers européens au 3^{ème} trimestre et la forte baisse des taux des emprunts d'Etat pour les pays les plus en difficulté en termes de soutenabilité de l'endettement public, les indicateurs de l'économie réelle se sont en revanche nettement dégradés. Les indicateurs de confiance en particulier, qu'ils concernent les ménages ou les entreprises, ont dans l'ensemble rejoint des niveaux de crise. La zone euro se retrouve dans une configuration de récession, pénalisée notamment par des mesures de consolidation budgétaire qui dépriment la demande.

Un premier semestre 2012 meilleur que prévu pour le Luxembourg, mais une tendance défavorable pour l'activité dans plusieurs branches

Le PIB a progressé de 0.4% au cours du 2^{ème} trimestre 2012 (+0.8% sur un an). Ce résultat, ainsi que les données révisées pour les trimestres précédents, améliorent singulièrement l'appréciation de la conjoncture sur la première moitié de 2012. Le secteur financier en particulier, qui montrait un recul très inquiétant au 1^{er} trimestre dans la version précédente des comptes nationaux, apparaît désormais moins impacté par le récent ralentissement conjoncturel.

D'autres branches témoignent par contre d'évolutions inquiétantes. On retrouve dans celles-ci l'industrie et la construction, qui après s'être tendanciellement dégradées au fur et à mesure de l'avancée dans 2011, voient leur production stagner à un niveau plancher au 1^{er} semestre et les indicateurs partiels disponibles sur le 3^{ème} trimestre ne contiennent aucune promesse de rebond. Les indicateurs d'activité dans les domaines du commerce et des transports se sont pour leur part négativement orientés depuis le 1^{er} trimestre 2012. Enfin, les services aux entreprises, qui avaient fortement contribué à la progression du PIB et de l'emploi en 2010 et 2011, voient leur valeur ajoutée n'enregistrer qu'une progression très limitée au 2^{ème} trimestre 2012.

La demande intérieure accuse pour sa part des signes de faiblesse, avec deux trimestres consécutifs de repli de l'investissement et un recul de la consommation des ménages au 2^{ème} trimestre 2012.

Des tensions inflationnistes qui persistent et une faible progression des salaires

L'inflation avait sensiblement reflué au cours du 1^{er} semestre 2012, mais les prix à la consommation sont de nouveau soumis à certaines tensions depuis le 3^{ème} trimestre. Celles-ci proviennent principalement de l'énergie, en lien avec la hausse du prix du pétrole pendant l'été, mais aussi de l'augmentation récente de prix administrés et de l'inflation plus forte affectant certains biens alimentaires (ce dernier phénomène est plus technique que conjoncturel). Le taux d'inflation repasse ainsi de quelque 2.5% à la mi-2012 à près de 3% en septembre et octobre.

Le coût salarial nominal moyen progressant à un rythme historiquement faible, en dessous de 2% en rythme annuel, le pouvoir d'achat salarial accuse une dégradation. Dans les branches les plus touchées par le ralentissement des salaires, on retrouve notamment l'industrie et les transports. Les salariés du secteur financier accusent pour leur part un net repli de leur rémunération au 3^{ème} trimestre (par rapport au 3^{ème} trimestre 2011), en lien avec des primes revues à la baisse.

Un marché du travail en perte de vitesse

L'emploi intérieur progresse à un rythme qui va diminuant depuis la mi-2011. Si ce moindre dynamisme de l'emploi se constate particulièrement dans le domaine de l'industrie, la tendance affecte également la plupart des autres branches qui montrent dans l'ensemble une progression des effectifs inférieure à celle de l'année passée. L'impact du ralentissement conjoncturel se fait ressentir davantage sur les frontaliers que sur les résidents, notamment via le canal de l'emploi intérimaire qui accuse un fort recul en 2012. La conjoncture moins porteuse conduit également à des ajustements sur la durée de travail, orientée à la baisse. Ce repli de la durée moyenne du temps de travail passe par une réduction des heures supplémentaires et un recours accru au travail à temps partiel (celui-ci est lié notamment aux mesures de chômage partiel).

Le taux de chômage au Luxembourg s'est stabilisé au cours des derniers mois. Cette évolution s'explique notamment par le fait que l'emploi résident connaît encore une évolution relativement dynamique dans certaines branches, notamment dans celles qui sont abritées de la conjoncture. L'emploi résident est par ailleurs soutenu par le développement accru des emplois aidés (mesures pour l'emploi). Malgré cette récente stabilisation – une tendance qui n'est pas amenée à se prolonger au vu de la faiblesse de l'activité – le chômage affiche un taux historiquement élevé (plus de 6% de la population active depuis le 2^{ème} trimestre 2012).

Prévisions de croissance: 0.5% en 2012 et 1.0% en 2013

La zone euro s'est installée dans une récession, cette dernière se diffusant largement à travers l'économie mondiale. Ainsi, pour 2013 et par rapport à la NDC 2-2012, le STATEC révisé considérablement à la baisse l'hypothèse de croissance pour la zone euro (+0.2% au lieu de +1%).

Du point de vue budgétaire, l'exercice 2013 est marqué par un freinage des dépenses publiques au Luxembourg, ce qui contraste avec l'année 2012, caractérisée par une impulsion budgétaire très positive. En tout, les dépenses publiques devraient augmenter de 2.8% en 2013, soit 1/3 environ du rythme historique moyen, ce qui correspond à une quasi-stagnation en termes réels. Début novembre 2012, le Gouvernement a présenté des mesures de consolidation budgétaire à hauteur de près de 2 points de PIB, mesures qui sont intégrées dans le scénario de prévision central du STATEC.

Nonobstant ces développements négatifs, l'activité économique, telle que mesurée par le PIB en volume, devrait avoir retrouvé courant 2012 le niveau ayant

prévalu avant la crise, grâce à une progression qui est estimée actuellement à 0.5% (pour l'année 2012 dans son ensemble). Pour 2013, une très légère accélération est prévue (+1.0% pour le PIB en volume), sur fond, surtout, d'une stabilisation de la situation dans le secteur financier, ce dernier ne devant plus afficher les performances très négatives des dernières années. Toutefois, en raison de la dégradation de la situation dans la zone euro et sur fond de consolidation budgétaire, la croissance de 1.0% se compare défavorablement par rapport à celle de 1.7% prévue encore en juillet.

Sur le marché du travail, le ralentissement de la croissance de l'activité impacte les créations nettes d'emplois avec un certain décalage et favorise une nouvelle correction (à la baisse) de la durée de travail. Aussi, pour 2012, le STATEC s'attend-il encore à une hausse de l'emploi de 2.2%, mais ce taux devrait descendre à 1.3% en 2013, tirant par là le chômage vers le haut (6.5% en 2013, en moyenne annuelle). Le moral des ménages, déjà proche des niveaux très bas observés au milieu de la tempête financière il y a 4 ans, devrait en pâtir encore pendant de longs mois.

Côté inflation, la situation économique déprimée, marquée par un écart de production très négatif, a mis du temps à se répercuter. Ceci est dû en large partie aux prix des matières premières, restés élevés pour diverses raisons. L'inflation (IPCN) devrait tout de même ralentir en 2013, s'installant, en moyenne, à légèrement moins de 2%, sur fond de prix pétroliers qui sont (mécaniquement) prolongés aux derniers niveaux observés. La persistance de l'inflation et la modération salariale, induite notamment par des primes et gratifications en baisse, font que les salaires réels vont continuer à stagner.

Grâce surtout aux efforts de consolidation, la situation budgétaire s'annonce meilleure en 2013 (solde prévu: -1.4%) qu'en 2012 (solde estimé à -2.0%), ceci sous l'hypothèse que le Budget des dépenses soit exécuté comme prévu. Côté recettes, le STATEC prévoit une légère décote (par rapport au Projet de Budget), ce qui entraîne une différence de 0.6 point de % au niveau du solde, due pour partie à l'hypothèse plus défavorable (du STATEC) en matière de croissance économique, et pour partie aux efforts de consolidation, érodant à la marge la base fiscale.

En résumé, la situation conjoncturelle actuelle commence à peser, affectant les finances publiques, le marché du travail et se diffusant surtout à travers des branches relativement épargnées jusqu'ici (construction, commerce de détail, services aux personnes). Ce mouvement de diffusion de la crise et de ses conséquences à travers les autres secteurs va très probablement se prolonger au-delà de 2013.

1. Conjoncture internationale

Tableau 2: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	UE27	Zone euro	Allemagne	France
Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active)						
Croissance du PIB en volume	T3 12	T3 12	T2 12	T2 12	T2 12	T2 12
dernier trimestre publié	2.3	0.2	-0.3	-0.4	1.0	0.1
moyenne sur les 4 derniers trimestres	2.2	1.4	0.5	0.4	1.7	0.8
Taux de chômage standardisé	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12
dernier mois publié	7.8	4.2	10.6	11.6	5.4	10.8
un an avant	9.0	4.2	9.8	10.3	5.8	9.6
Taux d'inflation (prix à la consommation)	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12
dernier mois publié	2.0	-0.3	2.7	2.6	2.1	2.2
un an avant	3.9	0.0	3.3	3.0	2.9	2.4
Taux d'intérêt à court terme	oct-12	oct-12		oct-12		
dernier mois publié	1.7	0.0		0.0		
un an avant	2.1	1.0		4.3		
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	oct-12	juin-12	sept-12	sept-12	sept-12	sept-12
dernier mois publié	1.7	0.8	3.5	3.8	1.5	2.2
un an avant	2.1	1.1	3.9	4.1	1.8	2.6
Cours de change (par EUR)	oct-12	oct-12				
dernier mois publié	1.30	102.5				
un an avant	1.37	105.1				

Sources: Eurostat, FMI (inflation USA et Japon)

Zone euro: sortie de crise hypothétique, récession assurée

Le PIB de la zone euro a reculé de 0.2% au 2^{ème} trimestre 2012, confirmant une situation de quasi récession après les -0.3% et +0.0% des deux trimestres précédents. Au 3^{ème} trimestre, l'actualité conjoncturelle a soufflé le chaud et le froid sur les économies de la zone euro. D'un côté, l'aggravation des tensions au sein de la zone euro sur la première partie de l'année a pu déboucher sur des réactions de type politique ou à caractère institutionnel qui ont eu l'heure de rassurer les investisseurs et d'offrir de nouvelles perspectives à l'éventualité d'une sortie de crise. De l'autre côté, les indicateurs économiques conjoncturels ont – dans l'ensemble – enregistré une nette détérioration et précisent le retour vers la récession.

Les autorités européennes, face au cercle vicieux des risques souverain et bancaire qui frappait les Etats périphériques de la zone euro, ont apporté deux réponses fortes allant chacune dans le sens d'une mutualisation de la dette et donc d'une plus grande solidarité entre Etats membres. Premièrement, la décision de créer une union bancaire européenne, lors du sommet du 29 juin 2012, fera en sorte que la restructuration des banques les plus fragiles ne devrait plus être assurée par les Etats seuls mais par une structure de type communautaire, dans laquelle la surveillance serait assurée par la Banque

centrale européenne (BCE) et les apports de fonds ou garanties par le mécanisme européen de stabilité (MES). Deuxièmement, le lancement début septembre par la BCE d'opérations de rachat de titres de dette souveraine (Outright Monetary Transactions – OMT), qui, sous condition de programmes d'ajustement, devrait permettre aux pays jugés comme "à risque" par les marchés d'emprunter à des taux d'intérêt plus faibles.

Ces décisions, qui établissent des passerelles entre politique monétaire et politiques budgétaires et concèdent des transferts de souveraineté nationale, vont dans le sens d'une intégration économique plus forte au sein de la zone euro et amoindrissent dans l'immédiat ce que certains analystes ont appelé les "risques extrêmes", tels que l'éventualité d'un éclatement de la zone euro. Mais tous les risques ne sont pas écartés pour autant, car beaucoup d'incertitudes subsistent quant à la manière dont ces mesures pourront concrètement être mises en œuvre.

Les marchés ont en tous cas apparemment réagi pour le moment plutôt favorablement à ces décisions. Les taux des emprunts publics ont nettement reflué pour les Etats de la périphérie, l'euro s'est réapprécié par rapport au dollar US, les indices boursiers européens ont enregistré une remontée significative depuis juillet, etc. (cf. partie 3.5, p. 35).

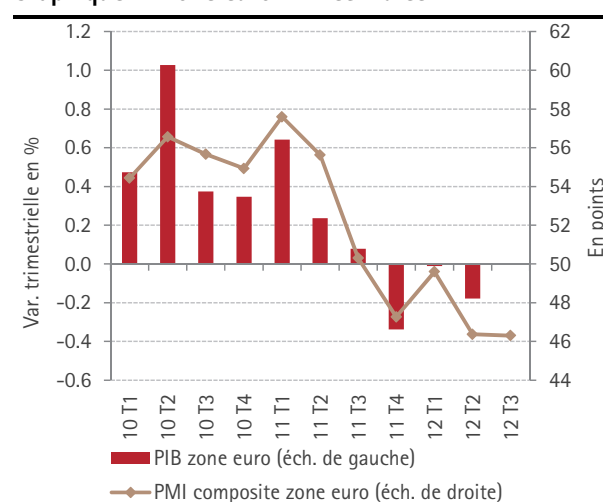
Cette réaction positive des marchés, que l'on peut apparenter à un sursaut de confiance des investisseurs vis-à-vis des perspectives économiques pour la zone euro, contraste très nettement avec les indicateurs conjoncturels publiés au cours du 3^{ème} trimestre. Les indices de confiance, qu'ils émanent des entrepreneurs ou des consommateurs, avaient commencé à se détériorer dès le printemps et les mois d'été ont vu ce mouvement s'amplifier. Ils atteignent pour la plupart un point bas en octobre et leur trajectoire – pour ceux notamment qui sont bien corrélés avec l'évolution du PIB, tels que l'indice PMI pour la zone euro (Purchase Managers Index, cf. Graphique 1) indique assez clairement un nouveau recul du PIB au 3^{ème} trimestre et donc une entrée – *stricto sensu* cette fois-ci (deux trimestres consécutifs de recul du PIB) – en récession. C'est donc bien une configuration de "double-dip" – récession en deux temps, avec une reprise intermédiaire de courte durée – à laquelle la zone euro est confrontée depuis 2008.

Cette faible confiance va de pair avec une demande intérieure déprimée. En lien avec le faible moral des consommateurs, la consommation privée a enchaîné trois trimestres consécutifs de recul jusqu'en 2012 T2. Pour l'investissement, ce sont même cinq trimestres de baisse à la suite, le manque de perspectives pour les entreprises freinant les projets de développement. Les mesures de consolidation budgétaire à l'œuvre dans la majorité des Etats membres entraînent un certain rééquilibrage des comptes extérieurs. On observe notamment une réduction très nette des déficits commerciaux dans les pays de l'Europe du Sud, qui profitent certes du recul des importations, mais au prix d'une faible demande intérieure. Le marché du travail reste marqué par un chômage en hausse, un mouvement quasi ininterrompu depuis la mi-2011 et qui porte la proportion de chômeurs à 11.6% de la population active en septembre 2012.

Etats-Unis: la demande intérieure reste déprimée

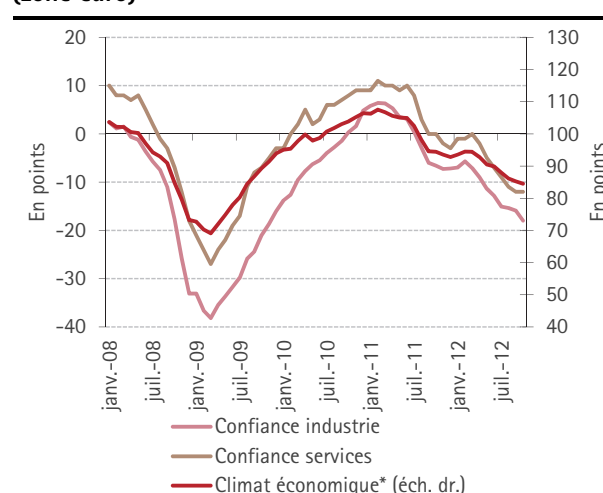
L'économie US poursuit en 2012 son expansion à une cadence relativement peu dynamique. Le PIB progresse au cours des trois premiers trimestres sur un rythme annuel proche de 2% (+0.5% en T1, +0.3% en T2 et +0.5% en T3), ce qui se compare certes avantageusement aux résultats de la zone euro, mais ce qui reste faible du point de vue américain. Cette croissance molle, qui prévaut depuis la sortie de récession de 2009, génère encore trop peu de créations d'emplois: 135 000 en moyenne par mois depuis le 2^{ème} trimestre 2010, alors qu'un seuil minimum de 150 000 serait en pratique nécessaire pour faire baisser le chômage. Le taux de chômage a certes reflué, passant de quelque 10% au début de 2010 à près de 8% depuis la mi-2012, mais ce phénomène s'explique surtout par la forte baisse du taux d'emploi, autrement dit par la désertion du marché du travail d'une partie importante de la population.

Graphique 1: Zone euro: PIB et indice PMI



Sources: Eurostat, Markit Economics

Graphique 2: Indicateur du sentiment économique (zone euro)



Source: Commission européenne

* Calculé à partir des indices de confiance dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce de détail et des services non financiers ainsi que de la confiance des ménages.

Cette atonie relative du marché du travail s'accompagne d'une baisse des salaires réels et d'une hausse du taux d'épargne des ménages, ce qui explique la contribution faible de la consommation des ménages ainsi que celle des investissements résidentiels.

Toutefois, on constate depuis la fin de 2011 une certaine stabilisation du marché immobilier, après la véritable descente aux enfers entamée en 2007. Les prix de l'immobilier sont de nouveau orientés à la hausse, de même que les mises en chantier de logements neufs. On se situe certes encore loin – et même très loin – des niveaux d'avant crise, mais c'est un point crucial si l'on considère le lien très fort aux Etats-Unis entre la valorisation du patrimoine immobilier des ménages et leur accès au crédit (lien qui a été plus que mis en évidence par la crise).

Les ménages américains sont dans un processus de désendettement et ce constat s'applique également aux entreprises. Pour ces dernières, de nombreux autres points positifs sont à relever: elles connaissent dans l'ensemble une progression de leurs résultats, avec des performances relativement satisfaisantes à l'exportation, et de leur compétitivité. Malheureusement cela ne se traduit pas pour le moment par une reprise significative des investissements productifs.

Face à une inflation relativement faible (ancrée grosso modo autour de 2%) et à la demande intérieure peu dynamique, les autorités monétaires américaines ont décidé en septembre le lancement d'une nouvelle vague d'assouplissement quantitatif (Quantitative Easing 3), autrement dit d'injecter de nouvelles liquidités dans le circuit économique (plus prosaïquement: faire marcher la planche à billets).

Pour 2013, le principal risque sur le plan intérieur concerne ce que l'on appelle le "fiscal cliff" (la falaise budgétaire). Il s'agit de plusieurs lois (dont certaines remontent à l'époque de la présidence Bush) qui, si elles ne sont pas supprimées ou amendées, entraîneraient automatiquement à partir de janvier 2013 un mélange de baisse des dépenses et de hausses d'impôts. Les montants en jeu sont considérables: d'après le FMI, cela pourrait entraîner une compression budgétaire de plus de 4% du PIB en 2013 (soit 3 points de PIB de plus que dans le scénario de référence du FMI). Il fait peu de doutes qu'un compromis sera trouvé au niveau politique pour éviter cette éventualité – ou du moins pour l'amoindrir – mais beaucoup d'incertitudes demeurent à ce sujet, ce qui constitue un frein potentiel aux décisions d'investissement.

Sur le plan extérieur des Etats Unis, le principal risque pour 2013 est constitué par le prolongement – voire l'aggravation – de la crise dans la zone euro et, dans une moindre mesure, par le ralentissement de l'activité dans les pays émergents.

Récession possible au Japon, ralentissement dans les pays émergents

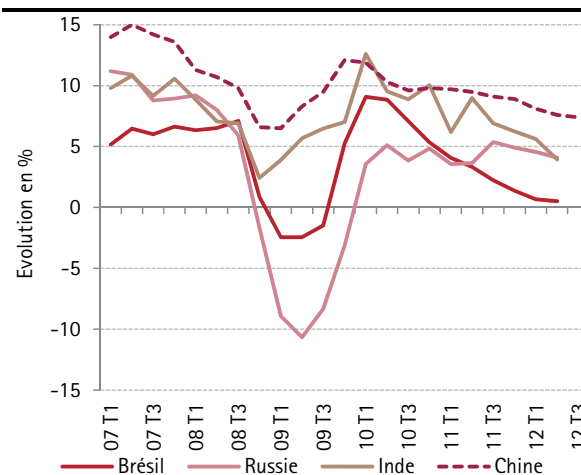
Sur la première moitié de 2012, la croissance de l'économie japonaise a été largement soutenue par les dépenses liées aux travaux de reconstruction, suite au séisme qui a frappé l'archipel au début de 2011. La progression du PIB a cependant nettement ralenti au 2^{ème} trimestre (+0.2%, après +1.3% en T1) notamment à cause d'une baisse affectant les exportations. Ces dernières ont notamment souffert de l'appréciation du

yen, du ralentissement de la croissance dans la zone euro et dans les pays émergents (en particulier en Chine, pays avec lequel le Japon entretient par ailleurs des relations diplomatiques extrêmement tendues cette année). Les résultats disponibles sur les mois d'été ainsi que les enquêtes d'opinions jusqu'en octobre indiquent assez clairement un recul du PIB au 3^{ème} trimestre 2012 et n'écartent pas la possibilité d'un nouveau repli sur le dernier trimestre de l'année (et donc d'une récession au 2^{ème} semestre 2012).

Les puissances émergentes – ou grands pays à forte croissance – poursuivent dans l'ensemble en 2012 le mouvement de ralentissement débuté en 2010. Selon les projections du FMI diffusées en octobre 2012, la croissance économique s'y établirait à 5.3% seulement en 2012 (après +7.4% en 2010 et +6.2% en 2011). Elle devrait remonter à quelque 5.6% en 2013. Il est important de constater que ces prévisions ont été revues à la baisse par rapport à celles de juillet (de respectivement -0.3% et -0.2% pour 2012 et 2013) et que ces révisions se justifient autant par le contexte extérieur – perspectives moins favorables pour les économies avancées – que par des facteurs intérieurs.

En Chine, les facteurs internes de ralentissement résident essentiellement dans le resserrement du crédit opéré face aux risques de surchauffe dans l'immobilier et dans le ralentissement de l'investissement public. En Inde et au Brésil, la croissance est notamment bridée par le durcissement des politiques monétaires visant à contrecarrer les fortes pressions inflationnistes.

Graphique 3: PIB en volume des BRICs



Source: Macrobond

Tableau 3: Evolution macro-économique 2012-2014

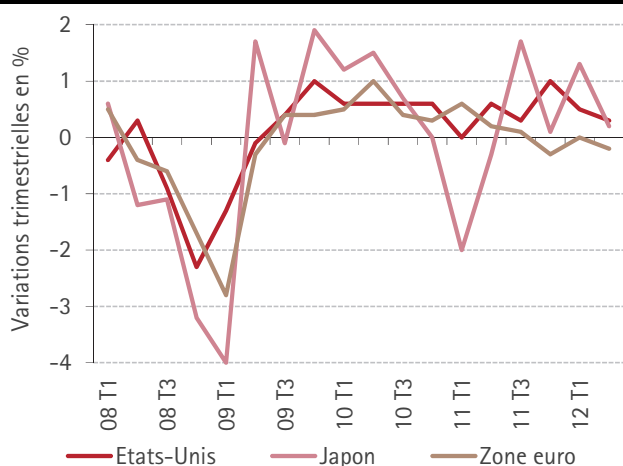
	PIB à prix constants			Prix implicites à la consommation privée			Nombre de chômeurs			Solde de la balance des paiements courants		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014
				Variation en %			En % de la pop. active			En % du PIB		
Belgique	-0.2	0.7	1.6	2.2	2.1	1.8	7.5	7.7	7.8	0.7	0.9	1.2
Allemagne	0.8	0.8	2.0	1.2	1.4	1.6	5.5	5.6	5.5	5.7	5.0	4.7
Irlande	0.4	1.1	2.2	1.7	1.3	1.4	14.8	14.7	14.2	2.3	3.4	4.4
Grèce	-6.0	-4.2	0.6	-0.5	-1.2	-0.4	23.6	24.0	22.2	-8.3	-6.3	-5.2
Espagne	-1.4	-1.4	0.8	0.2	1.9	1.4	25.1	26.6	26.1	-2.4	-0.5	0.4
France	0.2	0.4	1.2	1.7	1.5	1.7	10.2	10.7	10.7	-2.2	-1.8	-1.9
Italie	-2.3	-0.5	0.8	1.4	1.6	1.6	10.6	11.5	11.8	-1.2	-0.4	-0.3
<i>Luxembourg</i> ¹	0.4	0.7	1.5	1.9	3.3	2.2	5.4	6.4	6.4	4.4	4.9	4.7
Pays-Bas	-0.3	0.3	1.4	1.5	1.4	1.3	5.4	6.1	6.2	9.2	9.8	9.8
Autriche	0.8	0.9	2.1	2.0	1.6	2.2	4.5	4.7	4.2	1.1	1.2	1.6
Portugal	-3.0	-1.0	0.8	0.3	1.5	1.2	15.5	16.4	15.9	-3.0	-1.8	-1.5
Finlande	0.1	0.8	1.3	2.7	1.9	1.8	7.9	8.1	8.0	-1.6	-1.6	-2.0
Danemark	0.6	1.6	1.3	1.3	1.6	1.5	7.7	7.7	7.6	5.6	4.6	4.2
Suède	1.1	1.9	2.5	1.0	1.5	2.0	7.5	7.4	6.9	6.4	6.5	6.5
Royaume-Uni	-0.3	0.9	2.0	2.7	2.2	2.3	7.9	8.0	7.8	-3.8	-2.2	-1.1
UE27	-0.3	0.4	1.6	1.6	1.7	1.7	10.5	10.9	10.7	0.4	0.9	1.1
Zone euro	-0.4	0.1	1.4	1.3	1.5	1.6	11.3	11.8	11.7	1.1	1.5	1.6
E.-U. d'Amérique	2.1	2.3	2.6	1.8	2.7	2.7	8.2	7.9	7.5	-3.1	-2.9	-2.9
Japon	2.0	0.8	1.9	-1.6	-0.9	0.4	4.8	4.7	4.6	0.9	1.1	1.3

¹ Les prévisions de la Commission européenne pour le Luxembourg peuvent diverger de celles du STATEC.

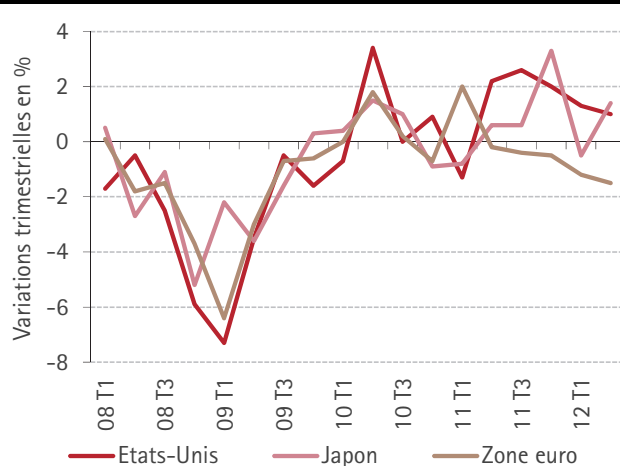
Source: Commission européenne, novembre 2012

Graphique 4: Composition du PIB International

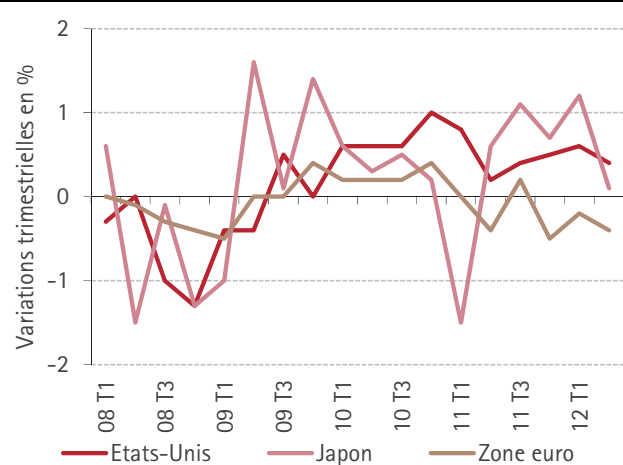
Croissance du PIB



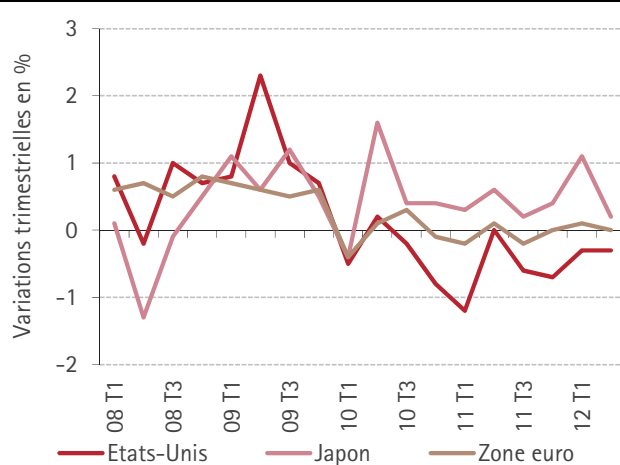
Formation brute de capital



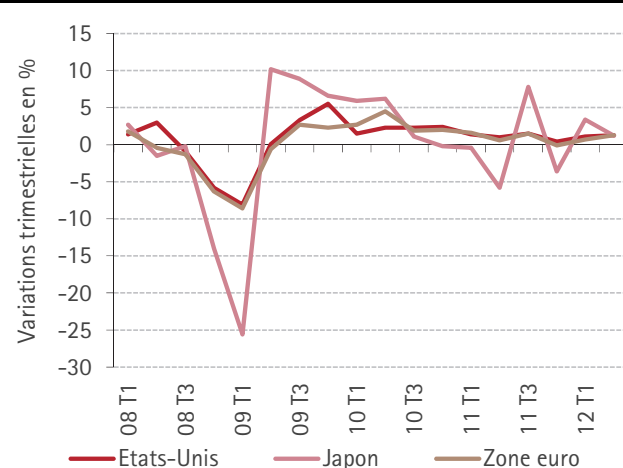
Consommation finale des ménages



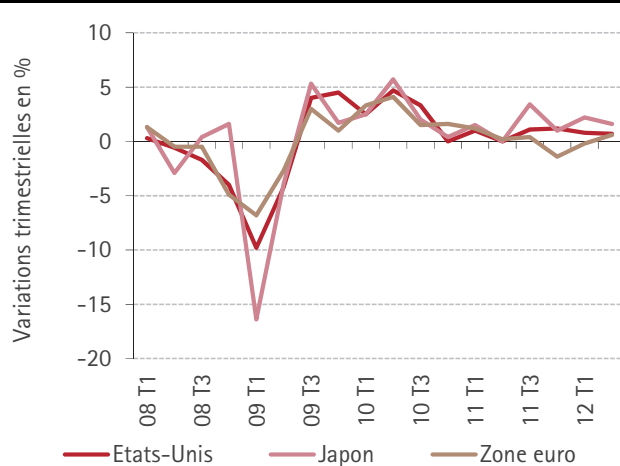
Consommation publique



Exportations de biens et services



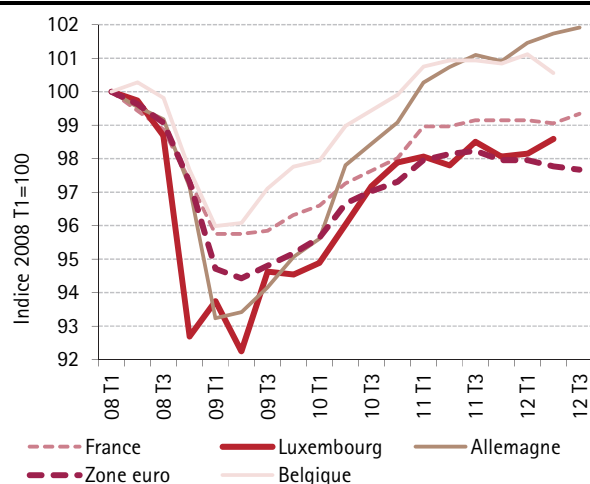
Importations de biens et services



Source: Eurostat (données désaisonnalisées)

2. Evolution récente du PIB

Graphique 5: PIB au Luxembourg et dans la zone euro



Source: Eurostat (PIB en vol., désaisonnalisé)

Les chiffres de croissance diffusés début octobre donnent une image plus positive de la conjoncture économique au début de 2012, notamment pour le secteur financier. Elles révèlent cependant des tendances inquiétantes dans les autres branches, accompagnées de perspectives négatives pour le 3^{ème} trimestre.

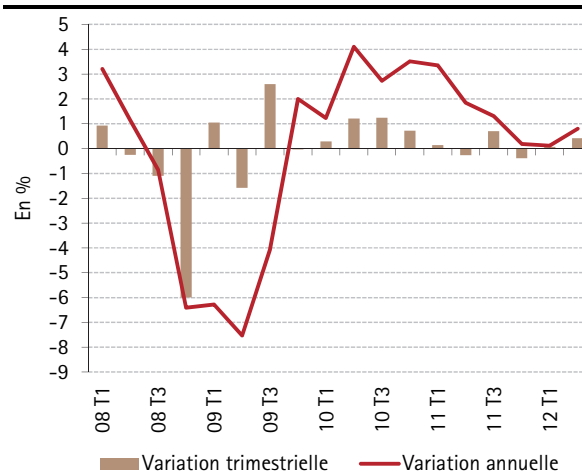
Un 1^{er} semestre 2012 meilleur qu'escompté

Le PIB a progressé de 0.4% au cours du 2^{ème} trimestre 2012 (+0.8% sur un an). Ce résultat, ainsi que les données révisées pour les trimestres précédents, améliorent singulièrement l'appréciation de la conjoncture sur la première moitié de 2012.

D'une part, la croissance du 1^{er} trimestre a été nettement révisée à la hausse (+0.1% au 1^{er} trimestre, contre -1.5% sur un trimestre dans la version précédente), sous l'effet d'une évolution bien plus favorable de la valeur ajoutée du secteur financier: initialement affectée par un repli très inquiétant de quelque 8%, elle ressort maintenant en progression de 0.8%. Signalons que les comptes trimestriels intègrent dans cette version une procédure de redressement annuel des données – effectuée traditionnellement en octobre avec la publication des comptes du 2^{ème} trimestre – ce qui explique l'ampleur plus importante qu'à l'accoutumée des révisions.

Le secteur financier montre de plus une orientation encore positive au 2^{ème} trimestre 2012 (+2.8%). Il va de soi que cette configuration a quelque chose de rassurant, le secteur financier comptant directement pour environ un quart de la valeur ajoutée de l'économie luxembourgeoise et constituant un pôle de demande pour l'activité d'autres branches.

Graphique 6: PIB en volume depuis 2008



Source: STATEC (Comptes nationaux)

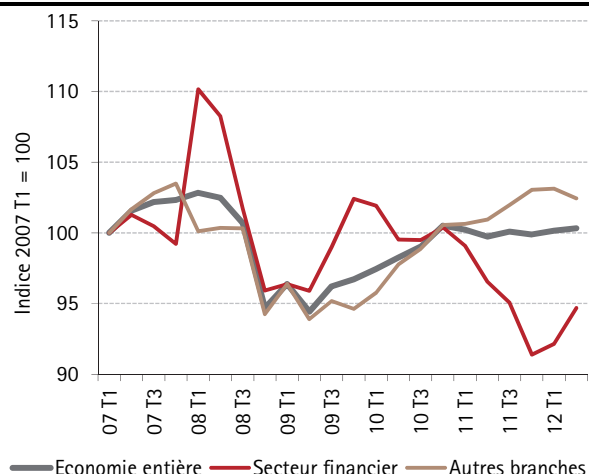
Les données actuellement disponibles laissent ainsi entrevoir un acquis de croissance plus favorable pour 2012 (i.e. la croissance que l'on peut attendre pour l'année dans son ensemble si le PIB se stabilise au niveau du dernier trimestre connu). Celui-ci s'élève maintenant à 0.4% (contre -0.7% dans la version précédente des comptes). La révision est certes appréciable, mais dans l'absolu, on se situe encore très loin du rythme de croissance moyen des années passées (supérieur à 3% par an de 2000 à 2010).

Des tendances inquiétantes pour certaines branches

L'évolution de la valeur ajoutée de plusieurs domaines de l'économie luxembourgeoise est sur une pente nettement baissière à l'issue du 1^{er} semestre. L'industrie enregistre, pour le cinquième trimestre consécutif, un repli en 2012 T2. La construction renoue, après deux trimestres de stabilisation, avec la tendance baissière engagée en 2011. Les services de la branche "Commerce, Horeca, transports et communications" reculent fortement en T1 et T2. Les services immobiliers, de location et aux entreprises ne montrent pour leur part plus qu'une hausse de 0.3% en termes de valeur ajoutée au 2^{ème} trimestre, un net ralentissement par rapport à la cadence moyenne de 1.8% enregistrée sur les trois trimestres précédents.

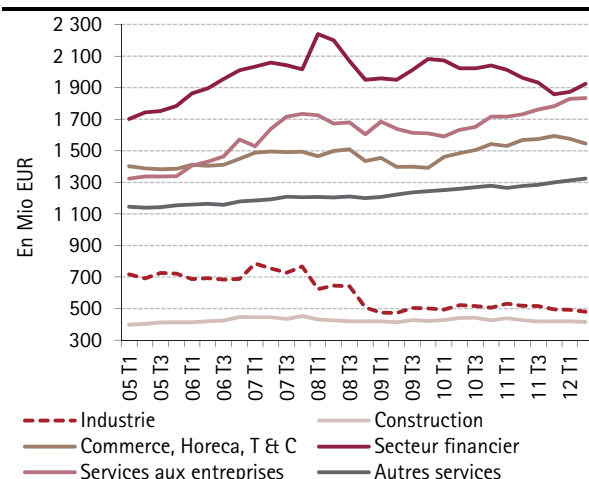
Ainsi, pour la 1^{ère} fois depuis le 4^{ème} trimestre 2009, la valeur ajoutée de l'économie luxembourgeoise hors secteur financier subit un recul (cf. Graphique 7). Au vu des résultats partiellement disponibles sur le 3^{ème} trimestre et des enquêtes d'opinions (disponibles jusqu'en octobre), cette tendance est susceptible de se poursuivre.

Graphique 7: Valeur ajoutée en volume



Source: STATEC

Graphique 8: Principales composantes de la VAB – optique production



Source: STATEC (données en volume aux prix de l'année précédente chaînés, désaisonnalisées)

Tableau 4: Valeur ajoutée par branche

	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2
	Variation sur un trimestre en %				Variation sur un an en %			
Agriculture, chasse et pêche	-4.1	-0.6	0.5	-2.8	-9.9	-8.6	-9.8	-6.9
Industrie, y compris énergie	-0.2	-4.0	-0.6	-2.6	0.0	-1.9	-7.2	-7.2
Construction	-2.0	0.3	0.0	-1.1	-5.4	-1.4	-4.4	-2.8
Commerce, Horeca, transports et communications	0.4	1.3	-1.2	-1.9	4.6	3.3	3.0	-1.4
Services financiers	-1.5	-3.9	0.8	2.8	-4.5	-9.0	-7.0	-1.9
Services immobiliers, de location et aux entreprises	1.7	1.2	2.6	0.3	6.6	3.8	6.6	6.0
Autres activités de services	0.6	1.2	0.9	0.9	1.2	1.7	3.7	3.6
Valeur ajoutée totale	0.4	-0.5	0.3	0.4	0.9	-0.6	-0.1	0.6

Source: STATEC (données en volume, corrigées des variations saisonnières)

Signaux négatifs sur la demande intérieure

Certaines évolutions décrites sur les composantes de l'optique production (branches) se retrouvent auprès des composantes de l'optique dépenses. Ainsi, le solde des échanges extérieurs (de biens et services) affiche un net rebond au 2^{ème} trimestre 2012 sous l'impulsion des exportations nettes de services financiers (cf. Graphique 9 et Graphique 10). Les échanges de services non-financiers reflètent par contre la dégradation de l'activité enregistrée dans la branche "Commerce, Horeca, Transports et communications". Quant aux échanges de biens, la détérioration du solde extérieur reflète en partie l'orientation – tendancielle baissière – de l'activité industrielle depuis 2011.

La consommation des ménages est pour sa part affectée par un repli assez marqué au 2^{ème} trimestre, une tendance défavorable que l'on retrouve également du côté des résultats de vente au détail ainsi que des immatriculations de voitures particulières (cf. partie 3.3). Le faible niveau de la confiance des consommateurs depuis le début de 2012, la remontée du chômage (de la mi-2011 à la mi-2012) et la progression limitée des salaires nominaux commencent peut-être à peser plus lourdement sur les dépenses des ménages. Il faut noter que la consommation des ménages a été

substantiellement révisée dans cette dernière version des comptes nationaux: elle montre maintenant un profil bien plus négatif lors de la crise conjoncturelle de 2008-2009. Sa relativement bonne résistance en 2010 et 2011 s'explique sans doute par le rebond de la conjoncture, mais aussi par la croissance relativement dynamique de la population (+1.9% en 2010 et +2.4% en 2011, contre une progression moyenne de 1.4% par an de 1990 à 2010).

Autre composante majeure de la demande intérieure, l'investissement (la formation brute de capital fixe) enregistre deux trimestres consécutifs de recul sur la première moitié de 2012. Il avait cependant considérablement accéléré tout au long de 2011, si bien que son niveau au 2^{ème} trimestre 2012 peut encore être considéré comme relativement élevé. La direction plus défavorable engagée depuis 2012 est amenée à se poursuivre et l'année 2013 ne devrait connaître qu'une progression très limitée des dépenses d'investissement (cf. chapitre 7).

Perspectives à court terme mitigées

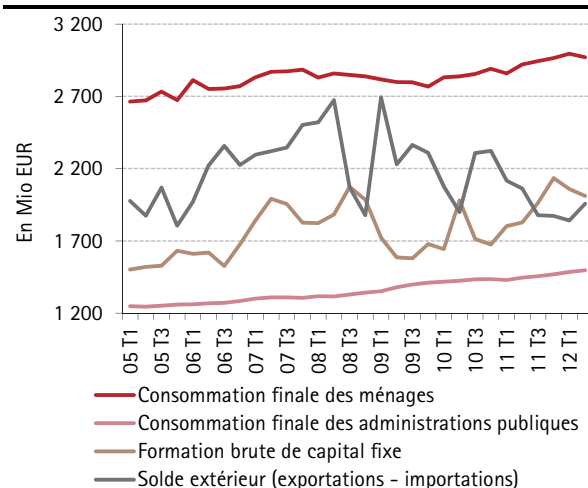
Les indicateurs disponibles pour le 3^{ème} trimestre ne laissent pas entrevoir un rebond significatif de l'activité. Dans le secteur financier, les résultats bancaires du 3^{ème} trimestre (cf. partie 3.4) sont relativement décevants, mais les fonds d'investissements ainsi que les assurances devraient voir leur valeur ajoutée bénéficier de l'élan positif des marchés boursiers durant l'été. Pour les autres secteurs, les enquêtes d'opinions indiquent dans l'ensemble une dégradation (industrie, construction, commerce de détail et autres services non financiers). La consommation des ménages, si l'on considère l'indicateur de confiance des consommateurs qui est fortement reparti à la baisse depuis août, ne bénéficiera pas non plus d'un contexte favorable.

Les perspectives de croissance pour la zone euro ont par ailleurs été révisées à la baisse, surtout concernant l'année 2013 (cf. chapitre 7). Cette moindre croissance pour la zone euro constitue bien entendu un signal négatif pour les perspectives de demande étrangère adressée au Luxembourg.

L'un des seuls éléments positifs pour le deuxième semestre 2012 provient des indicateurs avancés de croissance établis par l'OFCE¹ et le STATEC pour le Luxembourg². Ceux-ci sont établis sur la base de relations entre plusieurs indicateurs de court terme nationaux et internationaux avec la valeur ajoutée du secteur financier et celle du secteur non financier, cette relation ayant un caractère plus ou moins avancé selon les indicateurs considérés. Ils indiquent une progression de la valeur ajoutée totale de 0.4% au 3^{ème} trimestre et de 1.1% en T4, mais eu égard au manque de recul sur la valeur prédictive de ces indicateurs, ils sont à considérer avec beaucoup de prudence.

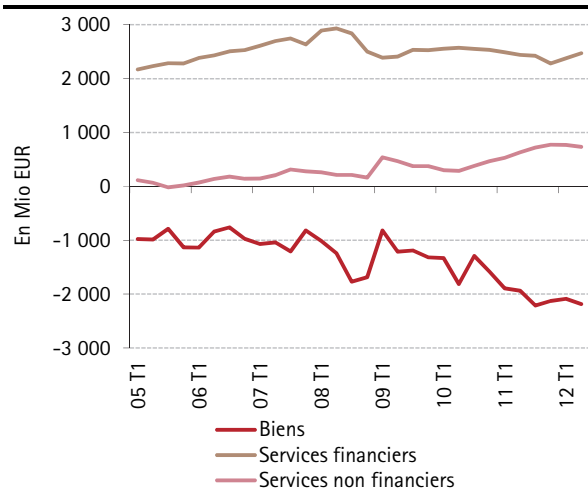
Pour les perspectives sur le marché du travail en revanche, il paraît difficile d'envisager une autre issue à court terme qu'un ralentissement plus prononcé de l'emploi si l'on considère le décalage (d'environ trois trimestres) qui existe entre les évolutions du PIB et celles des effectifs (cf. Graphique 11).

Graphique 9: Principales composantes du PIB – optique dépenses



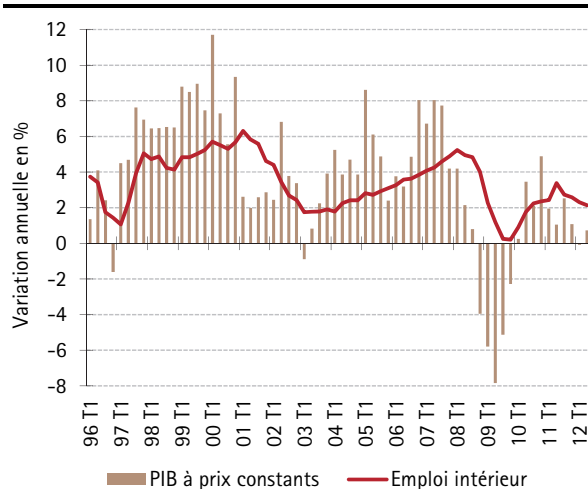
Source: STATEC (données en volume aux prix de l'année précédente chaînées, désaisonnalisées)

Graphique 10: Composantes du solde extérieur



Source: STATEC – Comptes nationaux (données en volume aux prix de l'année précédente chaînées, désaisonnalisées)

Graphique 11: PIB et emploi



Source: STATEC (Comptes nationaux)

¹ Observatoire français des conjonctures économiques

² Cf. Economie et Statistiques n° 41/2010

<http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/economie-statistiques/2010/41-2010.pdf>

Tableau 5: PIB et composantes de la demande

	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2
	Variation sur un trimestre en %				Variation sur un an en %			
Dépense de consommation finale des ménages et ISBLSM	0.8	0.7	1.0	-0.8	3.2	2.6	4.8	1.7
Dépense de consommation finale des administrations publiques	0.7	1.0	1.1	0.8	1.5	2.3	3.9	3.6
Formation brute de capital	7.3	9.9	-5.6	-0.9	14.2	27.0	14.7	10.3
Exportations de biens et de services	0.3	-0.9	-3.2	-0.9	5.1	4.7	-3.1	-4.7
Importations de biens et de services (caf)	2.2	-1.8	-3.2	-1.2	11.7	5.8	-1.9	-4.0
PIB	0.7	-0.4	0.1	0.4	1.3	0.2	0.1	0.8

Source: STATEC (données en volume, corrigées des variations saisonnières)

3. Activité par branche

Tableau 6: Valeur ajoutée et emploi par branche – tableau synoptique

	Poids	Année				2012	
	2011	2008	2009	2010	2011	T1	T2
	En %	Variation annuelle en %					
Valeur ajoutée en volume							
Agriculture	0.3	-12.0	19.7	0.0	-6.1	-9.8	-6.9
Industrie	6.9	-20.3	-19.4	4.5	0.9	-7.2	-7.2
Construction	5.7	-4.5	-0.9	3.2	-1.8	-4.4	-2.8
Commerce, Horeca, Transports et communication	20.9	-1.0	-4.5	6.3	4.5	3.0	-1.4
Secteur financier	25.9	3.8	-5.4	1.9	-4.8	-7.0	-1.9
Immobilier, location et services aux entreprises	23.3	0.9	-2.0	0.7	6.0	6.6	6.0
Autres services ¹	17.1	0.6	1.8	3.0	1.3	3.7	3.6
Total	100.0	-1.3	-4.2	3.0	1.2	-0.1	0.6
Emploi total							
Agriculture	1.2	-17.8	1.2	2.1	1.1	1.7	0.6
Industrie	9.9	1.3	-2.8	-0.5	0.8	1.2	0.1
Construction	10.6	3.8	-0.4	0.5	2.0	1.8	1.3
Commerce, Horeca, Transports et communication	25.7	4.2	1.0	1.8	3.2	3.2	2.6
Secteur financier	11.3	8.5	0.3	-0.7	1.5	2.0	2.1
Immobilier, location et services aux entreprises	17.5	9.3	0.6	3.1	3.8	2.8	1.6
Autres services ¹	23.7	5.2	4.4	3.6	4.0	3.4	3.4
Total	100.0	5.0	1.1	1.8	2.9	2.7	2.1

Source: STATEC (comptes nationaux)

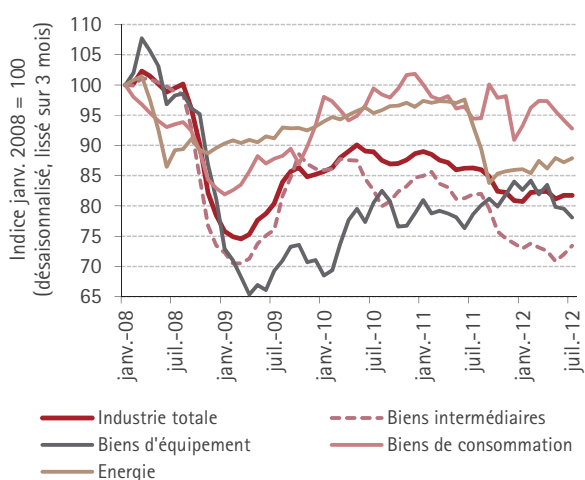
¹ Services d'administration publique, Education, Services de santé et d'action sociale, Services collectifs, sociaux et personnels

3.1 Industrie

Après une nette décre en 2011, la production industrielle luxembourgeoise tend à se stabiliser en 2012, avec des volumes encore faibles. La confiance des industriels, au plus bas en octobre, ne laisse pas espérer

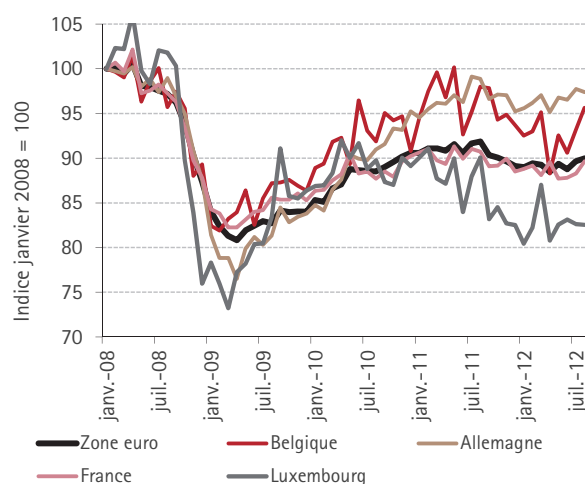
de rebond significatif à court terme, même si une certaine incertitude semble actuellement entourer les perspectives des industriels, tant en termes de production que de prix.

Graphique 12: Production industrielle par catégorie de biens

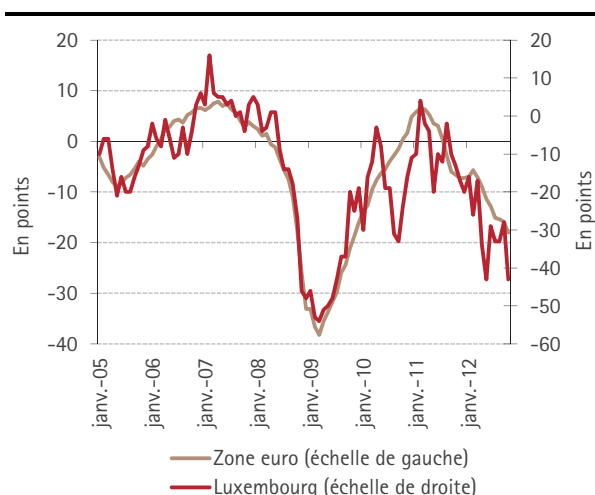


Source: STATEC (Enquête d'activité dans l'industrie)

Graphique 13: Production industrielle



Source: Eurostat (données désaisonnalisées)

Graphique 14: Confiance industrielle – indicateur harmonisé

Source: Eurostat

Stabilisation de la production à un faible niveau

La production industrielle luxembourgeoise, après avoir suivi une tendance baissière tout au long de l'année 2011, présente un profil relativement plat depuis le début de 2012. Cette configuration entraîne une nette baisse en termes de comparaison annuelle. Ainsi, sur les 8 premiers mois de l'année en cours, la production affiche un recul de plus de 6% par rapport à 2011, qui s'explique essentiellement par les volumes moindres de la production sidérurgique (pour moitié) et de celle de produits en caoutchouc (pour un quart). Le recul par rapport à 2011 apparaît cependant comme un phénomène généralisé puisqu'il concerne 14 branches sur les 18 que compte l'industrie luxembourgeoise.

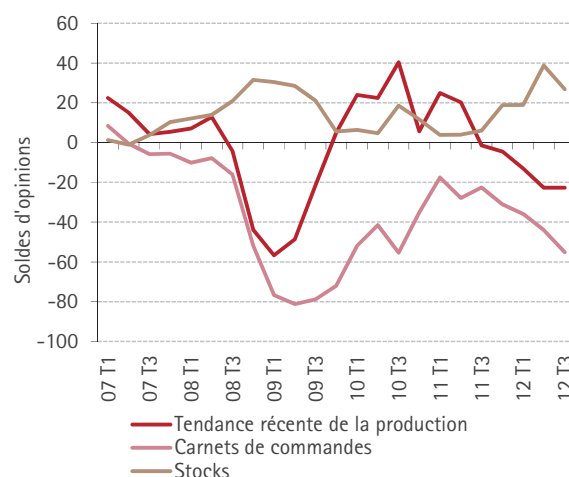
En 2012, au-delà des mouvements de court terme (les données mensuelles sont relativement volatiles), la production tend à se stabiliser depuis le début de l'année (cf. Graphique 12) et ce à un niveau relativement bas (inférieur de 15 à 20% aux volumes de 2008). Derrière cette stabilisation apparente de la production se cachent cependant des évolutions très contrastées. Plusieurs domaines voient leur production suivre une tendance clairement croissante: énergie (après une baisse très nette à la fin de 2011, liée principalement à un phénomène technique), industries du bois et produits informatiques, électroniques, optiques et d'équipements électriques. En revanche, la direction baissière est de mise concernant l'industrie alimentaire et la fabrication de machines et équipements ainsi que, plus récemment (depuis le 2^{ème} trimestre), l'industrie textile et la fabrication de produits en plastique.

Si ce profil plat de la production industrielle luxembourgeoise correspond relativement bien avec celui enregistré au niveau de la zone euro (cf. Graphique 13) en 2012, force est de constater que l'année 2011 a creusé un écart en défaveur du Luxembourg et que celui-ci n'est pas résorbé.

Perspectives plutôt défavorables pour la fin de l'année

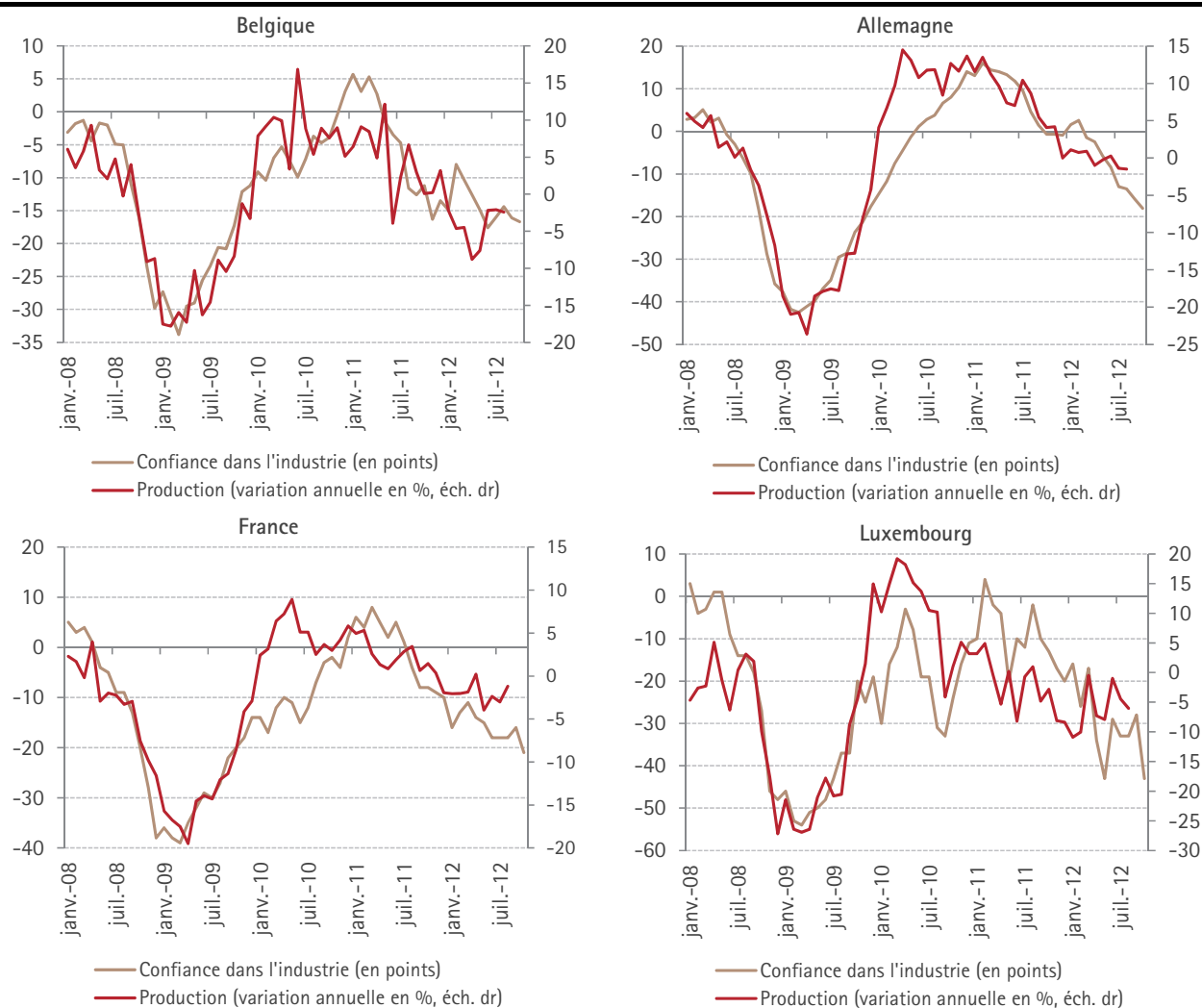
Les perspectives pour la fin de l'année sont plutôt défavorables. L'indicateur de confiance dans l'industrie s'était quelque peu redressé depuis juin 2012, mais il retombe de nouveau à un plus bas en octobre. La tendance de fond des résultats de l'enquête d'opinions reste ainsi nettement défavorable au début du 4^{ème} trimestre, à l'image du climat de défiance relevé chez l'ensemble des industriels européens (cf. Graphique 14). Le jugement sur la tendance récente de la production se stabilise certes depuis le 3^{ème} trimestre (cf. Graphique 15), mais il n'est historiquement pas mieux corrélé avec la production que l'indicateur de confiance (ce dernier est calculé à partir des opinions relatives aux carnets de commandes, aux stocks et aux perspectives d'évolution de la production).

Il est néanmoins possible que les enquêtes de conjoncture sous-estiment l'évolution que l'on peut attendre de la production. Le lien entre opinions et données de production n'est pas de nature parfaite et il est intéressant de constater qu'au cours des derniers mois, les indications données par les enquêtes de conjoncture se sont révélées relativement pessimistes par rapport aux chiffres constatés après coup dans plusieurs pays. C'est notamment le cas en Allemagne et en France, mais aussi au Luxembourg (cf. Graphique 16). Ce décalage entre les opinions et les résultats – le même phénomène avait été observé au début de 2010, mais dans une configuration de hausse – indique que les données de production à venir seront peut-être moins mauvaises que ne le laisse envisager le repli de la confiance des industriels. Mais il peut également signifier qu'une forte correction se prépare et que la relativement bonne résistance de la production n'est que temporaire.

Graphique 15: Enquête de conjoncture dans l'industrie

Source: STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 16: Relation entre confiance et production dans l'industrie



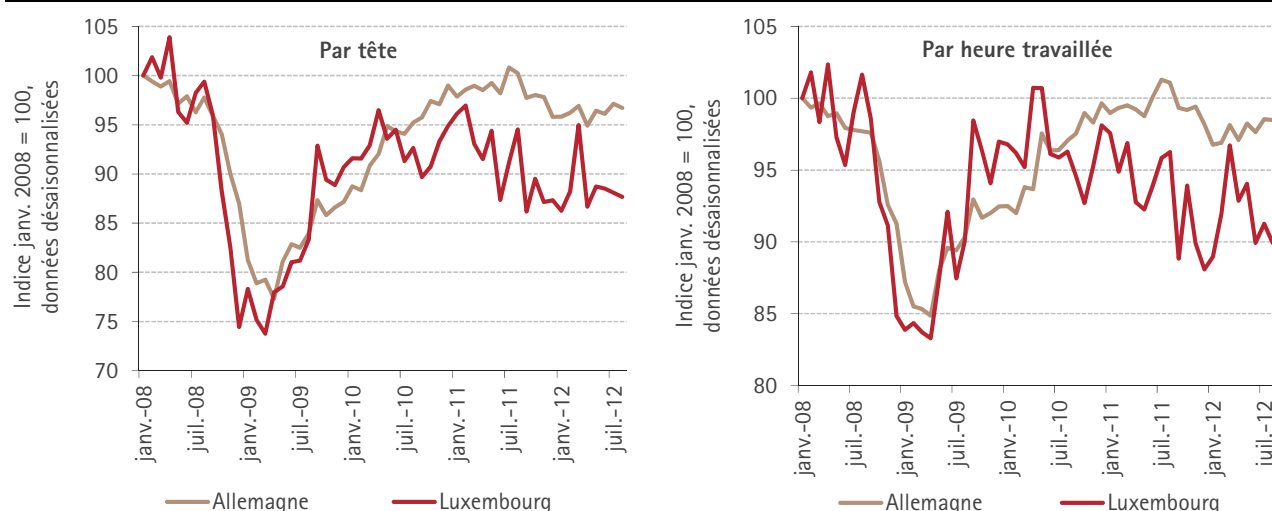
Source: Commission européenne

Productivité en baisse

Les enquêtes d'activité dans l'industrie indiquent qu'un ajustement à la baisse des effectifs s'est opéré en 2012 et ce pour la 4^{ème} année consécutive. La baisse du volume de travail de quelque 3% par rapport à 2011 (combinaison d'une baisse des effectifs de 2% et de la durée moyenne de travail de 1%) s'avère néanmoins – face à un repli de la production de plus de 6% sur la même période – insuffisante pour pouvoir impacter positivement la productivité. Celle-ci est certes remontée au croisement du 1^{er} et du 2^{ème} trimestre 2012, en lien avec une production particulièrement élevée en mars et des baisses d'effectifs dans l'industrie sidérurgique et la fabrication de produits métalliques (cf. NDC 2-12, p. 20), mais ce mouvement n'a été que temporaire.

Précision importante: les données de production et d'emploi présentées ici sont tirées de l'enquête d'activité dans l'industrie effectuée par le STATEC. Elles se basent donc sur les résultats d'un échantillon d'entreprises, qui représentait plus de 90% de la valeur ajoutée de la branche en 2005. Le calcul de la productivité basé sur les agrégats de la comptabilité nationale fait appel à d'autres données (valeur ajoutée en volume au lieu de production, et statistiques administratives de l'IGSS pour l'emploi). Les résultats en termes de productivité du travail pour l'industrie ne sont donc pas directement comparables.

Graphique 17: Evolution de la productivité dans l'industrie



Sources: Eurostat (enquêtes d'activité), calculs STATEC

Tableau 7: Evolution des effectifs, des heures prestées et de la durée de travail moyenne (hors emploi intérimaire)

		2009	2010	2011	2012
		Indices base 2005 = 100			
Nombre de salariés	Moyenne annuelle	93.3	90.8	89.9	.
	Moyenne sur les 8 premiers mois			90.1	88.2
Volume de travail presté (heures travaillées)	Moyenne annuelle	87.1	88.8	89.2	.
	Moyenne sur les 8 premiers mois			89.3	86.4
Nombre d'heures prestées par salarié	Moyenne annuelle	93.3	97.9	99.2	.
	Moyenne sur les 8 premiers mois			99.1	97.9
		Variation annuelle en %			
Nombre de salariés		-3.5	-2.8	-1.0	-2.1
Volume de travail presté (heures travaillées)		-9.1	2.0	0.4	-3.3
Nombre d'heures prestées par salarié		-5.8	4.8	1.3	-1.2

Source: STATEC (Enquête d'activité dans l'industrie)

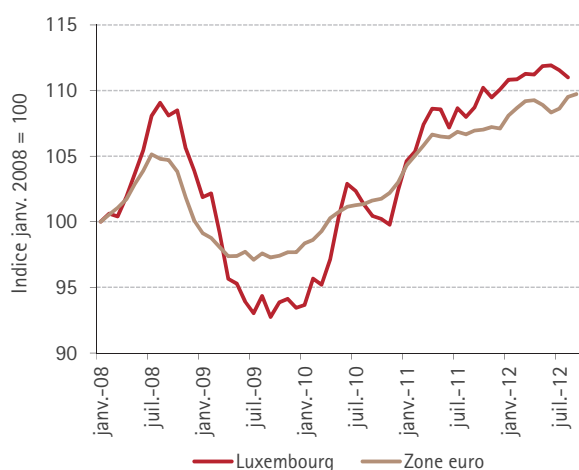
Baisse récente des prix industriels, perspectives incertaines

Les prix des produits industriels affichent une progression de quelque 4% par rapport à 2011 (variation relevée sur les 8 premiers mois de l'année), après +9% l'année précédente. Ce ralentissement s'est intensifié au fur et à mesure de l'avancée dans 2012 et l'on constate sur les tout derniers mois disponibles (juillet et août) une baisse des prix (cf. Graphique 18). Ce repli récent s'explique d'une part par la baisse des prix des produits sidérurgiques, des métaux non ferreux et des autres produits métalliques, ce que l'on peut imputer notamment à l'évolution baissière du prix des métaux au niveau mondial (cf. chapitre 4.1) et notamment au prix de l'acier (cf. Graphique 20). Il résulte d'autre part d'une baisse qui s'est amplifiée concernant les produits minéraux non métalliques (verre, céramique, etc.) et d'une diminution – seulement depuis août – des prix des

produits alimentaires ainsi que de ceux liés à la production et distribution d'énergie.

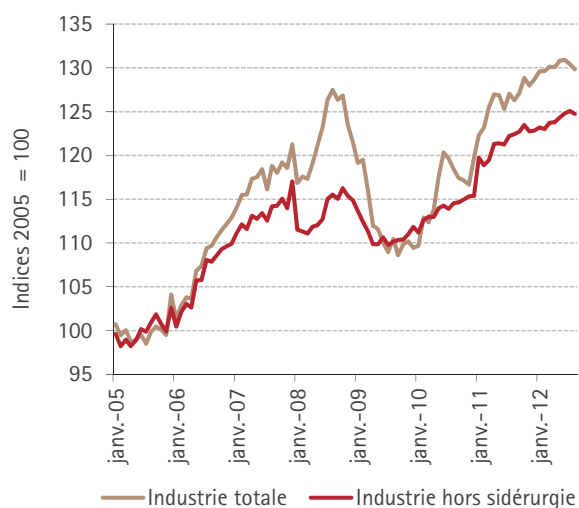
La direction que devraient prendre les prix des produits industriels par la suite est relativement incertaine. Dans la zone euro, ils ont progressé en juillet, août et septembre (la hausse de septembre est cependant moins forte que sur les deux mois précédents). Les anticipations des industriels de la zone euro sont à l'image de celles relevées auprès des industriels luxembourgeois (cf. Graphique 21): en forte baisse au 2^{ème} trimestre, elles ne sont que très légèrement remontées depuis, ce qui laisse plutôt présager une tendance à la baisse sur les prix à venir. Les matières premières n'indiquent pour leur part pas de direction claire: hausse au 1^{er} trimestre 2012, recul au 2^{ème} et remontée au 3^{ème}. Difficile dans ces conditions de se prononcer catégoriquement sur les perspectives en matière de prix.

Graphique 18: Prix des produits industriels – Luxembourg vs. Zone euro



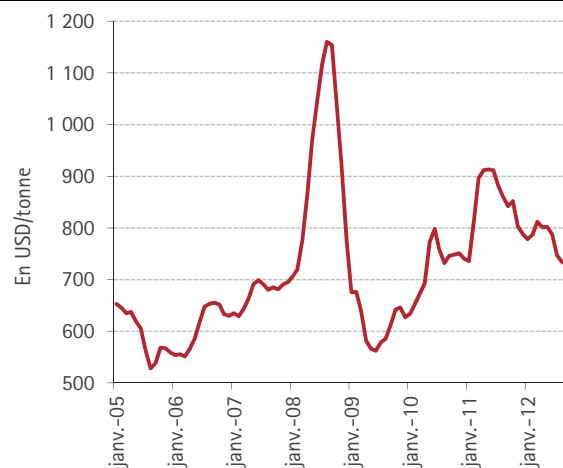
Sources: Eurostat, STATEC

Graphique 19: Prix des produits industriels



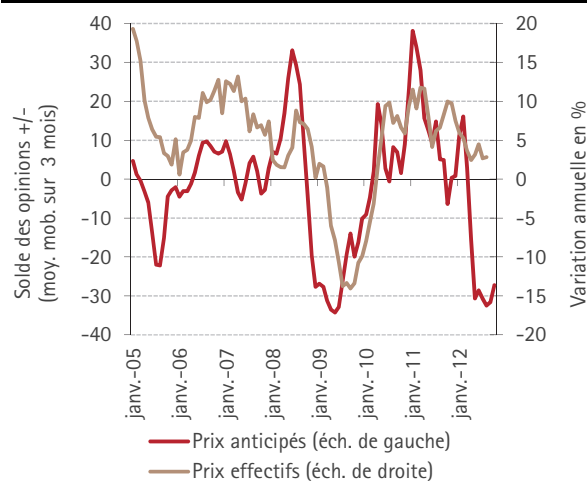
Source: STATEC

Graphique 20: Prix mondial de l'acier (tous produits)



Source: Macrobond – MEPS

Graphique 21: Anticipations des prix des produits industriels



Source: STATEC (Indice des prix des produits industriels et enquête de conjoncture dans l'industrie)

3.2 Construction

Tableau 8: Production par jour ouvrable

	Année					2011			2012	
	2008	2009	2010	2011	2012 ¹	T2	T3	T4	T1	T2
	Variations annuelles en %					Variations trimestrielles désaisonnalisées en %				
Construction	-1.2	0.4	0.2	2.1	-6.5	-6.3	-3.1	-1.8	1.2	-2.6
Bâtiment et génie civil	-4.8	2.8	-0.1	5.5	-10.7	-9.6	-4.4	-2.9	-0.9	-2.1
Travaux spécialisés	2.2	-1.6	0.4	-1.2	-2.4	-2.1	0.2	0.1	-1.2	-0.8

Source: STATEC

¹8 mois

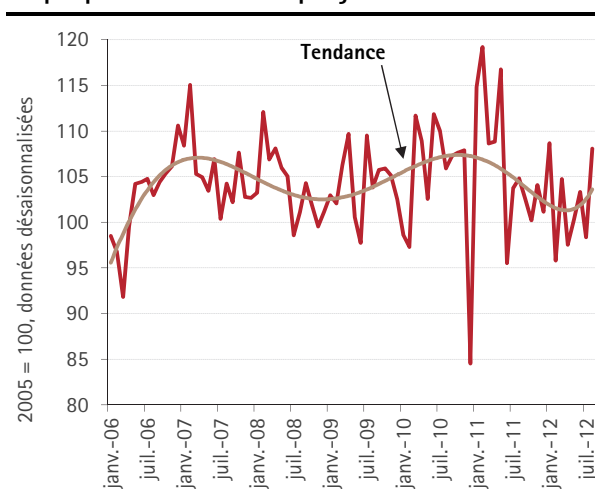
Le secteur de la construction affiche un faible niveau d'activité en 2012 et un net recul par rapport aux résultats de l'année précédente. Les données conjoncturelles les plus récentes sont relativement mitigées – le secteur de l'immobilier résidentiel semble encore bien résister – mais les perspectives sont globalement dominées par une impression négative.

Une production en net recul par rapport à 2011

Sur base des résultats des 8 premiers mois de l'année, la branche de la construction affiche un repli de la production de plus de 6% par rapport à 2011. Cette contre-performance s'explique par une activité tendancielle orientée à la baisse de la mi-2011 jusqu'au début de 2012, avec en particulier une nette inflexion dans le domaine du bâtiment et génie civil (qui compte pour environ 50% de la production de l'ensemble de la construction, l'autre moitié relevant des travaux spécialisés).

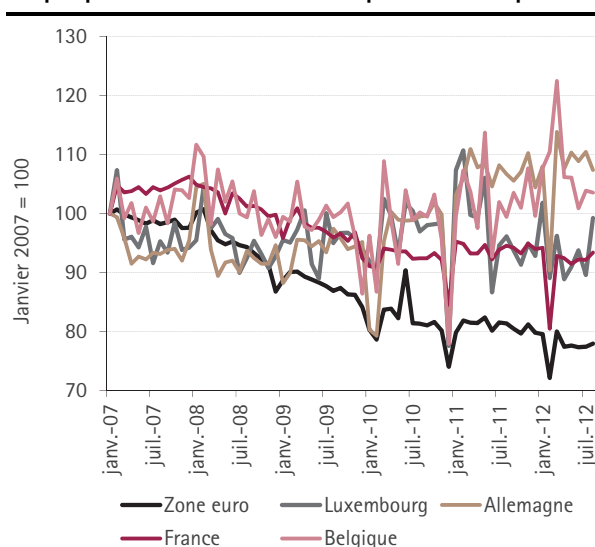
Un peu à l'image de ce que l'on observe dans l'industrie, la production présente un profil relativement plat sur le 1^{er} semestre 2012 (mais avec des volumes bien plus faibles qu'en 2011 pour la même période, d'où les valeurs négatives en variation annuelle). On constate par ailleurs un net rebond de la production en août (dernier mois disponible), de plus de 6% sur un an. Celui-ci ne doit cependant pas donner lieu à une interprétation trop optimiste, car il résulte a priori d'un effet de calendrier. Le nombre de jours ouvrables en août 2012 est identique à celui de l'année passée (23 jours), mais considéré hors congés collectifs – ce qui concerne une partie importante des employés de la branche – il s'élève à 10 jours contre seulement 8 en août 2011 (d'où un effet de base positif de l'ordre de 20% pour les professions concernées). Autrement dit, ce rebond en août a de grandes chances de n'être que transitoire et le redressement récent de la tendance (cf. Graphique 22) est susceptible de disparaître lorsqu'elle intégrera les résultats de septembre.

Graphique 22: Production par jour ouvrable



Source: STATEC (enquête d'activité dans la construction)

Graphique 23: Production – comparaison européenne



Source: Eurostat

Les perspectives sont dans l'ensemble négatives

En matière de perspectives à attendre pour la fin de 2012 et le début de 2013, les signaux envoyés par les indicateurs conjoncturels sont dans l'ensemble assez négatifs.

Du côté des entrepreneurs, les professionnels interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture, ont vu leur jugement sur les différentes variables de leur activité se dégrader fortement depuis le 2^{ème} trimestre 2012 et cette dégradation s'est incontestablement poursuivie au cours du 3^{ème} trimestre. L'indicateur de confiance dans la construction (cf. Graphique 24) a littéralement plongé de juillet à septembre, et remonte – mais presque imperceptiblement – en octobre. Dans le détail des questions de l'enquête d'octobre, on note certes une remontée sur certaines variables (surtout concernant l'activité récente, un peu moins sur les carnets de commandes), mais la tendance générale demeure baissière. Le repli des opinions a été tellement prononcé au troisième trimestre – on le voit également sur la durée d'activité assurée (cf. Graphique 26) – que les améliorations relevées sur quelques questions en octobre paraissent relativement anodines. Elles sont en tous cas trop modestes, trop récentes et trop isolées pour tabler sur le retour d'une tendance d'expansion à court terme.

Un autre signal négatif est apporté par les autorisations de bâtir du 2^{ème} trimestre, avec un recul très marqué par rapport aux résultats de l'année passée (-30% en termes de volume à bâtir). Sur l'ensemble du 1^{er} semestre (cf. Graphique 27), on constate un reflux particulièrement important des projets relatifs à la construction non résidentielle. La partie résidentielle reste cependant relativement bien orientée, ce qui semble cohérent avec la progression encore dynamique relevée sur les crédits à l'habitat (+7% environ par rapport à 2011 sur l'ensemble des trois premiers trimestres, cf. partie 3.6).

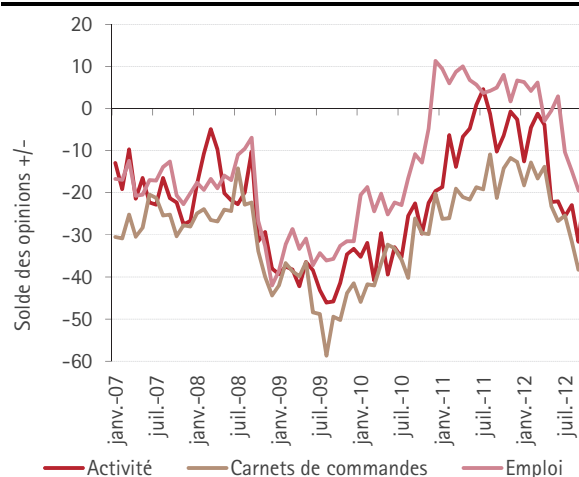
Enfin, du côté des prix des prestations pour les travaux de construction (cf. Graphique 28), les tarifs relevés au cours du 2^{ème} trimestre 2012 montrent une hausse plus modérée, en particulier dans les domaines du gros œuvre et du bâtiment. Ce retournement de tendance devrait se confirmer par la suite, en lien avec la relative faiblesse de l'activité.

Graphique 24: Confiance dans la construction



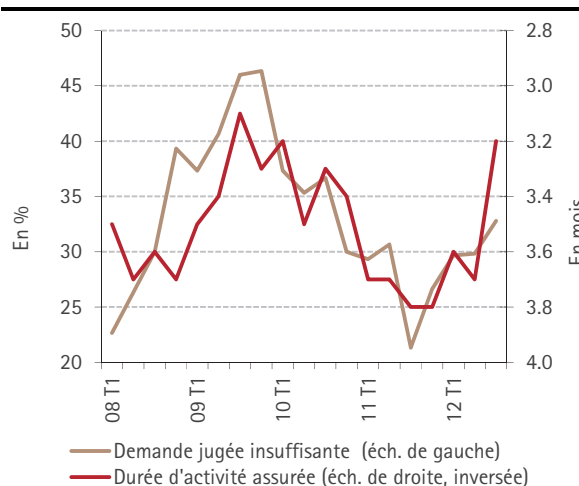
Source: Eurostat

Graphique 25: Enquête de conjoncture Construction

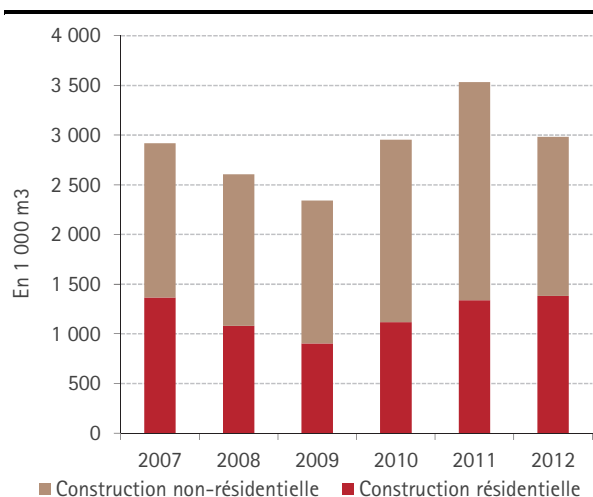


Source: STATEC (données désaisonnalisées)

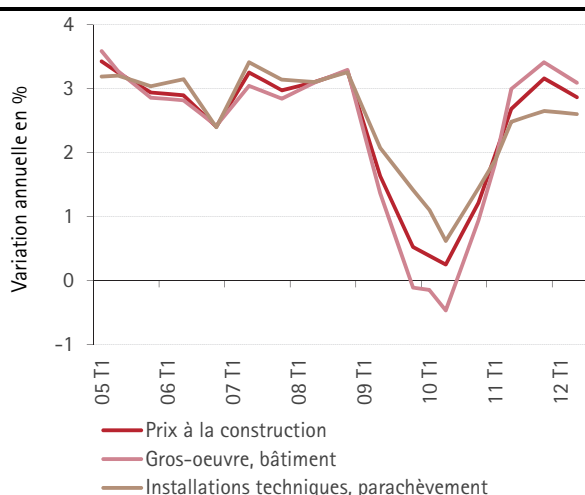
Graphique 26: Opinions sur la demande et la durée d'activité assurée



Source: STATEC

Graphique 27: Autorisations de bâtir au 1^{er} semestre – volume à bâtir

Source: STATEC

Graphique 28: Prix à la construction

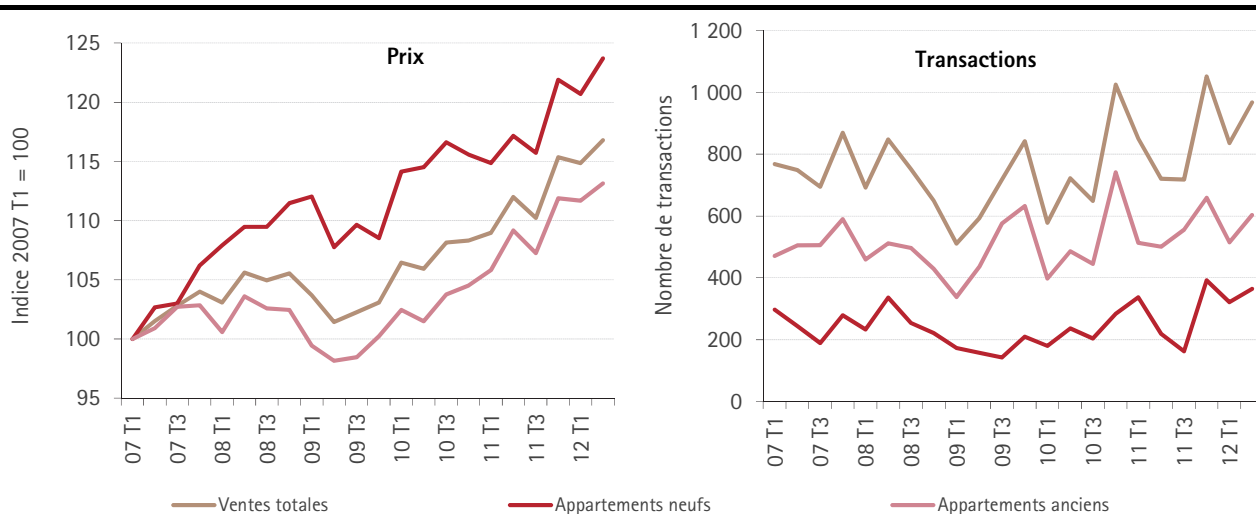
Source: STATEC

L'immobilier encore dynamique dans le secteur résidentiel

Les ventes d'appartements au Luxembourg continuent à manifester un dynamisme certain. Après une pause au 1^{er} trimestre (tant sur les prix que sur le nombre de transactions), les statistiques du 2^{ème} trimestre témoignent d'un engouement toujours fort pour l'investissement dans ce type de biens. Le volume de transactions s'élève à 967 unités (+15% par rapport au 2^{ème} trimestre 2011), un record pour cette période de l'année et ce tant pour le segment des biens neufs que pour celui des biens anciens. Les prix de vente partagent largement cette tendance haussière et progressent en moyenne de 4.3% sur un an (+1.7% sur un trimestre).

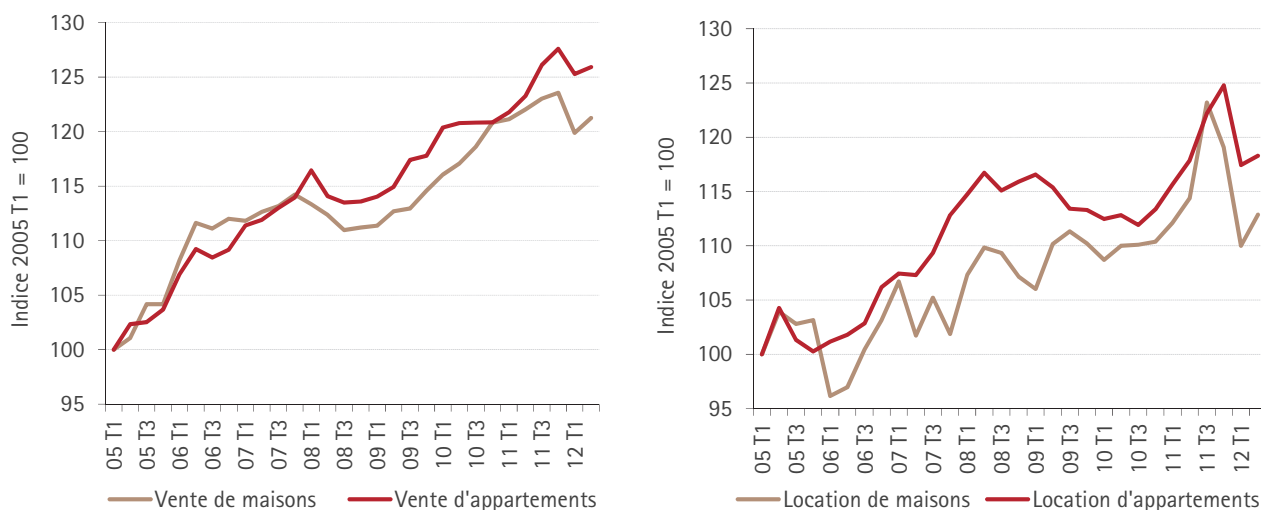
De fait, l'évolution conjoncturelle peu porteuse au début de 2012 – baisse de l'activité, remontée du chômage – ne semble pas vraiment nuire au marché immobilier des appartements. Du côté des prix relevés au travers des annonces immobilières par l'Observatoire de l'habitat, des baisses ont par contre été constatées au croisement de 2011 et 2012, surtout en ce qui concerne les loyers des maisons et des appartements. Une moindre progression des loyers transparaît également du côté de l'échantillon de logements surveillés par le STATEC dans le cadre de l'établissement des prix à la consommation (cf. Graphique 31).

Du côté de l'immobilier de bureaux (données CBRE – MarketView Luxembourg Q2 2012), peu de nouveaux projets sont attendus pour 2012 et 2013: le volume correspondant serait inférieur de 30% environ pour chacune de ces années à celui de 2010 et 2011. La prise en occupation au 1^{er} semestre s'est montrée relativement comparable à celle de 2011 et le taux de vacance locative tend à se réduire lentement (il reste cependant encore historiquement élevé à plus de 6%, cf. Graphique 32).

Graphique 29: Indices des prix de vente effectifs et nombre de transactions sur les appartements

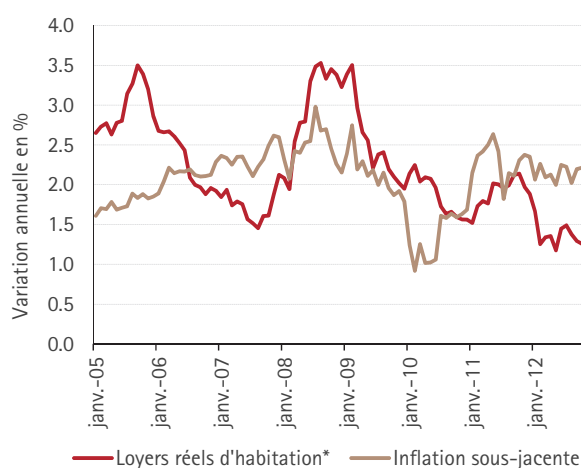
Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

Graphique 30: Prix annoncés de vente et de location



Source: Observatoire de l'Habitat

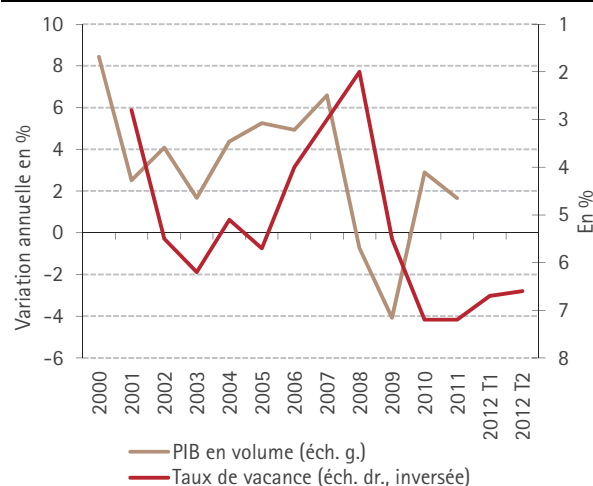
Graphique 31: Prix des loyers relevés par le STATEC



Source: STATEC (Indice des Prix à la Consommation National)

* Le terme "réels" ne s'apparente pas à une évolution en volume; il signifie qu'il s'agit des loyers, hors charges, effectivement payés par les locataires (les loyers imputés par les propriétaires sont donc exclus).

Graphique 32: Taux de vacance dans l'immobilier de bureaux



Sources: CB Richard Ellis, STATEC

3.3 Commerce, Horeca, Transport et Communication

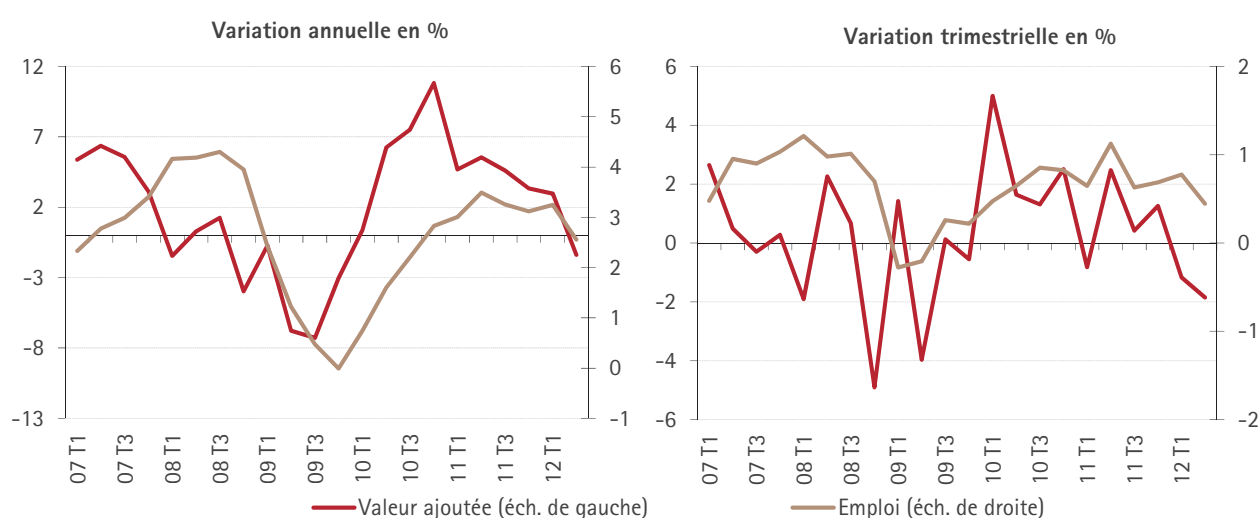
Tableau 9: Commerce: chiffre d'affaires en volume

	Nace Rev.1	Poids			Année		2011		2012	
		2005	2009	2010	2011	2012 ¹	T3	T4	T1	T2
		En %					Variation annuelle en %			
Commerce	50-52	100.0	-21.3	22.3	6.4	-15.5	2.1	4.2	-14.7	-16.2
Automobile	50	11.0	-7.2	2.3	5.8	-3.5	6.6	7.6	-2.4	-4.7
De gros	51	79.7	-21.7	22.7	6.3	-15.8	2.0	4.0	-15.1	-16.5
Détail	52	9.3	5.4	12.4	10.6	10.5	10.1	11.6	11.4	9.7
<i>Détail, hors VPC et carb.</i> ²			-1.9	1.9	2.0	0.0	0.5	2.1	1.9	-1.6

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC (données mensuelles issues des déclarations de chiffre d'affaires)

¹ 7 mois, ² Vente par correspondance et ventes de détail de carburants

Graphique 33: Valeur ajoutée et emploi de la branche "Commerce, Horeca, Transport et Communication"



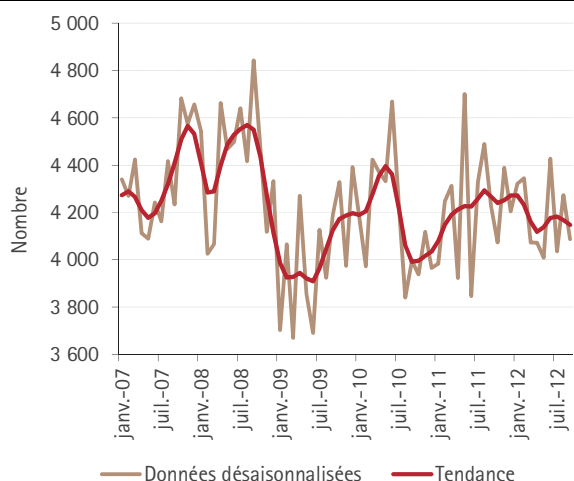
Source: STATEC (Comptes nationaux, données désaisonnalisées et chaînées aux prix de l'année précédente en volume)

Les données disponibles pour les services du commerce, de l'Horeca et des transports et communications montrent dans l'ensemble une conjoncture moins porteuse en 2012. Plusieurs signaux inquiétants sont notamment susceptibles d'aggraver la tendance défavorable récemment prise par le commerce de détail, ce qui aurait un impact potentiel important sur l'emploi. L'Horeca continue pour sa part à voir ses effectifs progresser de manière dynamique, malgré des résultats (provisaires) peu encourageants en termes de chiffre d'affaires. Les transports enfin semblent en majorité assez impactés par le ralentissement conjoncturel, avec une tendance baissière sur l'emploi depuis la fin de 2011.

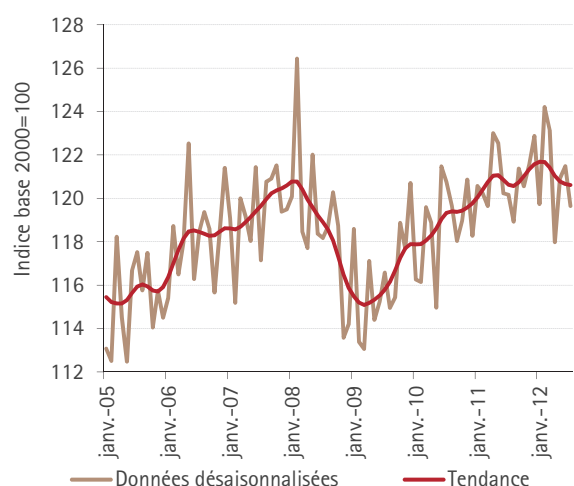
Des signaux très négatifs pour le commerce

L'ensemble des grandes composantes du chiffre d'affaires dans le domaine du commerce affiche une tendance défavorable en 2012. Sa composante principale, le commerce de gros (80% du chiffre d'affaires du commerce), affichait déjà un recul prononcé au cours du 1^{er} trimestre et ce mouvement se confirme malheureusement au 2^{ème} trimestre.

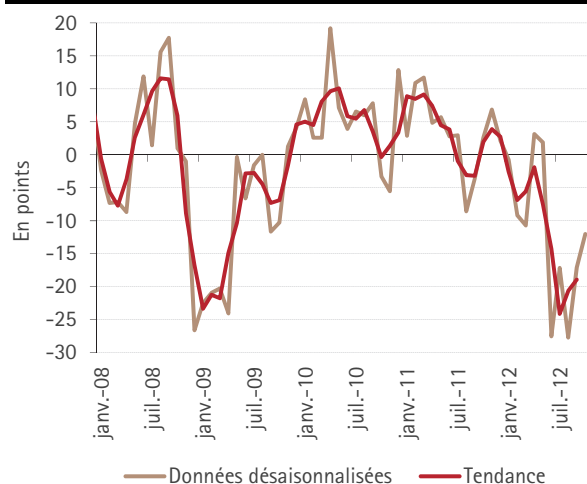
Les sociétés actives dans le commerce automobile (vente et réparations) voient également, après une année 2011 satisfaisante, leur chiffre d'affaires subir un repli notable. Cette évolution est notamment à mettre en relation avec le recul des ventes de véhicules cette année. Dans ce domaine, les résultats des immatriculations de septembre (-3.6% par rapport à septembre 2011) viennent confirmer les chiffres décevants de juillet et août. Le 3^{ème} trimestre voit ainsi, comme le trimestre précédent, les immatriculations de voitures baisser et prolonger la tendance défavorable entamée depuis la fin de 2011. En comparaison annuelle, les évolutions relevées ne sont pas dramatiques – sur les 9 premiers mois de l'année, le recul n'est que de 1.3% par rapport à l'année passée – mais elles témoignent peut-être tout de même d'un certain revirement en matière de consommation des ménages. Dans la comparaison européenne, le Luxembourg affiche sur cet indicateur un résultat largement au-dessus de la moyenne, à savoir une baisse pour l'ensemble de la zone euro de plus de 10% par rapport à 2011 (janvier à septembre).

Graphique 34: Nouvelles immatriculations de voitures

Source: STATEC

Graphique 35: Chiffre d'affaires dans le commerce de détail, hors vente par correspondance (en volume)

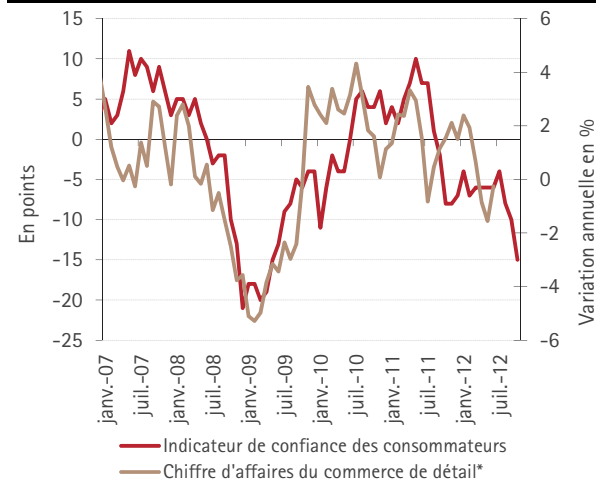
Source: STATEC

Graphique 36: Indicateur de confiance du commerce de détail

Sources: Chambre de Commerce, STATEC

Graphique 37: Indicateur de confiance des consommateurs

Sources: BCL, Commission européenne

Graphique 38: Confiance et ventes au détail

Sources: BCL, STATEC

* Chiffre d'affaires des entreprises du commerce de détail, hors vente par correspondance (moyenne mobile centrée sur 3 mois)

Concernant le commerce de détail, la progression confortable relevée sur le chiffre d'affaires (à un rythme annuel d'environ 10%) repose toujours essentiellement – et même entièrement pour ce qui concerne 2012 – sur la vente par correspondance: il s'agit majoritairement de sociétés actives dans le domaine du commerce électronique qui ont leur siège au Luxembourg. Si l'on se concentre sur la partie plus traditionnelle du commerce de détail, les résultats de 2012 marquent une stagnation par rapport à ceux de l'année passée et la tendance prend même une allure baissière depuis le 2^{ème} trimestre (cf. Graphique 35). Il est intéressant de noter l'analogie avec les recettes de TVA (cf. chapitre 6), qui progressent en 2012 presque uniquement grâce à la TVA sur le commerce électronique.

Les espoirs sont minces de voir les ventes au détail (en magasins) se redresser significativement sur la fin de 2012. L'indicateur de confiance des entreprises du commerce de détail (cf. Graphique 36) s'est en effet très

largement replié à partir du 2^{ème} trimestre pour atteindre son plus bas niveau depuis 2009 (année de forte récession économique). Il reprend une allure ascendante en septembre et octobre, mais il n'est pas sûr que cette remontée soit suffisante. En effet, sur ces deux mêmes mois, des signaux totalement contradictoires, et très négatifs, émanent des enquêtes effectuées auprès des ménages. L'indicateur de confiance des consommateurs (cf. Graphique 37) accuse ainsi, d'août à octobre, trois mois consécutifs de fort recul, en lien avec des anticipations bien plus pessimistes de la part des ménages sur la situation économique générale et l'évolution du chômage. Et cet indicateur présente une corrélation suffisamment importante avec les ventes au détail (cf. Graphique 38) pour constituer un motif d'alerte sur les résultats à venir.

Le secteur du commerce compte pour environ 12% dans l'emploi total et a représenté près de 15% des créations d'emploi en 2011. Les effectifs du commerce voient leur progression ralentir sensiblement en 2012, celle-ci s'élevant à +2.5% sur un an à la mi-2012 (contre +3.6% sur l'ensemble de 2011) et, au vu de ce qui précède, devrait encore ralentir davantage sur les mois à venir.

Horeca: l'emploi témoigne d'une bonne résistance

Les indicateurs relatifs aux services de l'Horeca (Hôtellerie, restauration et cafés) présentent une image pour le moins contrastée en 2012. Les données de chiffre d'affaires montrent une progression en valeur d'un peu moins de 2% sur un an au cours des 7 premiers mois de l'année. Considérant l'évolution des prix relevés dans ce

secteur sur la même période (cf. Tableau 11), environ +3%, le volume d'activité serait donc en baisse par rapport à 2011. Ceci contraste largement avec l'évolution de l'emploi relevée dans cette branche sur la même période, qui montre une hausse de l'ordre de 5% (hors phénomènes techniques de reclassements). Les données de chiffre d'affaires étant basées en partie sur des estimations pour 2012, il est possible qu'elles minorent pour le moment les résultats effectifs. Même si l'emploi dans l'hôtellerie prend depuis le 2^{ème} trimestre une direction baissière (sur base des données désaisonnalisées), il reste pour l'ensemble de l'Horeca – et notamment pour les restaurants qui représentent la moitié des effectifs – très bien orienté jusqu'en juin 2012.

Peu d'informations sont disponibles concernant la fréquentation touristique. Les données d'hébergement sont perturbées pour le moment par le changement de méthode dans la collecte statistique (fiches d'hébergement par voie électronique) et ne sont pas encore aptes à faire l'objet d'un commentaire conjoncturel. Le Luxembourg City Tourist Office a pour sa part fait état dans son bilan intermédiaire pour 2012¹ d'une "saison touristique prometteuse pour la ville de Luxembourg", avec une prise en charge par son équipe de quelque 415 000 touristes sur les huit premiers mois de l'année, soit une hausse de 3% environ par rapport à 2011 sur la même période. C'est également une progression de 3% par rapport à 2011 que relève l'Organisation Mondiale du Tourisme² pour les arrivées de touristes internationaux en Europe de janvier à août (+4% à l'échelle mondiale).

Tableau 10: Chiffre d'affaires en valeur dans l'Horeca

Branche	Nace	Poids	Année					2011		2012	
		2005	2009	2010	2011	2012 ¹	T3	T4	T1	T2	
		En %					Variation annuelle en %				
Hôtels et restaurants	55	100.0	-2.5	2.8	4.6	1.7	3.5	3.5	3.3	0.9	
Hôtels	55.1	23.1	-8.1	0.2	2.6	5.3	2.5	-0.5	7.9	2.7	
Autres hébergements	55.2	2.2	4.0	10.4	-2.4	-10.0	-6.0	-15.4	-18.0	1.7	
Restaurants	55.3	46.9	-3.1	1.0	5.4	-0.1	4.4	4.4	1.2	-0.1	
Cafés	55.4	18.1	3.4	3.8	1.8	0.5	-0.5	5.5	3.1	-2.2	
Cantines et traiteurs	55.5	9.7	-2.0	8.6	8.8	6.5	9.6	4.5	7.5	5.2	

Sources: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

¹ 7 mois

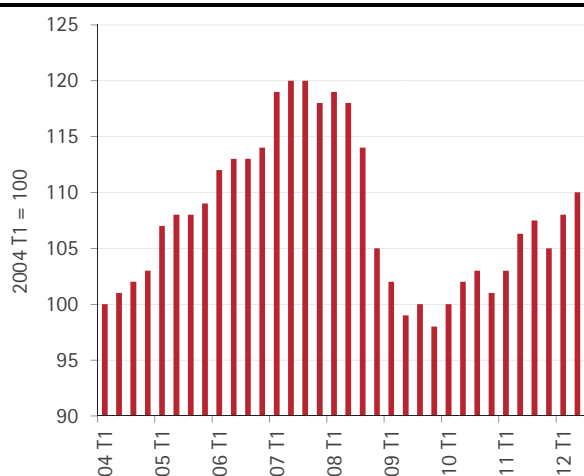
¹http://www.lcto.lu/public/upload/communiqués_presse_pdf/20120905_Bilan_intermediaire_saison_2012_du_LCTO_FR.pdf

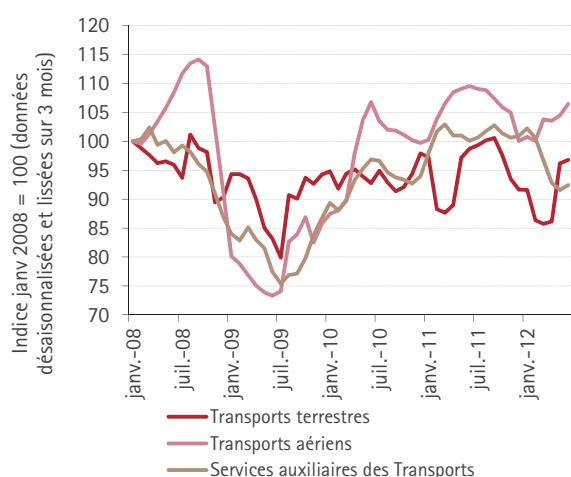
²<http://www2.unwto.org/fr/press-release/2012-11-08/le-tourisme-international-reste-solide-en-depit-des-incertitudes-entourant->

Tableau 11 : Prix relevés dans le domaine de l'Horeca

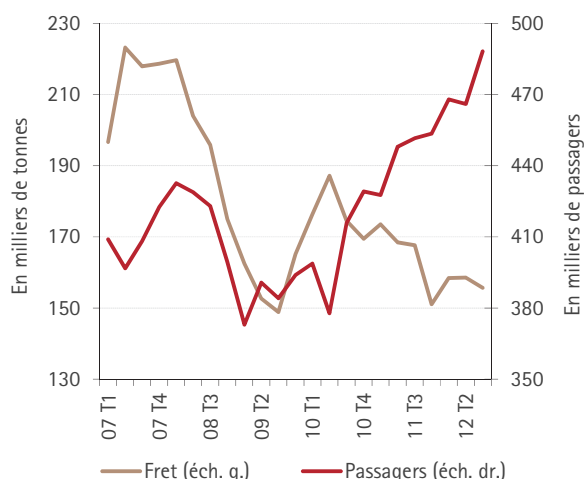
	2009	2010	2011	2012 ¹
	Variation annuelle en %			
Repas au restaurant	3.0	2.3	2.4	2.7
Boissons au restaurant	2.7	2.7	2.8	3.5
Vin, bière, autres boissons alcoolisées	1.9	4.2	3.3	3.5
Eaux minérales, boissons gazeuses et jus	3.8	4.8	2.2	4.3
Café et thé	2.3	-0.4	2.6	4.1
Petite restauration, collations, pâtisserie, glaces, etc.	2.2	2.3	2.3	2.1
Cantines	1.4	1.0	4.1	1.9
Hôtels, motels, auberges, campings, etc.	3.7	1.5	3.0	3.3
Internats, etc.	3.9	3.4	2.5	2.5
Total Hôtels, cafés, restaurants	2.7	2.4	2.6	2.9

Source: STATEC (IPCN)

¹ 10 mois**Graphique 39: Indice mondial du prix des chambres d'hôtels**

Graphique 40: Chiffre d'affaires en valeur dans les services de transports

Sources: Admin. de l'Enregistrement, STATEC

Graphique 41: Indicateurs de transport aérien

Sources: ANA, STATEC (données désaisonnalisées)

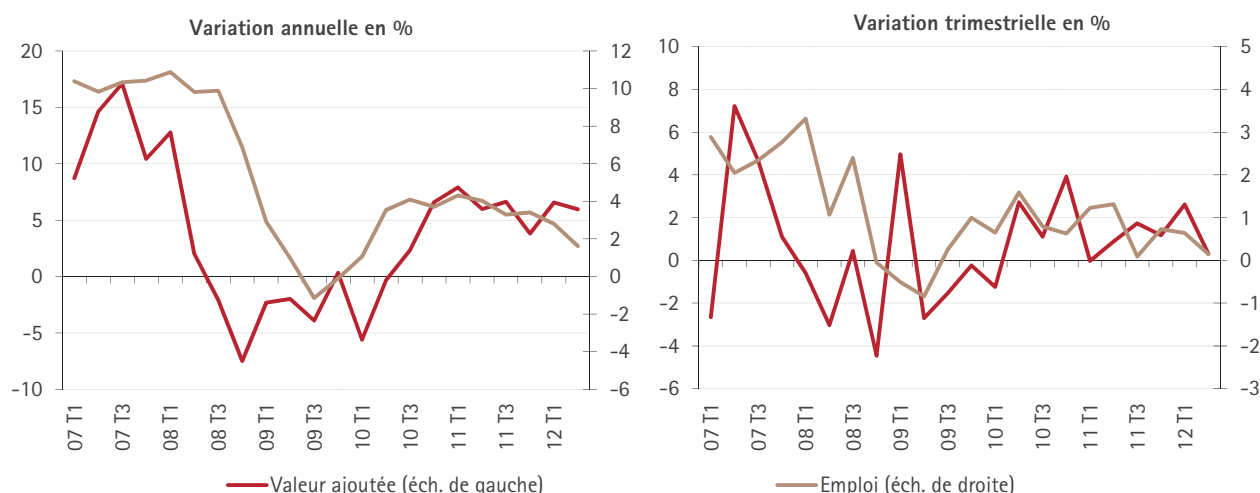
On note cependant, après un début d'année difficile un certain redressement du chiffre d'affaires au cours du 2^{ème} trimestre dans les transports terrestres et aériens (cf. Graphique 40), mais ces données récentes doivent être considérées comme encore largement provisoires et restent à confirmer.

Les données diffusées par l'Administration de la Navigation Aérienne (cf. Graphique 41) montrent pour leur part une progression encore importante du nombre de passagers à l'aéroport de Luxembourg en 2012, mais également un manque de dynamisme patent du côté du fret aérien. Pour ce dernier, la baisse enregistrée sur les volumes est de l'ordre de 7% sur un an au cours des trois premiers trimestres. L'Association des compagnies aériennes européennes recense sur la même période un repli de 3.5% des volumes affrétés en Europe.

L'emploi dans le domaine des transports montre pour sa part une image inquiétante: il s'inscrit en recul depuis le troisième trimestre 2011 (sur base des données désaisonnalisées) si bien que l'effectif moyen recensé au 1^{er} semestre 2012 n'enregistre aucune progression par rapport à l'année précédente.

3.4 Immobilier, location et services aux entreprises

Graphique 42: Valeur ajoutée et emploi de la branche "Immobilier, location et services aux entreprises"



Source: STATEC (Comptes nationaux, données désaisonnalisées et chaînées aux prix de l'année précédente en volume)

Tableau 13: Chiffre d'affaires nominal, immobilier, location et services aux entreprises

Branche	Nace	Poids		Année			2011		2012	
		2005	2009	2010	2011	2012 ¹	T3	T4	T1	T2
		En %	Variation annuelle en %							
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	-7.5	0.5	13.3	8.0	23.9	10.3	9.1	9.8
Activités Immobilières	70	28.9	-3.1	0.1	8.2	3.7	7.7	4.8	-1.1	7.0
Location sans opérateur	71	13.9	-9.8	8.0	10.2	7.9	30.2	2.8	18.8	2.1
Activités informatiques	72	22.4	-9.7	-7.0	20.2	21.7	45.5	22.6	23.4	31.9
R & D	73	34.8	-14.8	17.7	23.1	-19.3	11.0	13.0	-18.8	-22.8
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	-8.2	8.7	14.0	15.6	12.5	12.9	14.5	14.7
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion	74.1	44.5	-13.7	10.7	18.5	14.3	9.2	16.0	18.5	11.5
Activités d'architecture et d'ingénierie	74.2	14.3	-14.7	-1.0	-7.5	-9.5	-16.5	-5.7	-5.8	-15.7
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.3	2.2	25.0	5.0	-9.5	8.6	5.9	-9.6	-10.4
Publicité	74.4	13.0	0.9	0.7	3.9	1.5	7.9	0.4	1.7	0.7
Sélection et fourniture de personnel	74.5	5.3	-25.0	22.3	0.1	-11.6	-9.1	-2.3	-6.1	-18.9
Enquêtes et Sécurité	74.6	2.1	0.4	-0.4	3.8	0.3	2.8	3.8	5.4	-2.1
Activités de nettoyage	74.7	4.0	5.4	1.1	4.5	-7.7	5.9	4.3	-7.8	-8.6
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	15.6	4.5	9.9	19.4	33.1	35.7	18.1	20.3	38.1

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

¹ 7 mois

Malgré des évolutions très hétérogènes, les entreprises de la branche "Immobilier, location et services aux entreprises" voient leurs résultats en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée poursuivre en 2012 l'évolution très favorable qui avait déjà prévalu en 2011, sous l'impulsion majeure des activités juridiques et comptables. En termes d'emploi, l'évolution s'avère plus décevante, notamment à cause de la baisse des effectifs du travail intérimaire qui, même s'ils sont missionnés dans d'autres branches, sont classés dans celle-ci en vertu de la règle que c'est elle qui les emploie.

Une dynamique encore forte en 2012

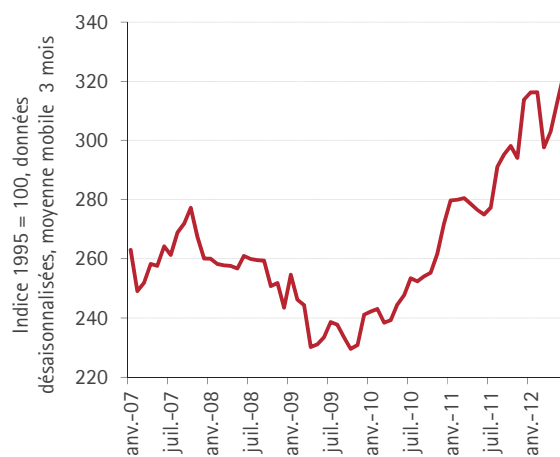
Cette branche d'activité continue comme en 2011 à afficher des performances globalement très satisfaisantes. L'évolution relevée sur le chiffre d'affaires, malgré une volatilité assez forte sur les données de court terme, montre une tendance plus que favorable sur la première moitié de 2012 (cf. Graphique 42).

On peut certes noter dans les données détaillées que certains domaines semblent bénéficier d'une conjoncture moins porteuse cette année. C'est par exemple le cas des activités de sélection et fourniture de personnel, qui pâtissent incontestablement de l'orientation à la baisse du travail intérimaire (cf. partie 5. Marché du travail), ce qui explique d'ailleurs l'inflexion plus forte de l'emploi que de la valeur ajoutée pour l'ensemble de cette branche au début de 2012 (cf. Graphique 42). C'est aussi le cas des activités immobilières, avec une croissance moins prononcée que l'année passée, ou encore pour les entreprises actives dans la recherche et le développement ainsi que dans l'architecture et l'ingénierie, qui accusent un recul sensible par rapport à 2011. Le recul des activités de nettoyage n'est quant à lui pas spécialement de nature conjoncturelle – il est dû à un reclassement d'entreprise dans une autre branche – même si l'on peut supposer que le ralentissement économique ne favorise pas ce type d'activité.

Fort heureusement, plusieurs domaines bénéficient d'une dynamique toujours très forte en 2012 et il se trouve que ces domaines sont parmi les plus importants, en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée. Les activités juridiques, comptables et conseils de gestion sont les principaux bénéficiaires de ce vent portant, surant comme en 2011 sur un rythme de progression à deux chiffres et qui ne souffrent apparemment pas, comme c'est le cas pour bon nombre de branches, d'un problème de demande. On note également une progression très forte, mouvement qui avait débuté en 2011 et qui s'est amplifié en 2012, du chiffre d'affaires des services divers fournis principalement aux entreprises et qui serait surtout dû à une société isolée, ce qui n'est pas sans impact sur le résultat d'ensemble.

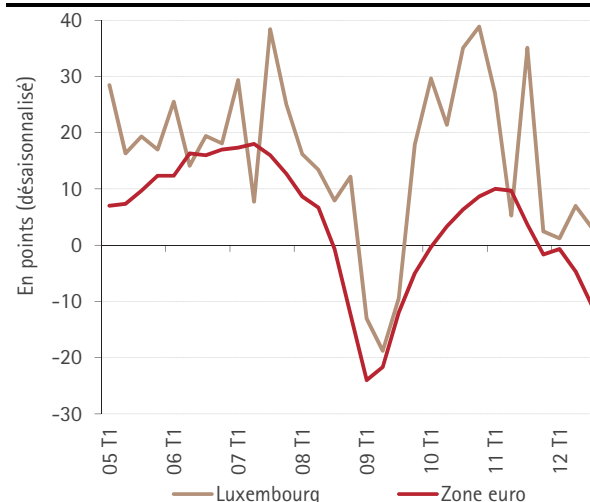
Concernant les perspectives pour cette branche, il est difficile de se prononcer. L'indicateur de confiance dans les services non financiers a certes pris une direction baissière depuis 2011, mais il est basé sur une enquête menée auprès d'entreprises appartenant également à la branche "Commerce, Horeca, Transports et Communications" (pour laquelle les indicateurs conjoncturels sont bien moins favorables en 2012, cf. partie 3.3).

Graphique 43: Immobilier, location et services aux entreprises – chiffre d'affaires nominal



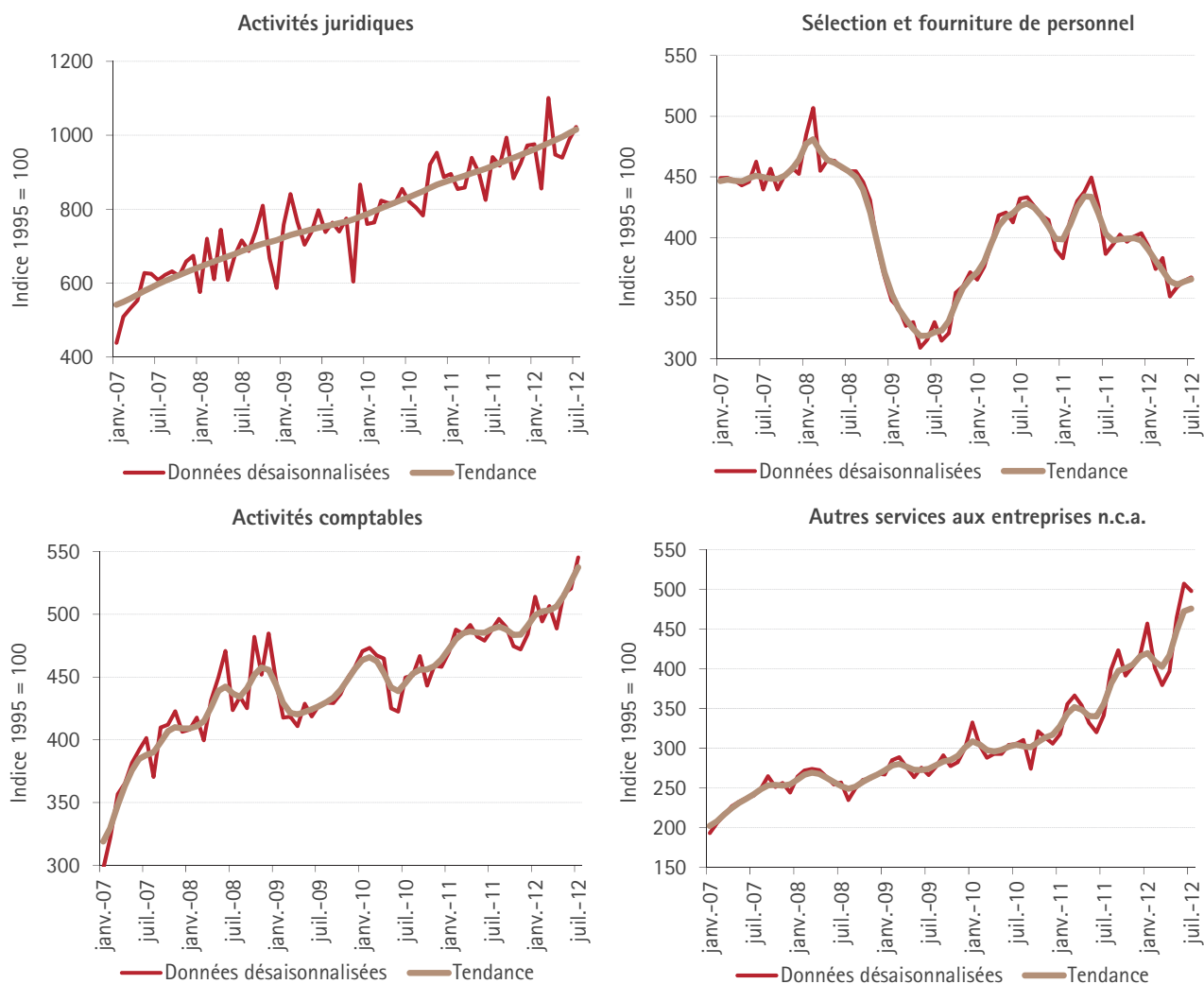
Sources: Administration de l'Enregistrement, STATEC

Graphique 44: Indicateur de confiance dans les services non financiers



Sources: Eurostat, Chambre de Commerce, STATEC

Graphique 45: Evolution du chiffre d'affaires – principales tendances



Sources: Administration de l'Enregistrement, calculs STATEC

3.5 Secteur financier

Les activités financières ont pu profiter d'une certaine amélioration de l'environnement financier international, en particulier européen, au cours du 3^{ème} trimestre. Le secteur reste marqué par un contraste entre les banques – à la traîne – et les autres acteurs, tels que les fonds d'investissement et les compagnies d'assurance, pour qui les récents résultats témoignent d'un regain de dynamisme.

Amélioration de l'environnement financier international

Le contexte financier international, passablement perturbé depuis 2008, a globalement bénéficié d'une amélioration des perspectives au cours du 3^{ème} trimestre 2012. Cette amélioration semble intervenir principalement avec les changements décidés au niveau européen et qui concernent l'avenir de la zone euro.

Parmi les événements à l'origine de ce revirement, on peut citer notamment:

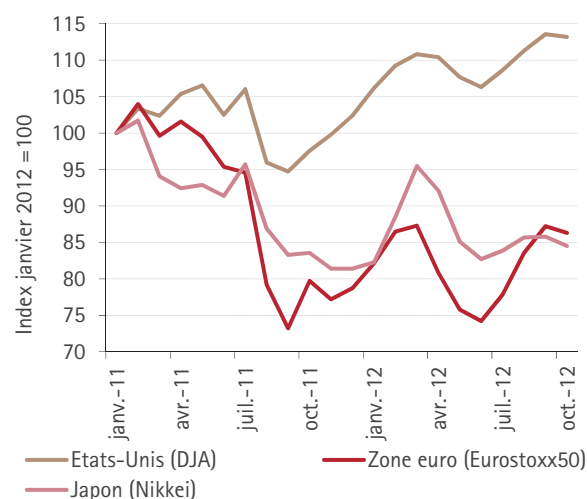
- le sommet européen du 29 juin 2012, consacré à la crise financière de la zone euro, au cours duquel ont été prises plusieurs décisions: mécanisme commun de supervision des banques, qui, une fois mis en place, permettrait une recapitalisation directe des banques par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), recapitalisation des banques espagnoles avec l'aide du Fonds européen de stabilité financière (FESF) et Pacte pour la croissance et l'emploi;
- la déclaration de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, à l'issue du Conseil des gouverneurs du 2 août, qui juge "inacceptables" les taux d'emprunts de l'Espagne et de l'Italie, qui évoque l'irréversibilité de l'euro et annonce que la BCE est disposée à intervenir sur le marché obligataire pour contenir la crise de l'euro;
- l'annonce un mois plus tard, le 6 septembre 2012, par la BCE d'opérations de rachat de titres de dette souveraine (Outright Monetary Transactions – OMT).

L'ensemble de ces mesures va dans le sens d'une mutualisation des dettes et donc d'un renforcement de la solidarité entre les différents Etats membres de la zone euro, même si cette mutualisation n'est pas sans conditions. Dans le cas des OMT par exemple, bien qu'il n'y ait pas de limites ni de montants ni de durée, une condition nécessaire pour accéder au programme de rachat est la sollicitation préalable d'un financement auprès du Fonds européen de stabilité financière (FESF) ou du Mécanisme européen de stabilité (MES). Ce financement sera intégré à un programme d'aide qui pourra être un programme d'ajustement macroéconomique complet ou un programme de précaution (ligne de crédit aux conditions renforcées)¹.

De fait, les marchés ont semble-t-il bien accueilli ces développements, ce qui s'est manifesté sur plusieurs indicateurs.

Premièrement, les indices boursiers sont repartis sur une tendance haussière et celle-ci a été plus prononcée sur les places européennes (Graphique 46). L'indice Eurostoxx50 par exemple a ainsi regagné plus de 20% entre début juin et la fin de septembre. Cette remontée s'est accompagnée d'une réduction de la volatilité (cf. Graphique 47), ce que l'on peut associer à un moindre stress sur les marchés d'actions.

Graphique 46: Indices boursiers

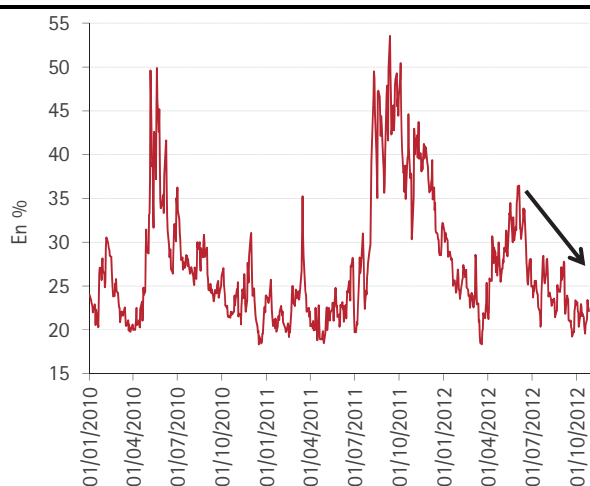


Source: Eurostat

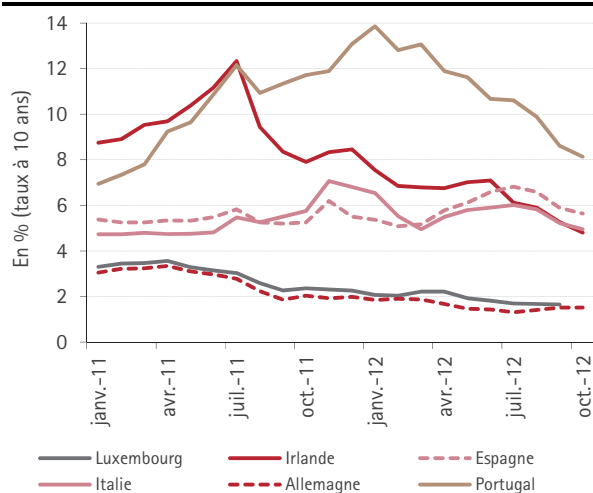
¹ Pour plus de détails sur les conditions des OMT:

http://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2012/html/pr120906_1.en.html

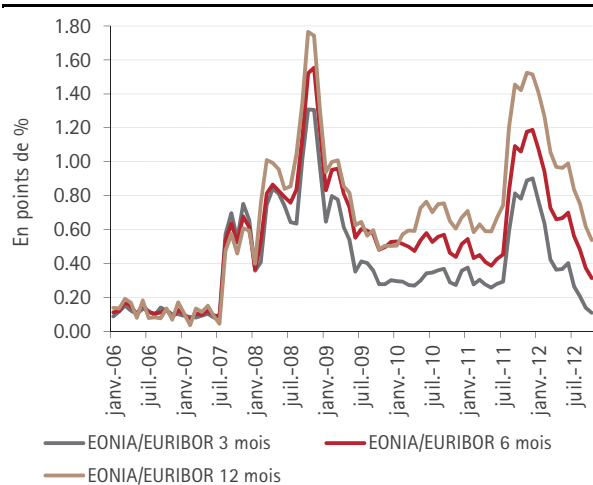
http://www.ecb.int/pub/mb/editorials/2012/html/MB1209_editorial_box_fr_OMT_12938.pdf

Graphique 47: Volatilité sur les marchés financiers (STOXX Zone euro)

Source: Macrobond

Graphique 48: Rendements des emprunts publics

Source: Macrobond

Graphique 49: Ecart entre les taux EURIBOR et les taux de swap EONIA

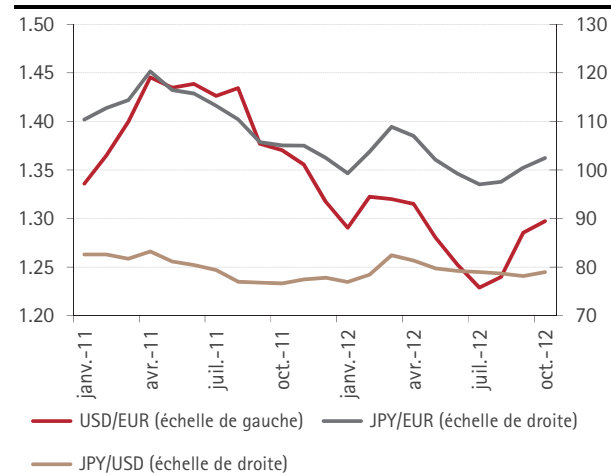
Source: Macrobond

Deuxièmement, les taux d'intérêt auxquels les Etats membres de l'Europe du Sud se financent auprès des marchés sont nettement orientés à la baisse depuis la mi-juillet. Concernant l'Espagne et l'Italie en particulier, l'impact du nouveau programme d'achat de titres de dette souveraine par la BCE début septembre est particulièrement marqué (cf. Graphique 48).

Troisièmement, les conditions de liquidité sur le marché monétaire donnent des signes de détente: les écarts entre taux Euribor et taux de swap Eonia, qui lorsqu'ils sont élevés témoignent de conditions de liquidité tendues, sont nettement orientés à la baisse depuis juillet (cf. Graphique 49).

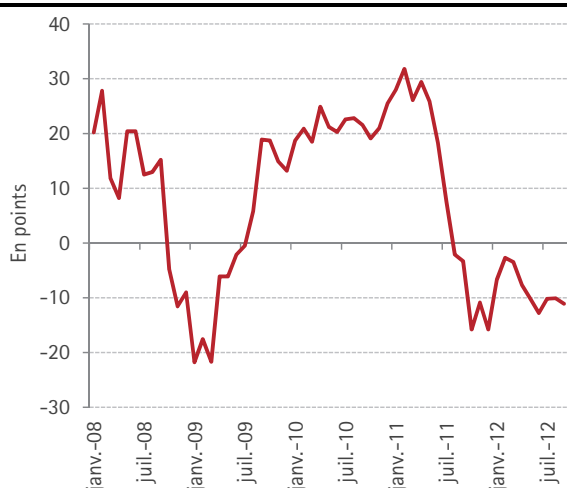
Enfin, l'euro s'est réapprécié par rapport aux autres devises. Face au dollar US notamment, le taux de change de l'euro est passé de 1.20 environ à la fin juillet à 1.30 à la mi-septembre (il reste ancré autour de cette valeur jusqu'à la fin octobre).

Rien n'assure pourtant que cette amélioration de l'environnement financier en Europe pourra s'imposer comme un phénomène de nature durable. Les réformes engagées au niveau politique européen ouvrent certes de nouvelles perspectives, mais dont les conséquences sont à l'heure actuelle très difficiles – pour ne pas dire impossibles – à prévoir.

Graphique 50: Taux de change

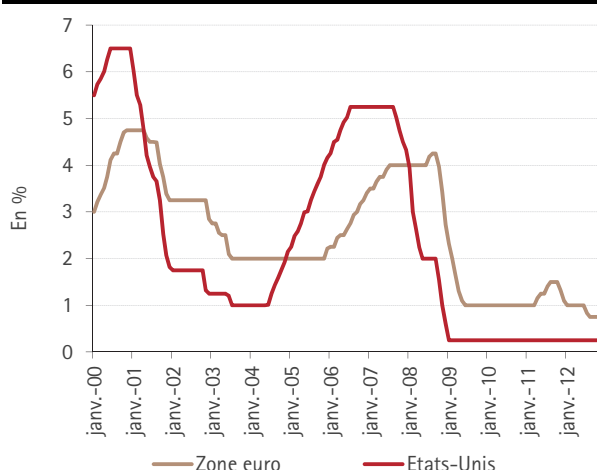
Source: Eurostat

Graphique 51: Indicateur de confiance dans les services financiers – Zone euro



Source: Commission européenne

Graphique 52: Taux directeurs aux Etats-Unis et dans la zone euro



Sources: Federal Reserve, BCE

Si les indices boursiers – que l'on peut dans une certaine mesure appeler à la confiance des investisseurs – sont de nouveau orientés à la hausse, il est particulièrement inquiétant de constater que les indicateurs de l'économie réelle témoignent pour leur part d'une situation conjoncturelle dégradée dans la zone euro. C'est d'ailleurs ce diagnostic d'une détérioration des perspectives économiques qui avait notamment poussé la BCE à décider d'une baisse des taux d'intérêt directeurs

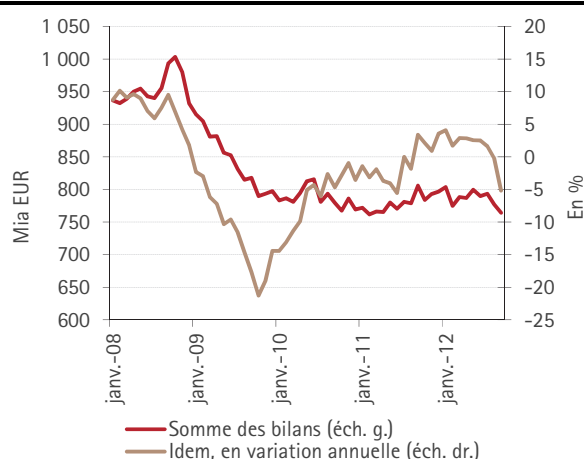
en juillet (un quart de point sur le REFI, à 0.75%). Les enquêtes de conjoncture dans la zone euro d'août et de septembre ont plutôt confirmé ce diagnostic: que ce soit du côté des ménages, des entreprises industrielles, de la construction, du commerce et des autres services, la tendance est globalement restée baissière. De fait, la remontée constatée sur la confiance des investisseurs ne s'est pas encore propagée à celle des autres acteurs de l'économie. Il est surprenant également que l'indicateur de confiance des professionnels du secteur financier (cf. Graphique 51) élaboré par la Commission européenne ne reflète pas non plus l'embellie constatée au 3^{ème} trimestre sur les marchés. Le seul signal positif en provenance des enquêtes qualitatives vient de l'indice ZEW – basé sur les réponses de 350 analystes financiers et investisseurs institutionnels allemands et concernant les anticipations pour la situation conjoncturelle de la zone euro – qui remonte en octobre 2012 pour le 2^{ème} mois consécutif.

Les banques toujours dans une situation difficile

- *Un manque de dynamisme évident du côté des bilans*

La somme des bilans des établissements de crédit luxembourgeois avait connu une certaine reprise entre la mi-2011 et la mi-2012. Celle-ci était cependant essentiellement liée à la hausse des facilités de dépôt auprès de la BCL, enregistrées en tant que créances interbancaires au niveau des bilans (cf. NDC 2012-2, p.37). Ces facilités de dépôt, qui ne sont plus rémunérées depuis juillet 2012¹, ont dès lors très nettement reculé: elles ne s'élèvent plus qu'à 20 Mia EUR environ en septembre 2012, contre plus de 50 Mia au cours du 2^{ème} trimestre. Elles conservent cependant un niveau encore relativement élevé, qui reflète une préférence pour la liquidité toujours importante. L'arrêt de la rémunération des facilités de dépôts s'est par ailleurs accompagné d'un transfert des liquidités excédentaires des banques vers leur compte courant auprès de la BCL. Ces comptes courants ont ainsi augmenté dans une proportion bien supérieure à ce qu'exigent les normes prudentielles: les montants enregistrés atteignent en septembre cinq fois le niveau des réserves obligatoires (seules ces dernières sont rémunérées au taux REFI de 0.75%). Ce phénomène – basculement des facilités de dépôts vers les comptes courants, tous deux désormais rémunérés à 0% – se constate à l'échelle de la zone euro et révèle le blocage qui caractérise toujours le marché interbancaire.

¹<http://www.ecb.int/press/pr/date/2012/html/pr120705.fr.html>

Graphique 53: Evolution de la somme des bilans bancaires au Luxembourg

Source: BCL

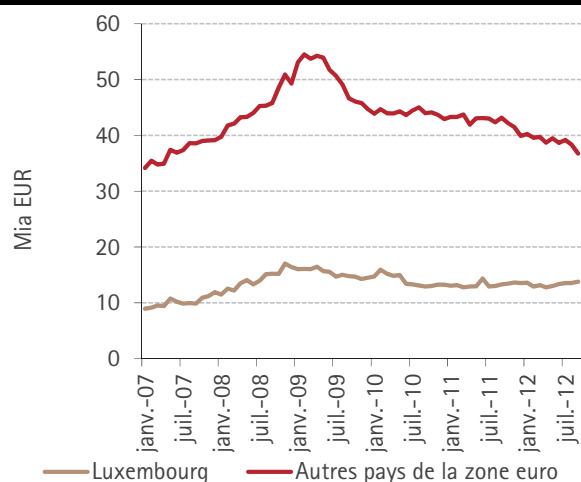
En tenant compte de ces phénomènes particuliers, les crédits interbancaires – qui représentent au Luxembourg le poste le plus important de l'actif bancaire – restent orientés à la baisse et expliquent largement l'évolution négative d'ensemble de la somme des bilans. Seuls les crédits interbancaires à destination d'autres pays de la zone euro marquent une certaine tendance à la stabilisation; pour le Luxembourg et le reste du monde, la tendance est clairement baissière.

Concernant la clientèle non bancaire, les prêts aux entreprises sont globalement orientés à la baisse, qu'il s'agisse de sociétés financières ou non financières. On constate cependant un mouvement de reprise sur les crédits aux sociétés non financières du Luxembourg (cf. Graphique 54). Autre bonne nouvelle sur le marché luxembourgeois, les encours de crédits immobiliers accordés aux résidents restent relativement bien orientés. Ces évolutions plutôt favorables sur les crédits la clientèle non financière domestique constituent une surprise plutôt agréable si l'on se réfère aux résultats de l'enquête sur la distribution du crédit bancaire (cf. Graphique 56): cette dernière laisse en effet penser que les conditions d'octroi de prêt sont toujours à la mi-2012 dans une phase de durcissement et que la demande de crédits s'affaiblit de manière prononcée.

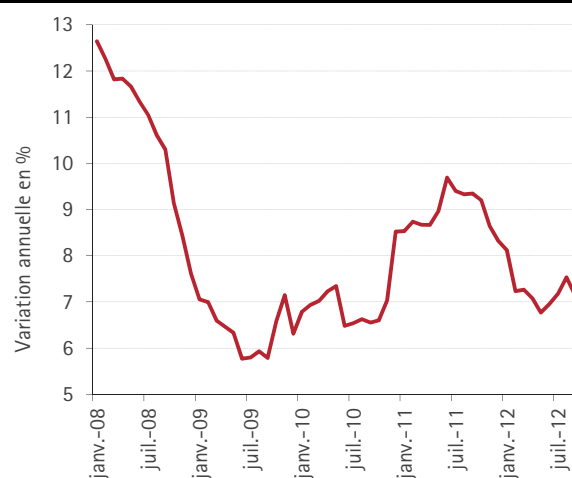
Tableau 14: Actifs bancaires

	2011	2012	Variation septembre 2011 – septembre 2012	
		Septembre	en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	396 269	399 949	3 680	0.9
Créances sur la clientèle non-bancaire	199 284	180 566	-18 718	-9.4
Portefeuille titres	174 158	152 758	-21 400	-12.3
Autres actifs	36 287	30 941	-5 346	-14.7
Total de l'actif	805 998	764 214	-41 784	-5.2

Source: Banque centrale du Luxembourg

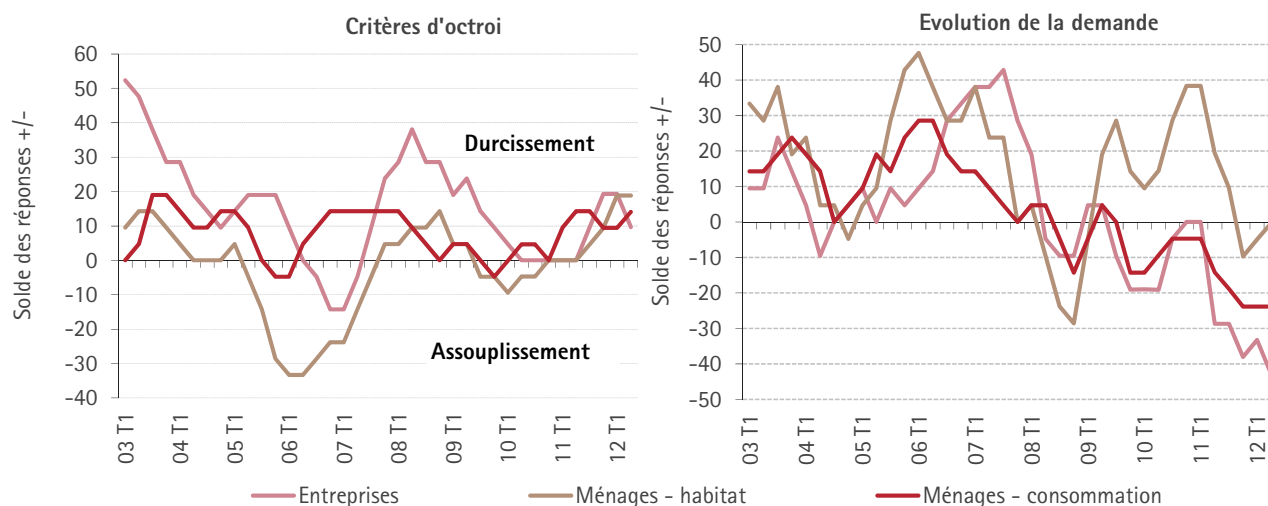
Graphique 54: Créances vis-à-vis des sociétés non financières

Source: BCL

Graphique 55: Encours de crédits immobiliers aux résidents du Luxembourg

Source: BCL

Graphique 56: Enquête sur la distribution du crédit bancaire



Sources: BCL, STATEC (moyennes mobiles)

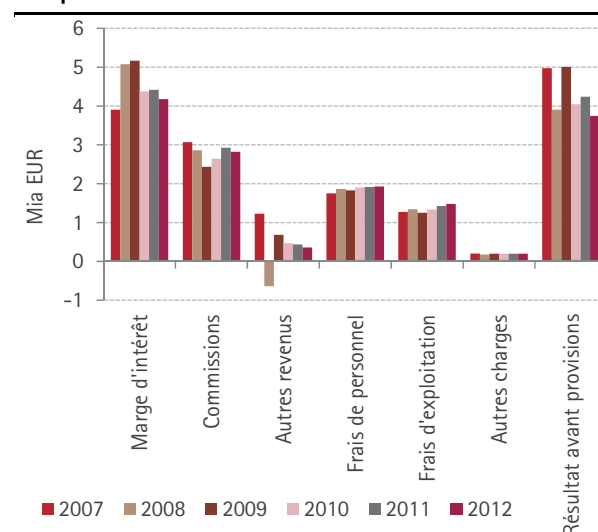
• Des résultats bien modestes

Les résultats bancaires de 2012 sont marqués par un repli de l'ensemble des postes de revenu par rapport à 2011. Sur l'ensemble des trois premiers trimestres, les principaux postes de revenu, à savoir la marge d'intérêt et les revenus nets sur commissions reculent de respectivement 5% et 4% sur un an. Les autres revenus nets, qui reflètent les variations de juste valeur des portefeuilles-titres détenus par les banques ainsi que les moins-values réalisées sur la cession de titres, diminuent quant à eux de 28%. Si la marge d'intérêt pâtit des moindres possibilités de transformations d'échéances, en lien avec la relative inertie qui caractérise l'évolution des taux d'intérêt, elle subit également les conséquences de l'arrêt des activités au Luxembourg d'une banque allemande dont les résultats d'intermédiation représentaient 3% de la marge d'intérêt en 2011. Les revenus de commissions sont dans une certaine mesure affectés par des effets liés à l'évolution des marchés financiers entre 2011 et 2012 (c'est encore plus vrai concernant les autres revenus nets, mais à une échelle moindre). Celle-ci influence par exemple les commissions liées à la distribution d'OPC (pour exécution d'ordre, conseil en investissement ou gestion sous mandat) qui dépendent notamment de la valeur nette d'inventaire des OPC ainsi que les volumes d'investissement en jeu. Pour donner un ordre de grandeur sur le seul segment des marchés d'action, la plupart des indices boursiers européens ont par exemple – sur les trois premiers trimestres de l'année – enregistré un repli de plus de 10% par rapport à 2011.

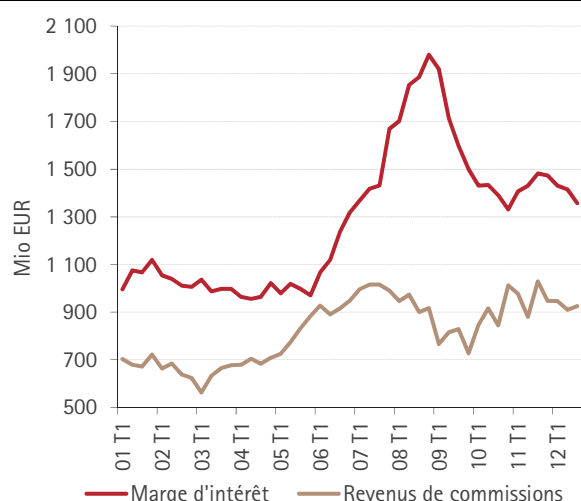
Sur ces principaux postes de revenus, l'évolution constatée au fur et à mesure de l'avancée dans 2012 donne l'image d'une dégradation quasi-continue (cf. Graphique 58).

Le 3^{ème} trimestre se caractérise par un net freinage des frais bancaires, qu'ils soient de personnel ou d'exploitation: la progression de ces frais se limite ainsi sur l'ensemble des 3 premiers trimestres à seulement 2.2% sur un an (après plus de 4% de hausse par an en 2010 et 2011). Il est à noter qu'au 3^{ème} trimestre, un recul important des primes affecte le secteur bancaire (cf. partie 4.2). L'emploi bancaire montre pour sa part une tendance toujours défavorable en 2012, qui hésite entre baisse et stagnation, alors que les autres composantes du secteur financier (et par là-même le secteur financier considéré dans son ensemble) continue à créer des emplois (cf. partie 5.1.5).

Graphique 57: Compte de profits et pertes des banques à la fin d'année



Source: Banque centrale du Luxembourg

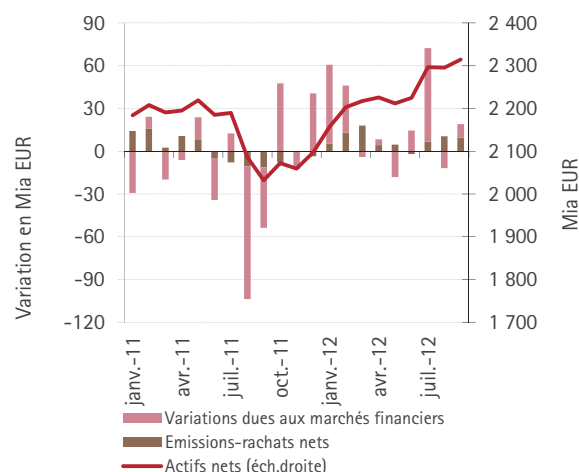
Graphique 58: Principaux postes de revenus des banques

Sources: BCL, STATEC (données décumulées et désaisonnalisées)

Un 3^{ème} trimestre favorable aux OPC

Les organismes de placement collectif ont traversé le 3^{ème} trimestre relativement sereinement. L'évolution plus favorable des places financières s'est concrétisée par une revalorisation des actifs nets et a également constitué un terreau favorable aux apports nets de capitaux (émissions moins rachats de parts d'OPC). Le 3^{ème} trimestre voit ainsi les effets de marché faire progresser le patrimoine global de quelque 63 Mia EUR, alors qu'ils n'ont pu apporter aucune contribution sur le trimestre précédent. L'investissement net en capital s'élève pour sa part à presque 30 Mia EUR sur les mois d'été, contre seulement 7 Mia EUR au 2^{ème} trimestre (la progression moyenne enregistrée depuis 2008 tournant autour de quelque 13 Mia EUR par trimestre).

Sur les 6 premiers mois de 2012 (du 30 décembre 2011 au 30 juin 2012), les actifs nets luxembourgeois affichent une progression de 6.1%, une performance parfaitement en ligne avec la moyenne relevée au niveau européen. Le Luxembourg parvient ainsi à conserver sa part de marché dans le giron européen (de loin la première, à plus de 25%). C'est du côté des pays anglo-saxons que l'on remarque les développements les plus favorables depuis 2010, en particulier en Irlande dont la part de marché devrait sous peu dépasser celle de l'Allemagne. Qui dit gagnants en termes de part de marché dit aussi perdants. Ces derniers se retrouvent essentiellement parmi les pays latins, la France, l'Espagne et l'Italie accusant une perte de vitesse régulière sur la même période.

Graphique 59: Organismes de placement collectif

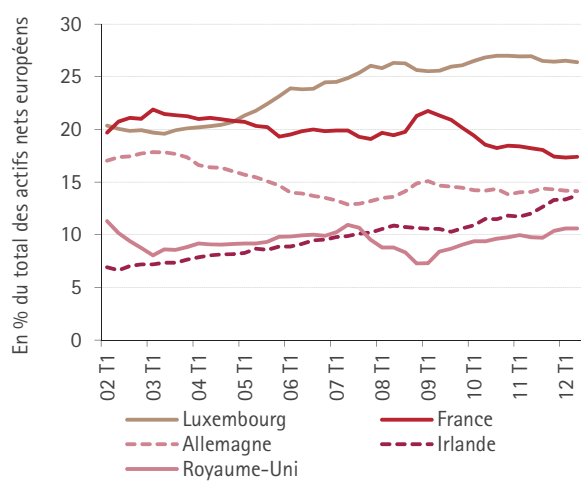
Source: CSSF

Croissance confirmée dans les assurances

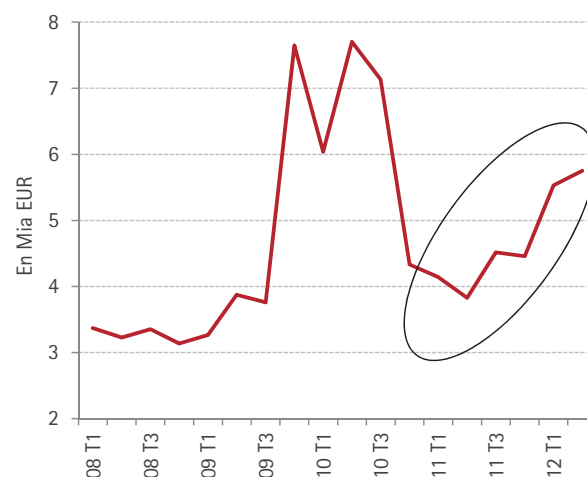
Après des années 2009 et 2010 marquées par un encaissement remarquable lié à des phénomènes exceptionnels (cf. Note de Conjoncture 2-12, p. 40), le secteur a connu une certaine normalisation en 2011.

En 2012, après un 1^{er} trimestre très satisfaisant, les primes d'assurances encaissées sont globalement restées bien orientées au cours du 2^{ème} trimestre. La progression enregistrée est certes moins marquée que sur les trois premiers mois de l'année, mais confirme l'évolution favorable de l'activité dans ce domaine d'activité, qui représente environ 10% du secteur financier en termes de valeur ajoutée.

La quasi-totalité de la hausse des primes au cours du 1^{er} semestre concerne les produits d'assurance-vie et plus particulièrement – à concurrence de trois quarts – ceux d'assurance-vie dite "classique" (i.e. à rendements garantis). Les primes pour des produits d'assurance vie en unités de compte, dont les rendements sont adossés à des actifs financiers, connaissent aussi une dynamique de hausse depuis 2012, mais elle est bien moins prononcée: ceci s'explique peut-être par une aversion au risque encore élevée, dans un environnement financier marqué par l'incertitude.

Graphique 60: Principaux acteurs européens dans les OPC

Source: EFAMA

Graphique 61: Primes d'assurances encaisséesSources: Commissariat aux Assurances, STATEC
(données désaisonnalisées)

4. Inflation et salaires

4.1 Prix à la consommation

En 2012, l'inflation reste relativement élevée en Europe et au Luxembourg, ce qui est notamment lié à la contribution encore notable des prix de l'énergie cette année. Il est difficile de discerner un véritable ralentissement sur la partie hors énergie, alors que le contexte économique nettement dégradé depuis la mi-2011 plaiderait pour une telle évolution. Ceci est notamment lié au fait que certaines mesures visant à limiter les déséquilibres budgétaires (hausses de taxes et de prix administrés) ont temporairement un impact à la hausse sur les prix à la consommation.

Une inflation encore forte dans la zone euro, malgré (et grâce à) la crise

La hausse des prix à la consommation dans l'ensemble de la zone euro en 2012 est d'une ampleur relativement comparable à celle enregistrée l'année passée: le taux d'inflation s'élève en effet à 2.7% sur un an (moyenne sur les 10 premiers mois de l'année), contre 2.6% en 2011.

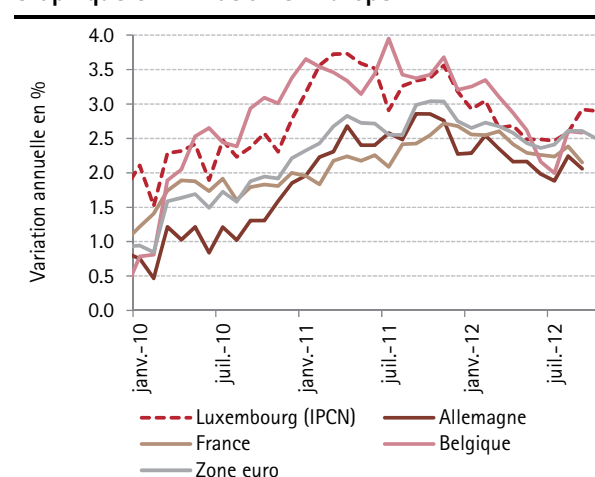
Des différences notables existent cependant sur l'origine de cette inflation.

On observe d'une part une contribution moins importante à l'inflation cette année des prix de l'énergie. Ceci s'explique principalement par la moindre progression du prix du pétrole qui, exprimé en euros, a connu une hausse proche de 10% en 2012, contre plus de 30% l'année précédente. Ceci influe nettement sur certaines catégories de dépenses pour lesquelles on relève des hausses plus modérées, telles que celle de "Logement, eau, électricité et combustibles" (+4.1% en 2012, contre +4.9% en 2011) ainsi que celle de "Transports" (+4.2%

en 2012, contre +5.2% en 2011). D'autre part, les baisses de prix pour les biens et services liés aux communications ont été plus prononcées cette année (-3.0%, contre -1.2% en 2011).

A l'inverse, d'autres catégories ont vu leur prix se renchérir substantiellement. C'est notamment le cas des boissons alcoolisées et du tabac (+4.4%, contre +3.5% en 2011), en lien avec le relèvement des taxes sur ce type de produits dans plusieurs Etats membres. L'habillement – après plusieurs années de faible hausse (+0.5% par an en moyenne de 2008 à 2011) – enregistre quant à lui un net rebond, à près de 2% en 2012, ce qui est à mettre sur le compte de la véritable flambée sur les prix mondiaux du coton au croisement de 2011 et 2012 (ceux-ci sont très largement retombés depuis). On constate enfin une hausse de 2.3% en 2012 sur les prix liés aux dépenses de santé, contre 1.6% en 2011.

Graphique 62: Inflation en Europe



Sources: Eurostat, STATEC

Tableau 15: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (septembre 2012)

Indicateur	Luxembourg	UE27	Zone euro	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
Variation annuelle en %							
IPCH (IPCN pour le Luxembourg)	2.9	2.7	2.6	2.6	2.1	2.2	2.5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2.5	3.1	2.7	3.5	2.7	2.2	1.7
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3.0	4.5	4.1	4.0	2.2	5.0	2.9
Articles d'habillement et articles chaussants	2.1	0.9	1.6	1.1	1.3	3.4	-1.6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	3.9	3.9	4.1	2.5	2.8	3.4	2.6
Ameublement, équipement de ménage et entretien	2.5	1.2	1.1	1.8	0.9	1.3	1.0
Santé	1.0	2.5	2.4	0.4	2.3	0.9	12.6
Transports	3.6	4.5	4.8	3.5	3.8	3.0	5.2
Communications	-0.4	-1.8	-3.2	-1.0	-1.0	-11.2	-0.8
Loisirs et culture	1.8	1.1	1.1	1.8	2.2	0.4	1.6
Enseignement	1.4	2.1	0.5	3.0	-4.5	2.2	3.1
Hôtels, cafés et restaurants	2.7	2.1	1.9	3.0	1.7	3.2	1.9
Autres biens et services	3.6	2.1	1.9	3.3	-0.1	3.2	3.1

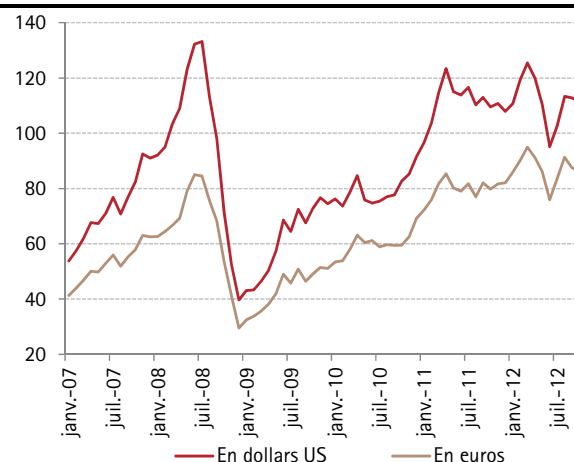
Sources: EUROSTAT, STATEC

Le fait que l'inflation demeure en 2012 sur un rythme quasiment comparable à celui de 2011 a quelque chose de surprenant. En effet, la hausse des prix considérée dans son ensemble ne semble pas refléter pour l'instant la dégradation conjoncturelle dans la zone euro, alors que cette dernière est incontestable: ralentissement de l'activité entamé à la mi-2011, puis basculement dans une dynamique générale récessive au début en 2012, forte progression du chômage, ralentissement des salaires (et même baisse des salaires réels), etc. Tous les ingrédients sont rassemblés pour entraîner la demande intérieure à la baisse – c'est d'ailleurs ce qui se produit – et cela ne provoque pourtant pas encore de ralentissement notable sur les prix à la consommation.

En fait, paradoxalement, la crise actuellement traversée par la zone euro a pour conséquence d'entraîner une partie des prix à la consommation à la hausse. On le remarque très bien lorsque l'on analyse la situation des pays de l'Europe du Sud, qui comptent parmi les plus touchés par cette crise. Ils sont frappés par une récession marquée, mais ils connaissent pourtant en septembre 2012 des taux d'inflation relativement élevés: 3.5% en Espagne, 3.4% en Italie, 2.9% au Portugal. Seule la Grèce, qui affiche 0.3% en septembre (contre plus de 5% à la mi-2010) suit une tendance très forte de ralentissement. En Espagne, l'inflation fait notamment les frais de la hausse récente de la TVA (septembre 2012) mais aussi du déremboursement de médicaments pour certaines catégories de la population (c'est d'ailleurs principalement ce qui provoque la hausse plus importante en 2012 des tarifs liés à la santé à l'échelle de la zone euro). La TVA a également été relevée en Italie (en octobre 2011), ce qui a naturellement dopé le taux d'inflation en 2012. Ce type de mesures découle directement de la crise: le relèvement de TVA est destiné à rééquilibrer les déficits extérieurs (elle n'affecte pas la compétitivité des exportations et agit à la baisse sur les importations de biens de consommation) et la baisse des prestations sociales (telles qu'un moindre remboursement des dépenses de santé par l'Etat) participe à la consolidation budgétaire. Elles ont cependant un effet haussier sur les prix payés par les consommateurs et donc sur l'inflation. Cet effet sur l'inflation est transitoire (il dure pendant un an), et masque d'une certaine manière les effets modérateurs que l'on peut attendre d'une dégradation de la situation conjoncturelle.

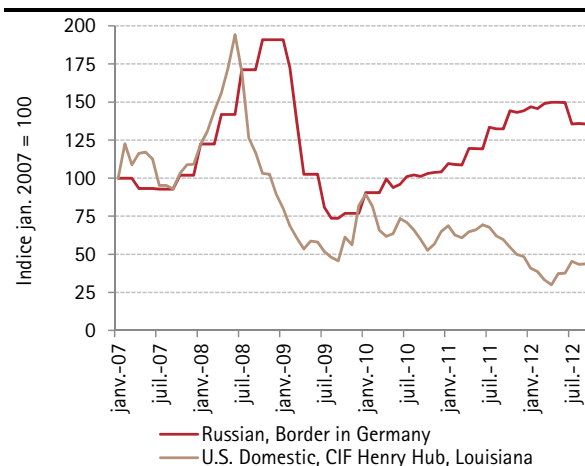
Un autre phénomène, qui lui est lié à la hausse des prix de l'énergie a contribué aussi à limiter la baisse de l'inflation dans la zone euro. Certes, comme précisé ci-avant, cette hausse de l'énergie est moins forte en 2012, mais elle a tout de même été ressentie plus fortement en Europe que dans d'autres régions du monde. Si le prix du pétrole s'est accru – par rapport à 2011 – de presque 10% exprimé en euros, il est resté stable exprimé en dollars, ce qui s'explique par la dépréciation de la monnaie européenne sur la même période.

Graphique 63: Prix du baril de pétrole



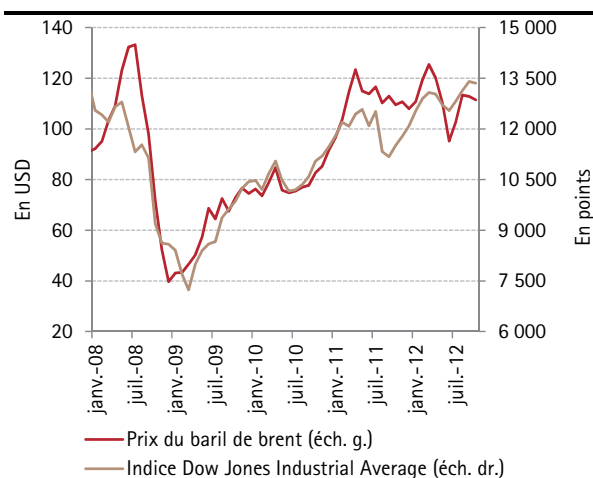
Source: Macrobond

Graphique 64: Prix du gaz naturel



Sources: FMI, STATEC

Graphique 65: Prix du baril de pétrole et marchés boursiers



Source: Macrobond

Cette perte relative de la valeur de l'euro s'était produite en lien avec l'exacerbation de la crise sur la dette souveraine: voici encore un exemple de lien entre crise et inflation dans la zone euro. Heureusement, l'euro s'est quelque peu réapprécié par rapport au dollar depuis l'été, ce qui contribue à minimiser la hausse simultanée du prix du pétrole (cf. Graphique 63). Les pays de la zone dollar ont ainsi ressenti moins fortement la hausse des prix de l'énergie en 2012.

Aux Etats-Unis, la facture énergétique a par ailleurs été considérablement amoindrie par la baisse du prix du gaz naturel, ce qui n'a pas été le cas en Europe (cf. Graphique 64). Cette évolution est liée notamment à l'exploitation croissante du gaz de schiste sur le continent américain, ce qui explique aussi la baisse du prix du charbon thermique au niveau mondial (les centrales électriques américaines produisant davantage à l'aide du gaz et moins du charbon, la demande en charbon diminue).

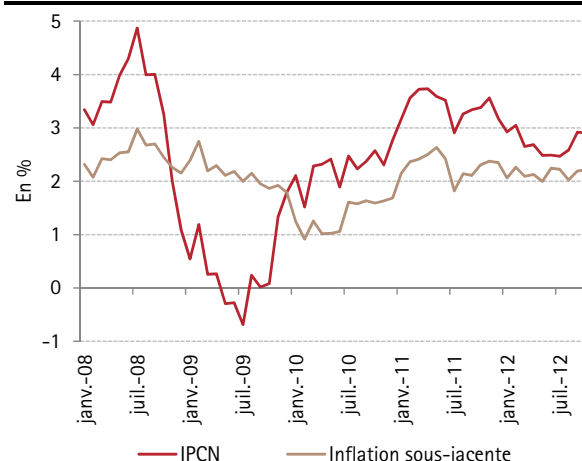
Il est difficile de dégager une tendance sur l'évolution que pourra prendre le prix de l'or noir pour la fin de 2012 et pour 2013. Si celui-ci dépend sans doute de facteurs spécifiques au marché physique du pétrole (stocks, facteurs géopolitiques, etc.), il partage aussi des caractéristiques communes évidentes avec l'évolution des marchés financiers (cf. Graphique 65) et ce lien a plutôt tendance à se renforcer depuis la crise de 2008-2009. Le STATEC fait dans le cadre de ses prévisions (cf. chapitre 7) l'hypothèse technique d'un prix du pétrole constant à partir du dernier niveau observé.

Inflation au Luxembourg: tensions récentes sur les prix alimentaires et les tarifs administrés

Les prix à la consommation au Luxembourg partagent de nombreuses tendances communes avec celles relevées au niveau de la zone euro, comme par exemple la hausse plus prononcée des produits d'habillement en 2012, la baisse plus importante des biens et services de communication ou encore la contribution toujours importante à l'inflation des prix de l'énergie. Du côté des dépenses de santé en revanche, les prix relevés n'augmentent presque pas, mais ils avaient connu une forte hausse en 2011 (avec la réforme de santé).

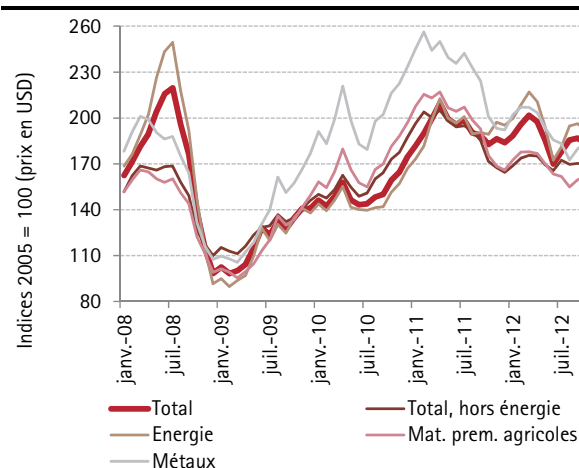
Pour l'ensemble des biens et services de l'IPCN, la tendance générale va plutôt dans le sens d'une progression moins forte des prix à la consommation en 2012. Celle-ci aurait encore pu être moins importante, mais deux phénomènes ont contribué à maintenir une inflation sous-jacente relativement élevée, qui reste légèrement au-dessus de 2% à l'issue du mois d'octobre 2012 (cf. Graphique 66).

Graphique 66: Inflation générale et sous-jacente



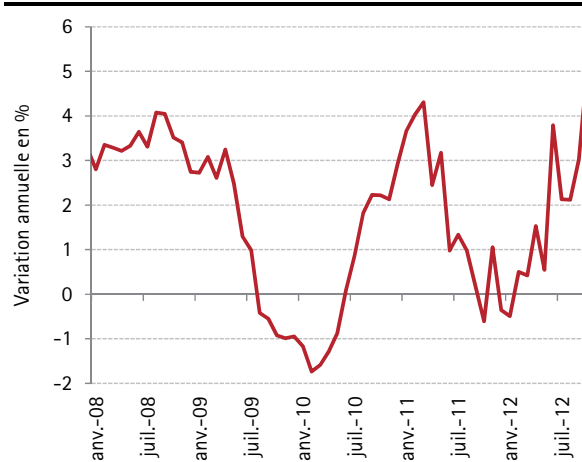
Source: STATEC

Graphique 67: Prix des matières premières



Source: IMF – Primary Commodity Prices

Graphique 68: Alimentation non traitée



Source: STATEC

Le premier concerne les prix de l'alimentation, qui ont certes un peu ralenti en 2012, mais moins que n'aurait pu le laisser espérer l'évolution des prix des matières premières agricoles (cf. Graphique 67). Ceci est lié à l'alimentation non traitée (cf. Graphique 68), dont les prix repartent fortement à la hausse, principalement à cause d'un effet de base qui concerne les légumes frais (leurs prix étaient très bas aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2011, à cause de l'épidémie E. Coli en Allemagne qui avait largement impacté la demande). On constate cependant également un rebond, plus récent et qui concerne toujours cette catégorie de l'alimentation non traitée, des prix de la viande. Ce rebond est a priori à mettre en relation avec la forte hausse constatée depuis l'été des prix des céréales (cf. Graphique 69), qui constituent la base de la nourriture pour le bétail, mais cela joue bien entendu aussi pour les céréales destinées à la consommation humaine. On peut noter par ailleurs, toujours dans le domaine de l'alimentaire une progression marquée des produits à base de sucre en 2012 (cf. Tableau 17) – mais avec une très faible incidence sur l'inflation – ce qui résulte d'effets décalés liés à la hausse du prix du sucre en 2011 (il est depuis orienté à la baisse).

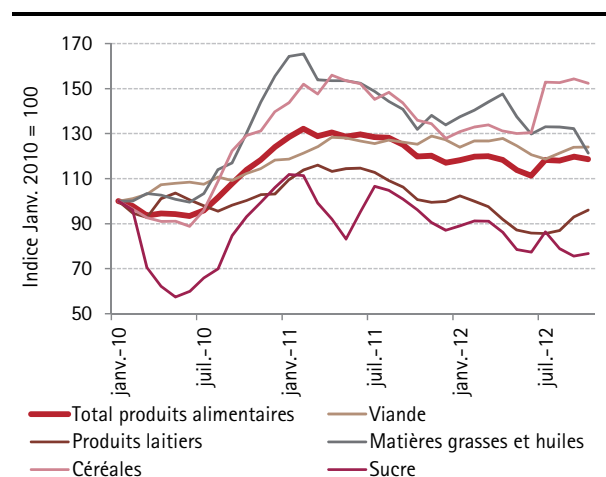
Le 2^{ème} facteur concerne les prix administrés (cf. Graphique 70). Là encore, ils affichent une hausse relativement faible en 2012, après deux années consécutives de fortes hausses (réforme de la santé, adaptation progressive des tarifs communaux de l'eau), mais avec une contribution sur l'inflation loin d'être négligeable. Cette hausse résulte de l'augmentation récente (septembre 2012) des tarifs de crèches et foyers

de jour pour enfants, qui découle d'une modification au niveau des chèques services (avec une augmentation de la participation des parents au tarif horaire et au prix des repas). Cette mesure entraîne une hausse mécanique de 0.16% de l'IPC. Les tarifs du contrôle technique ont également été augmentés en septembre 2012, mais avec un effet bien plus marginal sur l'inflation (+0.01%) du fait de leur faible pondération. Pour 2013, les hausses de tarifs annoncées pour les transports en commun devraient également avoir un impact de 0.16% sur l'IPC (à partir de janvier).

Au final, si l'on observe l'inflation hors énergie, hors alimentation non traitée, et hors prix administrés (Graphique 71), une tendance de ralentissement se profile, qui correspond peut-être mieux à la dynamique conjoncturelle mais qui ne reflète pas pour autant la réalité moyenne des consommateurs (qui eux consomment l'ensemble des biens et services inclus dans l'indice des prix à la consommation).

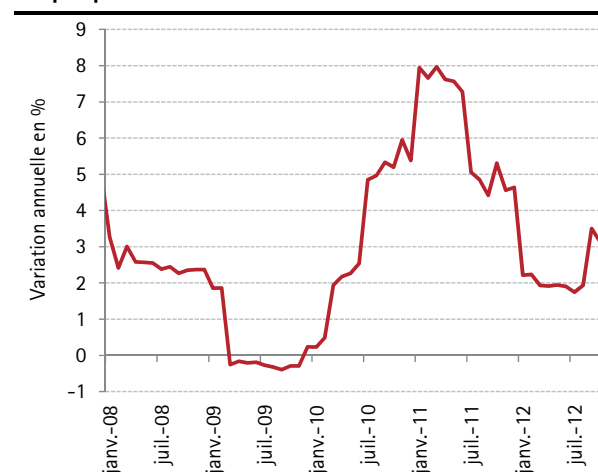
Au niveau le plus détaillé et sur l'ensemble des 10 premiers mois de l'année (cf. Tableau 17), les premiers postes de dépense contribuant à l'inflation sont occupés – sans surprise, étant donnée leur forte pondération – par les carburants pour véhicules, le fuel domestique et le gaz. On constate également, comme c'était déjà le cas en 2011, une forte contribution des articles de bijouterie, à mettre en relation directe avec la hausse du prix de l'or (cf. Graphique 72). Les prix des assurances liées aux transports, qui étaient restés particulièrement stables au cours des dernières années, notent aussi en 2012 une hausse conséquente (relèvement des tarifs de responsabilité civile).

Graphique 69: Prix mondiaux des produits alimentaires

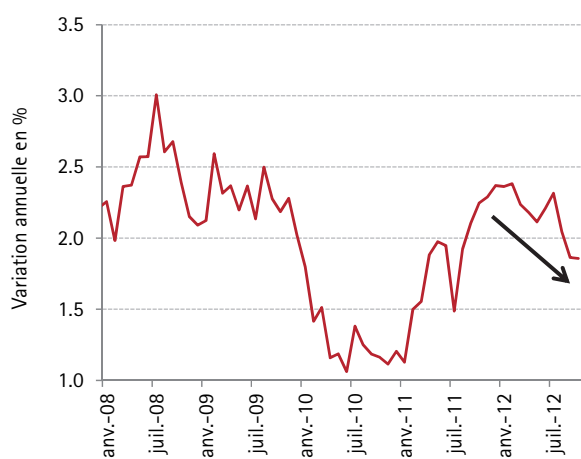


Source: FAO

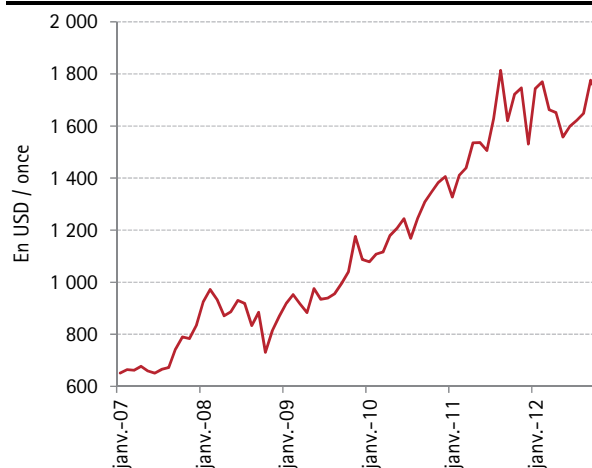
Graphique 70: Prix administrés



Source: STATEC

Graphique 71: Inflation hors énergie, alimentation non traitée et prix administrés

Source: STATEC

Graphique 72: Prix de l'or

Source: LBMA

Tableau 16: Inflation selon les 12 divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCNI)

Divisions	Pondération (%) en	Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)				
		2012	2009	2010	2011	2012 - 10 mois
Indice général	100.0		0.4	2.3	3.4	2.7
Indice des produits pétroliers	8.2		-20.4	14.4	16.8	9.2
Inflation sous-jacente	90.6		2.1	1.4	2.3	2.1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	11.0		1.4	0.9	2.6	2.4
Boissons alcoolisées, tabacs	3.5		4.1	2.9	1.8	3.0
Habillement et chaussures	4.9		0.5	0.1	0.0	3.0
Logement, eau, électricité, et combustibles	14.9		-2.7	4.7	6.9	3.9
Ameublement, équipement ménager, entretien	7.8		2.1	1.2	1.7	2.1
Santé	2.4		-1.0	1.2	11.6	0.7
Transports	21.4		-2.4	3.8	4.2	2.9
Communications	2.4		-0.7	0.0	0.2	-0.4
Loisirs, spectacles, culture	8.6		5.2	0.8	0.8	1.5
Enseignement	1.2		2.2	3.2	6.7	1.9
Hôtels, cafés, restaurants	7.4		2.7	2.4	2.6	2.9
Autres biens et services	14.5		0.7	1.3	3.0	3.3

Source: STATEC

Tableau 17: Les variations de prix les plus importantes et les plus conséquentes en 2012

Plus fortes hausses				Plus fortes contributions à la hausse			
Rang	Poste de dépense	Var. annuelle en %	Contrib. relative en %	Rang	Poste de dépense	Var. annuelle en %	Contrib. relative en %
1	Bijouterie	25.6	3.9	1	Gas-oil	8.8	10.2
2	Leçons de conduite, etc.	14.5	1.2	2	Combustibles liquides	12.2	6.1
3	Sucre et succédanés de sucre	13.0	0.2	3	Essence	7.9	5.9
4	Confiture, marmelade, gelées	12.8	0.2	4	Gaz de ville et gaz naturel	9.4	4.6
5	Combustibles liquides	12.2	6.1	5	Bijouterie	25.6	3.9
6	Fruits de mer frais, congelés ou surgelés	11.4	0.3	6	Maisons de retraite et de soins, etc.	2.6	3.8
7	Réparation des appareils ménagers	9.5	0.9	7	Assurances liées aux transports	7.1	3.4
8	Conserves, préparations et produits de poissons, etc.	9.4	0.6	8	Repas au restaurant	2.7	3.3
9	Gaz de ville et gaz naturel	9.4	4.6	9	Entretien et réparations	2.6	2.2
10	Hommes: Autres vêtements	9.3	0.2	10	Loyers pour appartement	1.5	2.2
	Indice général	2.7	100.0		Indice général	2.7	100.0

Plus fortes baisses				Plus fortes contributions à la baisse			
Rang	Poste de dépense	Var. annuelle en %	Contrib. relative en %	Rang	Poste de dépense	Var. annuelle en %	Contrib. relative en %
1	Équipement photographique, cinématographique, etc.	-7.3	-0.2	1	Pneus	-3.2	-1.5
2	Équipement de téléphonie, télécopie, etc.	-5.9	-0.3	2	Appareils de télévision, magnétoscopes etc.	-5.7	-0.7
3	Appareils de télévision, magnétoscopes etc.	-5.7	-0.7	3	Produits pharmaceutiques: médicaments	-1.4	-0.4
4	Pommes de terre	-4.5	-0.2	4	Équipement de téléphonie, télécopie, etc.	-5.9	-0.3
5	Pneus	-3.2	-1.5	5	Légumes frais	-1.7	-0.3
6	Logiciels	-3.2	0.0	6	Équipement photographique, cinématographique, etc.	-7.3	-0.2
7	Légumes surgelés ou séchés	-2.7	0.0	7	Pommes de terre	-4.5	-0.2
8	Appareils électriques pour soins corporels	-2.5	-0.1	8	Équipement informatique	-1.1	-0.2
9	Films photographiques, cinématographiques, etc.	-2.3	0.0	9	Livres	-1.1	-0.1
10	Petit matériel électrique	-2.1	0.0	10	Appareils électriques pour soins corporels	-2.5	-0.1
	Indice général	2.7	100.0		Indice général	2.7	100.0

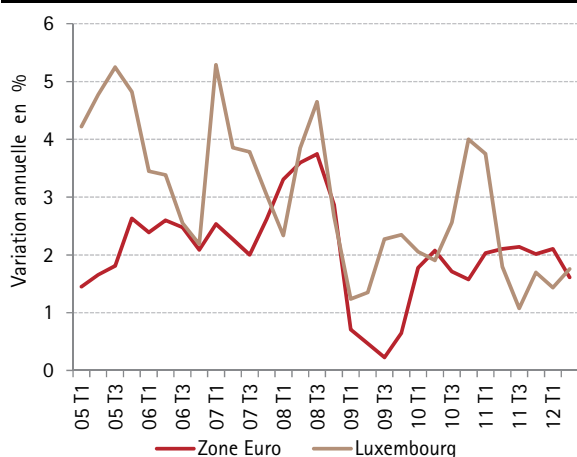
Source: STATEC (données sur les 10 premiers mois de l'année)

4.2 Salaires

Ralentissement des salaires en Europe

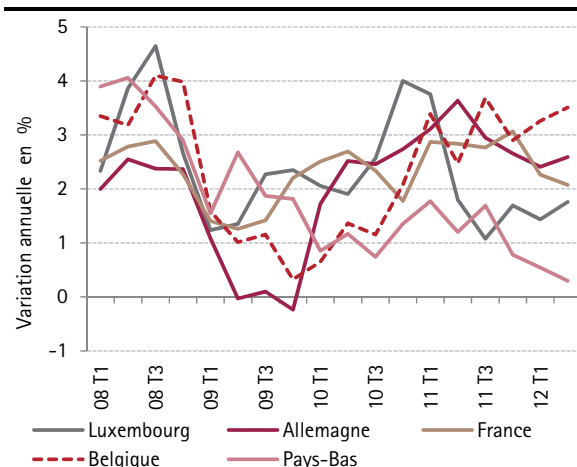
Après une stabilisation à quelque +2% sur les deux dernières années, la progression des salaires dans la zone euro freine en T2 2012 à +1.6% (cf. Graphique 73). Ce ralentissement est dû à une baisse très forte du coût salarial au Portugal et en Grèce (cf. Graphique 75), et, un peu moindre, en Slovaquie et en Italie, mais aussi à un ralentissement en Allemagne, aux Pays-Bas et en France (cf. Graphique 76). Au Luxembourg, la progression des salaires reste, tout comme en Belgique, encore orientée à la hausse, au moins jusqu'au deuxième trimestre de 2012 (cf. Graphique 74).

Graphique 73: Coût salarial moyen en Zone euro et au Luxembourg



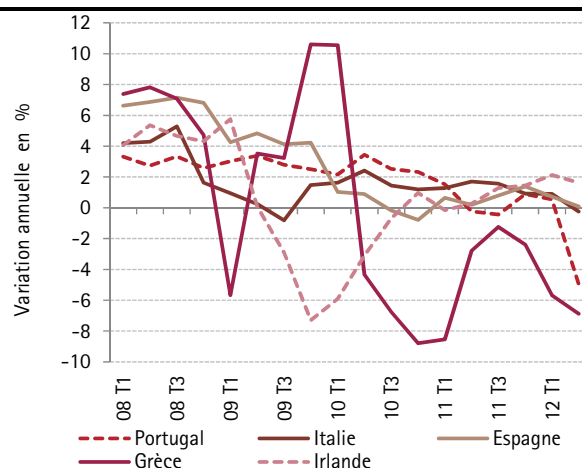
Source: Eurostat, comptes nationaux

Graphique 74: Coût salarial moyen dans nos pays voisins



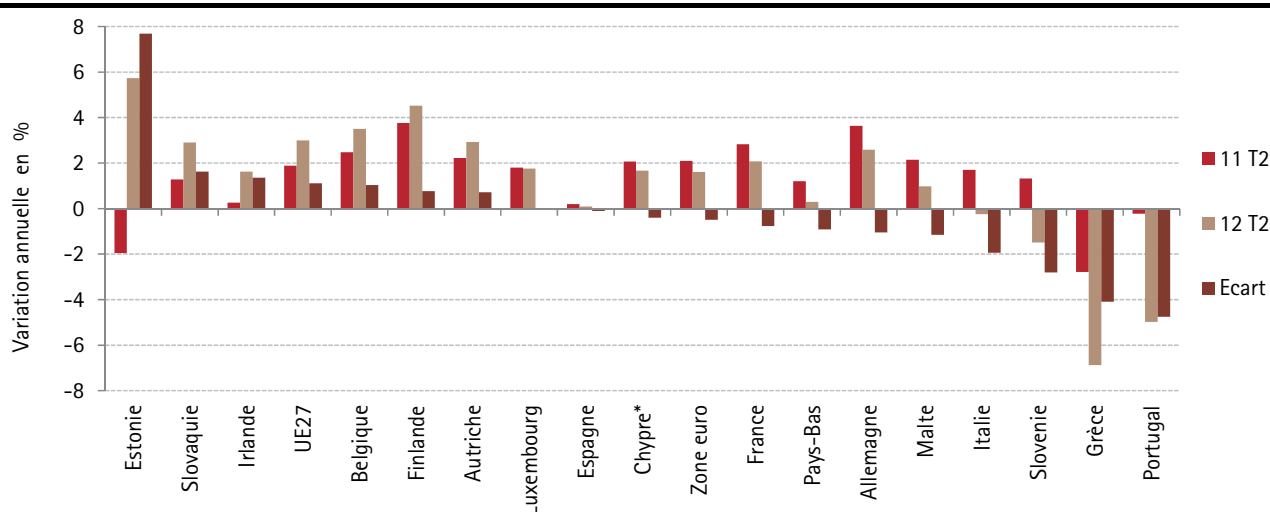
Source: Eurostat, comptes nationaux

Graphique 75: Coût salarial moyen dans les "PIIGS"



Source: Eurostat, comptes nationaux

Graphique 76: Evolution des salaires en Europe (coût salarial moyen)



Source: Eurostat, comptes nationaux

* T1 de 2011 et de 2012

Faible progression des salaires au Luxembourg

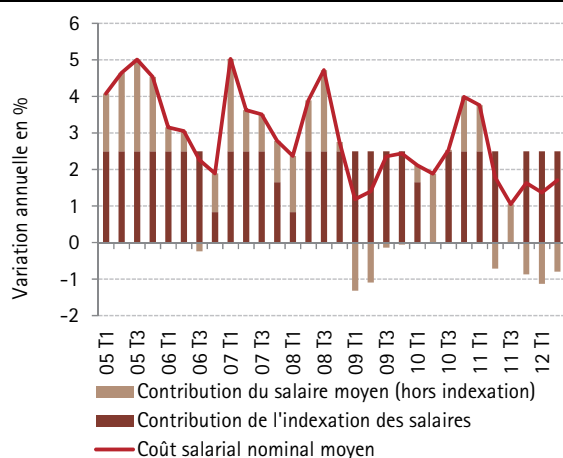
Le principal facteur de hausse des salaires reste l'indexation, en dépit de la modulation reportant de sept mois le paiement de la tranche indiciaire cette année-ci. Hors indexation, les salaires baissent en effet pour le troisième trimestre consécutif (cf. Graphique 77).

Les autres variables qui jouent sur l'évolution du coût salarial moyen (CSM) témoignent ainsi d'une conjoncture peu propice pour les salaires. Les primes et gratifications diminuent de 4.3% sur un an en T2 2012 après -4.4% en T1, contribuant à -0.3 point de % à l'évolution du CSM en T1 et en T2 (cf. Graphique 80). Aussi, la durée de travail baisse en T2 2012 pour le 4^{ème} trimestre consécutif (-0.6% sur un an en T2, cf. chapitre 5.1.4), contribuant à raison de -0.6 point à l'évolution du CSM en T2. Le coût salarial horaire progresse en effet de +2.3% sur cette période, contre +1.7% pour le CSM.

Comme l'inflation reste relativement élevée, malgré le ralentissement économique, on observe depuis la mi-2011 une baisse du pouvoir d'achat salarial, c.-à-d. des salaires réels, corrigés de l'évolution des prix (déflatés par l'IPC, cf. Graphique 78).

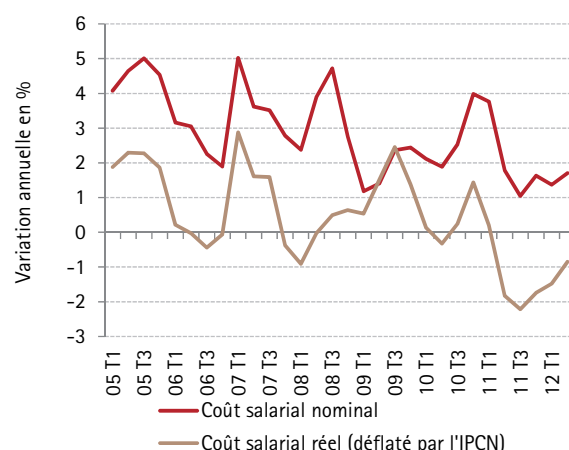
Aussi, avec le ralentissement de l'emploi sur les derniers trimestres et la situation conjoncturelle peu propice, il n'est guère étonnant que la masse salariale décélère depuis le début de 2011. Au deuxième trimestre 2012, la masse salariale n'évolue plus que de +3.9%, contre plus de +6% en T4 2010 et T1 2011. Cette évolution est le produit du ralentissement conjoint de l'emploi et du coût salarial moyen (cf. Graphique 79).

Graphique 77: Coût salarial moyen et indexation



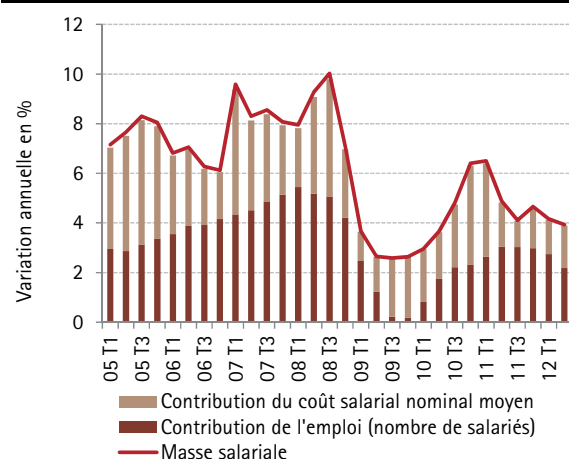
Source: STATEC, comptes nationaux

Graphique 78: Coût salarial nominal et réel



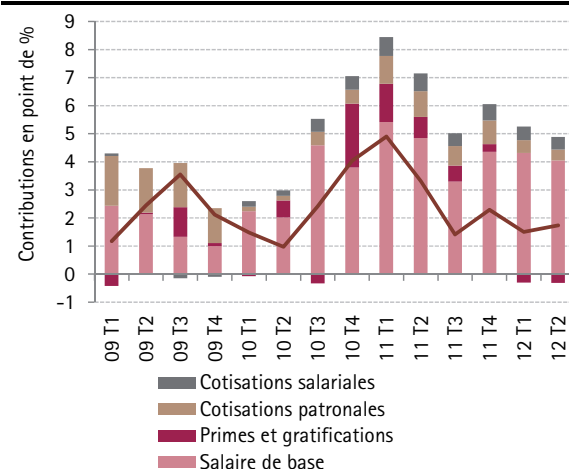
Source: STATEC

Graphique 79: Masse salariale



Source: STATEC, comptes nationaux

Graphique 80: Contribution à la masse salariale



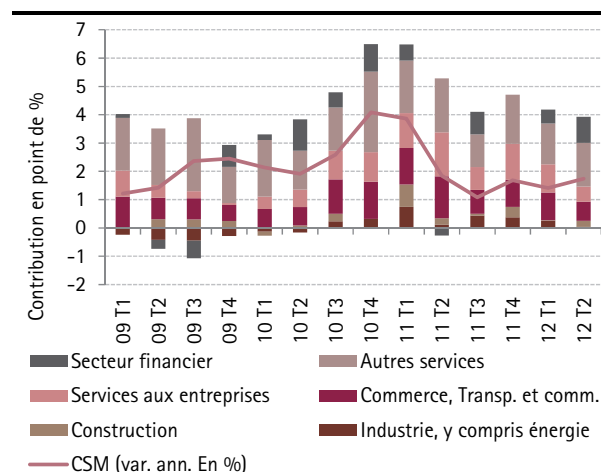
Sources: STATEC, IGSS

Tableau 18: Coût salarial moyen par branche d'activité

	NACE	2011	2009	2010	2011	2011				2012	
						T1	T2	T3	T4	T1	T2
		EUR par an par personne				Variation annuelle en %					
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	AB	30 331	2.9	0.6	5.0	11.1	1.9	0.2	7.5	-2.3	2.7
Industrie, y compris énergie	CDE	54 059	-0.4	1.2	3.2	7.2	0.5	3.0	2.7	1.4	0.4
Construction	F	39 032	3.3	0.0	2.6	9.1	0.8	-1.7	2.9	-1.4	1.6
Commerce, Horeca, Transports et communications	GHI	44 722	2.7	2.8	2.3	3.3	3.7	0.8	1.6	1.6	0.8
Activités financières	J	91 991	-0.3	4.3	-0.2	2.1	-2.9	2.2	-1.9	0.5	2.5
Immobilier, location et services aux entreprises	K	52 568	2.4	2.1	4.1	3.8	5.7	2.1	4.7	3.2	1.7
Autres activités de services	LMNOP	65 040	2.8	3.6	1.9	3.2	2.9	0.2	1.6	1.8	2.2
Total	TT	56 843	1.9	2.7	2.0	3.8	1.8	1.1	1.6	1.4	1.7

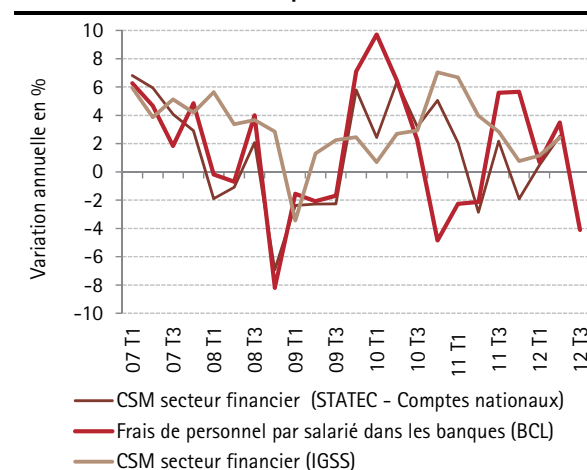
Source: STATEC, comptes nationaux trimestriels

Graphique 81: Contribution des branches à la masse salariale



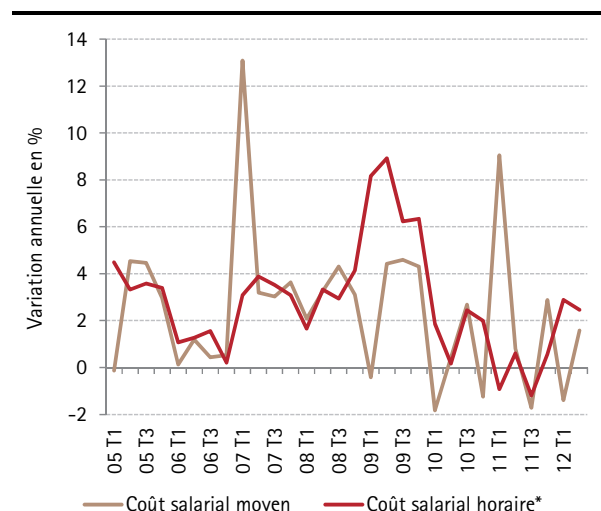
Source: STATEC, comptes nationaux

Graphique 83: Coût salarial moyen dans le secteur financier et dans les banques



Sources: STATEC, IGSS, BCL

Graphique 82: Coût salarial moyen et horaire dans la construction



Sources: STATEC, IGSS

* D'après les heures payées, corrigées des jours ouvrables, cf. encart dans la partie suivante.

L'**industrie** marque avec +0.4% la progression des salaires la plus faible en T2 2012, en lien avec la situation aggravante sur le marché du travail: baisse de l'emploi industriel, baisse de la durée de travail, détérioration des perspectives d'embauche, hausse du chômage partiel, forte baisse des heures supplémentaires... (cf. chapitre 5 sur le marché du travail).

Vient ensuite la branche "Commerce, Horeca, **Transports et communications**" avec une hausse du CSM de seulement +0.8%, après +1.6% en T1. Ce fort ralentissement vient presque entièrement de la branche "Transports et communications", fortement lié à l'industrie luxembourgeoise, et qui note une baisse assez forte des primes et gratifications en T2.

Comme dans la **construction** l'évolution des salaires moyens (par personne) est fortement influencée par l'évolution des heures travaillées, les tendances conjoncturelles s'observent bien mieux pour cette branche à l'aide du coût salarial horaire (cf. Graphique 82). Après une baisse de 0.5% en 2011, les salaires horaires progressent à nouveau à presque 3% sur les

deux premiers trimestres de 2012. Alors que l'évolution du 1^{er} trimestre s'explique avant tout par une réduction de la durée de travail, celle du 2^{ème} trimestre revient à une hausse du salaire de base et des primes et gratifications probablement en lien avec l'évolution plus favorable de l'emploi en T2 2012.

Une des évolutions les plus dynamiques au second trimestre 2012 vient du **secteur financier** (+2.5%). Cette évolution favorable au vu d'une baisse continue de l'emploi bancaire pourrait s'expliquer par la convention collective pour les banques, notamment par une hausse de 1% des barèmes (salaires de départ et seuils) prévue pour 2012 et 2013 ainsi que par une enveloppe supplémentaire de 1%. Les premiers résultats pour le troisième trimestre sont toutefois divergents. Ainsi, d'après les données de la BCL, les frais de personnel par salarié auraient baissé de 4% sur un an en T3 2012, indiquant un changement de tendance sur les mois d'automne. Comme la série est très volatile sur les derniers trimestres en raison d'ajustements importants sur les salaires élevés, il n'est pas à exclure que le retournement en T3 ne soit que temporaire. L'écart entre l'évolution du coût salarial issu des comptes nationaux et de celui issu des fichiers de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), dont les déclarations des salaires sont plafonnées à sept fois le salaire social minimum

(SSM), permet de donner une approximation de l'évolution de la partie des salaires supérieure au plafond, c'est-à-dire celle dépassant quelque 13 000 EUR par mois (cf. Graphique 83).

Les salaires dans les **services aux entreprises** progressent le plus sur les deux premiers trimestres de 2012, même si le deuxième trimestre marque un ralentissement important en raison d'une baisse majeure des primes et gratifications.

Les salaires dans les "**autres services**", plus protégé de la conjoncture et dont l'emploi progresse de ce fait encore à un rythme soutenu tout au long des derniers trimestres, évoluent plutôt positivement, abstraction faite de certains phénomènes exceptionnels. Ainsi, note-t-on une baisse importante des primes et gratifications dans la Santé et action sociale au premier trimestre de 2012, qui s'explique toutefois par un effet de base par rapport à une hausse exceptionnellement forte en T1 2011. En effet, en décembre 2010 un nouvel accord salarial a été signé dans cette branche prévoyant le paiement d'une prime unique en 2010 et qui s'est matérialisé au début de 2011.

5. Marché du travail

Après une baisse de l'emploi en Europe sur les derniers trimestres, le second trimestre de 2012 marque enfin une stabilisation, notamment grâce aux moindres destructions d'emploi dans le secteur de la construction, un phénomène qui avait largement pénalisé l'Europe du Sud sur les trimestres précédents. Si on observe un redressement de l'emploi dans plusieurs branches, l'industrie et le secteur financier restent toujours mal orientés dans ce domaine. La zone euro ayant pris le chemin de la récession depuis le 2^{ème} trimestre, il est probable qu'une nouvelle dégradation frappe l'emploi à terme, celui-ci réagissant toujours avec retard à l'évolution de l'activité économique.

Au Grand-Duché de Luxembourg, qui à l'inverse de l'ensemble de la zone euro, a continué de créer des emplois tout au long des dernières années, l'emploi intérieur progresse à un rythme qui va diminuant depuis la mi-2011. Si ce moindre dynamisme de l'emploi se constate particulièrement dans le domaine de l'industrie, la tendance affecte également la plupart des autres branches qui montrent dans l'ensemble une progression des effectifs inférieure à celle de l'année passée. En revanche, les services qui se montrent plus résistants à la crise économique semblent, si on se réfère aux nombreux postes vacants, souffrir toujours d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'impact du ralentissement conjoncturel se fait ressentir davantage sur les frontaliers que les résidents, notamment via le canal de l'emploi intérimaire qui accuse un fort recul en 2012. La conjoncture moins porteuse conduit également à des ajustements sur la durée de travail, orientée à la baisse. Ce repli de la durée moyenne du temps de travail passe notamment par une réduction des heures supplémentaires et un recours accru au travail à temps partiel (celui-ci est lié dans une certaine mesure aux mesures de chômage partiel).

Le taux de chômage au Luxembourg s'est stabilisé au cours des derniers mois. Cette évolution s'explique notamment par le fait que l'emploi résident connaît encore une évolution relativement dynamique dans certaines branches (le ralentissement conjoncturel affectant davantage l'emploi frontalier), notamment dans celles qui sont abritées de la conjoncture. L'emploi résident est par ailleurs soutenu par le développement accru des emplois aidés (mesures pour l'emploi). Malgré cette récente stabilisation – une tendance qui n'est pas amenée à se prolonger au vu de la faiblesse de l'activité – le chômage affiche un taux historiquement élevé (plus de 6% de la population active depuis le 2^{ème} trimestre 2012).

Notons encore qu'une autre conséquence de la crise économique de 2009 est une accentuation de la baisse du taux d'emploi des salariés peu qualifiés, en lien avec l'accélération relative de la tertiarisation de l'économie luxembourgeoise et les nombreuses restructurations sur les années de crise.

5.1 Emploi

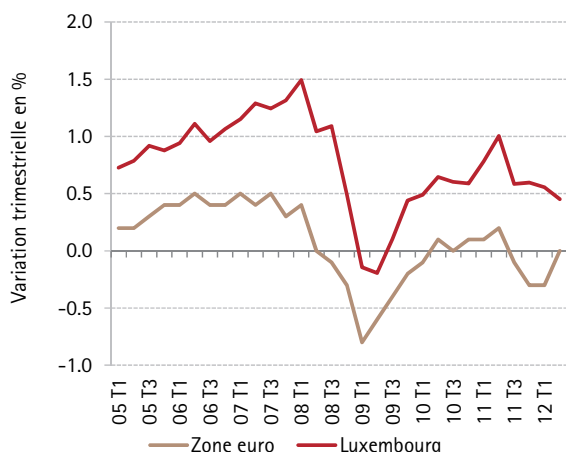
5.1.1 L'emploi se stabilise dans la zone euro

Selon les estimations d'Eurostat, 223.4 millions de personnes avaient un emploi dans la zone euro au second trimestre de 2012, soit légèrement plus qu'au premier trimestre (223.1 millions). Cette évolution est plutôt positive au vu des baisses enregistrées sur les derniers trimestres (respectivement -0.3%, -0.2% et -0.1% sur les trois derniers trimestres, cf. Graphique 84).

L'amélioration vient avant tout d'un repli moins marqué de l'emploi dans les pays de l'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, cf. Graphique 85). La contribution de l'Italie à la création d'emplois dans la zone euro au second trimestre est, avec +136 700 emplois sur un trimestre, particulièrement importante. Elle est suivie de l'Allemagne (+92 000 personnes) et de l'Autriche (+10 700), malgré le fait que l'emploi a, tout comme au Luxembourg, continué à décélérer dans ces deux pays.

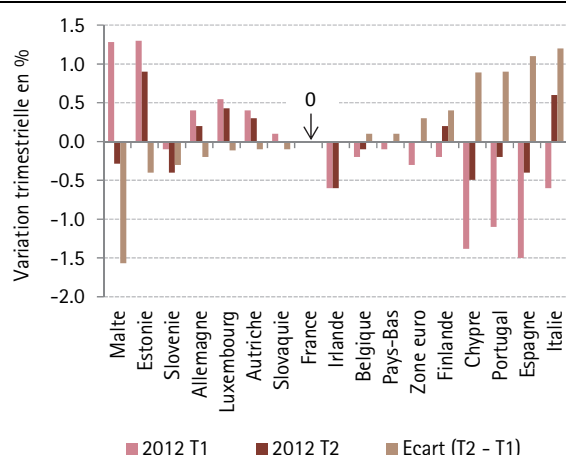
Ce sont surtout les créations d'emplois dans les "Activités spécialisées, scientifiques, techniques et administratives" (repris dans les autres services, cf. Graphique 86) et la branche "Commerce, Transports et Horeca" mais aussi une moindre baisse de l'emploi dans la construction (surtout en Espagne, mais aussi en Slovaquie, en Italie et au Portugal) qui expliquent cette évolution plus favorable au second trimestre 2012. L'emploi dans les activités financières et d'assurance marque quant à lui une forte baisse au deuxième trimestre de 2012, surtout en Espagne, mais aussi en Italie, en Irlande, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Graphique 84: Emploi en Europe et au Luxembourg



Sources: Eurostat, STATEC (données désaisonnalisées)

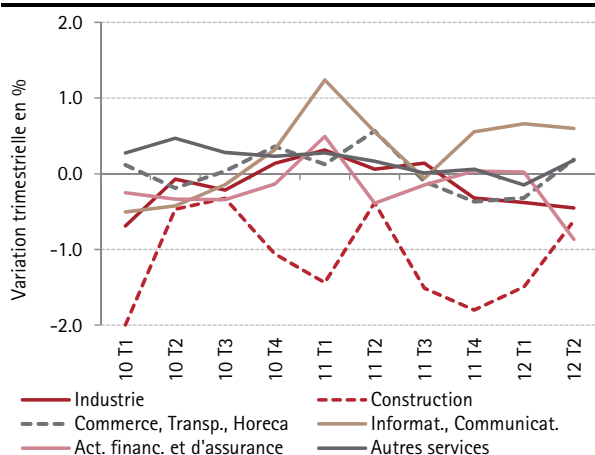
Graphique 85: Emploi dans la zone euro début 2012



Sources: Eurostat, STATEC (données désaisonnalisées)

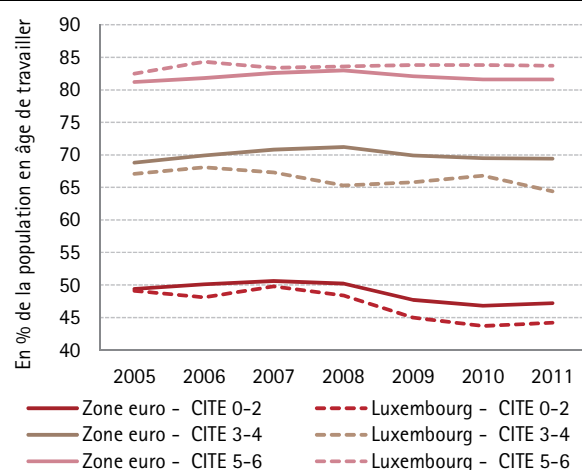
* Les données pour la Grèce ne sont pas encore disponibles.

Graphique 86: Emploi par branche dans la zone euro



Source: Eurostat (données désaisonnalisées)

Graphique 87: Taux d'emploi par qualification



Sources: EUROSTAT, STATEC (EFT)

EFT Enquête sur les Forces de Travail
 CITE Classification Internationale Type de l'Education
 CITE 0-2 Enseignement préscolaire, primaire, secondaire inférieur
 CITE 3-4 Enseignement secondaire supérieur et post-secondaire non tertiaire
 CITE 5-6 Enseignement tertiaire

5.1.2 Baisse du taux d'emploi des personnes peu qualifiées

À la suite de la crise financière, on note en Europe une baisse du taux d'emploi. Cette évolution concerne surtout les personnes peu qualifiées (dont le taux d'emploi passe de 50,2% en 2008 à 47,2% en 2011, soit -3 points) et moins les salariés disposant d'une qualification plus élevée (leur taux d'emploi passe de 83% à 81,6%, soit -1,4 point sur ces mêmes années).

Ce phénomène est également observé au Luxembourg (resp. -4,2 et +0,1 points entre 2008 et 2011). Cette évolution peut s'expliquer par le fait que la détérioration des conditions du marché du travail (baisse des embauches, hausse du chômage) génère une concurrence accrue entre les participants du marché du travail, qu'ils soient en situation d'emploi ou à la recherche d'un emploi. Cette concurrence accrue va favoriser les candidats les plus qualifiés et éloigner du marché du travail ceux qui présentent de moindres qualifications.

Les entreprises auraient profité du ralentissement économique pour restructurer leur personnel en remplaçant des travailleurs peu qualifiés par des personnes plus qualifiées¹. Ce procédé pourrait jouer d'autant plus dans les branches/pays souffrant d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, du fait que sur les années de boom, certains postes auraient pu être occupés par des personnes sous-qualifiées.

¹ Cf. Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012, <http://www.oecd.org/fr/emploi/politiquesetdonneesurlemploi/perspectivesdelemploidelocde2012.htm>

Ainsi, la tendance haussière du niveau des qualifications des salariés s'est accentuée lors de cette crise. Ce constat n'est pas innocent pour l'analyse conjoncturelle du fait que les conséquences macro-économiques qu'un tel changement structurel peut avoir sont multiples (hausse amplifiée du chômage, hausse mécanique du salaire moyen, hausse de la productivité du travail etc.).

5.1.3 Les résidents luxembourgeois résistent mieux à la crise

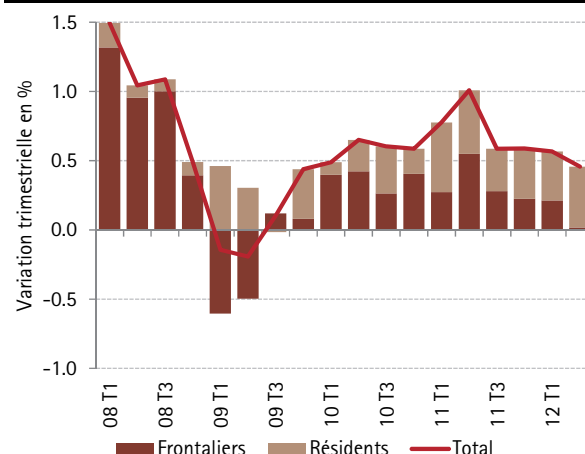
Malgré une mobilité du travail plus élevée en Europe sur les dernières années de crise, la structure de l'emploi par nationalité n'a pas beaucoup changé au Grand-Duché de Luxembourg (cf. Graphique 91).

Depuis 2008, la dynamique de l'emploi s'est affaïssée pour toutes les nationalités à l'exception des luxembourgeois. Sur les trois dernières années (2010, 2011 et 2012), l'emploi des salariés luxembourgeois a progressé de plus de 2%, contre 1% en moyenne sur les neuf années précédentes. Pour toutes les autres nationalités, le ralentissement en 2009 et 2010 a été conséquent (cf. Graphique 92). En 2010, l'emploi a même baissé pour les salariés de nationalité italienne (-3%) et pour les Belges (-0.2%). Entre 2008 et 2012, 30 300 emplois ont été créés en net, dont un quart environ pour des Luxembourgeois (29%) et un autre quart pour des Français (22%, cf. Graphique 93). Il est à noter que ces évolutions sont susceptibles d'avoir été partiellement influencées par la nouvelle loi sur la double-nationalité (entrée en vigueur à la fin 2008).

Cette évolution plus favorable de l'emploi des résidents luxembourgeois s'observe tout au long des dernières années de crise (cf. Graphique 88) et s'explique en partie par le fait que les frontaliers et résidents étrangers sont davantage présents dans le secteur concurrentiel alors que les résidents luxembourgeois le sont plus dans les secteurs plus protégés.

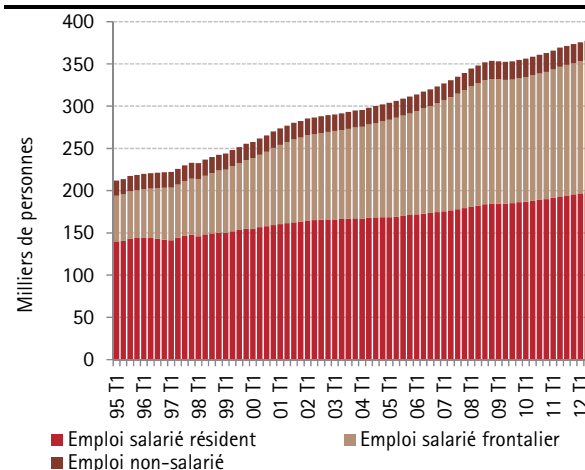
Entre mars 2011 et mars 2012, on observe une accélération de l'emploi des salariés de nationalité portugaise (+3.9%, après +3% en 2010 et +0.6% seulement en 2009). Cette évolution pourrait être en lien avec l'accentuation de la crise de la dette dans les pays d'Europe du Sud et avec une mobilité accrue depuis ces pays vers nos régions. En effet, le solde migratoire portugais a fortement augmenté au Grand-Duché de Luxembourg: +63% sur un an en 2011 (cf. chapitre 5.1.2 "Des migrations accrues depuis les pays du Sud en direction du Luxembourg" de la NDC 2-12).

Graphique 88: Emploi salarié intérieur



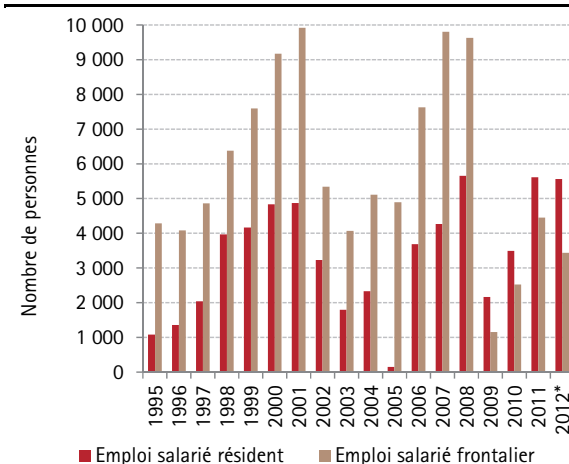
Source: STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 89: Emploi total intérieur



Source: STATEC (données désaisonnalisées)

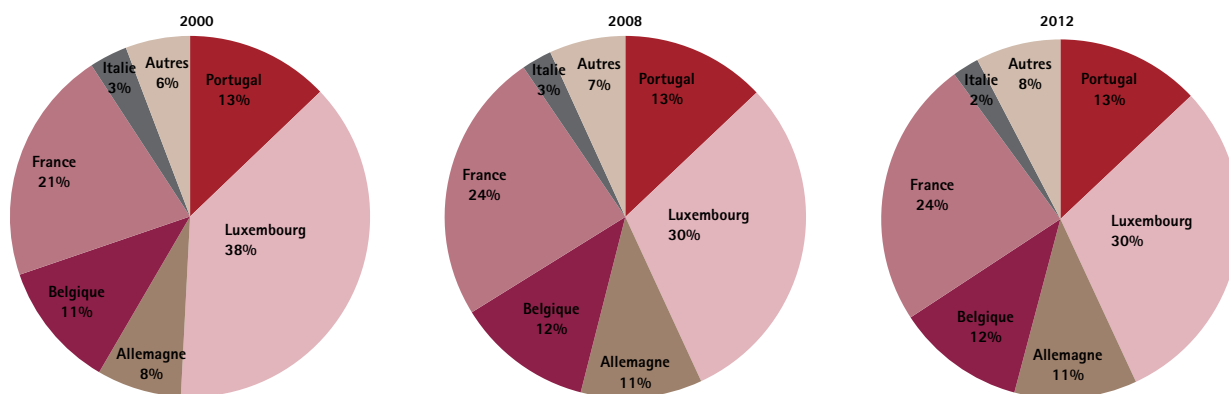
Graphique 90: Créations nettes d'emplois



Source: STATEC

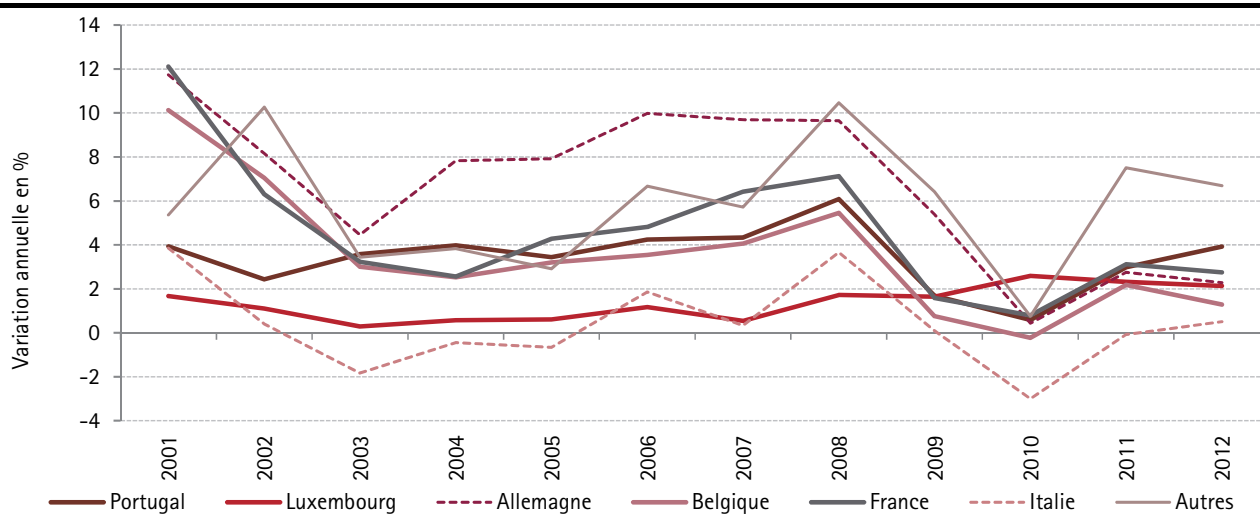
* 6 mois

Graphique 91: Emploi par nationalité en 2000, 2008 et 2012



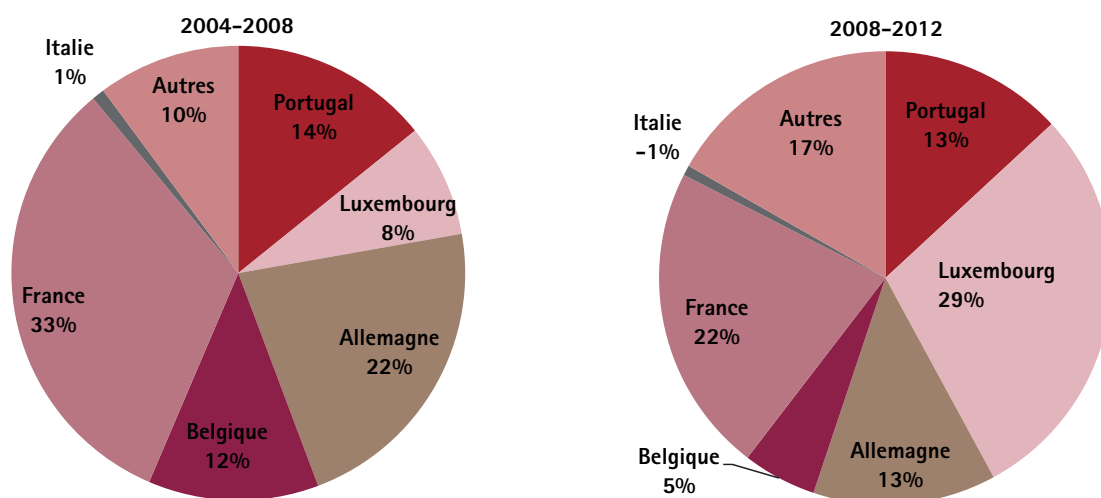
Source: IGSS (données au 31 mars)

Graphique 92: Emploi par nationalité (2001-2012)



Source: IGSS (données au 31 mars)

Graphique 93: Créations nettes d'emplois selon la nationalité entre 2004-2008 et entre 2008-2012



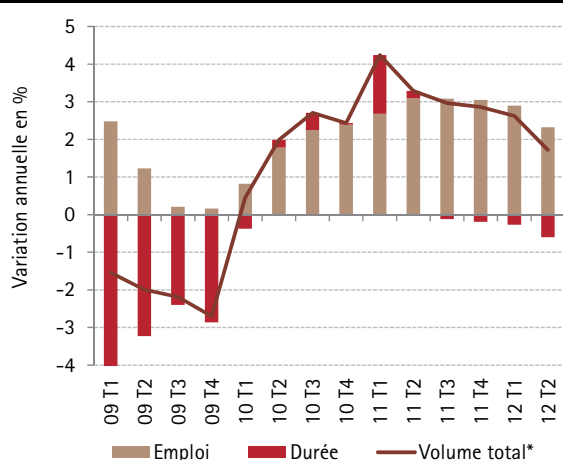
Source: IGSS (données au 31 mars)

5.1.4 La durée de travail continue à baisser

Depuis le premier trimestre 2011, qui était marqué par une forte progression des heures travaillées, le volume de travail a décéléré continuellement. La durée de travail par personne baisse depuis le 3^{ème} trimestre de 2011, atteignant au second trimestre 2012 une évolution de -0.6% sur un an, en lien avec la forte baisse des heures supplémentaires (-7% sur un an en T2 2012), mais aussi avec l'évolution du travail à temps partiel. Ce dernier a en effet progressé de 4.6% sur le premier semestre de 2012, bien plus que l'emploi salarié au total (+2.6%, cf. Graphique 90).

En T2 2012, la durée de travail baisse le plus dans l'Horeca (-1.7%), suivie de près par l'industrie (-1.5%), mais aussi les transports et communications (-0.9%) et la construction (-0.8%). Il n'y a que les services aux entreprises qui affichent une légère hausse de la durée de travail au second trimestre de 2012 (+0.1%). En ce qui concerne les heures supplémentaires, les baisses les plus importantes viennent de l'industrie et des transports et communications, qui expliquent ensemble les 3/4 de la baisse totale (-7%). Ces évolutions peuvent être mises en lien avec la hausse du chômage partiel sur le début de 2012 (cf. chapitre 5.2.4), qui concerne avant tout les salariés de ces deux branches. En T2 2012, 82% des personnes concernées par le chômage partiel viennent de l'industrie et 10% des transports et communications.

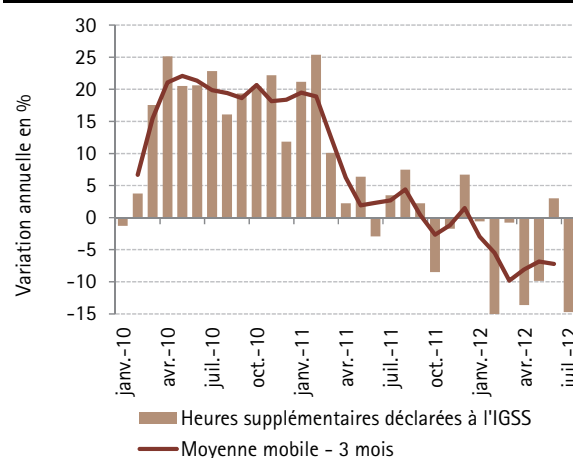
Graphique 94: Emploi et durée de travail



Sources: IGSS, STATEC

* Heures payées, déclarées à la sécurité sociale (y.c. les heures supplémentaires), CJO = série corrigée des jours ouvrables

Graphique 95: Heures supplémentaires



Sources: IGSS, STATEC

Tableau 19: Emploi à temps partiel

	2005**	2010	2011	2012*	2002-2005	2005-2010	2010	2011	2012*
	Nombre de personnes				Variation annuelle en %				
Emploi salarié intérieur	290 419	341 892	352 120	358 425	2.6	3.3	1.7	3.0	2.6
Travailleurs à temps partiel	39 633	51 190	50 792	54 876	5.4	5.3	2.2	-0.8	4.6
Part en %	13.6	15.0	14.4	15.3					
Emploi salarié résident	172 094	191 923	197 653	201 814	1.2	2.2	1.8	3.0	2.8
Travailleurs à temps partiel résidents	27 231	32 239	32 088	34 536	3.9	3.4	2.4	-0.5	5.5
Part en %	15.8	16.8	16.2	17.1					
Emploi salarié frontalier	118 325	149 969	154 468	156 611	9.0	4.9	1.7	3.0	2.2
Travailleurs à temps partiel non-résidents	12 402	18 951	18 703	20 339	9.0	8.8	1.8	-1.3	3.0
Part en %	10.5	12.6	12.1	13.0					

Source: IGSS

*6 mois

** La définition générale du travailleur à temps partiel reprend toute personne travaillant moins de 0.75 x les heures des jours civils du mois. Avant juin 2009, le travail à temps partiel reprenait toute personne travaillant moins de 0.75x173, soit 129.75 heures par mois.

Evolution conjoncturelle des heures payées

L'appréciation conjoncturelle de l'évolution de l'emploi doit tenir compte de celle de la durée du temps de travail. Sur les années récentes par exemple, les ajustements sur le marché du travail suite à la baisse de l'activité, se sont principalement faits par une réduction de la durée de travail plus que par une baisse du nombre d'emplois (phénomène de maintien dans l'emploi ou "labour hoarding"). L'évolution du travail à temps partiel, la généralisation de l'horaire mobile, le compte épargne-temps etc. sont autant d'exemples d'une flexibilisation accrue du temps de travail. Les évolutions conjoncturelles du marché du travail peuvent être mieux cernées à l'aide des heures travaillées (c.-à-d. du volume de travail) qu'à l'aide du nombre absolu d'emplois, beaucoup plus rigide à court terme.

Toutefois, les données issues des fichiers de la sécurité sociale luxembourgeoise (IGSS), qui forment la base de données la plus riche au niveau des statistiques sur le marché du travail luxembourgeois, ont fait l'objet de plusieurs changements méthodologiques en 2009 (en lien avec l'introduction du statut unique pour les salariés du secteur privé), avec des répercussions notamment au niveau de la série des heures de travail payées. L'objet de cet encart est d'expliquer le changement méthodologique de la série brute de l'IGSS ainsi que de présenter la série utilisée par le STATEC pour son analyse conjoncturelle, c'est-à-dire celle des heures payées établie selon le concept des comptes nationaux et corrigée des jours ouvrables.

1. Heures payées déclarées à l'IGSS – Rupture de série

Un avis² aux employeurs émis, en janvier 2009, par le Centre Commun de la Sécurité Sociale note: "Il importe dorénavant que l'employeur déclare mensuellement le nombre exact des heures de travail de son salarié et non plus une moyenne de 173 heures". En 2009, la série des heures payées déclarées à la Sécurité Sociale luxembourgeoise a donc subi une rupture de série majeure suite au changement de comportement des patrons dans le mode de déclaration des heures.

- Avant janvier 2009:

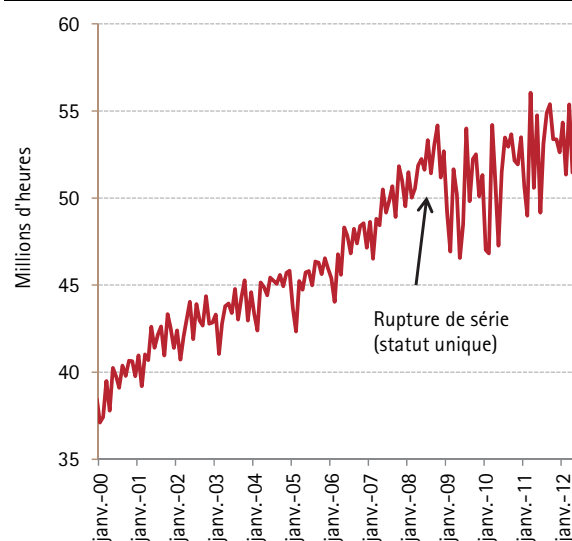
Sont attribuées aux personnes payées au mois et travaillant à temps plein: 173 heures de travail chaque mois. Il s'agit de la moyenne annuelle répartie à part égale sur les douze mois ($173 = 40 \text{ heures} \times 52 \text{ semaines} / 12 \text{ mois}$).

- A partir de janvier 2009:

Sont attribuées aux personnes payées au mois et travaillant à temps plein: 8 heures par jour ouvrable chaque mois. Il s'agit des heures normalement travaillées chaque mois.

² http://www.ccss.lu/fileadmin/file/ccss/PDF/Avis_au_public/AF012009_80_99.pdf

Graphique A: Heures payées déclarées à l'IGSS



Sources: IGSS, STATEC (concept des comptes nationaux)

Alors que la nouvelle série permet de mieux observer le volume de travail effectif pour chaque mois, elle est devenue fortement dépendante du calendrier des jours ouvrables. La volatilité de la série a donc beaucoup augmenté (cf. Graphique A). Prenons par exemple l'évolution des heures payées entre mai 2010 et mai 2011. Comme le nombre de jours ouvrables a été de 19 au mois de mai 2010 et de 22 au mois de mai 2011 (les jours fériés de l'Ascension et de Pentecôte sont tombés en juin en 2011), les heures payées, déclarées à l'IGSS, pour les personnes payées au mois et travaillant à plein temps, ont mécaniquement augmenté de 152 à 176 heures, soit +16% sur un an. L'effet des jours ouvrables explique ainsi une grande partie de la hausse relevée sur les heures payées en mai 2011 (+15.8%, cf. Tableau A). Corrigé des jours ouvrables, les heures payées n'augmentent en effet "que" de 5.6% sur cette période, l'effet des jours ouvrable expliquant en conséquence les 2/3 de la hausse des heures payées déclarées en mai 2011.

Les conséquences de ce changement méthodologique peuvent donc être considérables au niveau des heures travaillées et de la durée moyenne de travail, c.-à-d. le nombre d'heures travaillées par personne (cf. Graphique B), mais aussi au niveau du coût salarial horaire (CSH), c.-à-d. du coût pour l'entreprise par heure de travail (masse salariale totale / heures payées). Ainsi, en mai 2011, le CSH a baissé de 6.8%, alors que le coût salarial moyen (CSM) par personne (masse salariale totale / nombre de salariés), a augmenté de 4.9%. En effet, la masse salariale totale a augmenté de 8% sur cette période et la baisse du CSH s'explique entièrement par la hausse mécanique des heures payées au dénominateur (+16% entre mai 2010 et mai 2011). En d'autres mots, en mai 2010, le CSH se calcule, pour tout salarié payé au mois et travaillant à plein temps, comme le salaire mensuel divisé par les heures travaillées (152 pour les 19

jours ouvrables) alors qu'un an plus tard, en mai 2011, le CSH se calcule sur une base de 22 jours ouvrables donc avec un salaire mensuel réparti sur 176 heures. Donc, même si le salaire horaire n'avait en réalité pas forcément varié sur cette période, le CSH calculé est mécaniquement beaucoup plus faible en mai 2011 qu'en mai 2010. Il s'agit donc d'un phénomène purement arithmétique, lié à un changement méthodologique, et non d'un phénomène conjoncturel de nature économique.

2. Heures payées – concept des comptes nationaux

La série des heures payées, utilisée par le STATEC est établie selon le concept des comptes nationaux. Partant des inscriptions à la Sécurité sociale, sont déduites les heures travaillées par les personnes ne faisant pas partie de l'emploi intérieur, c'est-à-dire qui ne travaillent pas sur le territoire national, comme par exemple les gens de mer. Ainsi, en août 2011, l'emploi salarié intérieur recense 347 400 personnes (resp. 54.864 millions d'heures payées) selon le concept des comptes nationaux contre 352 300 personnes (resp. 54.887 millions d'heures payées) enregistrées à la sécurité sociale (IGSS), soit environ 5 000 personnes (resp. 23 000 heures) en moins. Alors que le niveau des deux séries diverge légèrement, leur évolution est presque identique.

3. Correction des jours ouvrables

Vu l'impact énorme du changement méthodologique en 2009, il s'avère crucial d'estimer une série des heures payées, corrigée des jours ouvrables, permettant de tenir compte des effets de calendrier afin de déterminer les réelles tendances conjoncturelles sous-jacentes.

Pour ce faire, la série des heures payées (concept comptes nationaux) est corrigée à l'aide de facteurs correcteurs, établis par l'IGSS (cf. Tableau A). Les heures payées incluent les heures normalement payées (y compris les heures de congé payées) et les heures supplémentaires payées. Le facteur correcteur est calculé par l'IGSS sur base de micro-données, ce qui permet d'adapter la correction selon que le salarié travaille à temps complet ou à temps partiel et selon qu'il est payé au mois ou à l'heure. La méthode utilisée pour le calcul du facteur correcteur est expliquée en détail dans la note technique "Impact de l'introduction du Statut Unique sur les fichiers de l'IGSS – Estimation de la croissance annuelle 2009 du nombre d'heures déclarées", disponible sur demande auprès de l'IGSS. Corrigé des jours ouvrables, le mois de mai 2011 ne compte ainsi plus que 54.7 millions / 1.011 (=facteur correcteur pour ce mois) = 54.2 millions d'heures payées, et la progression sur un an n'est plus "que" de 5.6% au lieu de +15.8%.

Tableau A: Calcul des heures payées, corrigées des jours ouvrables (CJO)

	Heures normalement prestées (8 heures par jour ouvrable)		Heures normalement prestées (8 heures par jour ouvrable)		Facteur correcteur calculé par l'IGSS*	Heures payées au total**	Variation annuelle en %	Heures payées au total (CJO)**	Variation annuelle en %
	Jours ouvrables	Jours ouvrables	Jours ouvrables	Jours ouvrables					
Moyennes de 1994-2015									2011
janvier	21.4	171.3	21.0	168.0	1.016	50 674 761	7.8	51 477 054	4.7
février	20.2	161.5	20.0	160.0	1.049	48 995 254	4.6	51 404 089	4.8
mars	22.0	175.6	23.0	184.0	0.961	56 043 478	3.4	53 853 204	3.3
avril	20.6	164.7	20.0	160.0	1.051	50 581 562	-0.9	53 160 520	2.3
mai	20.0	159.6	22.0	176.0	0.989	54 747 088	15.8	54 154 865	5.6
juin	20.2	161.5	19.0	152.0	1.088	49 167 220	-4.5	53 481 690	2.0
juillet	22.2	177.5	21.0	168.0	1.019	53 111 029	-0.7	54 122 252	2.0
août	21.4	170.9	22.0	176.0	0.989	54 864 137	3.6	54 268 798	3.6
septembre	21.5	171.6	22.0	176.0	0.990	55 432 244	3.3	54 859 941	3.3
octobre	22.2	177.5	21.0	168.0	1.014	53 386 163	2.4	54 147 518	1.9
novembre	20.7	165.5	21.0	168.0	1.018	53 365 984	2.7	54 315 444	2.7
décembre	20.7	165.8	21.0	168.0	1.018	52 633 299	-1.6	53 561 868	3.9
Moyenne annuelle									
2009			21.2	169.3	1.014	50 253 533	-3.3	50 873 156	-2.1
2010			21.3	170.0	1.012	51 290 033	2.1	51 841 997	1.9
2011			21.1	168.7	1.017	52 750 185	2.8	53 567 270	3.3
2012, 6 mois			21.0	168.0	1.019	53 075 098	2.9	54 068 454	2.2

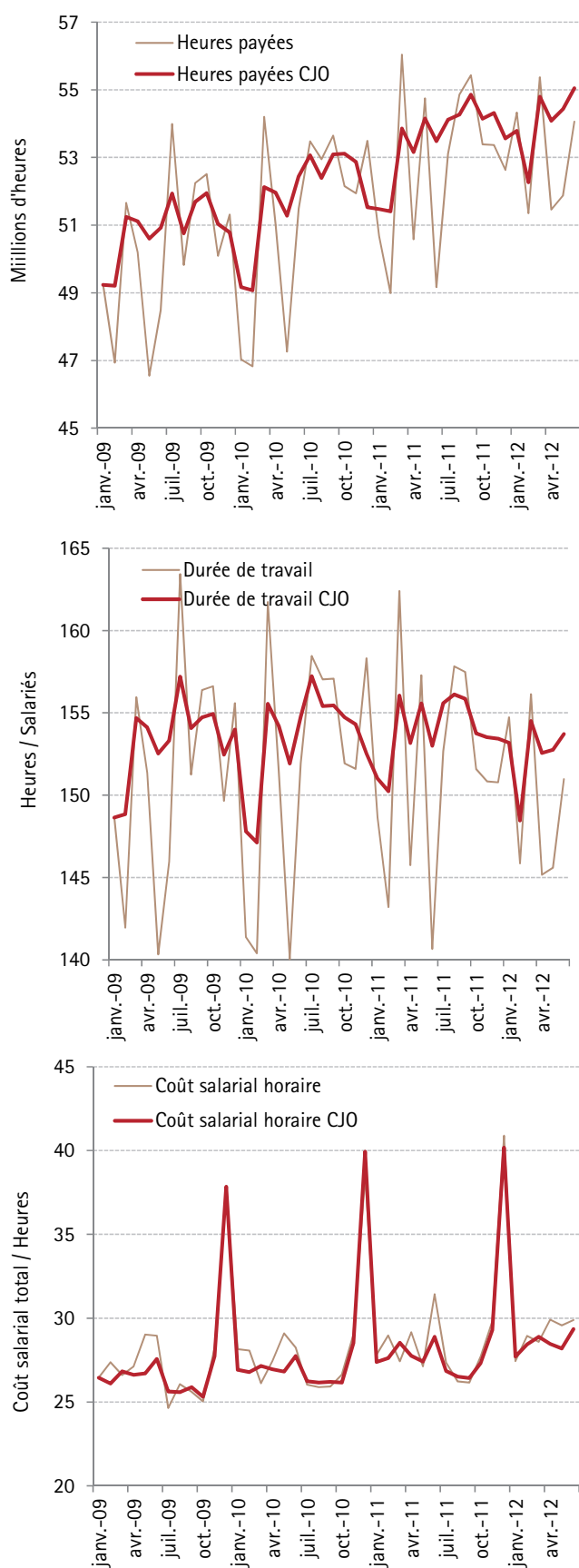
Sources: IGSS (Facteurs correcteurs), CCSS (calendrier des jours ouvrables), STATEC (concept des comptes nationaux, calculs)

* Une note technique "Impact de l'introduction du Statut Unique sur les fichiers de l'IGSS – Estimation de la croissance annuelle 2009 du nombre d'heures déclarées", reprenant l'ensemble du raisonnement qui est à l'origine de la méthode de redressement est disponible sur demande auprès de l'IGSS.

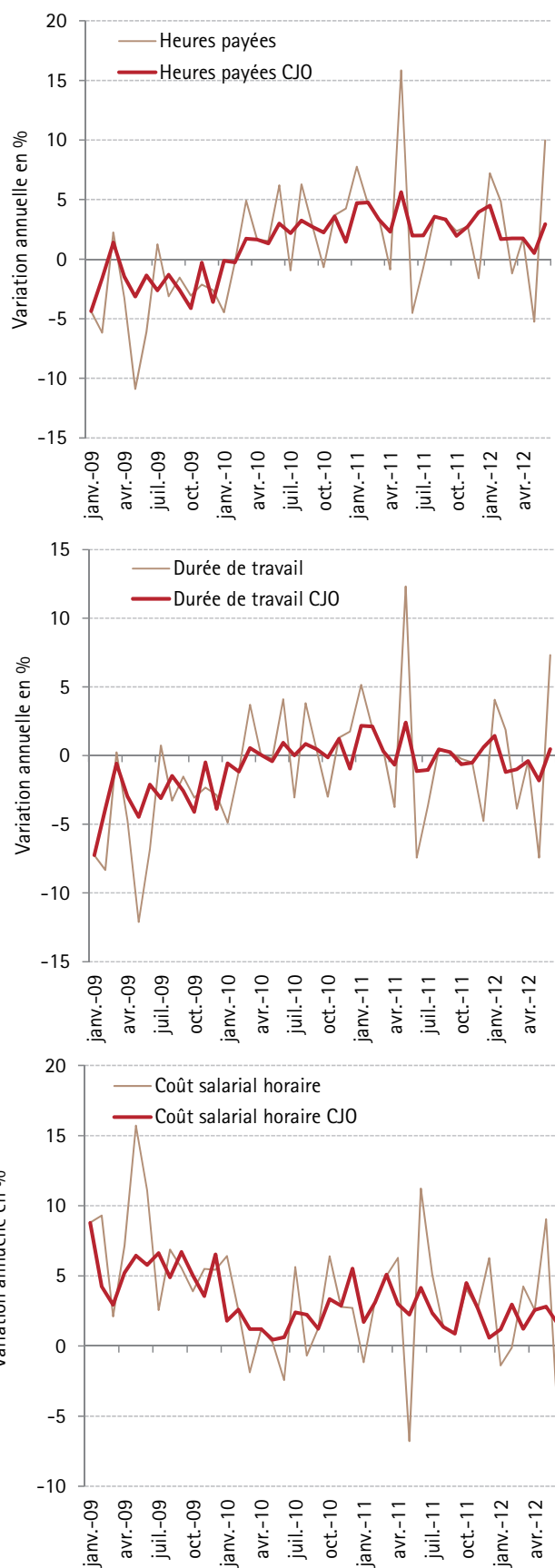
** Y compris les heures de congé payées et les heures supplémentaires

Graphique B: Séries "brutes" et corrigées des jours ouvrables (CJO) en niveau et en évolution

En niveau



En évolution



Sources: IGSS, STATEC (concept des comptes nationaux)

5.1.5 L'emploi continue à baisser dans l'industrie

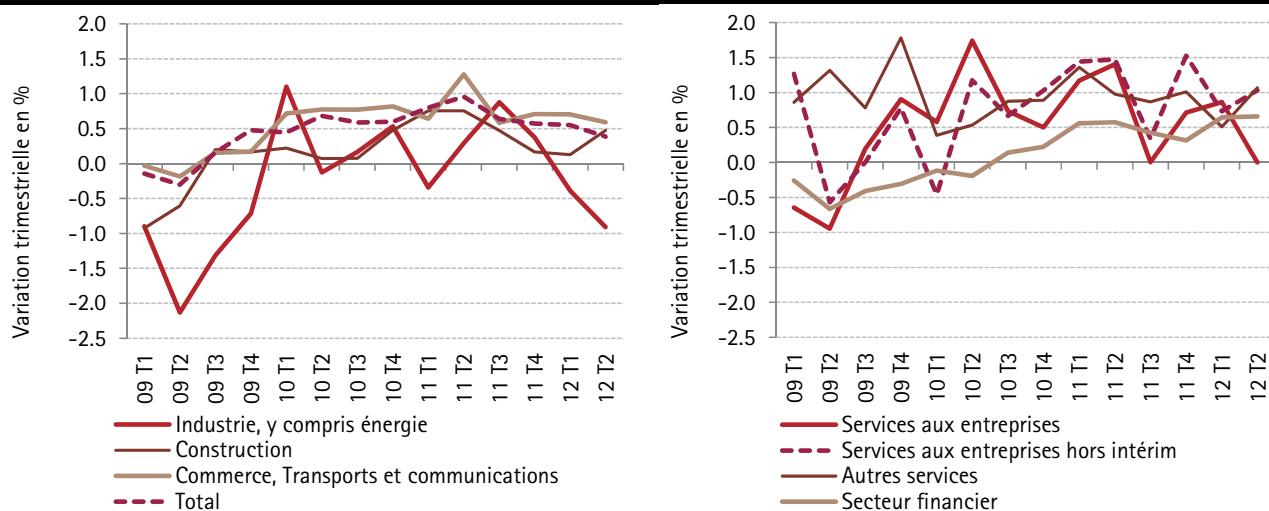
Selon les données désaisonnalisées des comptes nationaux, l'économie luxembourgeoise a créé quelque 1 400 emplois en net au deuxième trimestre 2012, hissant l'emploi salarié à 354 500 personnes. Il s'agit d'une croissance trimestrielle de 0.4% contre encore +0.6% sur les trois trimestres précédents. Cette évolution est le produit d'une forte baisse de l'emploi dans l'industrie, d'une évolution plus favorable de l'emploi dans la construction et d'un maintien d'une croissance soutenue dans le secteur abrité (autres services).

En effet, le ralentissement s'explique avant tout par une diminution accrue de l'emploi dans l'industrie (-0.9% après -0.4% au 1^{er} trimestre) ainsi que de l'emploi intérimaire (cf. chapitre 5.1.6), fortement lié à l'industrie. Sur les derniers trimestres, l'emploi baisse surtout dans l'industrie sidérurgique, mais aussi dans l'industrie du caoutchouc et des plastiques, l'édition et imprimerie et dans l'industrie textile. La dégradation de la situation dans l'industrie s'observe également au niveau des heures travaillées (cf. Graphique 99), en lien avec la hausse du chômage partiel (cf. partie 5.2.4), et au niveau des perspectives d'emplois déclarées par les industriels (cf. Graphique 100), malgré le fait que les données mensuelles les plus récentes suggèrent un retournement de tendance (cf. Conjoncture Flash d'octobre 2012).

Toutes les autres branches continuent à créer des emplois (en net). L'évolution la plus favorable s'observe, tout comme pour l'ensemble de la zone euro, du côté de la construction: +0.5% en T2, après resp. +0.1% et 0.2% sur les deux trimestres précédents (cf. Graphique 96). Les "Autres services", c'est-à-dire les services moins exposés à la conjoncture internationale comme l'Administration Publique, l'Éducation, la Santé et action sociale, les Services collectifs, sociaux et personnels et les Services domestiques, restent pourtant toujours, avec 2/3 des créations nettes d'emplois, le principal gisement d'emplois au deuxième trimestre. Ils sont suivis des services aux entreprises (hors intérim), et des branches "Commerce, Horeca et Transport et communication" qui restent très dynamiques sur les derniers trimestres.

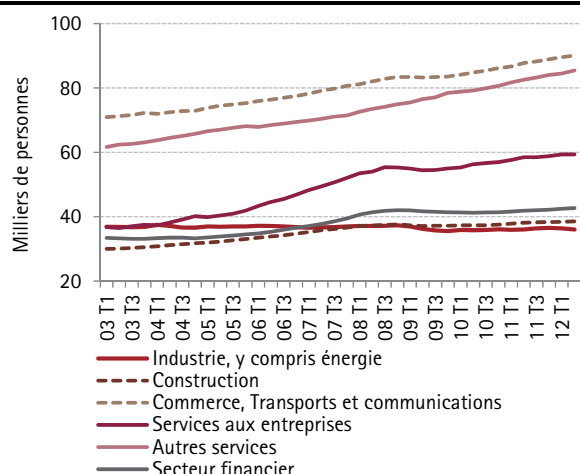
Notons encore que le secteur financier dans son ensemble (donc y compris les assurances et les professionnels du secteur financier - PSF), crée toujours des emplois. Cette tendance positive s'explique avant tout par la bonne performance des "Autres intermédiations financières" et des "Sociétés de gestion d'OPC", qui représentent respectivement la moitié et un tiers des créations nettes d'emplois sur un an dans ce secteur. L'évolution de l'emploi dans les banques quant à elle reste plutôt atone.

Graphique 96: Emploi salarié par branche



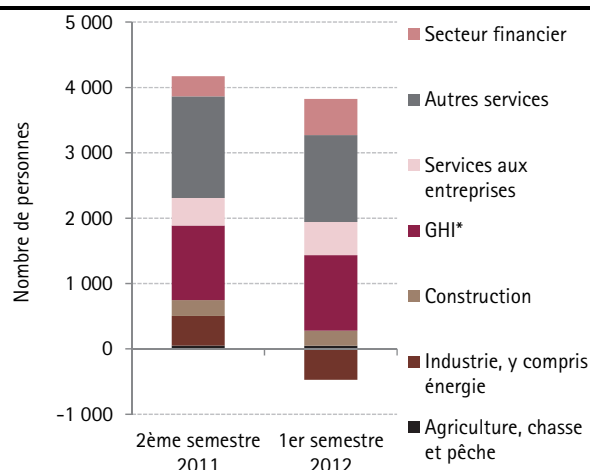
Source: STATEC (Comptes nationaux trimestriels désaisonnalisés)

Graphique 97: Emploi salarié par branche 2003-2012



Source: STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 98: Créations nettes d'emplois



Source: STATEC (données désaisonnalisées)

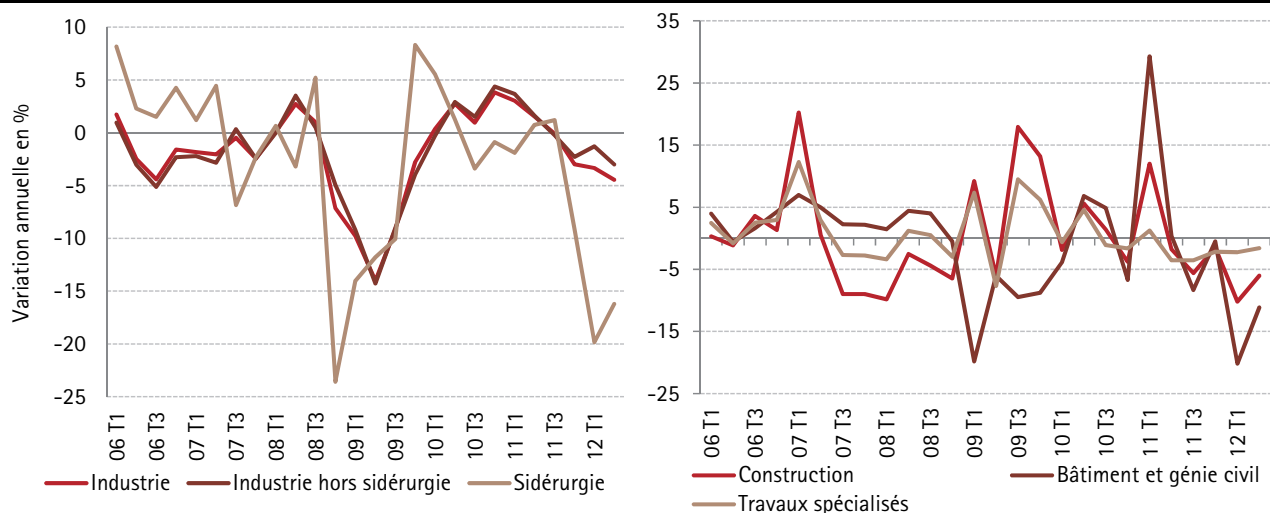
*Commerce, Horeca, Transports et communications

Tableau 20: Emploi par branche (séries trimestrielles)

	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2011 T1	2011 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2
Nombre de personnes										
Agriculture	2 055	2 132	2 137	2 161	2 179	2 220	2 227	2 270	2 304	2 318
Industrie	35 870	35 825	35 885	36 076	35 953	36 058	36 374	36 510	36 369	36 038
Construction	37 293	37 320	37 348	37 526	37 810	38 096	38 277	38 341	38 390	38 571
Commerce, Horeca, transports et communications	84 139	84 790	85 443	86 143	86 696	87 803	88 317	88 943	89 569	90 098
Services financiers	41 320	41 241	41 298	41 390	41 621	41 860	42 037	42 170	42 441	42 721
Services aux entreprises	96 662	97 537	97 961	98 380	99 274	100 338	100 467	101 059	101 818	102 138
hors agences intérimaires	90 157	90 644	90 982	91 629	92 580	93 585	93 888	94 854	95 488	96 355
Autres services	78 830	79 250	79 943	80 653	81 751	82 548	83 265	84 104	84 532	85 434
Economie entière	334 627	336 916	338 895	340 922	343 644	346 934	349 148	351 153	353 093	354 459
Évolution en % par rapport au trimestre précédent										
Agriculture	1.1	3.7	0.2	1.1	0.8	1.9	0.3	2.0	1.5	0.6
Industrie	1.1	-0.1	0.2	0.5	-0.3	0.3	0.9	0.4	-0.4	-0.9
Construction	0.2	0.1	0.1	0.5	0.8	0.8	0.5	0.2	0.1	0.5
Commerce, Horeca, transports et communications	0.7	0.8	0.8	0.8	0.6	1.3	0.6	0.7	0.7	0.6
Services financiers	-0.1	-0.2	0.1	0.2	0.6	0.6	0.4	0.3	0.6	0.7
Services aux entreprises	0.3	0.9	0.4	0.4	0.9	1.1	0.1	0.6	0.8	0.3
hors agences intérimaires	-0.3	0.5	0.4	0.7	1.0	1.1	0.3	1.0	0.7	0.9
Autres services	0.4	0.5	0.9	0.9	1.4	1.0	0.9	1.0	0.5	1.1
Economie entière	0.4	0.7	0.6	0.6	0.8	1.0	0.6	0.6	0.6	0.4
Créations nettes d'emplois sur un trimestre										
Agriculture	23	77	5	24	18	41	7	43	34	14
Industrie	391	-45	60	191	-123	105	316	137	-141	-331
Construction	82	27	28	178	284	286	180	64	49	182
Commerce, Horeca, transports et communications	597	651	653	700	553	1 107	514	626	626	528
Services financiers	-48	-80	57	92	231	239	178	132	272	280
Services aux entreprises	284	875	423	420	893	1 064	129	592	759	320
hors agences intérimaires	-260	486	338	647	951	1 005	303	966	635	866
Autres services	305	421	693	710	1 098	797	717	840	428	902
Economie entière	1 476	2 289	1 979	2 027	2 723	3 289	2 214	2 005	1 940	1 366

Source: STATEC, Comptes nationaux trimestriels désaisonnalisés

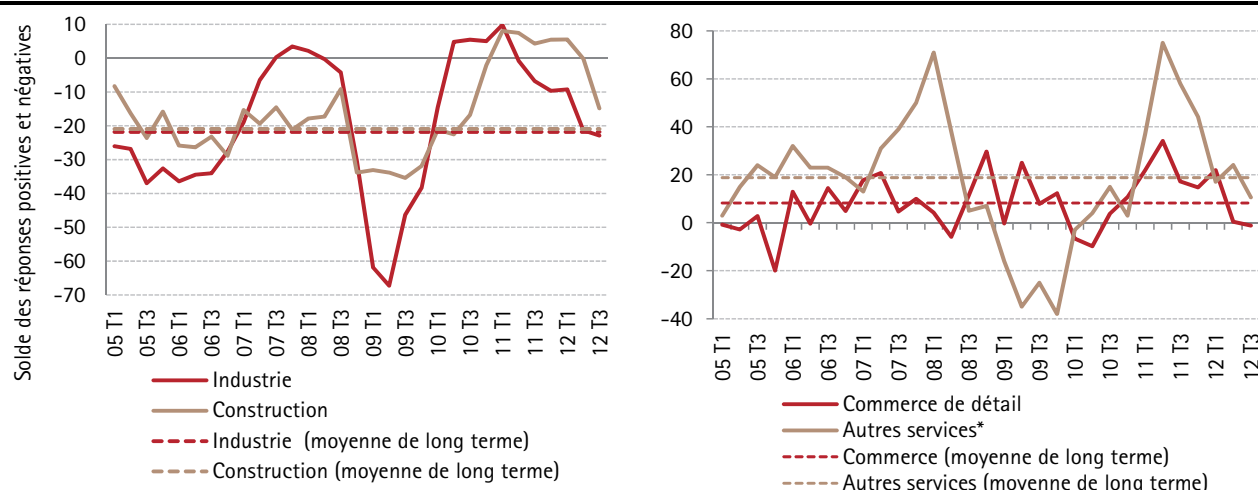
Graphique 99: Heures travaillées



Source: STATEC (Enquête d'activité)

* Heures payées jusqu'en décembre 2008

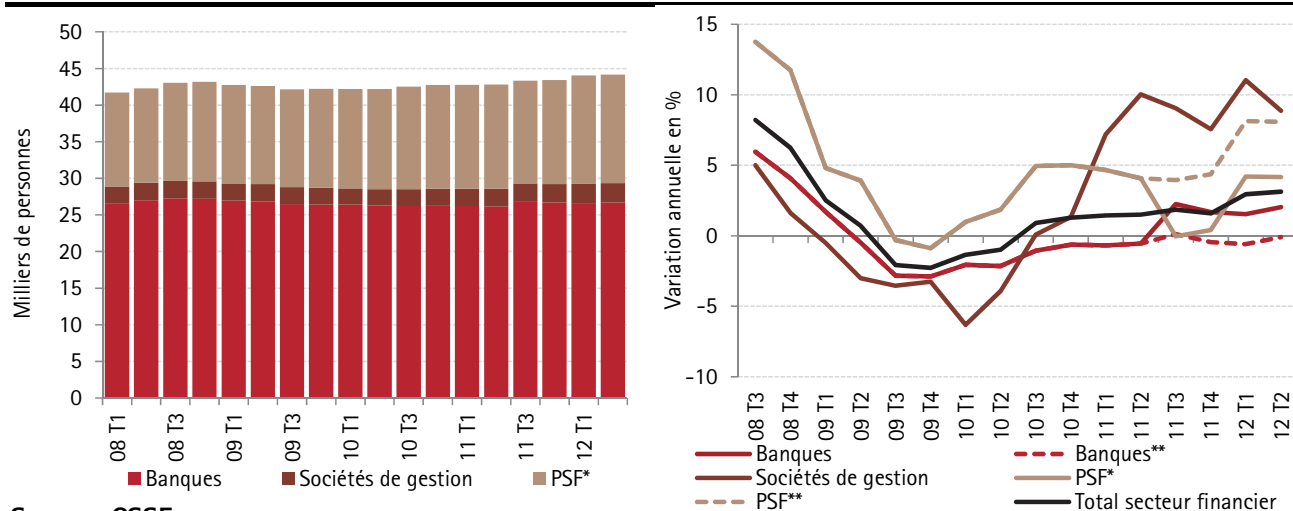
Graphique 100: Perspectives d'évolution de l'emploi



Source: STATEC (Enquêtes de conjoncture)

* Hors services financiers

Graphique 101: Emploi dans le secteur financier



Source: CSSF

* Professionnels du secteur financier luxembourgeois

** Série corrigée de la hausse technique, due à l'intégration par une banque de la place du personnel qui travaillait précédemment pour l'un de ces sous-traitants - "insourcing"

5.1.6 Repli de l'emploi intérimaire

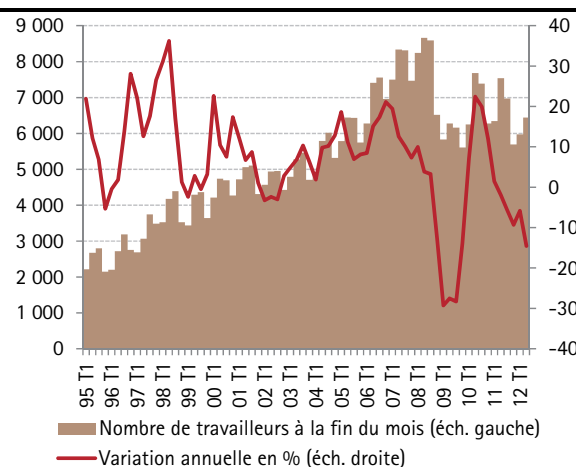
La reprise entamée au cours de 2010 n'a été que de courte durée et l'emploi intérimaire baisse à nouveau depuis le deuxième trimestre de 2011. En T2 2012, le travail intérimaire affiche une baisse de 15% sur un an, soit l'une des évolutions les plus médiocres depuis 1995 (cf. Graphique 102) et, selon l'Union luxembourgeoise des entreprises de travail intérimaire (Uledi), la situation ne devrait pas non plus s'être améliorée sur le 3^{ème} trimestre.

Alors que les heures prestées par les travailleurs intérimaires dans l'industrie baissent depuis le deuxième trimestre de 2011, la construction marque une inflexion plus récente, depuis le début de 2012 (cf. Graphique 103). Sur les deux premiers trimestres de 2012, toutes les branches affichent une baisse des heures prestées par des travailleurs intérimaires, à l'exception de certains services (information et communication, administratifs et de soutien, collectifs, sociaux et personnels etc.).

Comme sur les derniers trimestres, la contribution à la baisse des "indéfinis" c'est-à-dire des travailleurs

intérimaires dont la branche dans laquelle ils ont presté leur mission n'est pas déterminée reste importante.

Graphique 102: Travail intérimaire



Sources: IGSS, STATEC

Tableau 21: Travail intérimaire

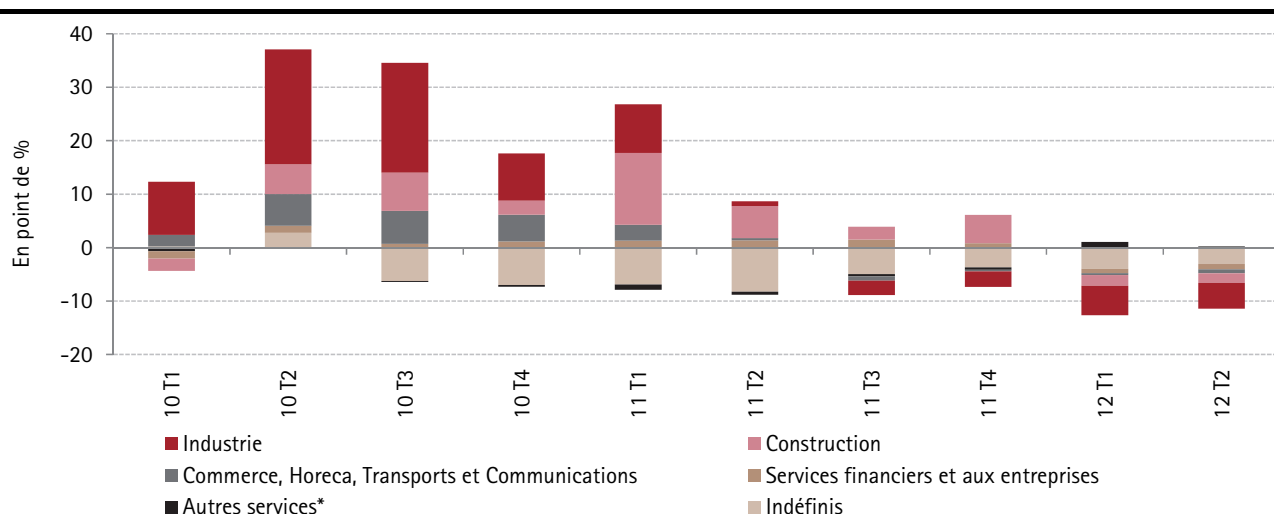
	Année									2011		2012	
	1995	2000	2005	2010	2011	2012**	T1	T2	T3	T4	T1	T2	
	En moyenne chaque mois												
Heures travaillées (milliers)	338	624	858	949	935	846	880	1 049	976	834	802	890	
Nombre d'intérimaires	2 457	4 479	6 101	6 899	6 636	6 204	6 342	7 534	6 973	5 695	5 972	6 436	
dont: frontaliers	2 139	3 545	4 865	5 207	4 732	4 258	4 611	5 215	5 055	4 047	4 203	4 312	
Part dans l'emploi salarié intérieur	1.2	1.8	2.1	2.0	1.9	1.8	1.9	2.2	2.0	1.6	1.7	1.8	
Part dans l'emploi frontalier	3.8	4.0	4.2	3.5	3.1	2.8	3.1	3.4	3.3	2.6	2.7	2.8	
	1995-2000	2000-2005	2005-2010	Variation annuelle en %									
Heures travaillées	13.1	6.6	2.0	17.2	-1.5	-12.3	8.1	-1.8	-4.7	-6.4	-8.9	-15.2	
Nombre d'intérimaires	12.8	6.4	2.5	15.6	-3.8	-10.6	1.5	-1.9	-5.6	-9.3	-5.8	-14.6	
dont: frontaliers	10.6	6.5	1.4	12.7	-9.1	-13.3	-4.3	-7.9	-9.8	-14.8	-8.9	-17.3	

Sources: IGSS, STATEC

* Il s'agit de l'ensemble de l'emploi salarié de la branche "Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire" (Nace rév.1: 74.502), y compris le personnel des agences.

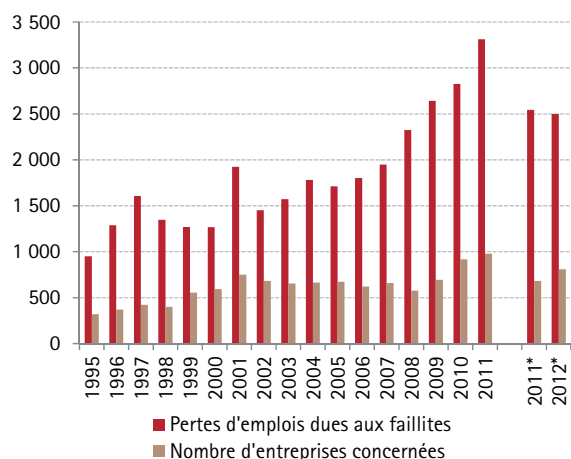
** 6 mois

Graphique 103: Contribution des différentes branches à l'évolution du travail intérimaire



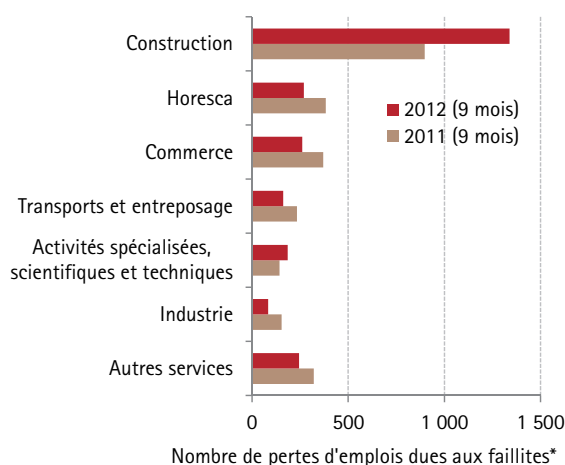
Sources: IGSS, Ministère du Travail

* Autres services (dans l'ordre d'importance): Activités extraterritoriales, Santé humaine et action sociale, Arts spectacles et activités récréatives, Administration publique et enseignement.

Graphique 104: Faillites et pertes d'emplois

Source: STATEC

* 9 mois

Graphique 105: Pertes d'emplois dues aux faillites

Source: STATEC

* Sont considérées comme "pertes d'emplois dues aux faillites" le maximum d'emplois enregistré par une entreprise en faillite sur les 6 mois précédant la faillite (avant 2008: sur les 3 mois précédant la faillite).

5.1.7 Le nombre de faillites reste élevé

Sur les 9 premiers mois de l'année 2012, 808 entreprises ont été déclarées en faillite auprès d'un tribunal luxembourgeois contre 682 sur la même période de 2011. Il s'agit d'une progression de 18.5% sur un an, contre +6.5% en 2011.

Comme ces faillites concernent surtout des petites entreprises, les pertes d'emplois dues aux faillites sont peu nombreuses (comparativement au nombre d'entreprises concernées): 2 500 personnes ont perdu leur emploi en raison d'une faillite sur les 9 premiers mois de 2012 après 2 544 personnes sur la même période de 2011.

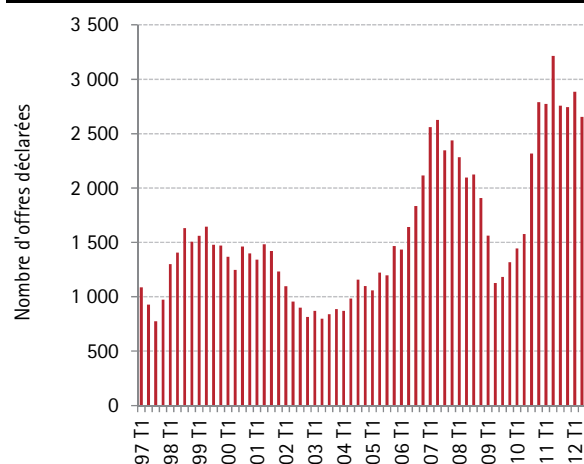
La plupart des faillites ont été subies par des entreprises du commerce (23%), suivies par celles actives dans le secteur financier (18%). Les autres faillites concernent

surtout la construction, l'Horeca et les "Activités spécialisées, scientifiques et techniques", qui regroupent les activités juridiques et comptables, les activités des sièges sociaux et de conseil de gestion, les activités d'architecture et d'ingénierie, la recherche-développement scientifique, la publicité et études de marché ainsi que les activités vétérinaires. En termes d'emplois, les pertes restent importantes dans la construction (cf. Graphique 105).

5.1.8 Les postes vacants restent relativement nombreux

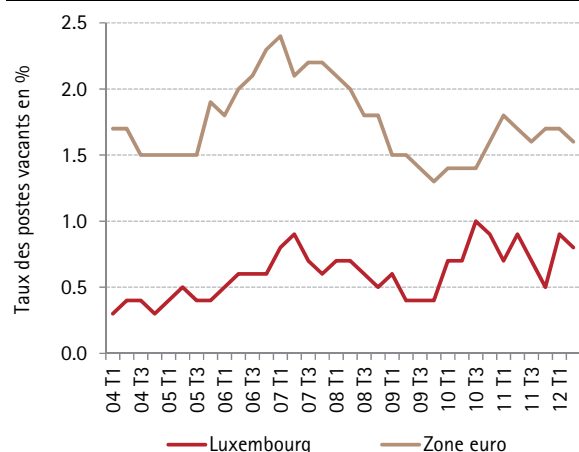
Le nombre de postes vacants reste élevé sur le 1^{er} semestre 2012, avec presque 3 000 offres d'emplois déclarées chaque mois à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM, cf. Graphique 106). Au second trimestre, la plupart des offres d'emplois vient des Activités spécialisées, scientifiques et techniques (18%), du Commerce (15%) et de la Santé et action sociale (13%, cf. Graphique 108). Les activités spécialisées, scientifiques et techniques regroupent les activités juridiques et comptables, les activités des sièges sociaux et de conseil de gestion, les activités d'architecture et d'ingénierie, la recherche & développement scientifique, la publicité et études de marché ainsi que les activités vétérinaires. Par rapport au 1^{er} trimestre, le nombre d'offres d'emplois a surtout augmenté dans les activités de services administratifs et de soutien, mais aussi dans l'Horeca et les activités d'information et de communication. Les baisses les plus importantes ont été observées pour les activités financières et d'assurance, la santé humaine et action sociale ainsi que pour les transports et l'entreposage.

Au 2^{ème} trimestre, le taux des postes vacants, c.-à-d. le rapport entre les postes vacants et l'ensemble des postes (vacants et occupés) est au plus haut (1.9%) dans les Activités spécialisées, scientifiques et techniques et l'Horeca (1.7%, cf. Graphique 109).

Graphique 106: Offres d'emploi non satisfaites - OENS

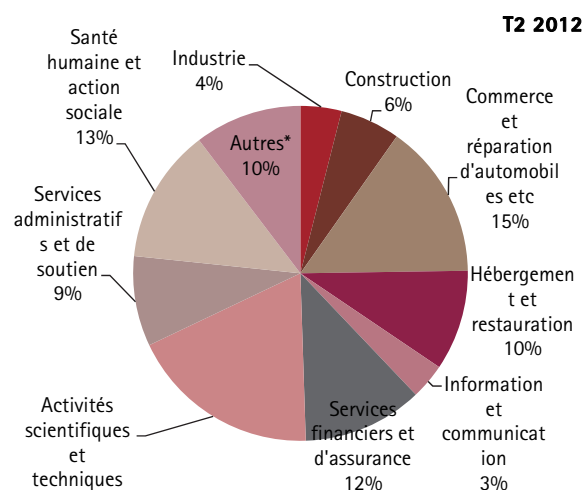
Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 107: Taux des postes vacants



Sources: STATEC, Eurostat

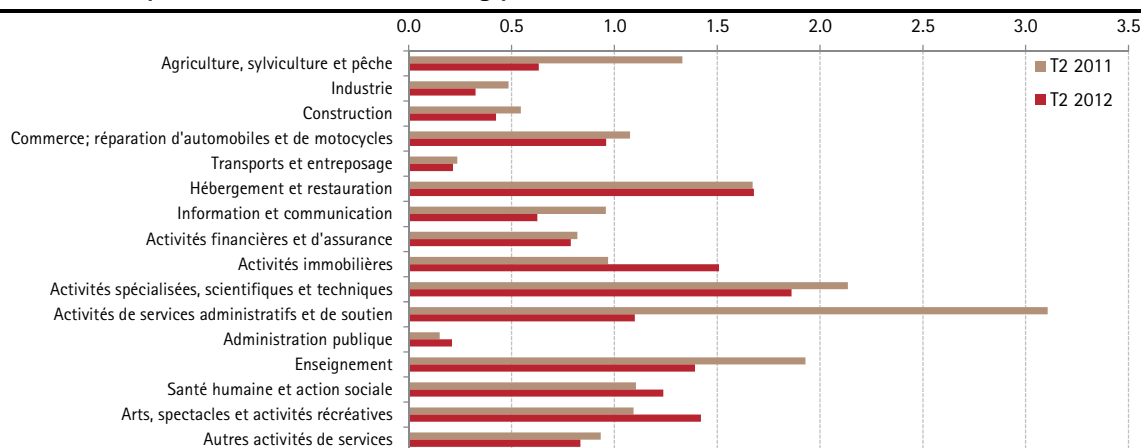
Graphique 108: Offres d'emplois par branche



Sources: STATEC, Eurostat

* Agriculture, sylviculture et pêche; Transports et entreposage; Activités immobilières; Enseignement; Arts, spectacles et activités récréatives; Autres activités de services; Administration publique

Graphique 109: Taux des postes vacants* au Luxembourg par branche



Sources: STATEC, Eurostat

* Un poste vacant est un poste nouvellement créé, inoccupé ou devenant vacant dans un proche avenir et pour lequel l'employeur a entrepris récemment des démarches actives, afin de trouver un collaborateur externe à l'entreprise, pour lequel il est disposé à entreprendre des démarches supplémentaires, et que l'employeur a l'intention d'occuper immédiatement ou dans un proche avenir. Pour le Luxembourg, il s'agit des offres d'emplois non-satisfaites (OENS) déclarées à l'ADEM. Le taux des postes vacants représente la proportion des postes vacants dans l'ensemble des postes (occupés et vacants).

5.2 Chômage

5.2.1 Le chômage reste à un niveau élevé en Europe

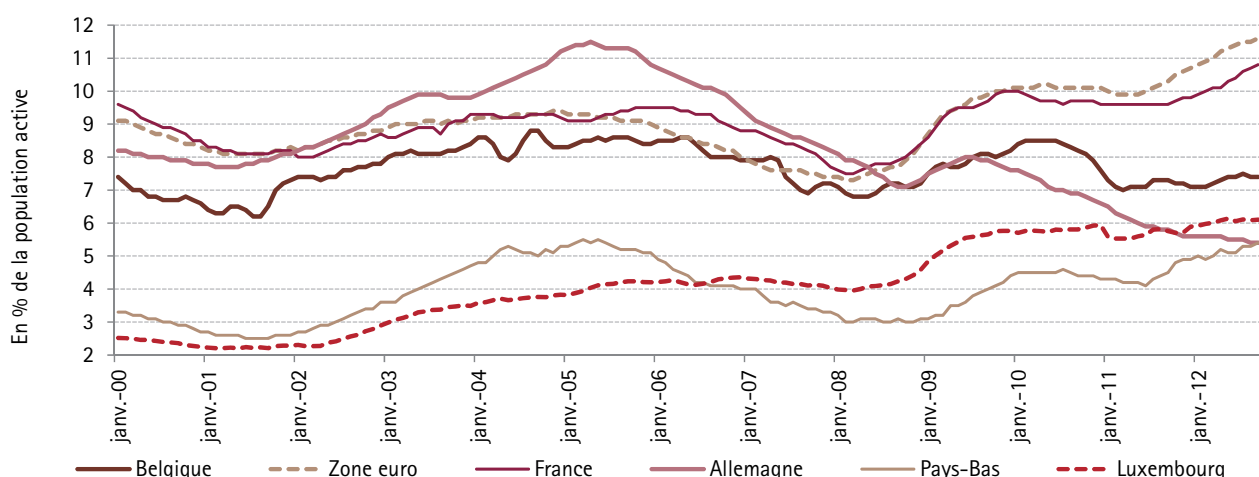
En septembre 2012, Eurostat estime le nombre de chômeurs dans la zone euro à 18.5 millions de personnes, ce qui représente une hausse de 2.2 millions en l'espace d'un an et qui porte le taux de chômage à 11.6% de la population active. Après une légère baisse entre la mi-2010 et la mi-2011 (cf. Graphique 110), le taux de chômage s'est remis à augmenter depuis juin 2011 atteint un niveau record au troisième trimestre 2012.

La tendance à la hausse s'observe pour la plupart des pays européens. Les pays du Sud (la Grèce, l'Espagne, Chypre, le Portugal et l'Italie), frappés de plein fouet par la crise économique, restent les plus touchés (cf.

Graphique 111). Toutefois, la tendance semble également s'inverser dans les pays qui avaient jusqu'à présent plus ou moins bien résisté à la hausse du chômage, notamment en Allemagne, où la baisse du taux de chômage harmonisé devient de moins en moins significative. Avec un taux de chômage de 6.1%, le Luxembourg se retrouve, en octobre 2012, toujours parmi les pays avec le taux de chômage le plus faible, tout comme l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas.

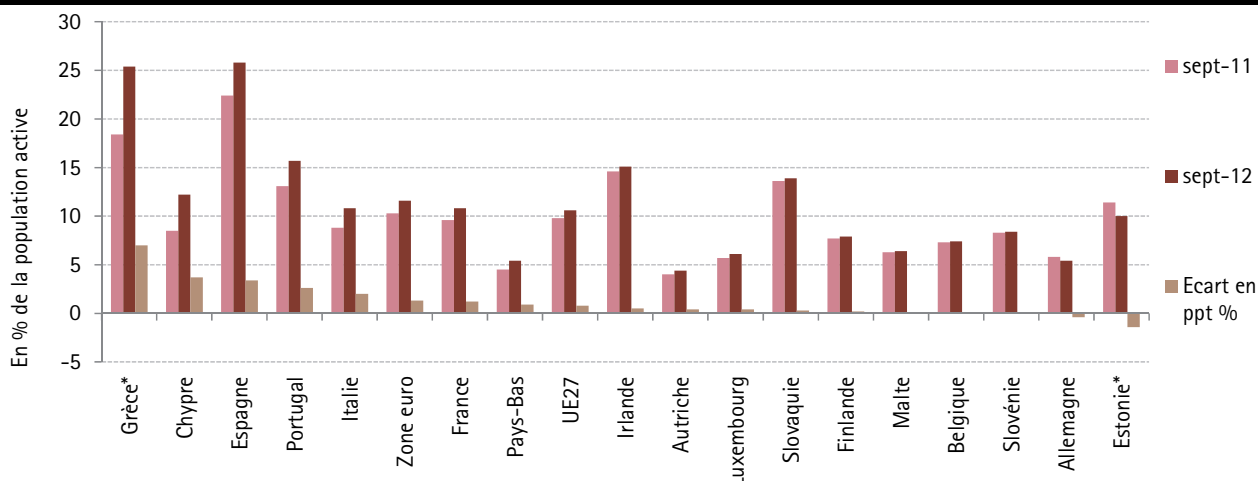
Dans la zone euro, un chômeur sur cinq a moins de 25 ans. Le chômage des jeunes reste ainsi (à 23.3% en septembre 2012) deux fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population active. Par ailleurs, les femmes restent légèrement plus touchées que les hommes.

Graphique 110: Taux de chômage dans la zone euro et dans les pays voisins



Sources: Eurostat (Enquête sur les forces de travail), ADEM, STATEC (Luxembourg), Données désaisonnalisées

Graphique 111: Taux de chômage dans la zone euro en septembre 2012 et 2011



Sources: Eurostat (Enquête sur les forces de travail), ADEM, STATEC (Luxembourg), Données désaisonnalisées

* données d'août 2011 et 2012

Tableau 22: Chômage et demandes d'emploi non satisfaites

	Chômage inscrit			Mesures pour l'emploi		Total des demandes d'emplois		
	Personnes	Variation annuelle resp. mensuelle	Taux de chômage	Personnes	Variation annuelle resp. mensuelle	Personnes	Variation annuelle resp. mensuelle	Taux de chômage élargi
		En moyenne						
2000	4 545	...	2.4	2 020	...	6 565	...	3.5
2005	8 504	12.1	4.1	3 941	5.4	12 445	9.9	6.0
2006	8 965	5.4	4.2	3 978	0.9	12 943	4.0	6.1
2007	9 057	1.0	4.2	3 733	-6.2	12 790	-1.2	5.9
2008	9 263	2.3	4.2	3 108	-16.7	12 371	-3.3	5.5
2009	12 462	34.5	5.4	3 097	-0.3	15 559	25.8	6.8
2010	13 535	8.6	5.8	3 843	24.1	17 378	11.7	7.4
2011	13 494	-0.3	5.7	4 221	1.0	17 714	1.0	7.4
2012							Situation en fin de mois	
Janvier	14 237	0.6	5.9	4 354	2.5	18 591	1.0	7.7
Février	14 387	1.1	5.9	4 335	-0.4	18 723	0.7	7.8
Mars	14 511	0.9	5.9	4 322	-0.3	18 833	0.6	7.8
Avril	14 716	1.4	6.0	4 422	2.3	19 138	1.6	7.9
Mai	14 888	1.2	6.0	4 465	1.0	19 352	1.1	8.0
Juin	14 935	0.3	6.1	4 467	0.0	19 401	0.3	7.9
Juillet	15 109	1.2	6.1	4 826	8.0	19 935	2.7	8.1
Août	15 087	-0.1	6.1	4 771	-1.1	19 858	-0.4	8.0
Septembre	15 147	0.4	6.1	4 694	-1.6	19 841	-0.1	8.0
Octobre	15 187	0.3	6.1	4 753	1.3	19 939	0.5	8.0

Sources: ADEM, STATEC (données corrigées des variations saisonnières)

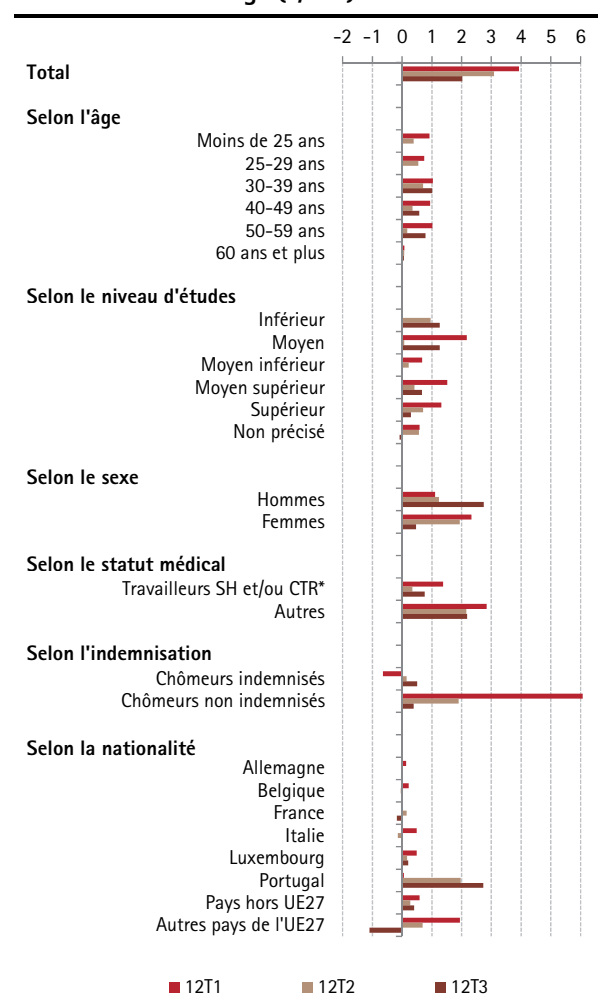
5.2.2 Luxembourg: stabilisation du chômage à un niveau élevé

Selon les données de l'ADEM (Agence pour le développement de l'emploi), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 6.1% en octobre 2012, soit au même niveau que sur les quatre mois précédents. Cette stabilisation se fait au niveau le plus élevé jamais enregistré, mais constitue tout de même un élément surprenant au vu de l'évolution conjoncturelle actuelle, a priori peu stimulante pour le marché du travail.

Le nombre de chômeurs inscrits à l'ADEM n'augmente plus que de 9% (en glissement annuel) en T3 2012 après +12% en T2. Cette décélération s'explique par une moindre contribution des jeunes chômeurs (de moins de 30 ans), des femmes et des chômeurs non indemnisés (cf. Graphique 112). Les statistiques sur les flux de chômeurs confirment cette évolution: ainsi, les nouvelles inscriptions baissent fortement au cours du 3^{ème} trimestre 2012 (cf. Graphique 113), notamment pour les 1^{ères} inscriptions, les hommes et les jeunes de moins de 25 ans.

Nonobstant ce ralentissement, le nombre de chômeurs reste en octobre toujours relativement élevé par rapport à l'année précédente (+9% sur un an). Ce sont surtout des hommes, de nationalité portugaise, âgés de 30 à 39 ans et avec un niveau d'étude inférieur ou moyen inférieur qui ont le plus contribué à cette augmentation du chômage.

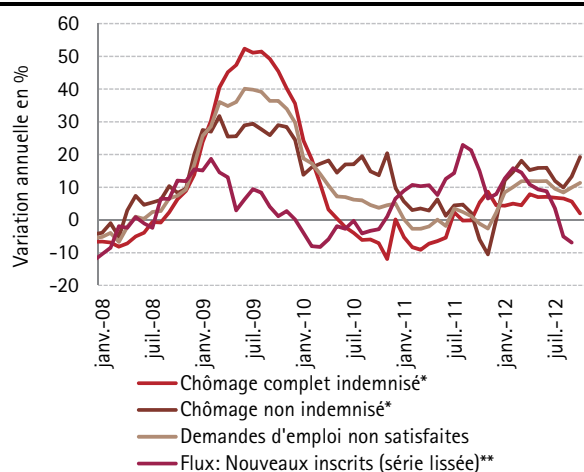
Graphique 112: Contribution en points de % à l'évolution du chômage (T/T-1)



Sources: ADEM, calculs STATEC (données cvs)

* Travailleurs handicapés et/ou à capacité de travail réduite

Graphique 113: Chômage et nouvelles inscriptions

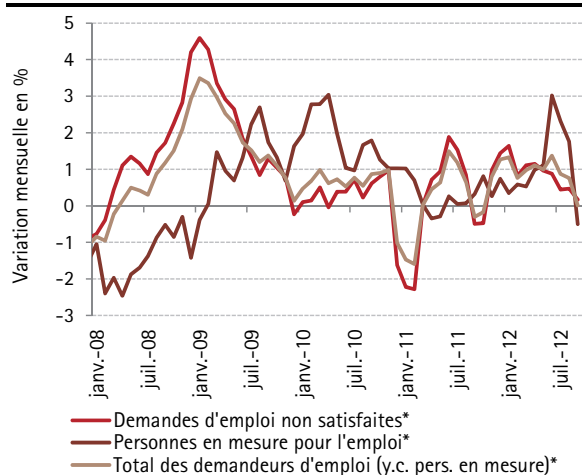


Source: ADEM

* Ancienne série jusqu'en mars 2007

** Ancienne série jusqu'en décembre 2011

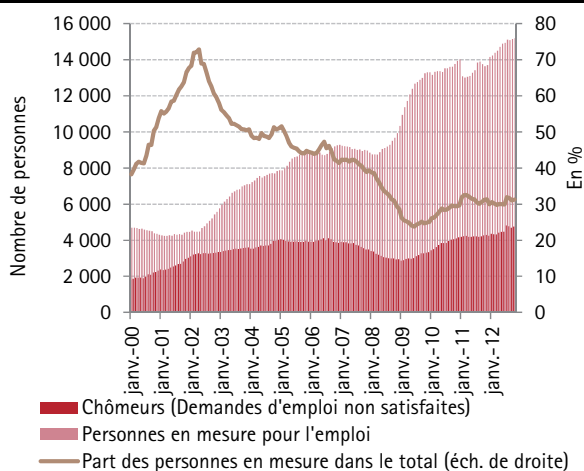
Graphique 114: Chômeurs et personnes en mesure



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

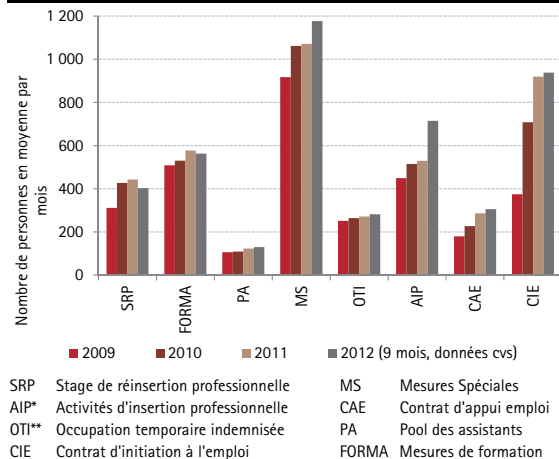
* Série lissée

Graphique 115: Chômeurs et personnes en mesure



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 116: Personnes en mesure pour l'emploi

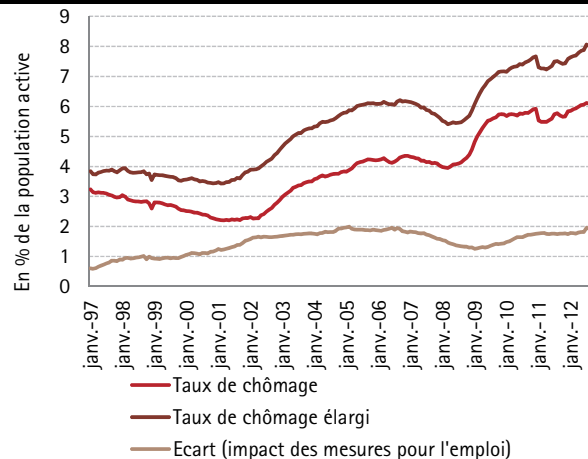


Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

* Anciennement: ATI - Affectation temporaire indemnisée

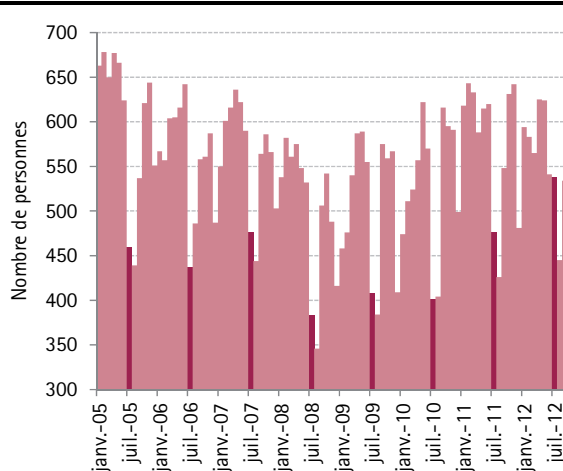
** Anciennement: MT - Mises au travail

Graphique 117: Taux de chômage élargi



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 118: Personnes en formation à l'ADEM



Source: ADEM

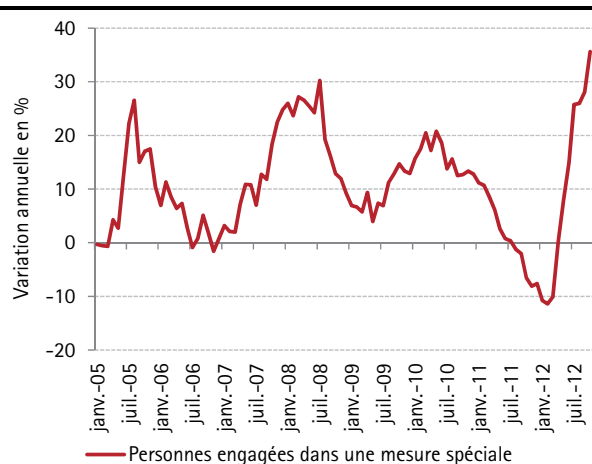
5.2.3 Progression accrue des mesures pour l'emploi

Alors que la progression du chômage décélère de +12% en T2 à +9% en T3, le nombre de personnes en mesure pour l'emploi accélère sur la même période (de +6% en T2 à +13% en T3). La progression du nombre total de demandeurs d'emploi (donc y compris des personnes en mesure) reste donc stable à +10% en T2 et T3. Le taux de chômage "élargi" atteint 8% en octobre 2012, légèrement en baisse par rapport à juillet 2012 (8.1%). Cette évolution s'explique par un niveau exceptionnellement élevé des personnes en mesure pour l'emploi en juillet 2012 dû au fait que le nombre de personnes en formation n'a pas baissé autant en 2012 que sur les années précédentes (cf. Graphique 118). En effet, le nombre de personnes en formation à l'ADEM baisse traditionnellement chaque année en été (juillet et août) pour remonter à la rentrée en septembre.

Les "mesures spéciales" restent, avec 1 394 personnes en octobre 2012 (ou 30% du total), le dispositif le plus utilisé (cf. Graphique 116). Il s'agit des mesures mises en œuvre dans le cadre d'associations sans but lucratif, comme les initiatives syndicales et communales, Objectif Plein Emploi (OPE), Forum pour l'emploi ou Pro-Actif. Comme les responsables d'OPE, organisation qui occupe presque la moitié des personnes engagées dans une mesure spéciale, ont annoncé en octobre 2012 ne plus engager de nouveaux chômeurs jusqu'à la fin de l'année, l'effet de cette mesure devrait rester limité sur les mois à venir. En effet, le nombre de personnes engagées dans une mesure spéciale avait fortement augmenté sur les derniers mois (cf. Graphique 119).

La hausse la plus spectaculaire au niveau des mesures pour l'emploi en 2012 est toutefois enregistrée pour les Activités d'insertion professionnelle (AIP), c'est-à-dire les affectations temporaires (travaux d'utilité collective et stages en entreprise) organisées par le Service national d'action sociale (SNAS).

Graphique 119: Mesures spéciales pour l'emploi



Source: ADEM

5.2.4 Recours accru au chômage partiel

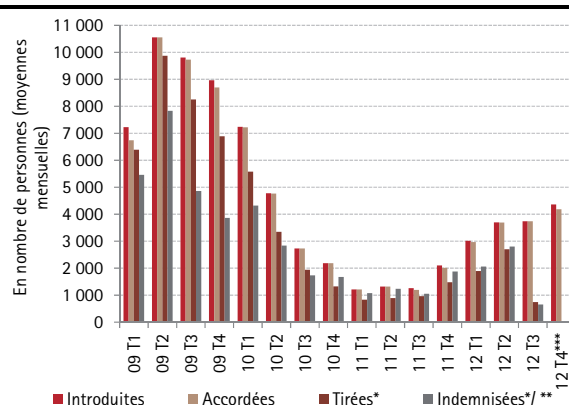
Après une baisse continue des demandes de chômage partiel depuis la fin de 2009, celles-ci ont fortement augmenté à partir de la fin de 2011. Pour le mois de novembre 2012, 39 entreprises ont demandé à pouvoir travailler à temps réduit contre 29 il y a un an. Le nombre de salariés concernés s'élève à 4 031 personnes, soit le double d'il y a un an (2 112 personnes, cf. Tableau 23).

La hausse récente provient avant tout de l'industrie manufacturière ou d'entreprises sous-traitantes de cette dernière. Les demandes pour des raisons de lien de dépendance économique y ont notamment augmenté sur les derniers trimestres (cf. Graphique 121). En 2012 (11 mois), 27 demandes sur 37 émanent ainsi de l'industrie manufacturière (cf. Tableau 24), soit 75%. Le nombre de salariés concernés dans l'industrie (hors ceux repris dans la cellule de reclassement conjoncturelle d'ArcelorMittal) s'élève en 2012 (11 mois) à 3 017 personnes en moyenne par mois, soit plus de 80% de l'ensemble des personnes concernées ou 8% de l'ensemble des travailleurs dans l'industrie manufacturière.

Notons encore que toutes les demandes introduites ne donnent pas lieu à indemnisation. Sur les six premiers mois de 2012, quelque 2 400 personnes ont, en moyenne chaque mois, bénéficié du régime de chômage partiel, dont 40% ont été affectées à la cellule de reclassement conjoncturelle d'ArcelorMittal.

Sur les années 2009 et 2010, la législation sur le chômage partiel a été modifiée à trois reprises afin de renforcer le dispositif et de prolonger les mesures. En 2012, le Gouvernement a décidé une nouvelle modification, prorogeant jusqu'au 31 décembre 2013 les différentes dispositions légales en matière de chômage partiel.

Graphique 120: Nombre de personnes concernées par le chômage partiel, selon l'état de la demande



Source: ADEM

* Les données pour les derniers mois ne pas encore définitives

** Y compris la cellule de reclassement conjoncturelle d'ArcelorMittal

*** 2 mois

Tableau 23: Evolution du chômage partiel de 2008 à 2012

	Nombre de demandes			Nombre de salariés touchés selon les demandes:			Dépenses selon les demandes:			Heures chômées
Mois de référence	introduites	acceptées	tirées*	acceptées	tirées*	indemnisées* **	acceptées	tirées*	indemnisées* **	effectivement* **
	Nombre d'entreprises			Nombre de personnes			1000 EUR			Nombre d'heures
	En moyenne par mois									
2008	8	6	5	679	529	342	672	585	217	...
2009	130	111	89	8 933	7 856	5 506	11 170	9 993	5 125	323 488
2010	83	77	55	4 227	3 049	2 641	4 714	3 485	1 838	115 239
2011	30	26	18	1 437	1 043	1 313	1 490	1 103	1 297	72 497
2012 (11 mois)	37	35	18	3 599	2 005	2 069	3 948	2 267	2 227	130 609
juil-11	23	21	16	1 137	966	1 158	1 472	1 240	1 086	61 518
août-11	22	18	15	1 178	1 038	960	1 499	1 389	936	51 349
sept-11	21	18	14	1 266	887	1 053	1 505	1 056	1 050	59 041
oct-11	19	18	14	1 448	1 009	1 615	1 495	1 001	1 589	86 897
nov-11	29	27	18	2 112	1 519	2 084	2 083	1 461	2 421	122 348
déc-11	32	26	18	2 494	1 929	1 937	2 262	1 485	1 822	99 437
janv-12	31	26	16	2 966	1 789	1 819	2 486	1 366	2 512	134 409
févr-12	38	34	22	2 971	2 004	2 131	2 574	1 886	2 451	137 253
mars-12	37	36	22	2 974	1 904	2 232	2 548	1 847	2 740	150 126
avr-12	36	35	24	3 247	2 746	2 869	3 381	2 899	2 717	152 605
mai-12	37	36	21	4 343	3 264	3 040	5 744	4 938	2 794	153 625
juin-12	38	36	17	3 483	2 101	2 503	4 232	2 970	2 559	140 054
juil-12	38	37	15	3 051	1 571	1 670	3 045	1 531	1 834	97 238
août-12	32	32	8	3 999	662	287	4 732	700	207	79 564
sept-12	36	35	...	4 171	...	...	4 796	...	...	...
oct-12	42	38	...	4 350	...	...	5 009	...	...	...
nov-12	39	37	...	4 031	...	...	4 881	...	...	...

* Les données sur les demandes effectivement tirées et les indemnités effectives ne sont pas encore définitives pour les derniers mois.

** Y compris cellule de reclassement conjoncturelle d'ArcelorMittal

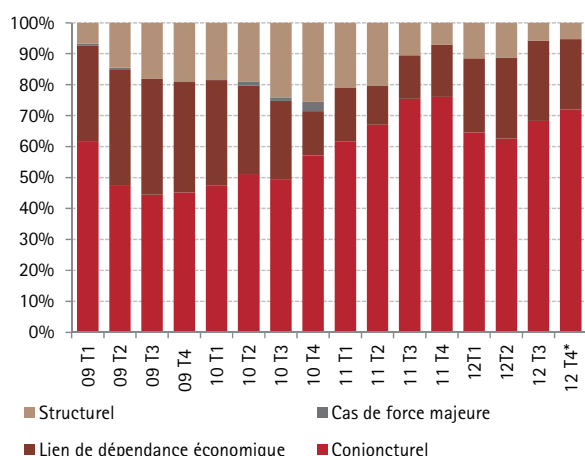
Sources: ADEM, Comité de conjoncture

Tableau 24: Evolution du chômage partiel par branche économique

Branche	Nace rév. 1	Nace rév.2	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
	Nombre de demandes introduites en moyenne par mois												
Industries extractives	C	B	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Industrie manufacturière	D	C	4	3	2	3	3	2	4	66	46	20	27
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-	D	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	E	E	-	-	-	0	-	-	0	3	1	0	0
Construction	F	F	0	1	1	0	0	0	1	9	7	2	2
Commerce; réparation d'automobiles etc.	G	G	0	0	1	2	0	0	1	14	10	3	1
Transports et entreposage	I	H	0	0	0	-	0	-	1	18	7	2	3
Hébergement et restauration	H	I	-	-	-	0	-	-	0	2	0	-	0
Information et communication	-	J	-	-	-	0	0	-	0	2	3	1	0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-	M	0	1	0	0	-	0	0	11	8	1	1
Activités de services administratifs et de soutien	-	N	0	0	0	0	1	1	0	3	1	1	1
Santé humaine et action sociale	N	Q	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Economie entière	TT	TT	5	6	4	6	4	4	8	130	83	30	37

* 11 mois

Source: Comité de Conjoncture, ADEM

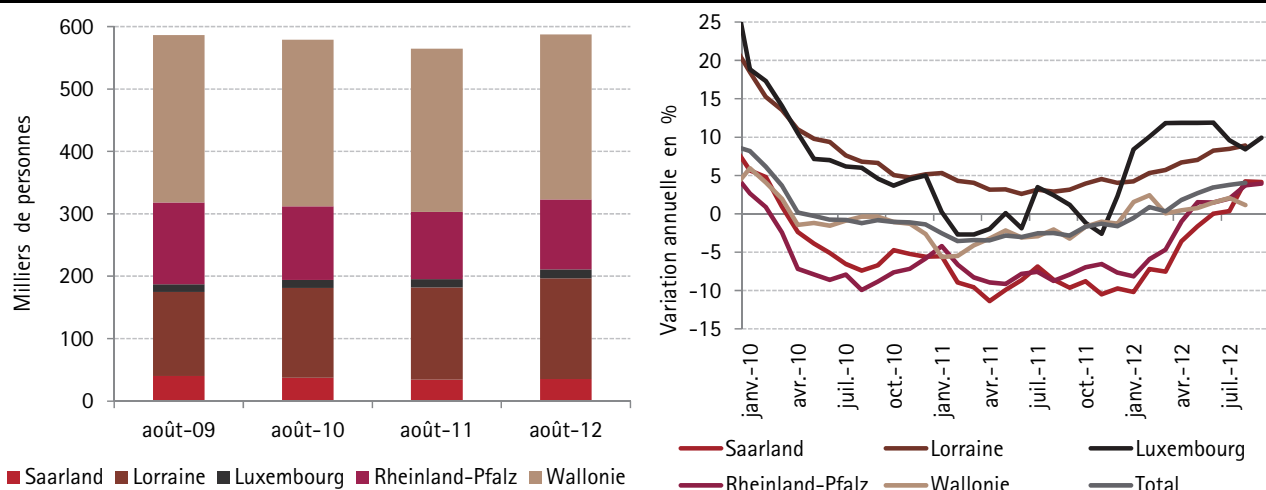
Graphique 121 : Demandes de chômage partiel accordées par type

Source: ADEM

* 2 mois

5.2.5 Le chômage ré-accélère partout dans la Grande Région

Depuis la mi-2011, le chômage accélère à nouveau dans la Grande Région. Le chômage, qui sur les dernières années n'a pas vraiment baissé en Lorraine et au Grand-Duché de Luxembourg y ré-accélère depuis la fin de 2011, atteignant une progression annuelle de quelque 10% en T3 2012. Les deux régions frontalières allemandes quant à elles ont vu le nombre de chômeurs diminuer sur les deux dernières années et ne marquent un retournement de tendance qu'à partir du début de 2012 pour afficher à nouveau une hausse du chômage depuis la mi-2012 (+4% en septembre 2012). La Wallonie, entité la plus grande et abritant de ce fait le nombre le plus important de chômeurs, marque une légère hausse du nombre de chômeurs en 2012, après une baisse similaire sur les deux années précédentes.

Graphique 122 : Chômage dans la Grande Région, en niveau et en évolutionSources: STATEC, INSEE, IWEPS, Bundesagentur für Arbeit (<http://www.grande-region.lu>)

6. Finances Publiques

Tableau 25: Recettes fiscales mensuelles*

	2010	2011	Evolution 2010/ 2011	Evolution 2011/ 2012**
	Unité: Mio EUR		En %	
Taxes du type TVA	2 491	2 763	10.9	7.7
Impôts perçus sur les ménages	3 093	3 514	13.6	4.5
Impôts sur les bénéfices des sociétés	2 107	2 365	12.3	-11.8
Taxe d'abonnement	595	618	3.8	-5.9
Droits d'accise	1 329	1 410	6.1	3.6
Autres	667	743	11.5	6.4
Recettes fiscales totales	10 281	11 414	11.0	1.1

Sources: Administration des Contributions directes (ACD), Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED), Administration de Douanes et des Accises(ADA)

* Données en base caisse, différentes des données annuelles, établies en base "caisse transactionnalisée", figurant dans les Notif. pour déficit public excessif.

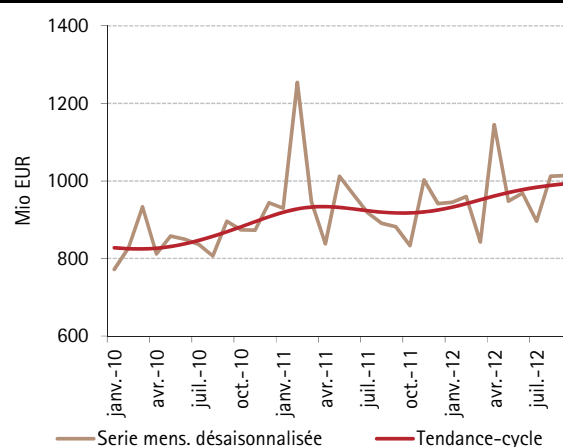
** 9 mois

Les recettes fiscales affichent une faible progression en 2012, un phénomène lié principalement au recul des impôts sur les bénéfices des sociétés, marqués par des évolutions à caractère exceptionnel au 1^{er} trimestre 2011 et au second trimestre 2012. Pour l'ensemble des autres postes de recettes, les résultats de 2012 témoignent sinon d'une baisse, au moins d'une progression plus faible qu'en 2011. Les recettes de TVA sur le commerce électronique constituent toutefois une exception à cette règle, affichant une progression encore fulgurante en 2012.

6.1 Impôts perçus sur les ménages

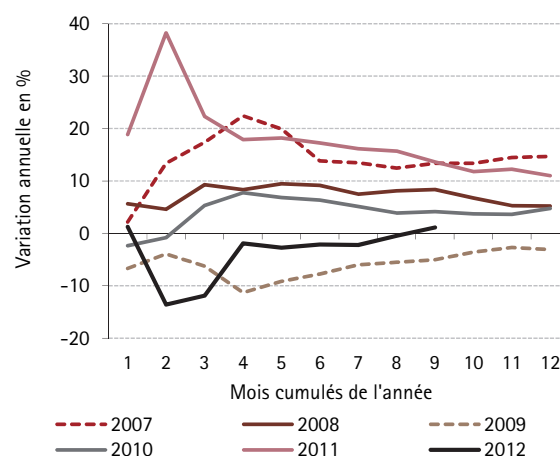
Les impôts perçus sur les ménages au cours des neuf premiers mois de 2012 sont supérieurs de 4.5% au montant enregistré sur la même période de 2011, ce qui correspond en gros au développement de la base fiscale, c'est-à-dire de la masse salariale. Cette dernière, selon les données renseignées dans les comptes nationaux trimestriels, montre en effet une progression proche de 4% sur un an au 1^{er} semestre 2012. L'impôt le plus important dans la catégorie des impôts perçus sur les ménages, à savoir l'impôt retenu sur les traitements et salaires, a augmenté plus rapidement (6.7%), ce qui est à mettre en relation avec la progressivité des barèmes, c'est-à-dire au passage d'une partie des revenus dans des tranches d'imposition plus élevées. Il s'agit pourtant d'un résultat nettement en deçà des prévisions du projet de budget, qui tablaient sur une progression environ deux fois plus forte. Cette croissance moins forte qu'attendue serait principalement à mettre en relation avec l'évolution des rémunérations variables (boni) dans le secteur bancaire, qui accusent cette année une nette diminution par rapport à 2011 (cf. partie 4.2 salaires).

Graphique 123: Total des recettes fiscales (hors cotisations sociales)



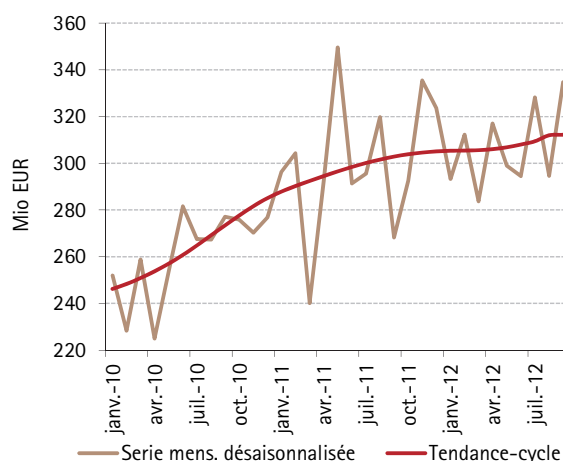
Sources: ACD, AED, ADA, STATEC

Graphique 124: Evolution intra-annuelle des recettes fiscales (données cumulées)



Sources: ACD, AED, ADA, STATEC

Graphique 125: Impôts perçus sur les ménages



Sources: ACD, STATEC

Par ailleurs, le total des impôts directs prélevés auprès des ménages est influencé négativement en 2012 par la suppression de la contribution de crise, qui concernait l'ensemble des salariés et des retraités et qui était prévue au départ pour s'appliquer en 2011 et 2012. Elle n'a finalement pas été reconduite pour cette année (accord des réformes en matière salariale et statutaire du 15 juillet 2011¹). Le manque à gagner sur l'ensemble des impôts perçus sur les ménages est de l'ordre de 100 Mio EUR pour cette année (soit grosso modo une baisse de 3%).

L'impôt retenu sur les revenus de capitaux enregistre quant à lui un repli de 16% (-35 Mio) par rapport à 2011, mais il est difficile d'interpréter ce mouvement. Le produit de cet impôt dépend largement du développement des affaires de quelques sociétés importantes et les données qui s'y rapportent sont très volatiles.

6.2 Impôts perçus sur les sociétés

Les impôts perçus sur les sociétés (impôt sur le revenu des collectivités, impôt de solidarité et impôt commercial communal) ont généré un montant de quelque 1 700 millions d'euros de janvier à septembre 2012, soit 228 millions d'euros de moins (ou -12%) que le montant encaissé sur la même période de l'année précédente. Ces moindres rentrées des impôts sur les sociétés s'observent davantage du côté de l'impôt commercial communal (-130 Mio EUR environ, soit une baisse de 20%) que du côté de l'impôt sur le revenu des collectivités (-95 Mio EUR, -7%). Ce repli s'explique notamment par les recettes constatées dans ce périmètre au début de 2012: l'Administration des contributions directes (ACD) avait alors perçu des montants importants d'arriérés (c'est-à-dire des impôts dus pour les années précédentes mais pas encore perçus). Ce phénomène découle notamment du freinage de l'imposition pendant les années où les sociétés avaient généré beaucoup de bénéfices, qui a constitué une sorte de réserve d'imposition qui s'est vidée avec le ralentissement de la conjoncture et l'imposition des exercices écoulés).

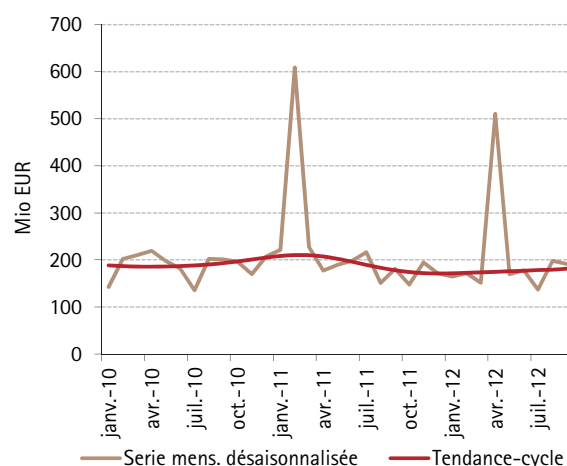
Par rapport aux données disponibles à l'issue des 5 premiers mois de l'année, présentées dans la précédente Note de Conjoncture (qui montraient un retard de plus de 20% des impôts sur les sociétés par rapport à 2011) on peut constater qu'un rattrapage conséquent s'est effectué à ce niveau, le recul n'atteignant plus que 12%.

Vu la prépondérance du secteur financier, ce dernier contribuant pour plus de 50% aux impôts perçus sur les sociétés, il existe une relation assez forte – surtout si l'on excepte les phénomènes liés aux réserves d'imposition précédemment évoquées – entre le produit de ces impôts

et les résultats des comptes de profits et pertes des banques de la place (cf. Graphique 127).

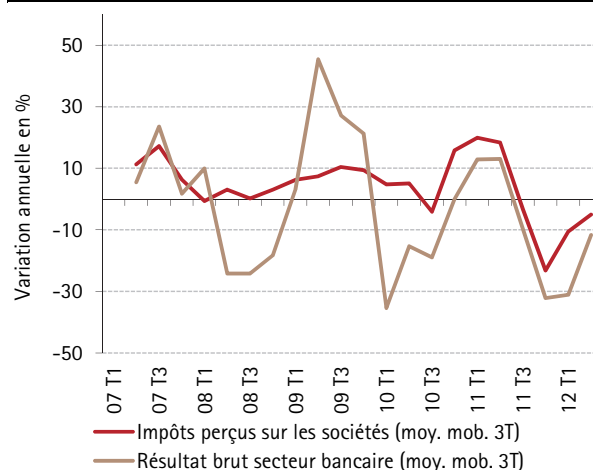
Il faut noter enfin, surtout dans la perspective de 2013, que ces phénomènes de recettes exceptionnelles sur les impôts des sociétés (qui génèrent les pics observés pour février 2011 et avril 2012, cf. Graphique 126) ne sont pas amenés à se reproduire, avec un impact notable à la baisse sur les recettes (cf. partie 7. Prévisions, p. 92).

Graphique 126: Impôts perçus sur les sociétés



Sources: ACD, STATEC

Graphique 127: Impôts perçus sur les sociétés et résultat brut du secteur bancaire



Sources: ACD, BCL, STATEC

¹ <http://www.guichet.public.lu/fr/citoyens/actualites/2011/07/15-contribution-crise/index.html>

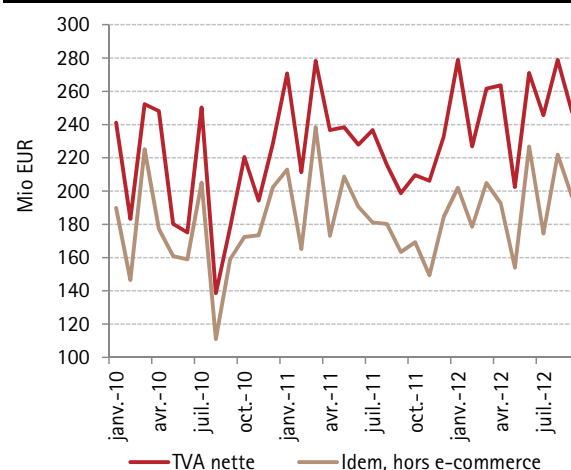
6.3 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les rentrées nettes liées à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représentent environ un quart des recettes totales au Luxembourg (moyenne relevée de 2005 à 2011). Après avoir progressé de 11% environ en 2011, elles affichent une certaine tendance au ralentissement en 2012, avec une progression de "seulement" 8% sur un an (sur la période des trois premiers trimestres de l'année). Ce ralentissement apparaît tout de même limité si l'on considère l'inflexion conjoncturelle de 2012, qui n'est pas de nature à stimuler substantiellement la consommation et les recettes de TVA.

En fait, l'essentiel de la hausse des recettes de TVA en 2012 repose sur celles qui sont liées au commerce électronique (ou e-commerce), domaine dans lequel le Luxembourg est devenu au fil des dernières années un pôle d'attraction. Cette TVA sur le e-commerce, qui représente en 2012 environ 25% des recettes totales de TVA (contre seulement 10% encore au début du 2007), s'appuie sur une consommation finale qui n'a pas lieu sur le territoire luxembourgeois. Il est prévu qu'avec les nouvelles règles communautaires, cette ressource fiscale s'amenuisera considérablement à partir de 2015. Il est prévu que pour les années 2015- 2016, encore 30% des recettes de TVA du commerce électronique reviennent au Luxembourg, puis seulement 15% en 2017 et 2018. A partir de 2019 le système actuel d'imposition sera complètement aboli et la TVA intégralement versée dans le pays du consommateur. En attendant, cette TVA sur le e-commerce contribue, avec une progression de presque 30% par rapport à l'année précédente, aux trois quarts de la hausse des recettes totales de TVA constatées sur les 9 premiers mois de 2012.

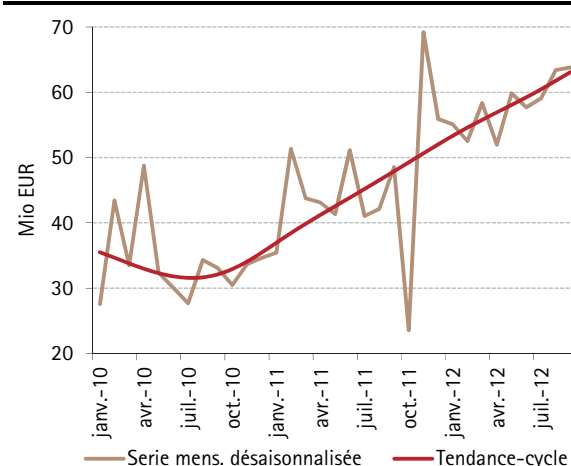
Si l'on considère maintenant les recettes de TVA hors e-commerce, la hausse n'est plus que de 2.2% par rapport à 2011, ce qui, en termes réels (i.e. en tenant compte de la hausse des prix à la consommation sur la même période, soit un peu moins de 3%) correspond à une légère baisse en termes réels. Si le contexte conjoncturel moins favorable justifie sans doute une partie du ralentissement de ces recettes, d'autres éléments sont importants à relever. Pour optimiser le système pour les entreprises en matière de remboursement de TVA, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) a renforcé les procédures visant à rembourser la TVA en amont aux entreprises (il s'agit d'un droit de déduction, c'est-à-dire que dans la mesure où un assujetti utilise les biens et les services pour les besoins de son entreprise, il est autorisé à déduire, sur sa déclaration, la taxe lui étant facturée par un autre assujetti). Ainsi, l'Administration fiscale aurait décaissé environ 30% de plus durant le 1^{er} semestre 2012 (comparé au 1^{er} semestre 2011). Ce phénomène tend cependant à perdre de l'importance à partir de la mi-2012, et permet donc d'espérer un résultat plus favorable pour l'ensemble de l'année sur ce poste de recettes, lorsque seront intégrées les données du dernier trimestre.

Graphique 128: Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)



Sources: AED, STATEC

Graphique 129: TVA liée au commerce électronique



Sources: ACD, STATEC

6.4 Taxe d'abonnement

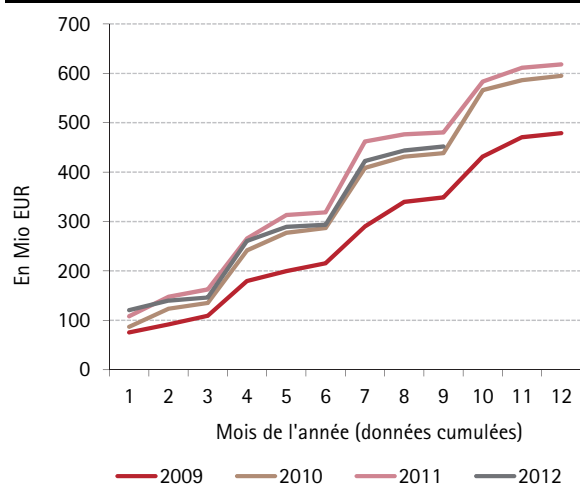
La taxe d'abonnement sur les titres de sociétés, un droit d'enregistrement établi sur la négociabilité des titres, est, avec 630 millions d'euros à l'issue de septembre 2012, inférieure de 30 millions d'euros au montant relevé à la même date de l'année passée (soit un recul de 6% environ, après une hausse de 4% en 2011).

Ce repli s'inscrit en lien avec l'évolution très défavorable relevée sur les marchés financiers depuis la mi-2011, qui ont largement impacté le patrimoine des fonds d'investissements luxembourgeois, tant sur les valeurs que sur les volumes (cf. partie 3.5. Secteur financier). L'encaissement de la taxe d'abonnement retrouve ainsi sur les 9 premiers mois de 2012 des niveaux très proches de ceux de 2010 (cf. Graphique 130).

La taxe d'abonnement est naturellement corrélée avec la valeur nette d'inventaire (VNI) des OPC, puisque celle-ci constitue son assiette principale. On observe cependant

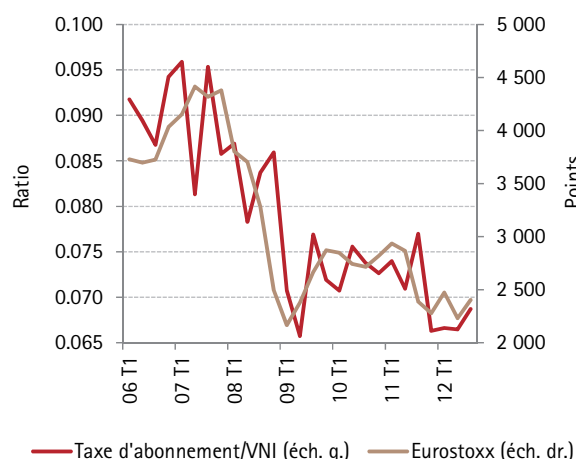
que le rapport entre taxe d'abonnement et valeur nette d'inventaire (autrement dit la rentabilité de cette taxe, ou encore le degré d'imposition réel de ses assujettis) atteint depuis la fin de 2011 un niveau de crise, comparable à celui qui prévalait au début de 2009. Ceci traduit notamment une réorientation des investisseurs vers le marché monétaire, soumis au taux réduit de 0.01%, au détriment des placements en actions et obligations (qui eux sont soumis au taux normal de 0.05%). Ce ratio entre taxe d'abonnement et VNI est lui-même très bien corrélé aux fluctuations des indices boursiers (cf. Graphique 131).

Graphique 130: Evolution intra-annuelle de la taxe d'abonnement



Sources: ACD, STATEC

Graphique 131: Ratio taxe d'abonnement / valeur nette d'inventaire et indice Eurostoxx 50



Sources: ACD, STATEC

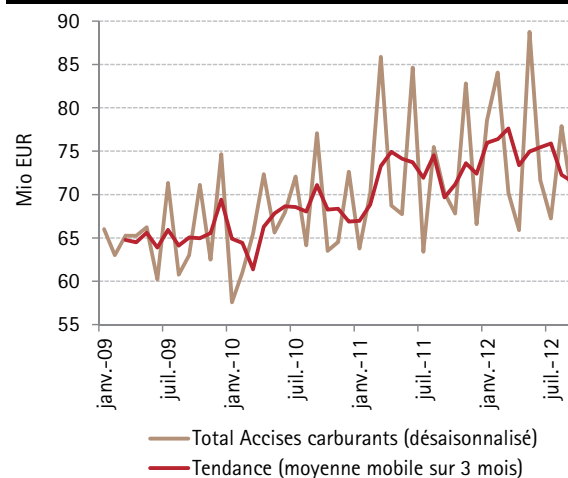
6.5 Droits d'accises

Les recettes d'accises sont liées fortement au commerce transfrontalier car les produits en question (produits pétroliers, tabac, alcool) sont en grande partie vendus à des non résidents. Elles représentent environ 12% des recettes fiscales totales sur les dernières années, une part qui tend à diminuer (un mouvement compensé par la hausse de celle des recettes de TVA).

Au cours des neuf premiers mois de 2012, les droits d'accises sur les huiles minérales ont augmenté de 3% (contre 8% l'année précédente) et ceux sur les importations de tabacs de 5% (contre 3% en 2011). Le total des accises perçues par l'Administration des Douanes et des Accises s'élève ainsi à 1 090 Mio EUR à la fin de septembre 2012, correspondant à une hausse de 3.6% par rapport à 2011. Le rythme de croissance enregistré en 2012 marque donc un ralentissement notable par rapport à la performance de l'année précédente (+6.1% sur l'ensemble de 2011), lié à la hausse plus modérée des accises appliquées aux huiles minérales cette année. Celle-ci est notamment liée à un recul des volumes des importations de carburants routiers en 2012 (la baisse est de l'ordre de 2% par rapport à 2011 pour l'essence et le diesel). Concernant les accises sur les tabacs, la hausse relevée en 2012 masque aussi une baisse des volumes vendus (-7% pour les huit premiers mois de l'année par rapport à 2011 sur la même période).

Concernant les ventes de tabac, il faut noter que la France a procédé à un relèvement des prix relativement important en octobre 2012 (le plus important depuis 2003-2004), ce qui est susceptible de se traduire par des retombées positives pour les recettes fiscales au Luxembourg à partir du 4^{ème} trimestre.

Graphique 132: Recettes d'accises sur carburants



Sources: ACD, STATEC

7. Prévisions macroéconomiques 2012-2013

Tableau 26: Résumé de la situation macroéconomique 2011-2013

	1985-2011	2011	2012	2013	2012	2013
		Évolution en % (sauf si spécifié différemment)			Révisions (points de %) ³	
PIB (en vol.)	4.6	1.7	0.5	1.0	0.4	-0.7
Emploi total intérieur ¹	3.2	2.9	2.2	1.3	0.4	0.4
Taux de chômage (ADEM)	3.3	5.6	6.1	6.5	-0.1	-0.3
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.2	3.4	2.7	1.9	0.4	0.2
Coût salarial nominal moyen ¹	3.6	2.0	2.2	2.2	-0.5	-0.9
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB) ²	1.9	-0.3	-2.0	-1.4	-0.3	1.8

¹ Concept comptes nationaux

² Moyenne 1990-2011 au lieu de 1985-2011

³ Par rapport à la NDC 2-12, publiée le 18 juillet 2012

Source: STATEC (1985-2011: comptes nationaux observés; 2012-13: prévisions octobre 2012)

7.1 Hypothèses sur la situation internationale

Le "double dip" est désormais une réalité – la récession dans la zone euro se diffuse à travers l'économie mondiale et affecte même les pays émergents. Pas d'amélioration en perspective à court terme.

La conjoncture mondiale s'est considérablement refroidie depuis la fin de 2011. Alors que la zone euro avait connu deux années de croissance plus ou moins solide (2010 et 2011), le futur s'annonce moins brillant, avec une baisse du PIB en 2012 (-0.4%) et une quasi-stagnation projetée en 2013 (+0.2%). Alors que la récession pour 2012 était confirmée il y a quelques mois déjà, la stagnation prévue en 2013 résulte de la dégradation actuelle de la confiance dans la zone euro, mouvement dont la fin n'est pas encore en vue. Les principales organisations internationales s'attendent en effet à deux ou trois trimestres négatifs au niveau de la zone euro (T3 et T4 2012 ainsi qu'éventuellement T1 2013) suivis d'une période à faible croissance, inférieure au potentiel, perdurant tout au long de 2013.

Une reprise plus marquée serait contrariée par les effets de la consolidation budgétaire, un désendettement progressif des ménages et des niveaux de confiance très bas. La zone euro reste quant à elle le mauvais élève des principales zones économiques, ayant entraîné dans une spirale négative les autres régions développées et même les pays émergents. Ces effets de débordement négatifs, relayés par des mécanismes liés au commerce extérieur, aux marchés financiers et aux canaux de confiance, cachent le fait que les pays européens ont effectué

quelques pas importants dans la bonne direction, notamment:

- le démarrage du Mécanisme européen de stabilité (MES)²;
- l'annonce par la BCE début septembre, d'un nouveau programme d'achat de titres de la dette publique des pays à risque (bien que soumis à conditions)³;
- la mise en place progressive d'une union bancaire⁴ (mais pas avant 2013).

² Sorte de FMI européen, le MES est un instrument de solidarité financière permanent qui peut intervenir sur les marchés et voler au secours d'un État membre de la zone euro menacé de faillite, à condition que ce dernier ait ratifié le pacte budgétaire. Le MES peut intervenir quand les taux d'intérêt d'un État membre deviennent insupportables et menacent la stabilité financière de la zone euro. Le MES fait l'objet d'un traité ratifié par les dix-sept États membres de la zone euro, agrafé au traité de l'UE.

³ Le programme est appelé "Outright Monetary Transactions" et désigne le nouveau dispositif d'intervention sur le marché des emprunts d'État de court terme. L'OMT sonne la fin du "Securities Markets Programme" (SMP) lancé en mai 2010 pour aider la Grèce, puis d'autres pays membres, pour un total de 210 milliards d'euros. La BCE, via les banques centrales nationales, achètera des obligations de certains pays membres pour faire baisser leur taux d'emprunt. Elle interviendra autant que nécessaire, en tenant compte d'un ensemble de critères (taux, prime de risque, liquidité, volatilité, CDS...), sans dévoiler les niveaux visés. Ses achats se feront auprès des investisseurs et non des États, pour éviter une monétisation de la dette. Les emprunts d'État ciblés auront une maturité entre 1 et 3 ans.

⁴ Une union bancaire reposera sur trois piliers: un superviseur unique pour toutes les banques; un système commun de gestion et de résolution des crises bancaires; un système uniforme protégeant les économies des déposants. Ces éléments pourraient être complétés par des changements des règles régissant l'activité des banques. Une union bancaire permettrait de couper le lien entre banques et budgets nationaux. Si les banques sont soumises à une supervision commune et que des fonds sont réservés, au niveau européen, pour venir en aide aux établissements en difficultés, alors la pression que les marchés mettent sur les États membres pourrait se relâcher. Les taux d'intérêt baisseraient, aidant les États à réduire leurs déficits et à relancer la croissance.

¹ Les hypothèses internationales ont été arrêtées fin octobre, soit avant la publication des prévisions de l'OCDE et de la Commission européenne, prenant en compte les seules prévisions (publiées) du Fonds Monétaire International.

A cela on peut ajouter le non-rejet par la Cour constitutionnelle allemande du Fonds de soutien et du Pacte de stabilité, ce qui fût craint pendant de longues semaines.

Des multiplicateurs sous-estimés sont en partie responsables de la rechute de l'activité économique dans la zone euro.

Bien des travaux de recherche ont été publiés récemment, traitant des fameux "multiplicateurs budgétaires" (cf. encadré à la fin de ce chapitre). De l'aveu même de l'OCDE et du FMI, ces derniers ont été sous-estimés lors de la crise, ce qui explique partiellement la croissance plus faible qu'anticipée. Ainsi, si la croissance pour 2012 s'avère d'autant plus faible, cela résulte en partie de la sous-estimation des multiplicateurs. L'OCDE estime en effet que sur cette année, la consolidation budgétaire a enlevé 1 à 1.5 points de croissance au PIB agrégé de la zone. Dans la mesure où l'ampleur des plans de consolidation était connue, mais les multiplicateurs sous-estimés, il en résulte mécaniquement un effet de "surprise" négatif... Pour 2013, la Commission européenne s'attend encore à un effet de décroissance, dû à la consolidation budgétaire, de l'ordre d'1 point, cela sur base des budgets annoncés ou connus.

Lorsqu'on considère la réduction totale du déficit public dans la zone euro de 3.7 points entre 2009 et 2013 et le

fait que d'aucuns avancent des multiplicateurs pas loin de 1.5, on mesure aisément le tribut (en terme d'activité perdue) que la marche vers des budgets équilibrés a sollicité de la zone euro, considérée dans son ensemble, soit une décroissance totale cumulée au niveau du PIB en volume de l'ordre de 5.5 points (1.5*3.7).

En résumé, par rapport à la NDC 2-2012, le STATEC révisé légèrement à la hausse son hypothèse de croissance pour la zone euro pour 2012 (-0.4% au lieu de -0.6%) mais plus largement à la baisse pour 2013 (+0.2% au lieu de +1%). L'hypothèse pour l'indice boursier demeure quant à elle inchangée (-14% en 2012; +3% en 2013) alors que les développements les plus récents plaideraient pour une trajectoire plus favorable. Toutefois, en raison des risques élevés pesant encore sur la situation conjoncturelle, et de la volatilité des indices boursiers (couplée à un effet de levier important sur l'économie grand-ducale), le STATEC a décidé de maintenir ces hypothèses prudentes. Une simulation alternative présente les effets d'une évolution plus dynamique en la matière (cf. fin du chapitre 7.3).

Les prix des matières premières ont connu quelques développements erratiques au cours des derniers mois mais au bout du compte, exprimé en euros, le prix du pétrole projeté pour 2013 s'annonce identique à l'hypothèse ayant figuré dans la NDC 2-2012 (soit 89.9 EUR le baril).

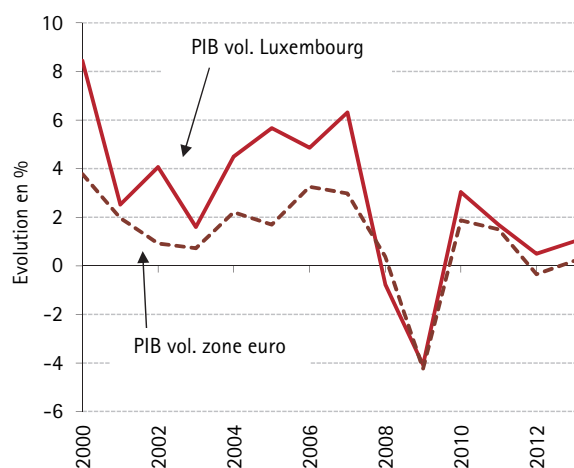
Tableau 27: Principales hypothèses exogènes

	1985-2011	2011	2012	2013	2012	2013
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)				Révisions (points de %) ²	
<i>Environnement international</i>						
PIB zone euro (vol.)	2.0	1.5	-0.4	0.2	0.2	-0.8
Demande mondiale, biens (vol.)	5.6	6.4	2.1	3.0	0.5	-2.2
Demande mondiale, services (vol.)	4.0	0.8	3.3	2.4	0.3	-1.3
Indice boursier européen EuroStoxx ¹	5.0	-5.5	-14.0	3.2	-	-
Prix pétroliers (USD/baril)	.	111.3	112.0	111.5	7.4	15.9
Taux de change (USD/EUR)	.	1.40	1.29	1.30	-	-
Taux de change effectif nominal (augm. = dépréc.)	0.0	0.2	0.7	0.4	-	-0.1
Taux de chômage Grande Région (% de la pop. active)	9.2	8.0	8.6	8.9	-	0.3
Taux d'intérêt court terme EUR	5.6	1.3	0.8	0.8	-	-
Taux d'intérêt long terme EUR	6.5	4.6	4.6	4.9	-	-
Taux d'intérêt hypothécaires (Luxembourg)	5.5	2.8	2.3	2.2	-	-
<i>Secteur public (données à prix courants)</i>						
Consommation intermédiaire ¹	8.1	6.3	10.8	-2.6	5.4	-6.0
Masse salariale ¹	6.4	5.5	6.5	4.2	1.7	-0.6
dont: emploi total ¹	2.9	3.4	4.0	1.7	1.8	-0.7
coût salarial moyen ¹	3.4	2.0	2.5	2.5	-0.1	0.1
FBCF (nominale) ¹	6.6	0.4	10.7	-5.4	11.6	-12.6
Prestations sociales ¹	7.9	3.3	7.2	4.6	1.1	-1.1
<i>Autres variables</i>						
Solde naturel (1000 pers.)	1.43	2.01	2.02	1.98	-	-
Durée de travail moyenne	-0.3	-0.1	-0.8	-1.3	-0.5	-1.1
Taux d'activité féminin (% pop. âge de travailler)	53.41	66.5	66.9	67.4	-	-

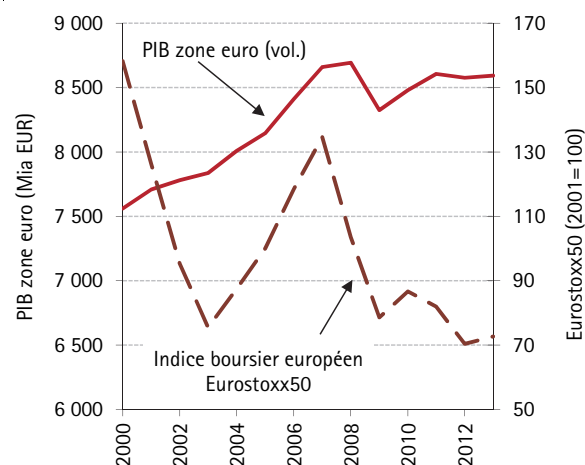
Source: STATEC (1985-2011: comptes nationaux observés; 2012-2013: prévisions octobre 2012)

¹ Moyenne 1990-2011 au lieu de 1985-2011

² Par rapport à la NDC 2-12, publiée le 17 juillet 2012

Graphique 133: PIB Luxembourg et conjoncture dans la zone euro

Sources: STATEC, Eurostat

Graphique 134: PIB de la zone euro et indice boursier européen (niveaux)

Sources: STATEC, Eurostat

7.2 Hypothèses sur la politique budgétaire

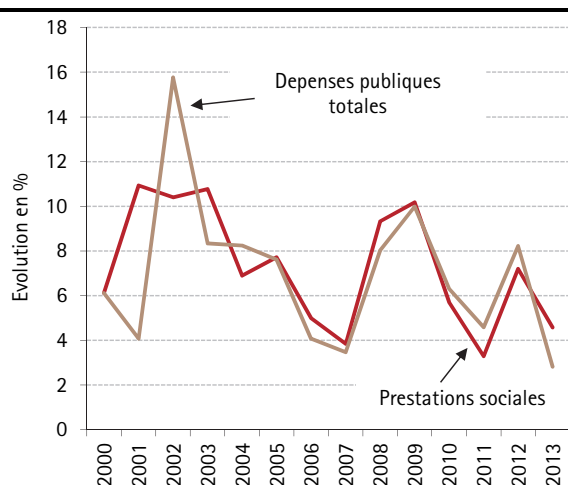
Un exercice 2013 marqué par un freinage des dépenses publiques, ce qui contraste avec l'exercice 2012, caractérisé par une impulsion budgétaire très positive.

A côté des hypothèses sur la situation internationale, celles sur les dépenses et les recettes publiques déterminent la conjoncture luxembourgeoise.

Deux exercices se doivent d'être mis en évidence de façon particulière, à savoir celui de l'année courante et celui de 2013. Tandis que les données de 2012 sont partiellement observées – mais sujettes à révision – celles de 2013 sont déterminées par le (projet de) Budget de l'Etat tel que soumis au Parlement pour le vote (qui doit avoir lieu vers la mi-décembre) et ont une nature purement prévisionnelle.

L'année 2012 devrait se solder par un déficit consolidé des administrations publiques de 2%. Il s'agit du chiffre le plus défavorable depuis le début de la crise alors qu'aucun exercice n'a pu clôturer avec un excédent depuis 2009. L'exercice 2012 est marqué par une politique expansionniste (contre-cyclique) qui est surtout engendrée par une très forte hausse des dépenses: +8.2%, soit un demi-point en plus que la moyenne de long terme. Cette forte hausse des dépenses est quasi-généralisée: consommation intermédiaire (+10.8%); formation de capital (+10.7%); prestations sociales (+7.2%). Il faut néanmoins garder à l'esprit que ces données sont sujettes à révision – la prochaine Notification pour déficits publics excessifs (avril 2013) permettra d'y voir plus clair.

Graphique 135: Prestations sociales et dépenses publiques totales



Sources: STATEC, IGF

La forte hausse des dépenses de 2012, associée à une progression des recettes respectable, mais pas de même ampleur (+3.9%), explique sans doute largement les efforts qui sont en train d'être effectués afin de contenir le déficit projeté pour 2013. Ainsi, si l'exercice de 2012 est caractérisé par une impulsion conjoncturelle positive de 1.2 point (cf. Tableau 36 page 94), celui de 2013 devrait révéler une impulsion négative, le rendant du coup pro-cyclique (restriction budgétaire associée à un écart de production négatif).

Le projet de Budget amendé prescrit:

- une baisse de 2.6% (par rapport à 2012) des dépenses de fonctionnement (consommation intermédiaire¹);
- une baisse de l'investissement public de 5.5%, ce qui en porte le niveau quelque 75 mio EUR au-dessus de celui de 2011; en termes relatifs, le niveau reste élevé, à 3.7% du PIB (moyenne historique à 4.1%);
- une évolution très modérée de la masse salariale, partiellement en raison du report de l'accord salarial (décidé déjà en février); s'y ajoute une évolution modérée de l'emploi public² (+1.7%);
- des hausses des prestations sociales largement inférieures aux moyennes historiques, ce qui est dû en partie aux mesures envisagées (cf. ci-après).

En tout, les dépenses publiques sont prévues d'augmenter de 2.8% en 2013, soit 1/3 environ du rythme historique moyen (cf. Graphique 135).

L'évolution des recettes est commentée plus en détail dans la partie 7.6 "Recettes publiques, solde nominal et solde structurel". Relevons ici uniquement qu'elles sont estimées d'augmenter de 4.3% (d'après le scénario central du STATEC, qui diverge du Projet de Budget), ce qui permettrait de contenir le déficit à quelque 1.4% du PIB. Le solde structurel³ passerait à +0.2% (-0.7% en 2012), ce qui engendre une impulsion conjoncturelle négative de 0.9 point, illustrant le caractère restrictif du projet de Budget.

¹ La dépense de consommation intermédiaire ne comprend ni les salaires, ni l'investissement, ni les prestations sociales. Il s'agit de frais de bureau, de conseil, d'entretien, de nettoyage, d'achats de biens et services, de fournitures, etc.

² L'évolution de l'emploi public est déduite de celle de la masse salariale telle que figurant dans le projet de Budget, sachant que l'évolution du coût salarial moyen est en principe facile à prévoir, du moment qu'on connaît la hausse des salaires due à l'échelle mobile et celle due à la valeur du point indiciaire (accord salarial).

³ Cf. pp. 92 à 94 et Tableau 36 p. 94.

Tableau 28: Principales catégories de dépenses publiques: évolution (nominale et réelle) historique et prévisions

	Parts dans le				Evolution						
	total 2011	1990-2006	2007-2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	<i>En %</i>										
									<i>Evolution nominale (en %)</i>		
Consommation intermédiaire	8.7	8.0	8.5	-0.9	6.9	12.6	11.3	5.7	6.3	10.8	-2.6
Investissement	9.1	6.9	5.8	-9.9	0.8	2.7	10.1	15.9	0.4	10.7	-5.4
Masse salariale	19.0	6.4	6.2	5.4	5.8	5.4	7.9	6.6	5.5	6.5	4.2
Intérêts de la dette publique	1.1	1.4	26.3	28.4	45.8	40.1	1.2	17.1	32.9	17.1	4.7
Prestations sociales	47.3	8.4	6.4	5.0	3.8	10.5	10.5	4.2	3.3	7.2	4.6
Transferts (courants, cap.)	10.8	8.4	6.5	3.0	3.2	2.0	11.6	7.9	8.1	11.2	3.2
Autres dépenses	4.0	6.8	2.1	37.3	-13.0	4.7	7.9	5.7	6.6	6.5	5.3
Total des dépenses	100.0	7.7	6.4	4.1	3.5	8.0	10.0	6.3	4.6	8.2	2.8
Echelle mobile		2.2	2.1	2.1	2.3	2.1	2.5	1.7	1.9	2.5	2.5
									<i>Evolution réelle (en %)</i>		
Consommation intermédiaire	-	5.7	6.3	-2.9	4.5	10.3	8.6	4.0	4.3	8.1	-5.0
Investissement	-	4.6	3.7	-11.7	-1.5	0.6	7.4	14.0	-1.4	8.0	-7.8
Masse salariale	-	4.1	4.1	3.3	3.5	3.3	5.3	4.8	3.5	3.9	1.6
Prestations sociales	-	6.1	4.3	2.9	1.5	8.3	7.9	2.5	1.4	4.6	2.0
Transferts (courants, cap.)	-	6.1	4.3	0.9	0.9	-0.1	8.8	6.1	6.1	8.5	0.7
Autres dépenses	-	4.5	0.0	34.5	-14.9	2.5	5.3	4.0	4.6	3.9	2.7
Total des dépenses	-	5.3	4.3	2.0	1.1	5.8	7.3	4.6	2.7	5.6	0.3

Sources: STATEC, IGF

Un paquet de mesures de consolidation budgétaire à hauteur de près de 2 points de PIB.

Au courant de 2012, le Gouvernement a présenté des mesures de consolidation budgétaire en trois temps: d'abord dans le Programme de stabilité et de convergence (fin avril), ensuite lors du dépôt du Projet de Budget (début octobre) et, finalement, à l'occasion de l'introduction d'un Budget amendé (début novembre). Les mesures ne sont pas restées les mêmes, certaines ayant disparu et d'autres étant venues s'ajouter.

Le STATEC, pour l'établissement des projections macroéconomiques, doit tenir compte des nouvelles mesures, clairement annoncées, chiffrables et pouvant être traitées par le modèle macroéconomique. La prise en compte des mesures se fait en deux temps:

- un chiffrage de l'impact macroéconomique de toutes les mesures qui sont nouvelles;
- l'introduction, dans le scénario de base, de toutes les mesures qui prennent effet à partir du premier janvier 2013, qu'elles soient nouvelles ou non.

Ainsi, une mesure comme le report de l'accord salarial, décidé en février 2012, figure bien dans le scénario central mais n'est plus reprise comme "nouvelle mesure" car elle avait déjà été transposée dans le scénario central de la NDC 2-2012 (juillet 2012).

Aussi, pour des raisons techniques, les mesures retenues par le STATEC se distinguent-elles en partie de celles présentées par le Gouvernement. Le STATEC évalue ainsi différemment la moindre dépense prévue en matière d'investissement et de frais de fonctionnement (cf. Tableau 29). Précisons simplement que la réduction des dépenses, telle que retenue par le STATEC, se monte à 426 mio EUR (538 mio EUR d'après le Gouvernement) tandis que la plus-value en terme de recettes, due aux mesures, est évaluée ex ante (c.-à-d. avant bouclage macroéconomique) à 425 mio EUR par le STATEC (414 mio EUR d'après le Gouvernement, la différence s'expliquant par la réduction des subventions en matière de primes écologiques, que le STATEC a imputé sur le revenu disponible des ménages, via les impôts directs).

Il y a une autre dimension dont il faut tenir compte, à savoir le chiffrage "ex post" vs. "ex ante". Le chiffrage ex ante est celui mis en avant par le Gouvernement. Il ne prend pas en compte les effets de réduction de l'activité économique, suite à la baisse des dépenses publiques (effet multiplicateur négatif, cf. encadré y relatif à la fin de ce chapitre). Il ne prend pas non plus en compte les effets défavorables que peut avoir une hausse des impôts sur la base fiscale. En augmentant par exemple les impôts sur les SOPARFI, certaines sociétés peuvent vouloir quitter le territoire, ce qui entamerait ainsi la base imposable et mettrait en question la plus-value fiscale planifiée (ex ante). Ces effets peuvent être pris en compte par le modèle économétrique du STATEC, certains toutefois moins bien (cf. SOPARFI) que d'autres (cf. impôts sur les ménages). Le chiffrage ex ante et ex post des mesures figure au Tableau 30 et est commenté ci-après.

Pour ce qui concerne les mesures du côté des dépenses, le STATEC a retenu :

- une moindre dépense de consommation intermédiaire de l'ordre de 102 mio EUR¹;
- une moindre dépense de formation de capital de 201 mio EUR;
- une réduction des prestations sociales, en défaveur des ménages, à hauteur de 118 mio EUR.

Du côté des recettes, les mesures suivantes ont été intégrées :

- une hausse des impôts directs payés par les ménages de 233 mio EUR;
- une hausse des impôts directs payés par les entreprises à hauteur de 137 mio EUR;
- une hausse des accises sur le tabac et le diesel pour 35 mio EUR;
- un abaissement du plafond à hauteur duquel le taux de TVA super-réduit de 3% peut être invoqué par les ménages pour des dépenses d'investissement en matière de logement, générant une recette supplémentaire de quelque 20 mio EUR².

D'après les simulations du STATEC, l'ensemble des mesures devrait abaisser le niveau du PIB de 0.3 (1^{ère} année) à 0.6% (3^{ème} année)³. Sans les mesures, la croissance du PIB en volume serait donc de l'ordre de 1.5% en 2013 et non de 1.0%. L'emploi devrait diminuer de même ampleur, mais avec un certain décalage. Les mesures engendreraient une baisse du niveau des prix dans l'économie, ce qui constitue l'une des principales explications pourquoi, d'après les simulations du STATEC, la réduction des dépenses publiques se renforcerait sur l'horizon de projection.

L'impact ex post sur les recettes serait moins élevé que l'impact ex ante, avec une différence appréciable de quelque 175 mio EUR après 3 ans (425 mio EUR ex ante, 250 mio EUR ex post). L'explication principale derrière cette érosion est évidemment la baisse de l'activité, telle que mesurée par le PIB en volume (-0.6% après 3 ans) ou en valeur (-1.5%). Au total toutefois, l'impact ex post sur le solde serait très proche de celui ex ante, soit quelque 2% du PIB (valeur) sur la première année et 1.6% après 3 ans. Les simulations dynamiques n'invalident donc pas l'impact des mesures sur le solde tel que mis en avant par le Gouvernement.

¹ Pour arriver à ce montant, le STATEC a comparé la dépense y afférente telle que figurant dans le Projet de Budget actuel à celle ayant figuré dans la Note du Comité de Prévision, établie début mars, Note qui fut élaborée "à politique inchangée". Toute modification de la dépense doit donc être due à un changement de politique. Pour l'investissement, la procédure est la même.

² Le plafond baisse de 60 000 à 50 000 EUR.

³ L'effet multiplicateur (cf. encadré à la fin de ce chapitre 7) qui en découle est de 0.2 (première année) à 0.5 (troisième année).

Plus en détail, deux effets contraires se compensent : un effet multiplicateur négatif qui entraîne une érosion de la base fiscale, due à la baisse des dépenses ; un effet "favorable" sur les dépenses, amplifiant la baisse de ces dernières, en raison d'une baisse généralisée des prix dans l'économie, suite aux mesures de consolidation. Il convient de préciser que le Gouvernement ne pouvait tenir compte de ces indications dans l'établissement du projet de Budget, en partie en raison des délais très réduits dans lesquels ces mesures ont été décidées. Cette Note de conjoncture apporte un éclairage ciblé sur le problème.

Tableau 29: Récapitulatif des mesures prises en compte pour la simulation (2013)

	Montant économisé ou rentrée fiscale supplémentaire suivant Budget amendé (optique ex ante, mio EUR)
Consommation intermédiaire	102
Formation brute de capital fixe	201
Masse salariale	5
Prestations soc. en espèces ménages	118
dont: pensions	70
forfait d'éducation	9
chèques services	13
allocation rentrée scolaire	11
pré-retraite solidarité et aide au ré-emploi	15
Total dépenses (ex ante)	426
Impôts directs ménages (ou revenu disponible)	233
dont: imp. solidarité	110
taux maximal à 40%	15
stock-options	50
forfait kilométrique	35
subv. écologiques et primes	16
autres	7
Impôts directs sociétés	137
dont: imp. solidarité	37
impôt minimal	50
hausse impôt SOPARFI	50
Accises (tabac + pétrole)	35
TVA construction (baisse plafond déductible)	20
Total recettes (ex ante)	425
Total (ex ante)	851

Sources: STATEC, Ministère des Finances

Tableau 30: Analyse détaillée de l'impact de l'ensemble des mesures

	2013	2014	2015
<i>Mesure (ex ante)</i>			Mio EUR ¹
Réduction des dépenses	-426	-426	-426
Hausses des impôts	425	425	425
Total (Impôts + dépenses)	851	851	851
Idem, en % du PIB nominal	1.9	1.8	1.6
<i>Impact sur l'activité économique</i>			En % ²
PIB vol.	-0.3	-0.5	-0.6
Emploi	-0.1	-0.4	-0.6
Taux de chômage	0.00	0.04	0.02
Prix cons. (niveau)	0.0	-0.1	-0.3
Salaire moyen	0.0	0.0	0.0
<i>Impact sur les finances publiques (ex post)</i>			Mio EUR ¹
Total des dépenses	-472	-487	-503
Total des recettes	364	306	257
Solde	837	793	760
Solde (point de % du PIB)	2.0	1.8	1.6

Source: STATEC

¹ Ecart absolu en mio EUR par rapport au scénario de base

² Ecart relatif en % par rapport au scénario de base

7.3 Evolution de l'activité (PIB optique branches et optique dépenses)

Les nouvelles données des comptes nationaux annuels ne véhiculent pas de nouveau message: la crise a été profonde, la sortie en est lente.

Courant 2012, l'activité économique, telle que mesurée par le PIB en volume, devrait finalement avoir retrouvé le niveau ayant prévalu avant la crise, mais de justesse (Graphique 136). Il n'y a à ce titre pas de changement par rapport aux prévisions ayant figuré dans les NDC 1 et 2, et donc pas de connotation positive associée à cette nouvelle. La révision des comptes nationaux annuels, publiée mi-octobre, a toutefois amené une image quelque peu différente de la crise, avec une activité déjà en baisse en 2008 (-0.8%, induite par des baisses dans l'industrie, la construction, le commerce et les services aux personnes) et une chute moins profonde (qu'initialement estimée) en 2009. Dans l'ensemble toutefois, la révision n'a pas altéré l'image globale des dernières années, car sans impact sur la croissance historique moyenne du PIB (Tableau 32).

Tandis que la situation économique s'était améliorée en 2010 et 2011, l'année courante a été marquée par une recrudescence de la crise, cette fois-ci sur fond d'insécurité institutionnelle dans la zone euro, engendrant une chute généralisée de la confiance et des effets de débordement allant jusqu'à affecter les pays émergents.

Ce retour de situation de crise se lit, dans les données luxembourgeoises, à travers l'écart-type sur les prévisions de croissance du PIB en volume (Tableau 32), qui était très proche de la moyenne en 2010 et 2011 (dénotant des révisions peu marquées et donc absence relative d'insécurité prévisionnelle), et augmente à nouveau en 2012. Les exercices 2012 et 2013 sont ainsi marqués par des révisions substantielles à la baisse des perspectives de croissance, de 1 à 2 points en ce qui concerne les prévisions établies en 2011 ou au début de 2012. Pour 2013, la révision à la baisse des perspectives pour le Luxembourg s'explique évidemment par la révision à la baisse des hypothèses de croissance pour la zone euro: encore +1.3% il y a six mois pour le PIB en volume (de la zone euro, actuellement: +0.2%) et +4.5% pour l'indice boursier européen (actuellement: +3.2%).

Tableau 31: Résultats détaillés et PIB optique dépenses

	1985-2011	2011	2012	2013	2012	2013
<i>Décomposition du PIB en vol. (opt. dépenses)</i>		Évolution en % (sauf si spécifié différemment)			Révisions (points de %) ⁶	
Consommation finale nationale	2.8	2.6	2.2	1.1	0.8	-0.5
Consommation publique	4.4	1.6	5.6	0.8	2.5	-1.3
Formation brute de capital fixe (hors var. stocks)	6.6	10.2	9.4	1.5	-6.2	-7.4
Variation stocks (% du PIB)	..	5.5	0.1	0.1	-	-
Demande nationale	4.3	8.5	-1.6	1.1	-6.1	-3.0
Exportations de biens et services	7.1	5.6	-3.6	2.8	-4.3	-1.0
dont biens	4.2	12.2	-9.6	3.7	-9.5	-1.1
dont services	9.3	8.5	-1.6	3.2	-2.6	-0.7
dont consommation des non-résidents	3.4	5.6	-6.6	-5.4	-7.0	-4.3
Importations de biens et services	7.1	9.4	-4.9	3.1	-8.0	-2.2
dont biens	5.2	20.4	-4.5	0.1	-9.8	-5.5
dont services	9.5	8.7	-5.4	5.0	-7.1	-
dont résidents à l'étranger	3.7	-0.2	0.6	2.7	-2.5	-2.2
Produit intérieur brut	4.6	1.7	0.5	1.0	0.4	-0.7
<i>Prix et salaires</i>						
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.2	3.4	2.7	1.9	0.4	0.2
Coût salarial moyen nominal ¹	3.6	2.0	2.2	2.2	-0.5	-0.9
Revenu disponible des ménages (réel) ²	3.3	1.5	3.5	1.2	1.8	-1.2
Déflateur implicite du PIB ¹	2.6	5.0	4.3	1.5	1.8	-0.6
Productivité apparente du travail ³	1.4	-3.0	-0.8	-0.5	0.4	-1.3
Coût salarial unitaire	2.4	5.0	3.1	2.7	-1.0	0.4
Termes de l'échange ^{4,2} (biens et services)	0.6	2.4	0.0	-1.4	-0.3	-1.6
<i>Divers</i>						
Taux de croissance du PIB potentiel	4.4	2.1	1.7	1.7	-	0.1
Ecart de production (% du PIB potentiel)	.	-1.9	-3.1	-3.7	0.4	-0.4
PIB nominal (niveau en milliards d'EUR)	.	42.6	44.7	45.8	0.70	0.20
Idem, évolution en %	7.3	6.8	4.8	2.5	2.2	-1.3
RNB (nominal, niveau en milliards d'EUR)	.	30.8	32.0	32.6	1.20	0.80
Idem, évolution en % ⁵	5.4	12.7	4.1	1.9	2.2	-1.3
Echelle mobile des salaires (EMS)	2.2	1.9	2.5	2.5	-	-
Coût salarial moyen hors EMS	1.4	0.1	-0.3	-0.3	-0.5	-0.9
Coût salarial moyen hors inflation (IPCN)	1.4	-1.4	-0.5	0.3	-0.9	-1.0

Source: STATEC (1985-2011: comptes nationaux observés; 2012-2013: prévisions octobre 2012)

¹ Source: Comptes nationaux

² Moyenne 1990-2011 au lieu de 1985-2011

³ VAB en vol. sur l'emploi total

⁴ Rapport entre prix à l'exportation et prix à l'importation

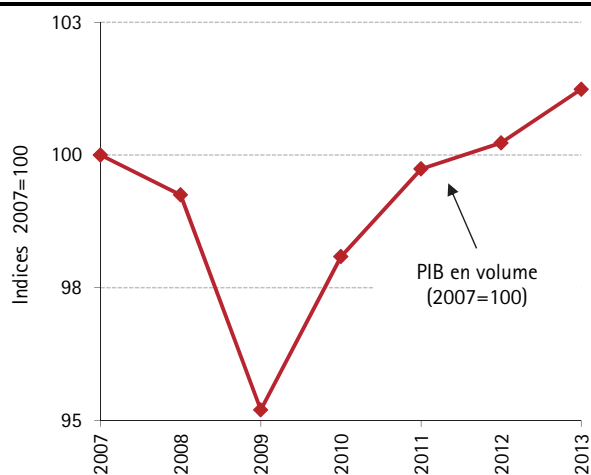
⁵ Moyenne 1995-2011 au lieu de 1985-2011

⁶ Par rapport à la NDC 2-12, publiée le 18 juillet 2012

Croissance potentielle ancrée à quelque 2%; écart de production de plus en plus négatif.

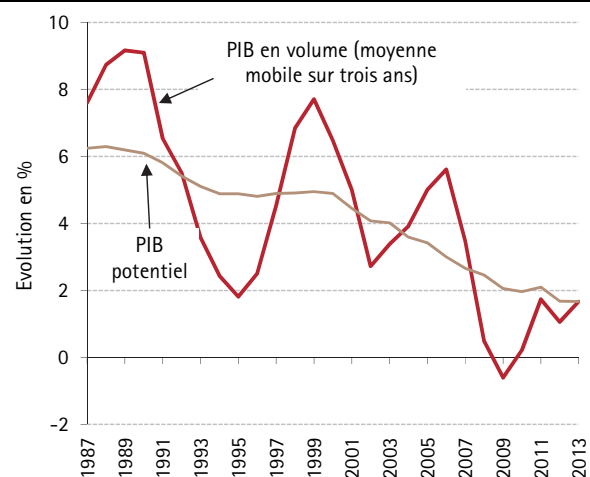
Au niveau de la croissance potentielle, rien de nouveau: elle se situe toujours aux alentours de 2%, engendrant un écart de production négatif de près de 3% en 2012 et 2013, ce dernier allant d'ailleurs croissant depuis 2010 (Graphique 138). Il faut toutefois analyser avec prudence la croissance potentielle et l'écart de production, ces derniers étant habituellement fortement révisés, et ce même rétroactivement (c'est-à-dire sur les années révolues). Toujours est-il que le STATEC annonce une croissance potentielle proche de 2% depuis la NDC 2-2009 (publiée en novembre 2009, cf. p. 89). Uniquement une forte reprise conjoncturelle, avec une croissance du PIB en volume au-delà de 4% sur plusieurs années consécutives, pourrait tirer vers le haut la croissance potentielle.

Graphique 136: PIB en volume indice 2007=100



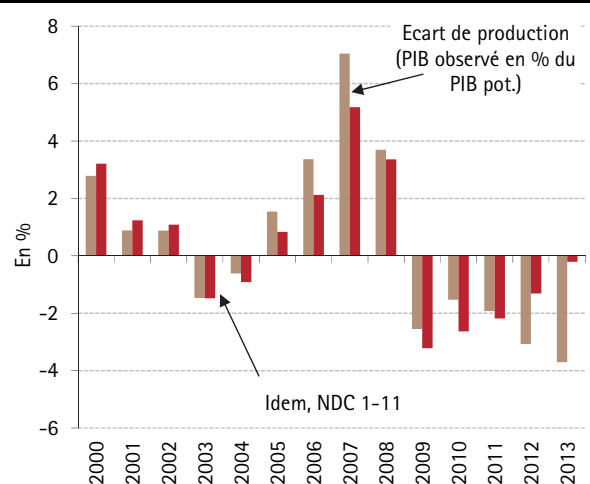
Source: STATEC

Graphique 137: Croissance du PIB et PIB potentiel



Source: STATEC

Graphique 138: Ecart de production Luxembourg



Source: STATEC

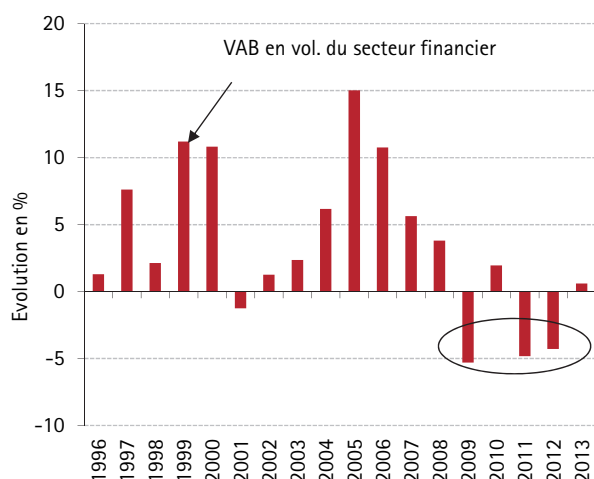
Tableau 32: Historique des révisions de la croissance du PIB en volume

Publication	Parution	Taux de croissance du PIB en volume								
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
		En %								
NDC 1-11	avril 2011	5.2	5.0	6.6	0.8	-5.3	3.5	3.2	3.5	.
NDC 2-11	juillet 2011	5.4	5.0	6.6	1.4	-5.3	3.5	4.0	3.8	.
NDC 3-11	novembre 2011	5.7	4.9	6.4	0.8	-5.3	2.7	2.0	1.4	.
NDC 1-12	avril 2012	5.7	4.9	6.4	0.8	-5.3	2.7	1.6	1.0	2.4
NDC 2-12	juillet 2012	5.7	4.9	6.4	0.8	-5.3	2.7	1.6	0.1	1.7
NDC 3-12	novembre 2012	5.4	4.9	6.6	-0.8	-4.1	3.0	1.7	0.5	1.0
	<i>Ecart-type¹</i>	0.8	0.7	1.0	2.0	4.1	0.8	0.9	1.6	0.7
	<i>Nombre d'observations</i>	21	20	17	16	15	12	9	6	3

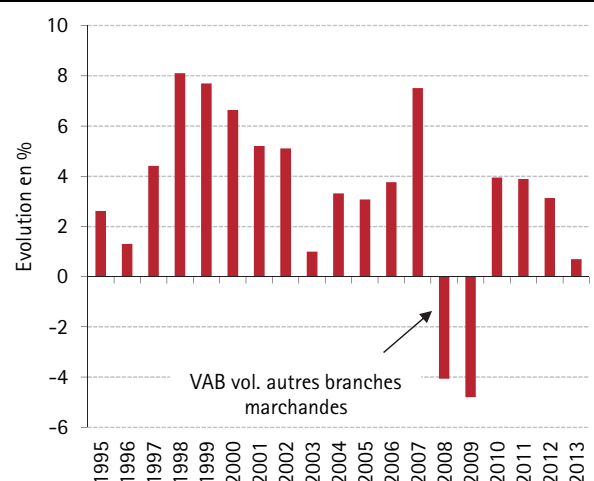
Source: STATEC (novembre 2012); . = pas disponible car horizon trop lointain; NDC = Note de conjoncture

¹ L'écart-type est calculé sur toutes les versions annuelles du PIB publiées dans les NDC depuis le début de 2005, mélangeant les prévisions et les données des comptes nationaux.

NB: les chiffres sur fond gris sont issus des calculs des comptes nationaux et ne sont pas des prévisions ou des estimations conjoncturelles.

Graphique 139: VAB en volume du secteur financier

Source: STATEC

Graphique 140: VAB en volume des autres branches marchandes (hors sect. financier)

Source: STATEC

Révision à la baisse de la croissance prévue en 2013, légère révision à la hausse en 2012.

Le STATEC est contraint de réviser une nouvelle fois les perspectives de croissance pour 2013 à la baisse: il faut ainsi désormais s'attendre à une hausse du PIB en volume de 1%, après 0.5% en 2012. Sans afficher les performances désastreuses de 2008 et surtout 2009, la situation actuelle commence à peser, affectant les finances publiques, le marché du travail (chômage toujours en hausse) et se diffusant surtout à travers des branches relativement épargnées jusqu'ici (construction, commerce de détail, services aux personnes). Ce mouvement de diffusion de la crise et de ses conséquences à travers les autres secteurs va très probablement se prolonger au-delà de 2013 car il a en principe du retard sur le cycle conjoncturel des secteurs-clés que sont la finance et l'industrie ainsi que certaines activités de services à fort contenu exporté (transports aériens).

Fin de la période des fortes baisses d'activité dans le secteur financier?

La période récente est marquée profondément par l'empreinte que la crise économique a laissée sur le secteur financier (Graphique 139). Ce dernier affiche ainsi une baisse de l'activité telle que mesurée par la VAB en volume sur 3 des 4 dernières années, avec chaque fois des décroissances très importantes, jamais observées jusque-là. Il est clair que le secteur traverse, outre une impasse conjoncturelle, un remaniement structurel dont le mot d'ordre principal s'appelle "mise en place de nouvelles réglementations".

Le STATEC s'attend à ce que le secteur financier n'affiche plus, en 2013, une baisse du même ordre de grandeur de celles observées sur les années précédentes. D'après le scénario central, il pourrait même croître légèrement. Les raisons à cela sont multiples: on observe ainsi une certaine stabilisation sur les données conjoncturelles les plus récentes, sur fond de reprise des cours boursiers et d'opérations de stabilisation de la Banque Centrale Européenne. Il est probable que les banques luxembourgeoises aient bien progressé dans la mise en place des nouvelles réglementations, bien qu'évidemment des efforts restent à accomplir. La mise en conformité de la place avec les exigences internationales en matière de transparence (pour ce qui concerne la banque privée) ne semble pas avoir eu trop d'impact jusqu'ici, les avoirs sous gestion ne s'étant pas effondrés. Au vu du lien entre VAB en volume et emploi (cf. Graphique 148 p. 87), des sureffectifs semblent bien exister au sein du secteur dans son ensemble, mais peut-être de façon moins prononcée qu'admis jusqu'ici¹, ce qui œuvre en faveur d'une progression continue, quoique modérée, de l'emploi du secteur. Cette dernière serait d'ailleurs localisée dans les assurances, les Fonds, les sociétés de gestion et les autres professionnels du secteur, plutôt que dans les établissements financiers (banques). Finalement, ces éléments à connotation plutôt positive ne doivent pas cacher que la situation d'ensemble du secteur est loin de retrouver un semblant de dynamisme proche de celui observé une vingtaine d'années durant. On parle ici tout au plus de stabilisation, à un niveau d'activité réelle *toujours largement inférieur* à celui ayant prévalu avant la crise. Pour que le secteur financier puisse connaître des expansions plus substantielles de son activité, il faudrait qu'à la fois la situation réelle dans la zone euro et celle de la sphère financière mondiale s'améliorent substantiellement, chose qui ne devrait pas être le cas en 2013.

Les autres branches devant des difficultés croissantes.

Les autres branches marchandes (hors industrie et secteur financier) commencent à montrer des effets de plus en plus marqués de la recrudescence de la crise,

¹ La récente révision à la hausse des données trimestrielles de la VAB du secteur financier n'y est pas innocente (cf. partie 2 Evolution récente du PIB p. 14).

parmi lesquelles en premier lieu – sur base des données des comptes nationaux trimestriels – la construction et le commerce/transport/horeca². Le STATEC s'attend ainsi à une année 2013 difficile pour ces branches, en aval des secteurs dépendants de la demande étrangère, après trois années plutôt dynamiques (cf. Graphique 140 – les "autres branches marchandes" y représentées comprennent toutefois l'industrie).

Un autre phénomène qui va affecter les secteurs dépendants de la demande intérieure est la restriction budgétaire mise en place par le Gouvernement (cf. parties 7.2 et 7.6). En effet, la réduction de la consommation intermédiaire (frais de fonctionnement, c'est-à-dire achats de biens et de services destinés à être transformés dans le processus de production de services non marchands ne comprend pas la masse salariale ou les transferts sociaux³) et celle de l'investissement vont inmanquablement peser sur la demande intérieure et affecter l'activité des secteurs les plus intimement liés à l'action publique (construction, artisanat, commerce d'import, etc...). On peut généralement estimer que 100 EUR de dépense publique en moins génère entre 50 et 75 EUR d'activité en moins, au niveau de l'économie dans son ensemble, après prise en compte de tous les effets induits (cf. encadré pp. 95-97).

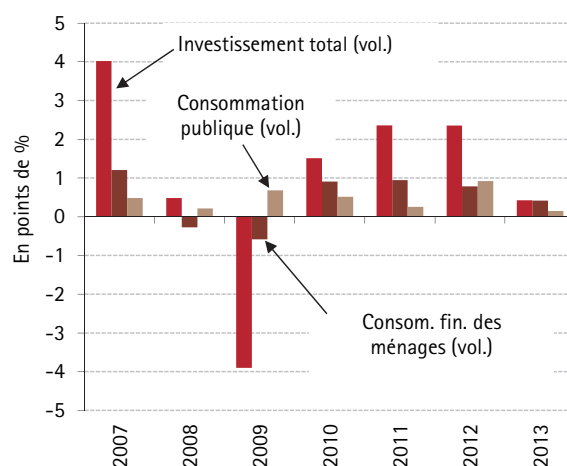
PIB optique dépenses: stabilisation à un bas niveau des principales composantes; absence de dynamisme.

Que l'année 2012 constitue un nouveau point bas du cycle conjoncturel se lit aisément à travers les contributions à la croissance (du PIB en volume). Du côté des exportations (cf. Graphique 142), soit la principale force motrice conjoncturelle luxembourgeoise, les services financiers et les biens affichent ainsi une baisse de leur contribution en 2012 (de l'ordre de 3 et 4 points respectivement). La raison se situe évidemment du côté de la conjoncture déprimée dans la zone euro, qui est en train de traverser une phase récessive. Les autres services exportés (commerce électronique, services de transport, services aux entreprises, etc.) affichent également une faiblesse certaine au courant du premier semestre 2012 et cet état des choses, vu la conjoncture déprimée et en dépit de la croissance structurelle très forte du commerce électronique, ne devrait pas changer en 2013.

² Sur base des données désaisonnalisées, la construction a connu deux trimestres négatifs en 2011 et un trimestre négatif en 2012 (sur deux). Sur les trois trimestres restants, seul le premier 2011 a connu une expansion notable. L'amalgame assez hétérogène "commerce/horeca/transports et communications" affiche deux trimestres négatifs en 2012 (sur deux). Chose plus inquiétante, le commerce de détail, hors ventes par correspondance, semble en train de fléchir. Jusqu'ici, les services aux entreprises et les services aux particuliers sont restés plutôt épargnés par la crise (mises à part évidemment les années 2008 et 2009).

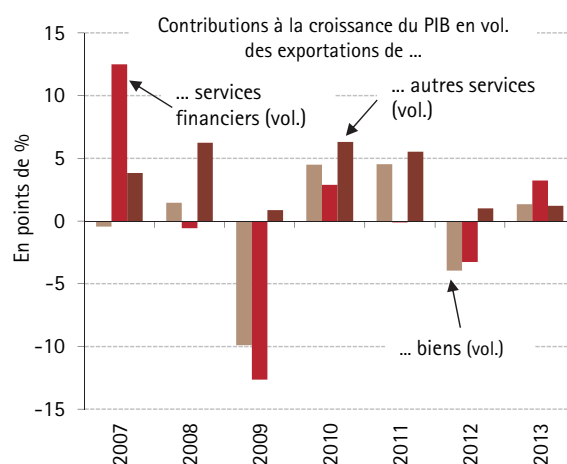
³ A titre d'exemple, on peut citer les frais de nettoyage et d'entretien des bâtiments publics, les frais d'études et d'experts, les achats de matériel de bureau, etc.).

Graphique 141: Contributions à la croissance du PIB en volume (1)



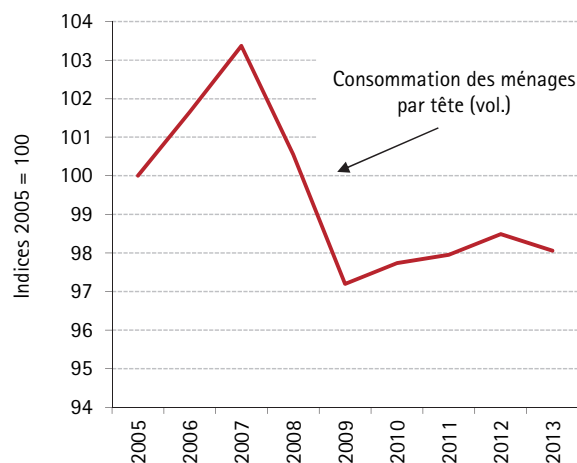
Source: STATEC

Graphique 142: Contributions à la croissance du PIB en volume (2)



Source: STATEC

Graphique 143: Consommation des ménages par tête



Source: STATEC

Toutefois, le STATEC s'attend à ce que les trois composantes de la demande extérieure affichent une contribution légèrement positive en 2013, ce qui traduirait avant tout une stabilisation à un bas niveau plutôt qu'une reprise. Notons seulement à cet égard que l'activité dans la zone euro devrait moins souffrir en 2013 (environ +0.2%) qu'en 2012 (-0.4%).

Du côté de la demande intérieure, relevons d'abord la volatilité de l'investissement. Ce dernier – tirant fortement vers le bas le PIB⁴ en 2009 – s'est en effet bien tenu sur les années 2010 à 2012, grâce notamment aux investissements en matière de satellites, d'avions gros-porteurs, mais aussi du fait d'un fort dynamisme de la population et d'un investissement public plafonnant à un haut niveau (cf. NDC 1-2012, p. 45). En revanche, le dynamisme de l'investissement devrait s'estomper à partir de 2013, du fait de la disparition des phénomènes "exceptionnels" mentionnés ci-dessus. A ce moment, la dynamique conjoncturelle devrait reprendre le dessus, avec un effet décalé négatif du ralentissement de 2012 et 2013 sur la formation de capital.

La consommation privée ou des ménages est une composante relativement stable de la demande intérieure. Pourtant, elle affiche une contribution marquée négative à la croissance du PIB sur les années 2008 et 2009, ce qui contraste avec la version précédente des comptes nationaux⁵. Depuis, elle s'est reprise, mais il s'agit d'un faux dynamisme, uniquement alimenté par la croissance de la population. Hormis cette dernière (cf. Graphique 143), la croissance de la consommation privée (par tête donc) est très faible, et n'a jusqu'ici pas rattrapé le niveau pré-crise. Ceci est assez remarquable, la croissance par tête ayant, par le passé, affiché des taux de 2-2.5% par an. La quasi-stagnation du coût salarial réel depuis le milieu de la dernière décennie y est sans doute pour beaucoup, à côté des mesures sporadiques de consolidation budgétaire, affectant le revenu disponible des ménages via les transferts ou les prélèvements publics (pensions, allocations familiales, impôts directs, etc.)

Hypothèse alternative en matière d'évolution des indices boursiers.

Dans son scénario central, le STATEC table sur une baisse de l'indice boursier européen de 14% en 2012 et une hausse de 3.2% en 2013 (cf. Tableau 27 p. 76). Ces hypothèses sont identiques à celles ayant figuré dans la NDC 2-2012. La raison de procéder ainsi (c'est-à-dire de garder les hypothèses inchangées) est la forte volatilité des grandeurs en question et leur impact élevé sur l'économie luxembourgeoise. A titre illustratif, le mouvement de hausse des bourses a effectivement perdu un peu de son élan en octobre (baisse de l'indice Eurostoxx de 1%, après une hausse cumulée de plus de 15% depuis juillet). Lorsqu'on prolonge l'indice boursier sur le reste de 2012 et sur les douze mois de 2013 avec la méthode habituelle du STATEC (extrapolation avec le taux mensuel historique moyen), on arrive à une baisse de 8.1% en 2012 (au lieu de -14%) et une hausse de 6.4% en 2013 (au lieu de +3.2%). En intégrant ces hypothèses dans le modèle, sans changer d'autres paramètres ou variables, on obtient dans le scénario central une hausse du PIB en volume de 0.8% en 2012 (contre 0.5%) et de 1.2% en 2013 (1.0%). L'impact (positif) sur le solde budgétaire est de 0.1 ppt en 2012 et de 0.3 ppt en 2013. La plus-value cumulative (2012+2013) en matière de taxe d'abonnement est de quelque 50 mio EUR.

⁴ L'analyse des contributions à la croissance doit se lire "brut", c'est-à-dire avant prise en compte de l'impact sur les importations. Les vecteurs de la demande finale au Luxembourg ont en effet tous un fort contenu en importations, qui transparaît à travers la part des importations dans le PIB qui avoisine 140%. Il est toutefois préférable d'analyser les contributions brutes, plutôt que nettes, car elles permettent d'avoir une meilleure vue du cycle conjoncturel sous-jacent.

⁵ Il y a donc eu une forte révision à la baisse de cette composante du PIB lors de la révision des données en octobre dernier.

Tableau 33: Marché du travail

	2011	1985-2011	2011	2012	2013	2012	2013
	Nombre de personnes (moyennes annuelles)		Évolution en % (sauf si spécifié différemment)			Révisions (points de %) ³	
Population totale ¹	524 142	1.4	2.4	1.6	1.6	-0.1	0.1
Solde migratoire (% de la pop. tot.)	...	1.0	2.0	1.2	1.2	-0.1	0.1
Population en âge de travailler (20-64 ans) ¹	330 175	1.4	3.1	1.8	1.7	-0.1	0.1
Population active	240 067	1.7	2.4	2.7	1.6	1.1	-0.1
Taux d'activité (% de la pop. en âge de trav.)	73.2	0.2	73.2	73.0	72.9	-	-0.1
dont femmes	66.5	0.9	66.5	66.9	67.4	-	-
Emploi total intérieur ²	370 140	3.2	2.9	2.2	1.3	0.4	0.4
dont: frontaliers entrants ²	153 841	9.1	3.1	1.9	1.5	-0.2	0.6
Durée de travail moyenne ²	...	-0.3	-0.2	-0.8	-1.3	-0.5	-1.1
Emploi national ²	226 574	1.5	2.5	2.4	1.2	0.8	0.2
Nombre de chômeurs (ADEM)	13 494	...	-0.3	11.4	7.4	-1.5	-3.3
Taux de chômage (ADEM, % de la pop. act.)	...	0.2	5.6	6.1	6.5	-0.1	-0.3

Source: STATEC (1985-2011: comptes nationaux observés; 2012-13: prévisions octobre 2012)

¹ Au 31 décembre² Source: Comptes nationaux annuels³ Par rapport à la NDC 2-12, publiée le 18 juillet 2012

7.4 Marché du travail

Plus de résidents (issus de l'immigration) et moins de frontaliers à occuper les nouveaux emplois créés.

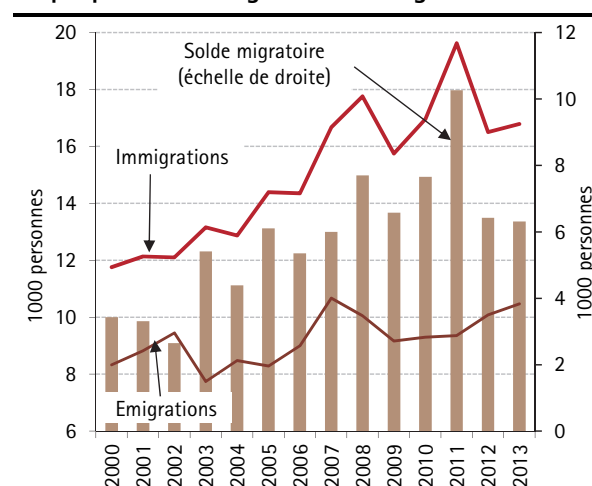
La pression sur le marché du travail luxembourgeois – dont la hausse quasiment ininterrompue du chômage est l'une des manifestations les plus significatives – s'explique en partie par les migrations nettes, qui sont restées élevées sur les années de crise (Graphique 144)¹. Ainsi, en 2011, un nombre élevé d'immigrants est arrivé des pays d'ex-Yougoslavie, mais également du Portugal². Pour 2012 et surtout 2013, le STATEC s'attend toutefois à une certaine accalmie, le solde migratoire devant tomber en-dessous des valeurs élevées des années 2008 à 2011. En cause, surtout, une évolution moins favorable au Luxembourg des paramètres que sont les salaires nets (cf. hausses d'impôts), le chômage (montée persistante) et les prix immobiliers (restant élevés, favorisant les frontaliers au détriment des résidents).

La forte immigration nette, sur les années récentes, explique probablement en partie le partage résidents/frontaliers, sur base des nouveaux emplois créés, moins favorable aux frontaliers. Il s'agit d'une tendance qui s'est mise en place au début de la crise et qui semble perdurer. Ainsi, la part des frontaliers dans le total de l'emploi (salarié), plafonne à quelque 44% (Graphique 145).

Le ralentissement de la croissance de l'activité impacte les créations nettes d'emplois avec un certain décalage et favorise une nouvelle correction (à la baisse) de la durée de travail.

Les données mensuelles montrent clairement l'impact du ralentissement de la croissance de l'activité sur les créations d'emplois, avec un taux (en glissement annuel), qui est passé de plus de 3% en fin d'année 2011 à légèrement plus de 2% au troisième trimestre (données encore incomplètes). Il s'agit toutefois d'un freinage qui est moins prononcé que lors de la première vague de la crise³.

Graphique 144: Immigrations et émigrations, solde



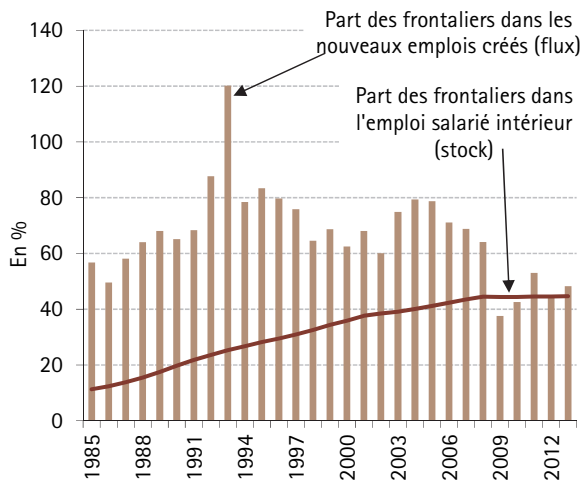
Source: STATEC

¹ Il n'y a pas seulement eu poussée au niveau des entrées (immigrations) mais les sorties (émigrations) n'ont, de façon parlante, pas explosé lors de la crise.

² 4100 arrivées en moyenne par an de 2007 à 2010; près de 5000 arrivées en 2011.

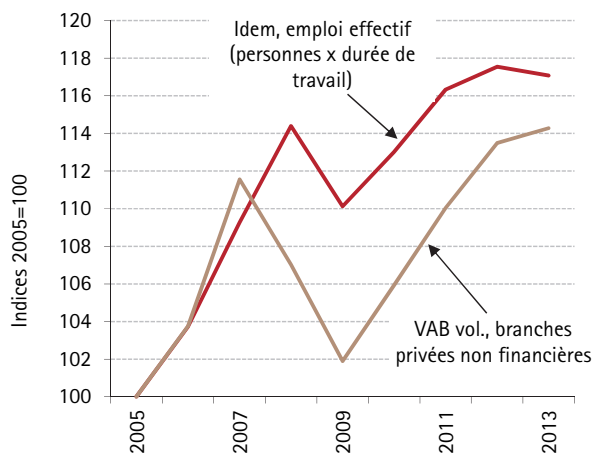
³ Sur une base désaisonnalisée, l'emploi intérieur avait baissé entre février 2009 et juin 2009.

Graphique 145: Frontaliers



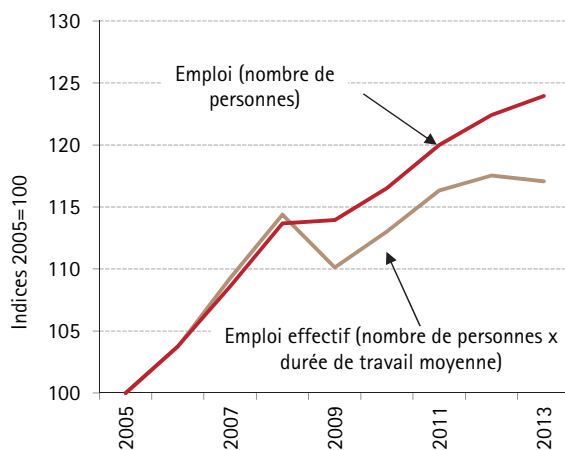
Sources: STATEC, IGSS

Graphique 146: Activité et emploi, branches marchandes hors secteur financier



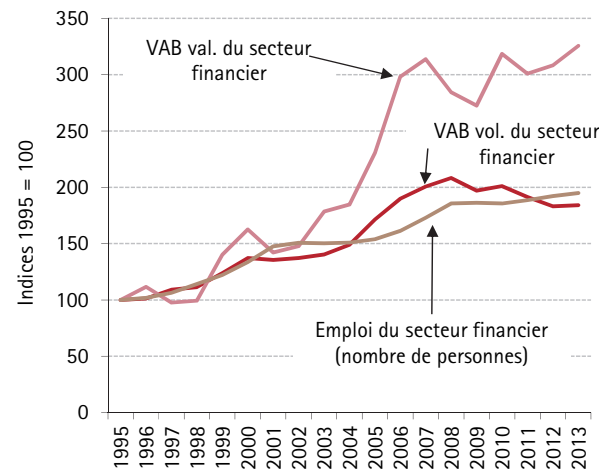
Source: STATEC

Graphique 147: Emploi, branches marchandes hors secteur financier



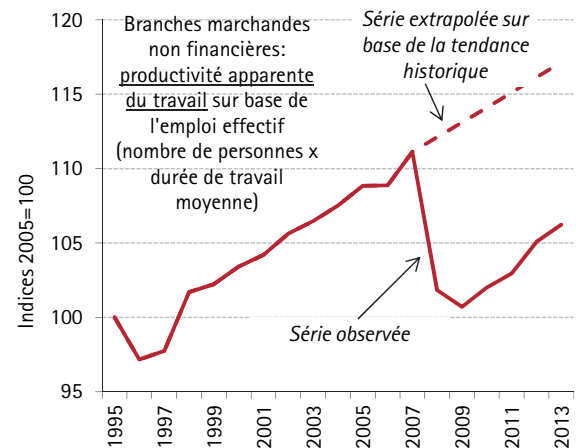
Source: STATEC

Graphique 148: Secteur financier, activité et emploi



Source: STATEC

Graphique 149: Productivité apparente du travail, branches marchandes hors secteur financier



Source: STATEC

Ainsi, dans les branches marchandes hors secteur financier (industrie, construction, commerce, services aux entreprises et aux personnes), l'emploi effectif (nombre de personnes * durée de travail moyenne) devrait-il fortement ralentir en 2012 pour baisser en 2013 (-0.4%), grâce surtout à la baisse projetée de la durée de travail (-1.6%). Cette dernière, sur un marché du travail marqué par une rigidité réglementaire élevée, constitue l'une des principales variables d'ajustement (on parle à cet égard de flexibilité "interne"⁴): elle avait notamment baissé de près de 4% en 2009 (cf. chômage partiel, entre autres), sans jamais s'être reprise depuis. Grâce à la baisse de la durée moyenne de travail, un écart de quelque 10% s'est ouvert, depuis 2005, entre le nombre de personnes ayant un travail et l'emploi effectif (cf. Graphique 147).

⁴ La flexibilité externe se caractérise par des licenciements, donc des ajustements des effectifs à la baisse, ou, au contraire, d'embauchages. La flexibilité interne se caractérise par l'ajustement de la durée de travail, des prises de congés, etc.

Le STATEC a, à plusieurs reprises, étudié la forte baisse de la productivité dans l'économie luxembourgeoise, depuis le début de la crise. Dans les branches privées non financières, cette dernière est le résultat d'une chute de l'activité dès 2008, alors que l'emploi (même exprimé en termes effectifs), a continué à croître (cf. Graphique 146). En 2009, la chute de l'activité a encore été supérieure à celle de l'emploi effectif (aggravant la chute de la productivité), tandis que depuis, les deux variables vont de pair: l'emploi affiche une croissance plus modérée que l'activité, ce qui œuvre en faveur d'une (lente) correction (à la hausse) de la productivité (horaire). Absolument nécessaire, cette correction, de toute façon, ne peut se réaliser que progressivement. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer la nouvelle chute de l'emploi effectif, projetée pour 2013, alors que le STATEC y prévoit encore une légère hausse de l'activité, permettant ainsi, en dépit de la crise, à la productivité (horaire) de continuer à se redresser.

Dans le secteur financier (banques, assurances, auxiliaires, OPC), la situation est différente. Là-aussi, la productivité a fortement chuté lors des années de crise, mais il semble qu'en raison d'un niveau absolu très élevé de la productivité avant la crise, le besoin d'ajustement (de l'emploi à la baisse de l'activité) y soit moindre. On constate en effet que, lors des années de haut de cycle, démarrant en 2005, l'activité, telle que mesurée par la valeur ajoutée brute en volume, a fortement augmenté, mais que l'emploi est resté à la traîne (cf. Graphique 148). Les acteurs du secteur financier (considérés dans leur ensemble), confrontés à une baisse d'activité jamais vue auparavant, ont ainsi pu compenser cette dernière en acceptant une baisse de la productivité, plutôt que de devoir licencier (massivement) du personnel. En tout état de cause, la productivité apparente du travail, dans le secteur financier, présente, sur les dernières 30 années, un caractère extrêmement volatile.

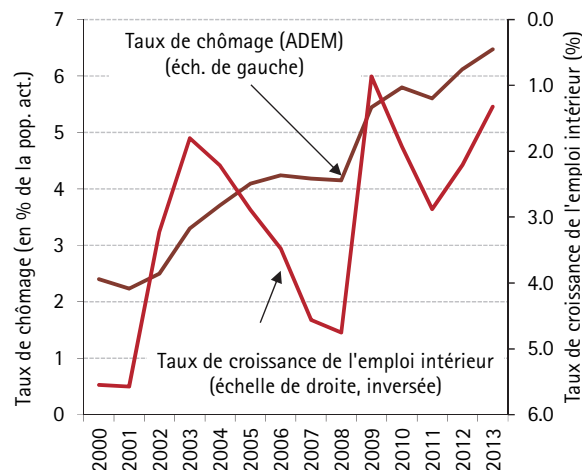
Au final, l'emploi, tel que mesuré par le nombre de personnes, devrait continuer à y augmenter modérément en 2012 et 2013, comme il le fait depuis 2008, 2010 ayant été le seul exercice marqué par une baisse (-0.3%). L'essentiel de la hausse des emplois serait d'ailleurs concentrée dans les branches autres que les banques (OPC, auxiliaires, assurances, PSF).

Le chômage sur une pente ascendante

En dépit d'une création d'emplois (nombre de personnes) jamais négative (sur une base annuelle) pour l'économie dans son ensemble depuis le début de la crise, le chômage a poursuivi globalement sur sa courbe ascendante, entamée au début du millénaire⁵. Ceci n'étonne d'ailleurs guère, car même s'il y a eu création nette d'emplois tout au long, le dynamisme du marché du travail a été moins prononcé, récemment, que lors des années où le chômage a effectivement baissé (la dernière

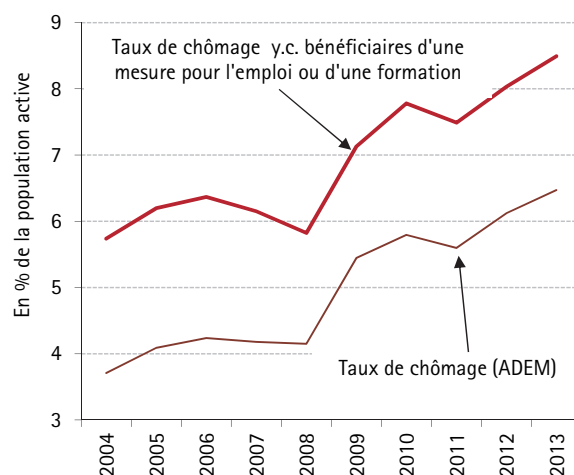
fois, de façon prolongée, à la fin des années '90). C'est ainsi que le STATEC prévoit un taux de chômage (inscrit au ADEM) de 6.1% en 2012 et de 6.5% en 2013 (encore 4% en 2008, soit à la veille de la crise). Le chômage englobant les personnes dans une mise au travail ou une formation devrait quant à lui approcher les 8.5% en 2013 (7.5% en 2011).

Graphique 150; Taux de chômage ADEM et emploi intérieur



Sources: STATEC, ADEM

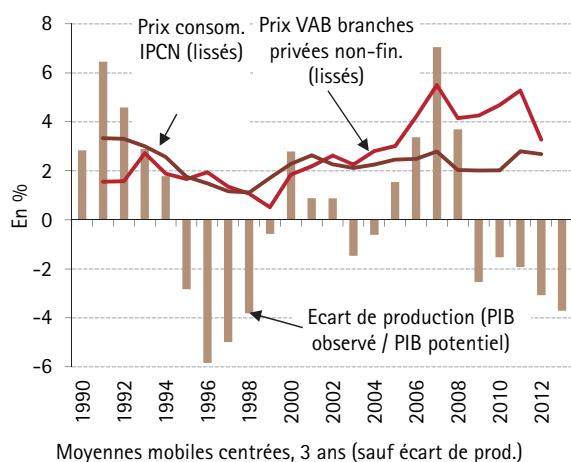
Graphique 151: Chômage avec et sans personnes bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi ou d'une formation



Sources: STATEC, ADEM

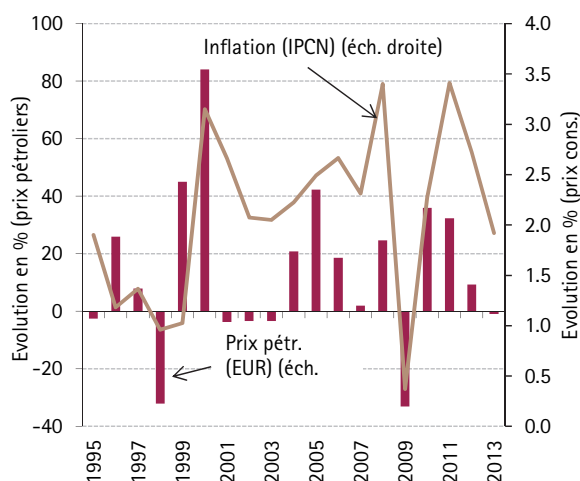
⁵ Il s'était stabilisé entre 2006 et 2008 et avait très légèrement baissé en 2011.

Graphique 152: Inflation et écart de production



Source: STATEC

Graphique 153: Inflation et prix pétroliers



Source: STATEC

7.5 Inflation et salaires, pouvoir d'achat

Absence de tensions sur les prix et les salaires.

La situation d'ensemble, en matière de prix et de salaires, est marquée par une absence de tensions notables. L'inflation sous-jacente, c'est-à-dire (essentiellement) l'indice des prix à la consommation hors prix pétroliers, évolue depuis quelques années à légèrement plus de 2% tandis que le coût salarial moyen ne progresse, depuis 2006, qu'au rythme moyen de l'EMS ou de l'IPCEN. En d'autres mots, les salaires, réels, déflatés par les prix à la consommation (cf. Graphique 154), ne progressent plus en tendance, alors que des années durant, ils affichaient des progressions de l'ordre de 1% ou plus. Cet état des choses est évidemment à voir en lien avec la situation délicate dans laquelle se trouve l'économie luxembourgeoise, depuis l'entame de la crise. Le STATEC ne prévoit d'ailleurs pas de changement de fond, les salaires nominaux devant même progresser légèrement moins vite, en 2012 et 2013, que l'échelle mobile des salaires.

Les prix à la consommation rythmés par les prix des matières premières mais le nouveau ralentissement conjoncturel aiderait à faire descendre l'inflation en-dessous de 2% en 2013.

La hausse des prix à la consommation avait dépassé les 3% en 2000 et 2008, chaque fois sur fond de poussée des prix pétroliers, eux-mêmes atteignant un pic en haut de cycle conjoncturel. En 2011, la hausse des prix à la consommation avait à nouveau dépassé la marque des 3%, ceci sur fond de situation économique en convalescence, dans la zone euro, tandis que les prix pétroliers, exprimés en EUR, ont atteint un niveau historiquement élevé (à quelque 80 EUR/baril). Depuis, les prix pétroliers ont continué à progresser (exprimés en EUR) tandis que la progression de l'IPCEN s'est mise à ralentir, certes légèrement, le tout dans le contexte d'une nouvelle dégradation de la situation économique (légère récession dans la zone euro).

D'après les dernières prévisions du STATEC, le taux d'inflation devrait ainsi atteindre 2.7% en 2012 et 1.9% en 2013. La cote d'échéance devrait de nouveau être dépassée au 1^{er} trimestre 2013. L'adaptation de +2.5% des salaires, traitements et pensions se fera au 1^{er} octobre 2013, conformément à la loi du 31 janvier 2012 modifiant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires.

Les prévisions d'inflation à court terme se basent principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le prix du pétrole, l'autre le rythme de l'inflation sous-jacente.

La première consiste à maintenir le prix du pétrole fixe sur l'horizon de prévision selon les cours observés en octobre 2012 (111.5 USD en moyenne pour le Brent et 1.30 USD/EUR). Sur les derniers mois, l'appréciation du cours de l'euro a permis de neutraliser la hausse du prix du baril de Brent coté en USD.

En raison de la volatilité du cours de pétrole, le STATEC évalue l'impact de cours alternatifs dans un scénario "bas" et un scénario "haut" ce qui permet d'établir une fourchette pour la prévision d'inflation. Dans le scénario "bas", le prix du baril est diminué de 20 USD, ce qui ramènerait l'inflation à 1.4% en 2013. Dans le scénario "haut", un prix du baril en hausse de 20 USD impliquerait une inflation de 2.5% en 2013.

L'autre hypothèse qui permet d'établir une prévision d'inflation concerne le rythme de variation mensuelle de l'inflation sous-jacente: ce dernier ne serait plus que de 0.15% en 2013, après un rythme moyen relativement soutenu de 0.19% en moyenne en 2012. Ce paramètre est supposé suivre la dégradation de l'activité économique (sous-utilisation des capacités de

production, salaires réels négatifs, baisse des prix à l'importation, etc.). Ajoutons encore que dans les deux scénarios alternatifs en matière de prix pétroliers, mentionnés ci-dessus, l'évolution mensuelle de l'inflation sous-jacente en 2012 et 2013 est ajustée de 0.01 point de % à la hausse ou à la baisse.

La stagnation des salaires réels devrait se poursuivre à court terme, notamment en raison d'une baisse des primes et gratifications.

Alors que les salaires réels (coût par personne, déflaté par les prix à la consommation) avaient progressé d'environ 1.5% jusqu'au milieu de la dernière décennie, les années récentes sont marquées par une stabilité remarquable des mêmes salaires réels (cf. Graphique 154). Deux raisons ont jusqu'ici principalement été invoquées par le STATEC: les modulations de l'échelle mobile des salaires et la baisse, depuis 2008, de la productivité apparente du travail.

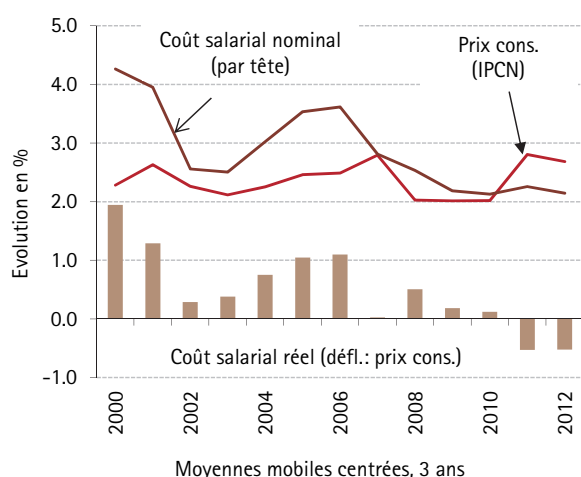
Tableau 34: Prévisions d'inflation

	Prévisions					
	Scénario central		Scénario bas		Scénario haut	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire					
Inflation (IPCN)	2.7	1.9	2.6	1.4	2.7	2.5
Inflation sous-jacente	2.2	2.1	2.2	2.0	2.2	2.2
Produits pétroliers	8.7	0.3	8.2	-5.0	9.2	5.6
Cote d'application	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	742.44	761.00	742.44	761.00	742.44	761.00
Dépassement de la cote d'échéance	févr-12	2013 T1	févr-12	2013 T1	févr-12	2013 T1
Indexation des salaires*	oct-12	oct-13	oct-12	oct-13	oct-12	oct-13
Prix du Brent (USD/baril)	112.0	111.5	108.7	91.5	115.4	131.5
Taux de change USD/EUR	1.29	1.30	1.29	1.30	1.29	1.30

Source: STATEC (prévisions du 29/10/2012)

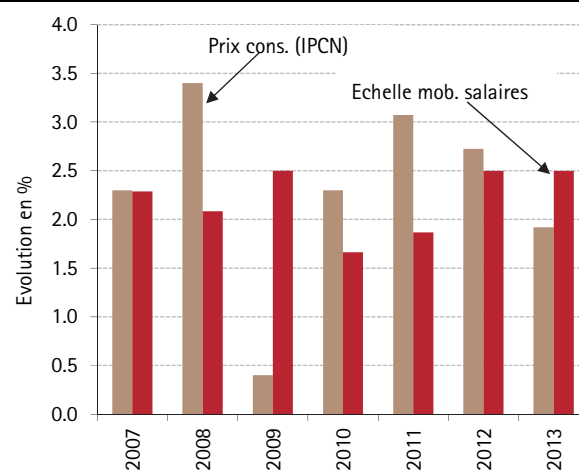
* Conformément à la loi du 31 janvier 2012 publiée au Mémorial A - N°16

Graphique 154: Coût salarial et inflation



Source: STATEC

Graphique 155: Prix à la consommation et échelle mobile



Source: STATEC

En 2012 en particulier, un autre élément joue, à savoir la baisse des primes et gratifications, élément variable par excellence de la rémunération des salariés. Dans l'ensemble de l'économie, les primes et gratifications représentent environ 10% du coût du travail, même 15% dans les services financiers. Dans ces derniers, sur les 5 premiers mois de 2012, sans la baisse des primes et gratifications, le coût salarial moyen aurait ainsi augmenté de 5.2% en glissement annuel, chiffre en ligne avec les termes de la convention collective de la branche. Or les primes et gratifications y baissent substantiellement, engendrant une contribution à la croissance négative, à hauteur de 2 points de %, ramenant la hausse du coût salarial moyen à quelque 3%¹.

Les primes et gratifications sont également en baisse dans d'autres branches sur le début de 2012: -2.8% dans les services aux entreprises, -2.1% dans le commerce, -15% dans les transports et communications (mais elles augmentent dans l'industrie et la construction).

D'après les calculs du STATEC, une baisse de la part des primes dans le total des rémunérations, de 10% à 9% par exemple, engendrerait un impact négatif sur l'évolution du coût salarial moyen de légèrement plus de 1 point de %. En d'autres mots, même en l'absence de modulation plus profonde du mécanisme d'indexation des salaires (suspension par exemple d'une tranche), les entreprises trouvent le moyen de répercuter la situation conjoncturelle défavorable sur le coût du travail. Aussi, le STATEC prévoit-il, pour 2012 et 2013, une hausse du coût salarial moyen inférieure à la hausse de l'échelle mobile. Tandis que cette dernière est de 2.5% l'an en raison des modulations, la hausse du coût salarial moyen ne serait "que" de 2.2% sur les deux années. En vertu des calculs et réflexions présentés ci-dessus, une croissance encore plus faible serait sans doute possible.

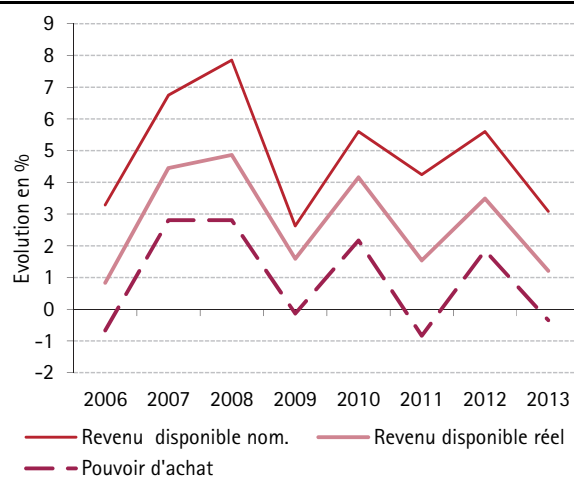
Le pouvoir d'achat poursuit son mouvement en dents de scie, rythmé par les mesures d'économies budgétaires affectant les ménages.

Le pouvoir d'achat se définit par le revenu disponible réel par tête. Par revenu disponible, l'on entend les salaires, perçus par les ménages (résidents), diminués des impôts et cotisations et augmentés des transferts sociaux. La notion "réelle" provient du fait que le revenu disponible nominal est corrigé pour la hausse des prix (à la consommation).

Le pouvoir d'achat a chaque fois évolué de façon négative lors de la mise en place, par le Gouvernement, de mesures fiscales ou autres, d'envergure, censées redresser le déséquilibre budgétaire. Il en a été ainsi en 2006 et 2011, et il en sera de même en 2013 (cf.

Graphique 156). L'année 2006 correspondait à la première vague de mesures, notamment la première modulation du mécanisme d'indexation. En 2009, en revanche, le revenu disponible a été tiré vers le bas par les conséquences de la crise, notamment la baisse des revenus non salariaux. En 2011, une deuxième vague de mesures d'économies avait été décidée, se concrétisant notamment par un impact négatif de 200 mio EUR sur les revenus des ménages. Pour 2013, l'impact défavorable sur les revenus des ménages peut être évalué à quelques 350 mio EUR (cf. encadré pp. 95-97). Le pouvoir d'achat devrait ainsi légèrement diminuer (-0.3%), soit moins qu'en 2011 (-0.8%). En tendance, le pouvoir d'achat reste néanmoins orienté à la hausse, les années de baisse étant plus que compensées par les années de hausse (+2-2.5% en moyenne par an en 2007, 2008, 2010 et 2012).

Graphique 156: Revenu disponible et pouvoir d'achat



Source: STATEC

¹ Ces données sont tirées des fichiers mensuels de la Sécurité Sociale dont les salaires sont plafonnés à 7 fois le salaire social minimum (SSM) et peuvent de ce fait diverger de ceux publiés par le STATEC dans le cadre des comptes nationaux (trimestriels).

7.6 Recettes publiques; solde nominal et solde structurel

7.6.1 Recettes publiques

D'après les projections du STATEC, les recettes publiques devraient augmenter de 4.3% en 2013, après 3.9% en 2012. Cette hausse intègre l'impact des mesures en matière de fiscalité, faisant partie intégrante du Projet de Budget tel qu'amendé début novembre (cf. pages 78-80). L'impact des mesures au niveau des recettes, dans une optique ex ante, est de l'ordre de 425 mio EUR. En d'autres mots, hors effets de bouclage macroéconomique¹, la hausse des recettes serait de 2.0%.

Dans la comparaison historique, cette hausse des recettes de quelque 4% se situe dans les parages des plus mauvaises performances en la matière (cf. Graphique 157). Ces dernières sont toutes liées à des situations conjoncturelles déprimées (1995/96, 2009) ou à des réformes de la fiscalité (baisses des impôts: 2001-2002).

L'élasticité entre les recettes publiques et le PIB nominal² passe ainsi à 1.7 en 2013 (cf. Graphique 161). En moyenne historique, cette élasticité est proche de 1. Elle est évidemment gonflée en 2013 par les hausses de la fiscalité. L'élasticité de 1.7 est proche des valeurs les plus élevées observées sur les dernières 20 années³. Il convient toutefois de mettre en garde le lecteur dans la mesure où à la fois l'évolution du PIB nominal et celle des recettes est évidemment soumise à révision (et donc la valeur de l'élasticité). Leur mise en avant ici possède avant tout un caractère analytique ou de mise en cohérence des données.

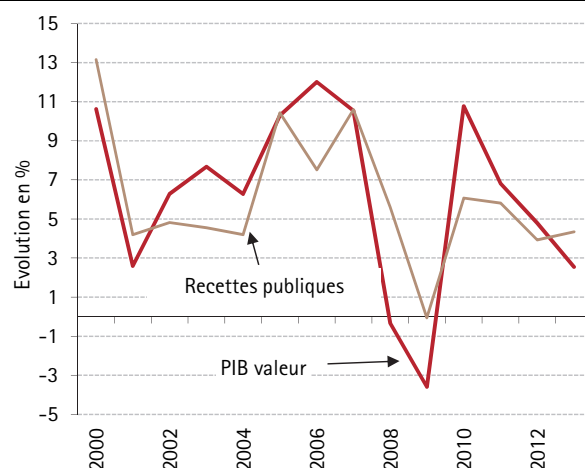
La projection du STATEC, en matière de recettes fiscales, est reprise au Tableau 35. Plus en détail, on peut avancer les éléments suivants:

- les impôts perçus sur les sociétés devraient baisser en 2013 (-2.2% d'après la projection du STATEC); cette évolution négative résulte avant tout d'un phénomène déjà mis en avant dans le Programme de stabilité et de convergence du printemps dernier, à savoir que les impositions qui restent à effectuer sur les exercices antérieurs touchent à leur fin, et que cet état des choses est susceptible de diminuer les impôts directs perçus sur les sociétés de l'ordre de 200-250 mio EUR en 2013;
- les impôts perçus sur les ménages devraient augmenter de 9% en 2013, surtout du fait de la

hausse des taux (solidarité, taux maximal) et de la non-indexation des barèmes;

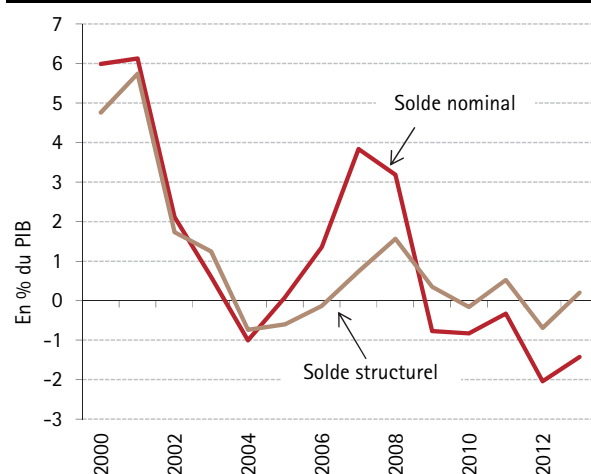
- la TVA devrait progresser de 5.7%, soit un peu moins qu'en 2011 et 2012 mais davantage que sur les années 2009 et 2010;
- les accises devraient baisser (-1.2%) surtout du fait de tendances lourdes, en place depuis quelques années déjà (faible évolution des travailleurs frontaliers, hausse tendancielle des prix pétroliers, baisse généralisée des produits accisables que sont le tabac et les carburants);
- hausse de la taxe d'abonnement de 5%, à voir en relation avec une hausse projetée des indices boursiers de 3.2%;
- hausse des cotisations sociales de 3.1% (masse salariale totale: +3.6%).

Graphique 157: Recettes publiques et PIB en valeur



Source: STATEC

Graphique 158: Solde nominal et structurel



Source: STATEC

¹ Les effets de bouclage font en sorte que les recettes ex post sont inférieures aux recettes ex ante.

² L'élasticité met en relation la hausse des recettes à celle du PIB nominal (+2.5% projeté en 2013).

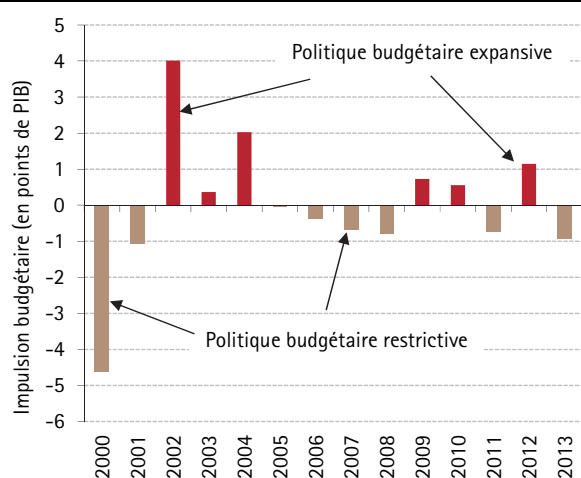
³ NB: avec la hausse projetée des recettes telle que figurant dans le Projet de Budget (+5.5%), l'élasticité monterait à 2.2, soit une valeur "record" en comparaison historique.

Tableau 35: Compte simplifié des recettes et dépenses de l'Etat

	1990-2011	2005	2010	2011	2012	2013
<i>Recettes et dépenses publiques</i>						Mio EUR
Total des dépenses	...	12 573	17 098	17 882	19 350	19 895
Consommation intermédiaire	...	1 044	1 465	1 556	1 724	1 679
Formation de capital	...	1 363	1 621	1 628	1 802	1 704
Rémunération des salariés	...	2 379	3 217	3 393	3 615	3 767
Prestations sociales	...	5 897	8 184	8 455	9 064	9 479
Autres dépenses	...	1 891	2 611	2 849	3 145	3 268
Total des recettes	...	12 574	16 766	17 742	18 440	19 241
Impôts sur la production et les importations	...	3 991	4 769	5 053	5 382	5 578
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	...	4 116	5 738	5 983	6 183	6 475
Cotisations sociales	...	3 432	4 737	5 113	5 338	5 501
Autres recettes	...	1 036	1 523	1 593	1 536	1 686
Capacité/besoin de financement	...	1	- 331	- 140	- 910	- 654
						Évolution en %
Total des dépenses	7.4	...	6.3	4.6	8.2	2.8
Consommation intermédiaire	8.1	...	5.7	6.3	10.8	-2.6
Formation de capital	6.6	...	15.9	0.4	10.7	-5.4
Rémunération des salariés	6.4	...	6.6	5.5	6.5	4.2
Prestations sociales	8.2	...	4.2	3.3	7.2	4.6
Autres dépenses	7.2	...	7.8	9.1	10.4	3.9
Total des recettes	6.7	...	6.1	5.8	3.9	4.3
Impôts sur la production et les importations	7.6	...	5.3	6.0	6.5	3.7
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	6.7	...	8.8	4.3	3.4	4.7
Cotisations sociales	7.4	...	3.2	8.0	4.4	3.1
Autres recettes	3.7	...	7.3	4.6	-3.5	9.8
						En % du PIB
Total des dépenses	40.4	41.5	42.8	42.0	43.3	43.4
Consommation intermédiaire	3.3	3.4	3.7	3.7	3.9	3.7
Formation de capital	4.1	4.5	4.1	3.8	4.0	3.7
Rémunération des salariés	8.2	7.9	8.1	8.0	8.1	8.2
Prestations sociales	18.6	19.5	20.5	19.8	20.3	20.7
Autres dépenses	6.2	6.2	6.5	6.7	7.0	7.1
Total des recettes	42.5	41.5	42.0	41.6	41.3	42.0
Impôts sur la production et les importations	12.1	13.2	11.9	11.9	12.0	12.2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	14.5	13.6	14.4	14.0	13.8	14.1
Cotisations sociales	11.4	11.3	11.9	12.0	12.0	12.0
Autres recettes	4.4	3.4	3.8	3.7	3.4	3.7
Capacité/besoin de financement	2.0	0.0	-0.8	-0.3	-2.0	-1.4

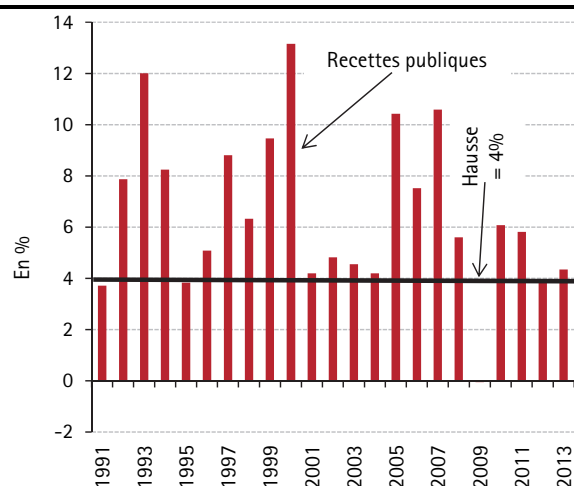
Sources: STATEC, IGF, IGSS (1990-2011: données observées/Notification; 2012-2013: prévisions du STATEC novembre 2012). NB: les données sur les recettes pour 2012 et 2013 sont élaborées par le STATEC et peuvent diverger de celles publiées par le Ministère des Finances ou l'IGF.

Graphique 159: Impulsion budgétaire



Source: STATEC

Graphique 160: Evolution des recettes publiques



Source: STATEC

Comme évoqué précédemment, l'évolution des recettes dans la projection du STATEC diffère de celle figurant dans le Projet de Budget. Deux raisons à cela :

- l'existence de multiplicateurs budgétaires keynésiens (cf. pp. 95-97) qui font qu'en raison de la hausse des impôts et de la baisse des dépenses, les recettes fiscales ex post sont inférieures aux recettes fiscales ex ante (cf. Tableau 30 p. 80);
- le fait que la prévision "NDC 3-12" est basée sur une croissance du PIB en volume moins favorable que celle sous-jacente au Budget¹.

Ainsi, dans le Projet de Budget, les recettes sont supposées augmenter de 5.5% tandis que le STATEC part sur une hausse de 4.3%. En termes d'EUR, la différence est de 222 mio EUR. Cette différence s'explique, grosso modo, à hauteur d'1/3 par les multiplicateurs et à raison de 2/3 par les hypothèses plus défavorables en termes d'activité économique².

7.6.2 Solde nominal et structurel

D'après la projection du STATEC, le solde des finances publiques (nominal, consolidé) devrait être de -1.4% en 2013 (-2.0% en 2012). Comme le STATEC a pris, en matière de dépenses, exactement les mêmes hypothèses que celles qui figurent dans le Projet de Budget amendé, la différence résulte uniquement des recettes.

Il s'agira de la 5^e année de suite marquée par un déficit, contribuant par-là à la hausse tendancielle de la dette publique. Pourtant, en se focalisant sur le solde structurel, la situation semble largement moins préoccupante, ce dernier s'affichant à +0.2% en 2013 (-0.7% en 2012). Cette observation génère deux remarques :

- le Gouvernement fournirait, en 2013, avec ce Budget amendé, un "effort structurel" de l'ordre d'1 point de PIB; il s'agit d'un effort semblable à celui de 2007, 2008 et 2011;
- il y a certes une légère dérive au niveau du solde structurel (cf. Graphique 158), mais sans comparaison avec ce qu'on observe au niveau du solde nominal (encore +4% d'excédent en 2007); la correction apportée au solde nominal, en vertu de la situation cyclique, est donc importante, mais

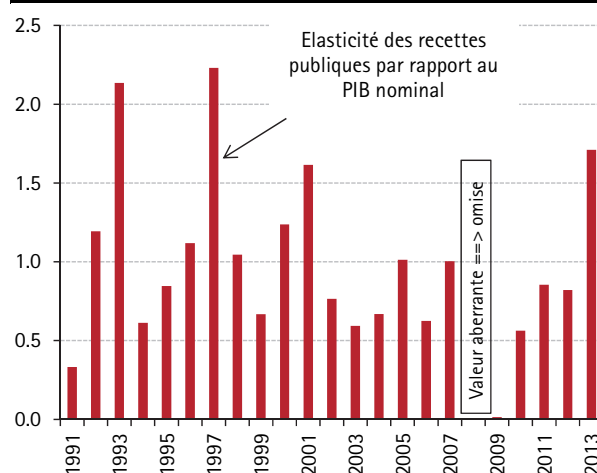
d'autre part, les grandeurs en question (solde structurel, écart production) sont sujettes à des révisions, parfois considérables, ce qui devrait inciter à la prudence en ce qui concerne leur utilisation pour définir la politique budgétaire. Le message devrait surtout être de nature qualitative: avec un écart de production dont il fait nul doute qu'il est actuellement négatif, un solde négatif nominal de 1 ou 2% n'est pas alarmant en soi³ (cf. Tableau 36). Dit autrement encore: avec un solde légèrement négatif et un écart de production également négatif, la part "conjoncturelle" du déficit est substantielle (par opposition à la part "structurelle"), estimée actuellement à -1.6%.

Tableau 36: Besoin/capacité de financement; solde structurel

	2010	2011	2012	2013
<i>PIB et PIB potentiel</i>	<i>Mio EUR (sauf indication contraire)</i>			
PIB val.	39 906	42 625	44 667	45 801
idem, évol. en %	10.8	6.8	4.8	2.5
PIB vol.	28 790	29 275	29 419	29 716
idem, évol. en %	3.0	1.7	0.5	1.0
PIB potentiel vol.	29 235	29 850	30 351	30 858
idem, évol. en %	2.0	2.1	1.7	1.7
Output-gap (% du PIB potentiel)	-1.5	-1.9	-3.1	-3.7
<i>Finances publiques</i>				
Dépenses totales	17 098	17 882	19 351	19 895
idem, évol. en %	6.3	4.6	8.2	2.8
Recettes totales	16 766	17 742	18 440	19 241
idem, évol. en %	6.1	5.8	3.9	4.3
Solde nominal	-331	-140	-911	-654
idem, en % du PIB	-0.8	-0.3	-2.0	-1.4
Solde structurel (en % du PIB val.)	-0.2	0.5	-0.7	0.2
Impulsion budgétaire (points de % du PIB)	0.5	-0.7	1.2	-0.9

Source: STATEC (prévisions novembre 2012)

Graphique 161: Elasticités des recettes publiques par rapport au PIB nominal



Source: STATEC

¹ Pour le Budget, le STATEC était parti sur une hypothèse de croissance du PIB en volume au Luxembourg en 2013 de 1.7% tandis que dans cette NDC, le STATEC s'attend à une hausse de 1%. Cette décote provient en partie d'une hypothèse moins favorable pour ce qui concerne l'environnement international mais aussi de l'existence des mesures d'économies, qui enlèvent un bon quart de point à la croissance du PIB en volume (cf. p. 80).

² Bien que pressentie, cette révision à la baisse de la croissance au niveau international n'était confirmée par aucune des trois grandes institutions internationales à la mi-septembre, c'est-à-dire au moment de la rédaction de l'exposé introductif du Projet de Budget, documentant les prévisions les plus récentes du STATEC.

³ Avec un écart de production de -3%, la correction apportée sur le solde nominal est de $0.44 \times 3 = 1.3$ en vertu de la règle: Solde structurel = Solde nominal - $0.44 \times$ Ecart de production.

Mesures budgétaires, activité économique et solde des finances publiques: petit précis de multiplicateurs keynésiens

Dans un contexte de restrictions budgétaires généralisées dans les pays de l'OCDE, la question de l'impact des politiques budgétaires sur les grands agrégats macroéconomiques convient d'être posée. Il en découle en fait deux questions, intimement liées:

- Quel sera l'impact de la réduction envisagée des dépenses sur l'activité économique, et notamment le produit intérieur brut (PIB)? Il va sans dire qu'une moindre dépense publique doit nécessairement réduire l'activité économique, du moins dans le court terme, la question est de savoir si l'impact sur le PIB est fort ou faible.
- Si le gouvernement envisage de réduire de 100 EUR les dépenses publiques (ou d'augmenter d'autant les impôts d'une certaine catégorie), quel sera l'impact effectif sur le solde public? En effet, dans la mesure où la réduction de la dépense publique (ou la hausse des impôts) affecte nécessairement de façon défavorable l'activité économique, il est très probable que la réduction du déficit planifiée "ex ante" (sans prise en compte des effets de bouclage, c.-à-d. de l'impact sur l'activité économique) diverge de la recette enregistrée effectivement "ex post".

Réfléchir sur ces questions correspond à s'interroger sur la valeur des "multiplicateurs budgétaires".

Les multiplicateurs budgétaires mesurent l'impact des politiques budgétaires sur l'activité économique

Le multiplicateur de la dépense publique mesure l'impact d'une dépense sur le PIB. Soit ΔG la variation d'une dépense publique et ΔY la variation du PIB (en volume) qui en résulte, le multiplicateur s'écrit $k = \frac{\Delta Y}{\Delta G}$. Un multiplicateur de 1 signifie qu'une dépense publique supplémentaire de 100 EUR induit une hausse supplémentaire du PIB d'exactement 100 EUR.

À l'aide de multiplicateurs, l'impact d'un plan de relance (ΔG et ΔY positifs) peut être évalué (voir NDC 1-2009, pp. 34-42) ou, symétriquement, l'impact d'une politique d'assainissement budgétaire (ΔG et ΔY négatifs, voir partie 7.2 ci-avant). Or, la valeur exacte des multiplicateurs est difficile à déterminer. Elle varie selon l'instrument de politique budgétaire, selon les caractéristiques du pays considéré et même en fonction de la situation conjoncturelle du moment.

Un multiplicateur différent pour chaque pays et chaque instrument

Une hausse (baisse) de l'investissement public de 100 EUR ou une hausse (baisse) de la consommation publique de 100 EUR a un impact différent sur le PIB. De la même manière, les transferts aux ménages ou les subsides aux entreprises, l'imposition des ménages ou des entreprises auront tous un effet multiplicateur différent sur le PIB (et donc un impact différent sur le solde public).

Le raffinement peut aller encore plus loin: les mesures en faveur des ménages à faibles revenus ont un impact multiplicateur plus élevé que des mesures impliquant les ménages aisés (ou tous les ménages confondus). Cibler les ménages financièrement contraints rend ainsi un plan de relance plus efficace [5] et, symétriquement, épargner ces ménages à faibles revenus lors des resserrements budgétaires permet de limiter les effets négatifs sur le PIB.

Les valeurs différentes des multiplicateurs s'expliquent par les "fuites" des montants engagés (i.e. l'argent public) hors du circuit économique. Plus les fuites sont faibles, plus les effets multiplicateurs sont élevés. Parmi les fuites on retrouve notamment:

- le taux d'épargne des ménages: une épargne élevée signifie que la progression maximale à consommer est faible, un transfert supplémentaire serait en grande partie mis de côté plutôt que d'être dépensé;
- le taux d'imposition: toute dépense publique est partiellement neutralisée si le taux de prélèvement obligatoire est élevé (fiscalité, transferts et subventions), c'est reprendre d'une main ce que l'Etat a donné de l'autre;
- le taux d'importation: dans un petit pays ouvert, la proportion élevée d'importations implique qu'une dépense de consommation supplémentaire se matérialise en partie au bénéfice de l'étranger plutôt que de relancer la production nationale.

En raison de la très grande ouverture du Luxembourg, les multiplicateurs sont vraisemblablement plus faibles que pour d'autres pays: si un plan de relance est ainsi moins efficace qu'à l'étranger, une politique de consolidation budgétaire a également un impact négatif plus limité sur le PIB. De plus, comme chaque instrument de politique budgétaire a un multiplicateur spécifique, l'impact négatif sur le PIB peut être réduit davantage si des mesures à faibles multiplicateurs sont choisies.

A court terme, les projets d'investissements publics auraient un multiplicateur de 0.8 au Luxembourg. Il reste positif à moyen terme (au-delà de la dépense engagée) par exemple si de nouvelles infrastructures viennent favoriser la croissance économique future. Le multiplicateur de la consommation publique en revanche serait deux fois moindre¹, et s'annulerait plus rapidement. Les multiplicateurs budgétaires qui touchent les ménages (transferts sociaux, fiscalité) devraient être encore plus faibles, de l'ordre de 0.1, d'autant plus si les ménages aisés sont ciblés (voir ci-avant). Néanmoins les modèles macroéconomiques ne sont souvent pas assez fins pour prendre en compte toutes les spécificités particulières des mesures².

Ces multiplicateurs permettent d'évaluer implicitement l'impact d'un plan de consolidation budgétaire. Dans l'ensemble, le multiplicateur des mesures budgétaires annoncées est estimé à 0.2 en 2013, 0.3 en 2014 et 0.4 en 2015 (voir parties 7.2 et 7.6 ci-avant et STATEC [7]). Ces valeurs s'expliquent par la nature des mesures. D'un côté, les mesures fiscales (1/3 du total) ont un impact limité sur le PIB, de l'autre côté, le freinage des investissements (1/5 du total et la moitié de la réduction des dépenses) au cours des années à venir va pénaliser davantage l'activité. Le multiplicateur relativement élevé explique ainsi l'impact négatif des investissements sacrifiés sur le PIB, puis sur les recettes fiscales. C'est l'origine de la différence entre l'impact "ex ante" et "ex post" des mesures budgétaires sur le solde des finances publiques.

Des multiplicateurs plus élevés en période de crise

Les valeurs des multiplicateurs évoquées ci-avant sont plutôt prudentes pour les temps qui courent. Au niveau international, un consensus est effectivement en train de se former sur le fait que les multiplicateurs utilisés jusqu'à présent devraient être considérablement plus élevés en période de ralentissement conjoncturel, voire de récession économique.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait récemment estimé que les multiplicateurs "ont été en moyenne proches de 0.5 dans les pays avancés pendant les 3 décennies jusqu'en 2009" [6]. Dans les "Perspectives de l'économie mondiale" d'octobre dernier, le FMI révèle en revanche que les multiplicateurs ont systématiquement été sous-évalués lors des années de crise. Alors que les prévisionnistes des différents pays tablaient sur des multiplicateurs implicites de l'ordre de 0.5, ils devraient

s'échelonner en réalité de 0.9 à 1.7. Le FMI rejoint ainsi bon nombre d'économistes (e.g. Krugman et Stiglitz, Nobels en Économie) qui considèrent que dans le contexte économique actuel, les multiplicateurs devraient être largement supérieurs à 1 pour les grandes économies.

L'OFCE [4] explique notamment comment les multiplicateurs peuvent varier en fonction de la position dans le cycle économique. En bas de cycle, les dépenses publiques créent moins d'inflation, respectivement ils ne font que contrebalancer les forces déflationnistes: les effets négatifs sur la compétitivité sont ainsi réduits. De plus, l'effet d'éviction, qui consiste en de moindres investissements privés, découragés par les investissements publics, est largement plus faible en situation où l'investissement privé et les créations d'emplois sont de toute façon réduits. Malgré des taux d'intérêt historiquement faibles, les agents privés préfèrent se désendetter plutôt que d'investir. Cette situation risque de perdurer alors que les stimuli de la politique monétaire sont pratiquement épuisés (taux d'intérêt directeurs déjà très faibles, critères élargis des garanties de dépôts, etc.). Or, si la politique monétaire est de toute façon amenée à rester expansive à moyen terme, des politiques budgétaires expansives seront d'autant plus efficaces.

Des multiplicateurs au-delà de 1, dits keynésiens, impliquent qu'une politique budgétaire expansive serait efficace en ces temps, et, symétriquement qu'une politique d'austérité sera fortement nuisible à l'activité économique, d'autant plus si elle est coordonnée (notamment au niveau européen). Dans une telle configuration, les recettes fiscales seront fortement pénalisées et l'objectif d'assainissement budgétaire s'éloigne d'autant.

L'OCDE [3] estime également que les resserrements budgétaires risquent d'être très coûteux dans le contexte actuel de faible croissance économique. La question de l'ampleur, du rythme et des moyens d'y parvenir est posée. Atteindre des niveaux de dettes jugés prudents est un long processus et pour commencer, les pays concernés devraient utiliser des instruments à faible multiplicateur et favoriser les mesures qui auront les plus faibles effets négatifs à long terme. Concrètement, plutôt que de sacrifier des projets d'investissement, les bases fiscales pourraient être élargies en éliminant des niches fiscales. D'autres exemples cités sont l'augmentation des prix administrés, la mise en place de taxes environnementales et des gains d'efficacité des dépenses publiques. L'idée sous-jacente est que les mesures d'assainissement budgétaires devraient être conçues de manière à pénaliser le moins possible l'activité économique.

¹ L'OCDE [2] avance un multiplicateur de l'investissement public de 0.9 et un multiplicateur de la consommation publique de 0.3. Le modèle LuxGEM du STATEC calcule des valeurs de respectivement 0.8 et de 0.5. Le modèle économétrique Modux évalue les deux multiplicateurs à environ 0.6 après un délai de plusieurs années.

² Dans les modèles du STATEC il n'existe par exemple qu'un ménage représentatif: il est donc a priori impossible d'évaluer quantitativement l'impact de mesures ciblant spécifiquement les ménages aisés ou les ménages pauvres. Chaque mesure prise en compte y prend toujours comme référence le consommateur moyen.

Quels enseignements pour le Luxembourg?

Une possibilité pour limiter l'impact de la consolidation budgétaire sur l'activité économique consiste donc à privilégier les mesures qui ont un faible multiplicateur, telles que les hausses fiscales. Elles auront un impact moins élevé sur le PIB et sur les autres recettes budgétaires. L'objectif de l'assainissement budgétaire serait alors plus réaliste. Au contraire, la suppression de projets d'investissements publics pénalise davantage l'activité économique, a un impact négatif sur la croissance potentielle future et induit un manque à gagner fiscal qui devrait être pris en compte lors des arbitrages budgétaires.

Il est connu que les multiplicateurs sont plus faibles au Luxembourg que dans les grandes économies moins ouvertes. Mais comme ils ne sont pas nuls, la question ne devrait pas être ignorée, notamment en ces temps-ci où ils sont probablement plus élevés que par le passé. C'est un argument pour repousser l'assainissement budgétaire dans une période de plus forte croissance économique. Si un tel revirement politique aurait par ailleurs lieu auprès des principaux partenaires économiques (Allemagne, France), les effets d'entraînement via le commerce extérieur seraient particulièrement bénéfiques pour le Luxembourg.

Bibliographie

- [1] BCL, Cahier d'étude N°40, septembre 2009 – Bouthevillain C. *et al.*
- [2] OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE (Chapitre 4 pp. 237-288), 2009 – Besoins, calendrier, instruments et cadre institutionnel
- [3] OCDE, Economic Outlook Paper, avril 2012 – Fiscal consolidation: How much, how fast and by what means?
- [4] OFCE, Revue de l'OFCE N°116 (pp. 61-88), janvier 2011 – Creel J. *et al.*: Petit précis de politique budgétaire par tous les temps
- [5] FMI, IMF Working paper, mars 2010 – Coenen G. *et al.*: Effects of Fiscal Stimulus in Structural Models
- [6] FMI, Perspectives de l'économie mondiale (pp. 44-47), octobre 2012 – Encadré 1.1. Les Multiplicateurs budgétaires à court-terme sont-ils sous-estimés?
- [7] STATEC, Cahier Economique no. 104, septembre 2007 – Adam F.: Cahier de variantes Modux

Annexe I: Statistiques principales

Sommaire

	page
Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)	100
Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)	101
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)	102
Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)	103
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)	104
Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)	105
Tableau 1d-1: Rémunération moyenne des salariés	106
Tableau 1d-2: Emploi salarié par branches	107
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)	108
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale	109
Tableau 3a: Marché du travail (1)	110
Tableau 3b: Marché du travail (2)	111
Tableau 3c-1: Emploi salarié par résidence et par nationalité (situation fin mars de chaque année)	112
Tableau 3c-2: Emploi salarié par secteur d'activité, nationalité et pays de résidence (situation fin mars 2011)	113

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.public.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels. c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Notes méthodologiques:

-	Résultat rigoureusement nul.
.	Il ne saurait être question d'inscrire un nombre en raison de la nature des choses.
...	Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
blanc	Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Renseignements:

STATEC

Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél: 247-84234/84339
Fax: 241812
E-mail: info@statec.etat.lu
www.statec.lu

Pour en savoir plus:

Pascale Armstrong
Tél: 247-84234
E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu

Bastien Larue
Tél: 247-84339
E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu

Véronique Sinner
Tél: 247-84228
E-mail: Veronique.Sinner@statec.etat.lu

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital fixe ¹	Exportations	Importations
Prix courants, Mio EUR						
1995	15 108	6 541	2 404	3 000	16 075	12 870
1996	15 794	6 825	2 586	3 176	17 555	14 357
1997	16 419	7 189	2 736	3 561	19 854	17 008
1998	17 412	7 732	2 753	3 791	22 205	19 337
1999	19 885	8 207	3 089	4 665	26 702	22 870
2000	21 998	8 962	3 323	4 568	33 001	28 376
2001	22 571	9 449	3 634	5 104	33 096	29 117
2002	23 980	10 054	3 957	5 395	33 744	29 035
2003	25 822	9 731	4 241	5 710	35 386	29 235
2004	27 444	10 191	4 651	5 877	41 823	35 171
2005	30 269	10 748	5 003	6 181	47 171	39 446
2006	33 914	11 361	5 221	6 497	57 617	47 166
2007	37 497	11 997	5 541	7 792	65 956	53 857
2008	37 372	12 310	5 796	8 013	67 934	56 712
2009	36 035	12 205	6 290	6 859	58 920	47 319
2010	39 905	12 671	6 671	7 348	68 788	55 969
2011	42 625	13 317	6 998	8 097	75 228	61 916
3T 2011	10 387	3 312	1 670	1 943	18 559	15 425
4T 2011	11 332	3 538	1 980	2 430	19 006	15 575
1T 2012	10 855	3 392	1 805	2 139	18 563	15 286
2T 2012	11 148	3 426	1 829	2 198	18 638	15 254
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	4.5	4.3	7.6	5.9	9.2	11.6
1997	4.0	5.3	5.8	12.1	13.1	18.5
1998	6.1	7.5	0.6	6.5	11.8	13.7
1999	14.2	6.2	12.2	23.0	20.2	18.3
2000	10.6	9.2	7.6	-2.1	23.6	24.1
2001	2.6	5.4	9.4	11.8	0.3	2.6
2002	6.2	6.4	8.9	5.7	2.0	-0.3
2003	7.7	-3.2	7.2	5.9	4.9	0.7
2004	6.3	4.7	9.7	2.9	18.2	20.3
2005	10.3	5.5	7.6	5.2	12.8	12.2
2006	12.0	5.7	4.4	5.1	22.1	19.6
2007	10.6	5.6	6.1	19.9	14.5	14.2
2008	-0.3	2.6	4.6	2.8	3.0	5.3
2009	-3.6	-0.9	8.5	-14.4	-13.3	-16.6
2010	10.7	3.8	6.1	7.1	16.7	18.3
2011	6.8	5.1	4.9	10.2	9.4	10.6
3T 2011	5.5	5.6	4.9	15.8	8.3	12.7
4T 2011	5.5	5.1	3.2	24.4	2.6	4.1
1T 2012	5.0	7.3	8.3	19.5	-0.6	0.4
2T 2012	5.5	3.7	8.7	13.7	-1.8	-2.8

¹Formation brut de capital fixe, plus variations de stocks et acquisitions moins cessations d'objets de valeurs

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet du Portail des Statistiques à l'adresse suivante: www.statistiques.public.lu/fr/economie/index.html, rubrique "Comptes nationaux". Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) ¹	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital fixe ²	Exportations	Importations
Prix constants, année de référence 2005, Mio EUR						
1995	18 862	8 055	3 171	3 380	21 908	17 613
1996	19 147	8 296	3 378	3 545	22 406	18 562
1997	20 284	8 615	3 485	3 915	24 953	20 902
1998	21 601	9 110	3 542	4 152	27 741	23 371
1999	23 420	9 437	3 836	5 066	31 694	26 834
2000	25 397	9 911	4 015	4 828	35 687	29 655
2001	26 037	10 248	4 262	5 254	37 280	31 441
2002	27 100	10 846	4 458	5 527	38 051	31 684
2003	27 553	10 274	4 641	5 871	40 669	33 880
2004	28 759	10 502	4 849	6 032	45 170	37 875
2005	30 269	10 748	5 003	6 181	47 171	39 446
2006	31 763	11 091	5 086	6 432	53 275	44 499
2007	33 855	11 458	5 227	7 613	58 093	48 640
2008	33 607	11 371	5 304	7 765	60 646	51 630
2009	32 236	11 174	5 544	6 565	54 018	44 363
2010	33 168	11 410	5 712	7 011	58 173	49 736
2011	33 718	11 687	5 799	7 728	61 371	53 991
3T 2011	8 324	2 914	1 432	1 847	15 264	13 513
4T 2011	8 564	3 047	1 455	2 299	15 455	13 711
1T 2012	8 389	2 958	1 518	1 989	14 691	13 013
2T 2012	8 508	2 956	1 502	2 035	14 665	12 950
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	1.5	3.0	6.5	4.9	2.3	5.4
1997	5.9	3.8	3.2	10.4	11.4	12.6
1998	6.5	5.7	1.6	6.1	11.2	11.8
1999	8.4	3.6	8.3	22.0	14.3	14.8
2000	8.4	5.0	4.7	-4.7	12.6	10.5
2001	2.5	3.4	6.2	8.8	4.5	6.0
2002	4.1	5.8	4.6	5.2	2.1	0.8
2003	1.7	-5.3	4.1	6.2	6.9	6.9
2004	4.4	2.2	4.5	2.7	11.1	11.8
2005	5.3	2.3	3.2	2.5	4.4	4.1
2006	4.9	3.2	1.7	4.1	12.9	12.8
2007	6.6	3.3	2.8	18.4	9.0	9.3
2008	-0.7	-0.8	1.5	2.0	4.4	6.1
2009	-4.1	-1.7	4.5	-15.5	-10.9	-14.1
2010	2.9	2.1	3.0	6.8	7.7	12.1
2011	1.7	2.4	1.5	10.2	5.5	8.6
3T 2011	1.5	3.2	1.5	15.4	5.9	11.6
4T 2011	0.2	2.6	2.3	25.3	1.5	6.0
1T 2012	0.1	5.0	3.8	15.2	-4.1	-2.0
2T 2012	0.7	1.6	3.6	9.7	-4.3	-4.0

¹ En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 2005" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

² Formation brut de capital fixe, plus variations de stocks et acquisitions moins cessations d'objets de valeurs cf. tableau 1a, prix courants

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix courants, Mio EUR							
1995	700	497	496	1 191	113	3 000	
1996	724	456	465	1 291	241	3 176	
1997	825	710	483	1 271	270	3 561	
1998	898	595	524	1 507	264	3 792	
1999	890	1 203	516	1 701	351	4 665	
2000	1 026	726	522	1 905	383	4 568	
2001	1 120	894	622	2 024	443	5 104	
2002	957	836	548	2 510	541	5 395	
2003	1 125	447	661	2 975	498	5 711	
2004	1 154	759	669	2 798	489	5 877	
2005	1 111	860	672	2 926	603	6 181	
2006	1 225	845	814	2 966	639	6 497	
2007	1 273	1 281	1 105	3 290	835	7 792	
2008	1 378	1 345	1 331	3 323	622	8 013	
2009	1 068	752	1 371	3 108	547	6 858	
2010	1 130	1 199	1 412	3 003	599	7 348	
2011	1 240	1 515	1 454	3 132	748	8 097	
Taux de variation en %							
1996	3.3	-8.3	-6.3	8.4	113.9	5.9	
1997	14.0	55.7	3.9	-1.6	12.0	12.1	
1998	8.8	-16.1	8.4	18.6	-2.1	6.5	
1999	-0.8	102.2	-1.5	12.8	33.1	23.0	
2000	15.3	-39.7	1.1	12.0	9.0	-2.1	
2001	9.1	23.1	19.2	6.3	15.6	11.8	
2002	-14.5	-6.5	-11.8	24.0	22.3	5.7	
2003	17.6	-46.5	20.7	18.5	-8.1	5.9	
2004	2.5	69.7	1.1	-5.9	-1.7	2.9	
2005	-3.7	13.3	0.5	4.6	23.3	5.2	
2006	10.3	-1.8	21.1	1.4	6.0	5.1	
2007	3.9	51.7	35.8	10.9	30.6	19.9	
2008	8.2	5.0	20.4	1.0	-25.5	2.8	
2009	-22.5	-44.1	3.0	-6.5	-12.1	-14.4	
2010	5.8	59.4	3.0	-3.4	9.4	7.1	
2011	9.7	26.4	3.0	4.3	25.0	10.2	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR							
1995	605	638	536	1 286	132	3 198	
1996	623	568	498	1 383	282	3 354	
1997	747	803	512	1 347	301	3 704	
1998	837	669	547	1 574	285	3 929	
1999	885	1 308	529	1 744	361	4 793	
2000	1 026	726	522	1 905	383	4 568	
2001	1 130	876	598	1 946	420	4 971	
2002	995	846	513	2 350	513	5 230	
2003	1 270	458	607	2 730	461	5 555	
2004	1 386	806	596	2 495	439	5 707	
2005	1 318	904	581	2 530	519	5 848	
2006	1 505	881	686	2 499	545	6 086	
2007	1 577	1 380	905	2 695	684	7 204	
2008	1 795	1 474	1 056	2 636	499	7 347	
2009	1 368	811	1 075	2 439	435	6 212	
2010	1 494	1 271	1 099	2 337	474	6 634	
2011	1 796	1 629	1 099	2 368	585	7 312	
Taux de variation en %							
1996	3.0	-10.9	-7.1	7.5	113.8	4.9	
1997	20.0	41.2	2.8	-2.6	6.8	10.4	
1998	12.0	-16.6	6.9	16.9	-5.3	6.1	
1999	5.7	95.5	-3.3	10.8	26.5	22.0	
2000	16.0	-44.5	-1.4	9.2	6.1	-4.7	
2001	10.1	20.6	14.6	2.1	9.6	8.8	
2002	-12.0	-3.4	-14.1	20.8	22.2	5.2	
2003	27.7	-45.9	18.3	16.2	-10.3	6.2	
2004	9.1	75.9	-1.7	-8.6	-4.6	2.7	
2005	-5.0	12.2	-2.5	1.4	18.1	2.5	
2006	14.2	-2.5	18.0	-1.3	5.1	4.1	
2007	4.8	56.6	32.0	7.9	25.5	18.4	
2008	13.9	6.8	16.6	-2.2	-27.1	2.0	
2009	-23.8	-45.0	1.9	-7.5	-12.7	-15.4	
2010	9.3	56.6	2.2	-4.2	8.8	6.8	
2011	20.2	28.2	0.1	1.3	23.6	10.2	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix courants, Mio EUR					
1995	6 130	8 765	1 181	7 664	4 857	350
1996	5 958	10 351	1 246	7 794	6 191	372
1997	6 782	11 620	1 453	8 907	7 701	400
1998	7 499	13 171	1 536	9 876	9 013	448
1999	7 639	17 229	1 834	10 452	11 959	460
2000	9 036	21 906	2 059	12 068	15 831	477
2001	9 424	21 759	1 913	12 652	15 949	515
2002	9 605	21 946	2 193	12 462	16 051	522
2003	9 639	22 821	2 925	12 523	15 923	789
2004	11 268	27 276	3 278	14 162	20 159	850
2005	11 666	32 272	3 233	15 425	23 122	899
2006	13 343	41 165	3 108	16 805	29 362	999
2007	13 568	49 215	3 173	17 056	35 752	1 049
2008	14 509	49 667	3 758	19 240	36 479	993
2009	10 901	44 282	3 738	14 487	31 864	969
2010	12 848	52 080	3 729	17 026	37 977	967
2011	14 432	56 512	3 793	19 717	41 211	962
3T 2011	3 591	13 888	1 080	4 980	10 124	321
4T 2011	3 581	14 319	1 106	5 174	10 184	217
1T 2012	3 353	14 191	1 019	4 947	10 121	217
2T 2012	3 309	14 236	1 093	4 950	10 061	243
	Taux de variation en % (glissement annuel)					
1996	-2.8	18.1	5.6	1.7	27.5	6.3
1997	13.8	12.3	16.5	14.3	24.4	7.5
1998	10.6	13.4	5.7	10.9	17.0	12.0
1999	1.9	30.8	19.4	5.8	32.7	2.7
2000	18.3	27.1	12.3	15.5	32.4	3.8
2001	4.3	-0.7	-7.1	4.8	0.7	8.1
2002	1.9	0.9	14.6	-1.5	0.6	1.2
2003	0.4	4.0	33.4	0.5	-0.8	51.1
2004	16.9	19.5	12.1	13.1	26.6	7.8
2005	3.5	18.3	-1.4	8.9	14.7	5.8
2006	14.4	27.6	-3.9	8.9	27.0	11.1
2007	1.7	19.6	2.1	1.5	21.8	5.0
2008	6.9	0.9	18.4	12.8	2.0	-5.4
2009	-24.9	-10.8	-5	-24.7	-12.7	-2.5
2010	17.9	17.6	-2	17.5	19.2	-0.1
2011	12.3	8.5	1.7	15.8	8.5	-0.5
3T 2011	11.4	7.8	5.4	24.6	8.0	1.7
4T 2011	6.4	1.0	12.1	15.6	-0.9	4.1
1T 2012	-9.3	1.5	2.1	5.2	-1.9	2.9
2T 2012	-7.2	-0.6	-0.6	1.8	-5.0	1.8

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
Prix constants, année de référence 2005, Mio EUR						
1995	6 665	13 340	1 660	8 786	8 160	422
1996	6 586	13 994	1 704	8 905	9 081	444
1997	7 440	15 399	1 956	10 062	10 210	470
1998	8 157	17 395	2 046	10 973	11 749	519
1999	8 622	20 728	2 353	11 755	14 559	526
2000	9 657	23 559	2 471	12 496	16 662	532
2001	10 180	24 803	2 252	13 246	17 613	562
2002	10 421	25 065	2 517	13 065	18 044	558
2003	10 800	26 567	3 258	13 957	19 079	826
2004	11 914	29 748	3 458	15 019	21 961	871
2005	11 666	32 272	3 233	15 425	23 122	899
2006	12 821	37 441	3 013	16 460	27 062	977
2007	12 694	42 336	2 984	16 839	30 704	1 003
2008	13 155	44 244	3 355	18 718	32 225	923
2009	10 073	40 617	3 355	14 597	28 999	923
2010	11 419	43 479	3 407	17 308	31 831	903
2011	12 814	45 248	3 333	20 832	32 961	901
3T 2011	3 181	11 247	893	5 238	8 160	281
4T 2011	3 158	11 462	919	5 414	8 311	188
1T 2012	2 907	11 044	786	5 057	7 947	188
2T 2012	2 840	11 024	838	5 035	7 880	208
1996	-1.2	4.9	2.7	1.4	11.3	5.1
1997	13.0	10.0	14.8	13.0	12.4	5.9
1998	9.6	13.0	4.6	9.1	15.1	10.4
1999	5.7	19.2	15.0	7.1	23.9	1.4
2000	12.0	13.7	5.0	6.3	14.4	1.0
2001	5.4	5.3	-8.9	6.0	5.7	5.7
2002	2.4	1.1	11.7	-1.4	2.4	-0.6
2003	3.6	6.0	29.5	6.8	5.7	47.9
2004	10.3	12.0	6.1	7.6	15.1	5.5
2005	-2.1	8.5	-6.5	2.7	5.3	3.2
2006	9.9	16.0	-6.8	6.7	17.0	8.7
2007	-1.0	13.1	-1.0	2.3	13.5	2.7
2008	3.6	4.5	12.4	11.2	5.0	-8.0
2009	-23.4	-8.2	0.0	-22.0	-10.0	0.0
2010	13.4	7.0	1.6	18.6	9.8	-2.1
2011	12.2	4.1	-2.2	20.4	3.5	-0.2
3T 2011	13.4	5.0	-1.9	29.6	4.2	-0.8
4T 2011	7.2	0.3	4.7	21.3	-0.5	1.4
1T 2012	-12.6	-1.6	-5.6	0.0	-2.9	0.4
2T 2012	-9.8	-2.6	-8.1	-1.7	-5.1	-0.2

Aux erreurs d'arrondi près

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1d-1 : Rémunération moyenne des salariés

Secteur d'activité	Nace Rév.1	1995	2000	2005	2009	2010	2011
Unité: 1 000 EUR par an							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	20.1	29.3	25.1	28.8	28.9	34.6
Industrie, y compris énergie	C_E	37.7	42.8	47.9	51.8	52.4	54.1
Produits d'extraction	C	35.2	39.2	43.0	49.0	48.0	50.0
Produits manufacturés	D	37.0	41.7	47.1	50.5	51.2	52.9
Électricité, gaz et eau	E	50.7	55.0	67.0	74.5	73.3	76.5
Construction	F	26.1	29.3	33.7	38.1	38.1	39.0
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	G_I	28.2	33.0	38.4	42.5	43.7	44.7
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	25.0	28.3	34.3	39.2	40.3	41.3
Services d'hôtellerie et de restauration	H	19.9	23.0	26.3	27.8	28.1	28.6
Transports et communications	I	39.5	44.7	51.3	55.0	57.2	52.1
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	J+K	47.4	51.2	60.8	66.3	68.1	69.0
Services financiers	J	62.1	73.0	82.4	88.4	92.2	91.9
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	29.9	34.8	42.9	49.4	50.5	52.5
Autres activités de services	L_P	39.0	44.3	53.7	61.6	63.8	65.0
Services d'administration publique	L	50.8	57.9	68.8	77.1	79.8	83.4
Éducation	M	51.8	58.4	68.5	82.1	87.2	87.8
Services de santé et d'action sociale	N	30.9	36.3	43.6	51.3	52.9	53.3
Services collectifs, sociaux et personnels	O	31.8	35.7	43.0	48.4	49.5	50.0
Services domestiques	P	14.7	17.2	23.5	24.0	24.5	25.5
Total		36.0	41.6	48.5	54.3	55.7	56.3
	Nace Rév.1	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2009	2010	2011
Variation en %							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	7.8	-3.0	2.9	2.5	0.6	19.4
Industrie, y compris énergie	C_E	2.6	2.3	1.8	37.2	1.2	3.2
Produits d'extraction	C	2.2	1.9	2.2	0.9	-2.0	4.0
Produits manufacturés	D	2.4	2.5	1.7	-0.7	1.4	3.3
Électricité, gaz et eau	E	1.6	4.0	1.8	0.5	-1.7	4.5
Construction	F	2.3	2.8	2.5	3.3	0.0	2.5
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	G_I	3.2	3.1	2.6	50.7	2.8	2.3
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	2.5	3.9	3.3	3.3	2.9	2.4
Services d'hôtellerie et de restauration	H	3.0	2.7	1.3	-0.9	0.9	2.0
Transports et communications	I	2.5	2.8	2.2	3.6	4.1	-9.0
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	J+K	1.6	3.5	2.3	39.8	2.8	1.3
Services financiers	J	3.3	2.5	2.3	-0.3	4.3	-0.3
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	3.0	4.3	3.3	2.4	2.2	4.0
Autres activités de services	L_P	2.6	3.9	3.5	58.0	3.6	1.9
Services d'administration publique	L	2.6	3.5	3.0	3.3	3.5	4.5
Éducation	M	2.4	3.3	4.9	4.0	6.3	0.6
Services de santé et d'action sociale	N	3.3	3.8	3.9	1.9	3.1	0.8
Services collectifs, sociaux et personnels	O	2.3	3.8	2.8	1.6	2.3	1.0
Services domestiques	P	3.2	6.4	0.9	0.9	2.1	3.9
Total		2.9	3.1	2.8	1.8	2.7	1.1

Source: STATEC, Comptes Nationaux Annuels

La rémunération moyenne des salariés issue du système européen des comptes nationaux (SEC95) comprend l'ensemble des rémunérations en espèces et en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence. Elle inclut les salaires et traitements bruts en espèces et en nature ainsi que les cotisations sociales effectives et imputées. Les données intégrées dans les comptes nationaux annuels sont issues de sources multiples (enquêtes auprès des entreprises, répertoire des entreprises, fichiers administratifs de la sécurité sociale...).

Tableau 1d-2: Emploi salarié par branches

Secteur d'activité	Nace Rév.1	1995	2000	2005	2009	2010	2011
Unité: 1 000 personnes							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	1.2	1.0	1.5	2.0	2.1	2.0
Industrie, y compris énergie	C_E	34.2	34.4	37.0	36.1	35.9	36.2
Produits d'extraction	C	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Produits manufacturés	D	32.8	33.6	35.0	34.0	33.7	34.2
Électricité, gaz et eau	E	1.5	1.6	1.6	1.8	1.9	1.8
Construction	F	23.3	25.6	32.5	37.2	37.4	38.2
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	G_I	53.2	62.2	74.6	83.4	85.1	87.9
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	29.8	33.9	38.4	41.6	42.8	44.4
Services d'hôtellerie et de restauration	H	9.3	10.3	12.4	14.0	14.6	15.3
Transports et communications	I	14.7	19.8	23.8	27.8	27.7	28.3
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	J+K	40.3	66.5	74.8	96.3	97.6	100.3
Services financiers	J	22.4	30.4	34.0	41.6	41.3	42.0
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	16.6	32.7	40.8	54.7	56.3	58.4
Autres activités de services	L_P	45.6	55.3	67.4	76.9	79.7	82.9
Services d'administration publique	L	11.6	13.8	17.1	18.6	18.7	19.1
Éducation	M	9.9	12.0	14.2	15.6	16.0	16.8
Services de santé et d'action sociale	N	12.6	15.4	21.7	26.7	28.5	30.2
Services collectifs, sociaux et personnels	O	6.9	8.2	9.7	11.3	11.6	12.0
Services domestiques	P	4.6	5.9	4.7	4.8	4.9	5.0
Total		197.5	244.4	287.8	331.9	337.8	347.7
	Nace Rév.1	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2009	2010	2011
Variation en %							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	A+B	-2.6	7.5	7.1	6.3	7.8	-7.9
Industrie, y compris énergie	C_E	0.1	1.4	-0.6	-2.9	-0.5	0.9
Produits d'extraction	C	-1.3	1.7	-1.0	-1.8	-4.0	-5.1
Produits manufacturés	D	0.5	0.9	-0.7	-3.1	-0.7	1.4
Électricité, gaz et eau	E	0.9	0.9	3.0	1.9	2.8	-6.9
Construction	F	1.9	4.9	2.8	-0.5	0.5	2.1
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	G_I	3.2	3.7	2.7	1.2	2.1	3.3
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques	G	2.6	2.6	2.2	1.6	2.8	3.8
Services d'hôtellerie et de restauration	H	2.1	3.8	3.4	3.1	4.2	4.8
Transports et communications	I	6.1	3.8	3.1	-0.2	-0.1	2.0
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	J+K	10.5	2.4	5.5	0.3	1.4	2.7
Services financiers	J	6.3	2.3	4.0	0.3	-0.7	1.6
Services immobiliers, de location et aux entreprises	K	14.5	4.5	6.7	0.3	2.9	3.7
Autres activités de services	L_P	4.0	4.0	3.4	4.3	3.5	4.1
Services d'administration publique	L	3.5	4.4	1.8	3.8	0.5	2.1
Éducation	M	3.9	3.5	2.4	3.6	2.6	4.9
Services de santé et d'action sociale	N	4.1	7.1	5.6	5.0	6.6	5.8
Services collectifs, sociaux et personnels	O	3.7	3.3	3.6	5.4	3.0	3.4
Services domestiques	P	5.1	-4.4	0.6	2.1	2.4	2.1
Total		4.4	3.3	3.3	1.0	1.8	2.9

Source: STATEC, Comptes Nationaux Annuels

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

	Indice général	Energie	IPCN hors énergie	Inflation "sous-jacente"	Décomposition de l'indice général par catégories de produits											
					aliments et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
																2005=100
1995	82.7	...	...	84.4	80.6	73.9	91.0	74.5	85.9	89.9	81.0	147.9	88.1	71.5	77.4	84.1
2000	89.3	...	...	89.7	87.1	83.4	93.9	86.6	91.8	104.0	87.7	129.8	91.5	81.7	84.2	88.2
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2006	102.7	109.6	109.6	102.1	102.4	102.5	100.1	105.9	101.7	103.6	103.0	97.7	101.6	104.1	103.1	102.8
2007	105.0	112.2	112.2	104.5	105.8	105.6	100.6	109.4	103.9	104.3	104.8	96.0	102.4	106.3	106.6	106.3
2008	108.6	127.3	127.3	107.1	111.5	110.4	101.0	118.1	106.1	104.4	107.6	95.1	103.3	108.2	111.3	109.1
2009	109.0	108.4	108.4	109.4	113.1	114.9	101.5	114.9	108.4	103.3	105.0	94.5	108.8	110.6	114.2	109.9
2010	111.5	119.4	119.4	110.9	114.1	118.2	101.7	120.3	109.7	104.5	109.0	94.5	109.6	114.2	117.0	111.3
2011	115.3	134.8	134.8	113.4	117.0	120.4	101.7	128.6	111.6	116.7	113.6	94.7	110.5	121.9	120.0	114.6
4T 2011	116.4	136.9	114.5	114.4	117.7	121.4	105.5	130.2	112.8	117.3	114.3	94.5	110.3	123.3	121.5	116.4
1T 2012	117.2	142.9	114.7	114.7	118.4	122.4	100.5	132.2	112.4	117.6	116.1	94.4	111.3	123.6	122.3	117.0
2T 2012	118.3	144.7	115.8	115.8	119.6	123.7	107.6	133.4	114.3	116.8	116.6	94.4	111.9	123.6	123.1	117.8
3T 2012	118.5	145.5	116.0	115.9	120.4	124.9	102.5	133.7	113.6	117.5	116.9	94.4	113.1	124.1	123.7	118.4
août-12	118.9	145.8	116.4	116.4	120.3	125.0	107.8	133.7	114.7	117.6	117.0	94.4	114.0	123.6	123.7	118.2
sept-12	119.4	149.6	116.6	116.6	120.5	124.8	107.8	134.5	115.0	117.6	118.1	94.4	112.7	125.1	123.8	119.6
oct-12	119.6	148.0	116.9	116.9	121.2	124.8	108.4	134.7	115.3	118.3	117.6	94.4	112.4	125.1	124.4	120.1
Taux de variation annuels en %																
1996	1.2	1.2	1.2	0.9	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1
2000	3.2	3.2	3.2	1.9	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4
2005	2.5	2.5	2.5	1.8	1.6	4.0	0.6	6.9	1.6	0.1	3.2	-4.4	0.9	1.9	3.3	1.9
2006	2.7	2.7	2.7	2.1	2.4	2.5	0.1	5.9	1.7	3.6	3.0	-2.3	1.6	4.1	3.1	2.8
2007	2.3	2.3	2.3	2.4	3.4	3.1	0.5	3.4	2.1	0.6	1.8	-1.8	0.8	2.1	3.3	3.4
2008	3.4	3.4	3.4	2.5	5.4	4.5	0.4	7.9	2.2	0.1	2.7	-0.9	0.9	1.9	4.4	2.7
2009	0.4	0.4	0.4	2.1	1.4	4.1	0.5	-2.7	2.1	-1.0	-2.4	-0.7	5.2	2.2	2.7	0.7
2010	2.3	2.3	2.3	1.4	0.9	2.9	0.1	4.7	1.2	1.2	3.8	0.0	0.8	3.2	2.4	1.3
2011	3.4	3.4	3.4	2.3	2.6	1.8	0.0	6.9	1.7	11.6	4.2	0.2	0.8	6.7	2.6	3.0
4T 2011	3.4	11.6	2.5	2.3	2.4	2.2	1.6	5.5	1.7	11.6	4.0	-0.2	1.0	4.2	2.8	3.6
1T 2012	2.9	9.3	2.2	2.1	2.1	2.8	3.7	4.5	1.9	1.4	3.2	-0.4	1.0	2.1	3.0	3.6
2T 2012	2.6	6.4	2.1	2.1	2.5	2.9	2.7	3.8	2.0	0.0	2.4	-0.3	1.6	2.1	3.0	3.1
3T 2012	2.7	7.4	2.2	2.1	2.4	3.3	2.9	3.4	2.3	0.8	2.8	-0.4	1.7	1.8	2.7	3.3
août-12	2.6	7.4	2.1	2.0	2.4	3.3	2.4	3.3	2.2	1.1	2.8	-0.4	1.6	2.1	2.7	3.2
sept-12	2.9	9.9	2.2	2.2	2.5	3.0	2.1	3.9	2.5	1.0	3.6	-0.4	1.8	1.4	2.7	3.6
oct-12	2.9	9.2	2.2	2.2	3.4	2.8	2.4	3.9	2.2	0.9	3.2	-0.2	1.9	1.4	2.6	3.4

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique. La méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2000	2005	2010	2011	2012		2000	2005	2010	2011	2012
Produits pétroliers	4.7	4.4	7.0	7.6	8.2	Santé	1.7	1.9	2.5	2.4	2.4
Inflation "sous-jacente"	94.2	94.2	92.0	91.4	90.6	Transports	15.5	20.2	21.5	21.8	21.4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	14.5	13.7	11.1	11.1	11.0	Communications	1.6	2.3	2.4	2.5	2.4
Boissons alcoolisées, tabacs	4.4	4.0	3.6	3.5	3.5	Loisirs, spectacles, culture	12.9	10.7	8.8	8.4	8.6
Habillement et chaussures	8.6	5.9	4.7	4.7	4.9	Enseignement	0.1	0.6	0.7	1.1	1.2
Logement, eau, électricité et combustibles	13.6	11.9	14.1	14.1	14.9	Hôtels, cafés, restaurants	7.2	6.7	7.2	7.3	7.4
Ameublement, équipement de ménage, entretien	12.8	11.8	8.5	7.9	7.8	Biens et services divers	6.9	10.3	14.8	15.1	14.5

Source: STATEC (Enquête budget des ménages)

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	Zone euro	UE27
								2005=100
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2006	103.0	101.8	101.9	102.3	101.7	101.8	102.2	102.3
2007	105.7	104.1	103.6	104.2	103.3	103.8	104.4	104.7
2008	110.0	107.0	106.8	108.9	105.5	106.9	107.8	108.6
2009	110.0	107.2	106.9	108.9	106.6	107.1	108.1	109.6
2010	113.1	108.4	108.8	111.4	107.6	108.7	109.8	111.9
2011	117.3	111.1	111.3	115.3	110.2	111.4	112.8	115.4
4T 2011	118.5	112.0	112.2	116.6	110.9	112.3	114.1	116.7
1T 2012	119.4	112.7	112.9	117.3	111.9	113.0	114.3	117.1
2T 2012	120.7	113.3	114.0	118.4	113.4	113.9	115.9	118.6
3T 2012	121.0	113.8	113.9	118.2	113.6	114.1	115.7	118.5
août-12	121.4	113.9	114.2	119.0	113.4	114.3	115.6	118.4
sept-12	122.0	113.9	114.0	119.0	114.0	114.3	116.4	119.2
oct-12	122.1	114.0	114.2	119.3	114.9	114.5	116.7	119.5
								Taux de variation annuels en %
2005	3.8	1.9	1.9	2.5	1.5	11.3	2.2	2.3
2006	3.0	1.8	1.9	2.3	1.7	1.8	2.2	2.3
2007	2.7	2.3	1.6	1.8	1.6	1.9	2.1	2.4
2008	4.1	2.8	3.2	4.5	2.2	3.0	3.3	3.7
2009	0.0	0.2	0.1	0.0	1.0	0.2	0.3	1.0
2010	2.8	1.2	1.7	2.3	0.9	1.4	1.6	2.1
2011	3.7	2.5	2.3	3.5	2.5	2.5	2.7	3.1
4T 2011	3.7	2.6	2.6	3.4	2.6	2.7	2.9	3.2
1T 2012	3.1	2.4	2.6	3.2	2.9	2.6	2.7	2.9
2T 2012	2.7	2.1	2.3	2.5	2.6	2.3	2.5	2.6
3T 2012	2.9	2.1	2.3	2.4	2.6	2.2	2.5	2.6
août-12	2.8	2.2	2.4	2.6	2.5	2.4	2.6	2.7
sept-12	3.2	2.1	2.2	2.6	2.5	2.2	2.6	2.7
oct-12	3.2	2.1	2.1	2.6	3.3	2.2	2.5	2.6

Sources: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2010): Allemagne 47.4%, France 37.5%, Pays-Bas 9.2%, et Belgique 5.9%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 3a: Marché du travail (1)

	Emploi salarié				Emploi non salarié		Emploi total		Chômage		
	Résidents sortants	Frontaliers entrants	National	Intérieur	National	Intérieur	National	Intérieur	Nombre de chômeurs	Population active	Taux de chômage
	(1)	(2)	(3)	(4)=(3)+(2)-(1)	(5)	(6)	(7)=(3)+(5)	(8)=(4)+(6)	(9)	(10)=(7)+(9)	(11)=(9)/(10)
									En personnes	En % de la population active	
1995	8 751	55 459	150 787	197 495	17 358	17 958	168 145	215 453	4 515	172 661	2.6
1996	8 680	59 379	151 989	202 688	17 597	18 297	169 586	220 985	5 000	174 586	2.9
1997	8 641	64 183	153 627	209 169	17 938	18 638	171 566	227 807	5 454	177 019	3.1
1998	8 705	70 522	157 339	219 156	18 178	18 878	175 517	238 034	5 150	180 667	2.9
1999	8 593	78 028	161 335	230 771	18 418	19 118	179 753	249 889	4 980	184 733	2.7
2000	8 754	87 025	166 125	244 396	18 657	19 357	184 782	263 753	4 545	189 328	2.4
2001	8 604	96 866	170 589	258 851	18 898	19 598	189 487	278 448	4 323	193 810	2.2
2002	8 682	102 123	174 160	267 600	19 135	19 835	193 295	287 435	4 951	198 246	2.5
2003	9 116	105 958	175 879	272 721	19 193	19 893	195 072	292 614	6 655	201 727	3.3
2004	9 639	111 071	177 730	279 162	19 244	19 944	196 974	299 106	7 587	204 561	3.7
2005	10 068	117 840	179 990	287 762	19 292	19 992	199 282	307 754	8 504	207 786	4.1
2006	9 935	125 563	183 298	298 926	19 148	19 848	202 446	318 774	8 965	211 411	4.2
2007	10 808	135 472	188 369	313 033	19 241	19 941	207 610	332 974	9 057	216 667	4.2
2008	11 055	145 495	194 153	328 594	20 451	21 151	214 604	349 745	9 263	223 868	4.1
2009	11 308	146 657	196 597	331 946	20 797	21 497	217 393	353 443	12 462	229 855	5.4
2010	11 221	149 277	199 784	337 840	21 203	21 903	220 987	359 743	13 535	234 522	5.8
2011	10 975	153 841	204 853	347 720	21 721	22 421	226 574	370 140	13 494	240 067	5.6
4T 2011	10 884	155 348	206 452	350 916	21 862	22 562	228 314	373 478	13 857	242 170	5.7
1T 2012	10 824	156 159	207 570	352 905	21 950	22 650	229 520	375 555	14 387	243 907	5.9
2T 2012	10 764	156 369	208 913	354 517	22 014	22 714	230 927	377 232	14 825	245 752	6.0
3T 2012	10 705	156 931	210 492	356 718	22 101	22 801	232 593	379 519	15 114	247 707	6.1
août-12	10 705	156 962	210 501	356 758	22 098	22 798	232 599	379 556	15 087	247 686	6.1
sept-12	10 685	157 142	210 995	357 452	22 124	22 824	233 119	380 277	15 147	248 267	6.1
oct-12	10 665	157 322	211 490	358 147	22 151	22 851	233 641	380 998	15 187	248 828	6.1
	Taux de variation annuels en %									Var. en point de %	
1995-2000	0.0	9.4	2.0	4.4	1.5	1.5	1.9	4.1	0.1	1.9	-0.2
2000-2005	2.8	6.3	1.6	3.3	0.7	0.6	1.5	3.1	13.3	1.9	1.7
2005-2010	2.2	4.8	2.1	3.3	1.9	1.8	2.1	3.2	9.7	2.5	1.7
2000	1.9	11.5	3.0	5.9	1.3	1.3	2.8	5.5	-8.7	2.5	-0.3
2001	-1.7	11.3	2.7	5.9	1.3	1.2	2.5	5.6	-4.9	2.4	-0.2
2002	0.9	5.4	2.1	3.4	1.3	1.2	2.0	3.2	14.5	2.3	0.3
2003	5.0	3.8	1.0	1.9	0.3	0.3	0.9	1.8	34.4	1.8	0.8
2004	5.7	4.8	1.1	2.4	0.3	0.3	1.0	2.2	14.0	1.4	0.4
2005	4.5	6.1	1.3	3.1	0.3	0.2	1.2	2.9	12.1	1.6	0.4
2006	-1.3	6.6	1.8	3.9	-0.7	-0.7	1.6	3.6	5.4	1.7	0.1
2007	8.8	7.9	2.8	4.7	0.5	0.5	2.6	4.5	1.0	2.5	-0.1
2008	2.3	7.4	3.1	5.0	6.3	6.1	3.4	5.0	2.3	3.3	0.0
2009	2.3	0.8	1.3	1.0	1.7	1.6	1.3	1.1	34.5	2.7	1.3
2010	-0.8	1.8	1.6	1.8	2.0	1.9	1.7	1.8	8.6	2.0	0.3
2011	-2.2	3.1	2.5	2.9	2.4	2.4	2.5	2.9	-0.3	2.4	-0.2
	Taux de variation trimestriels en %									Var. en point de %	
T4 2011	-0.6	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.5	0.6	0.2	0.5	0.0
T1 2012	-0.6	0.5	0.5	0.6	0.4	0.4	0.5	0.6	3.8	0.7	0.2
2T 2012	-0.6	0.1	0.6	0.5	0.3	0.3	0.6	0.4	3.0	0.8	0.1
3T 2012	-0.6	0.4	0.8	0.6	0.4	0.4	0.7	0.6	2.0	0.8	0.1
	Taux de variation mensuels en %									Var. en point de %	
août-12	-0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	-0.1	0.2	0.0
sept-12	-0.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	0.4	0.2	0.0
oct-12	-0.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.2	0.0

(1) Résidents sortants: Résidents travaillant en dehors du territoire national (surtout les fonctionnaires internationaux)

(2) Frontaliers entrants: Non-résidents travaillant sur le territoire national

(3), (5) et (7) Concept national: Emploi des résidents

(4), (6) et (8) Concept intérieur: Emploi sur le territoire national

(9) Demandeurs d'emploi inscrits et disponibles, résidant sur le territoire national (DE). La série des demandeurs d'emploi est recalculée en tenant compte des ruptures de séries.

Désaisonnalisation: TRAMO-SEATS

italic = projections ou estimations

Sources: ADEM (Agence pour le développement de l'emploi), STATEC (Comptes nationaux; données corrigées des variations saisonnières)

Tableau 3b: Marché du travail (2)

	Travail intérimaire					Autres indicateurs		
	Nombre d'heures prestées ⁴	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Chômage complet indemnisé ¹	Offres d'emplois non satisfaites	Flux d'offres	Flux de demandes (nouvelles inscriptions) ²	Bénéficiaires de mesures pour l'emploi	Taux de chômage élargi (cvs) ³
	1 000 heures	Nombre de personnes					Nombre de personnes	En % de la population active
1995	338	2 457	...	...	...	...	...	...
1996	359	2 714	...	...	...	...	...	...
1997	439	3 245	3 191	931	...	...	1 317	3.8
1998	525	3 902	2 450	1 443	...	...	1 718	3.8
1999	533	3 932	2 222	1 530	...	...	1 751	3.6
2000	624	4 479	2 025	1 364	1 620	1131	2 109	3.5
2001	669	4 798	2 080	1 381	1 330	1177	2 606	3.6
2002	658	4 721	2 775	940	1 136	1320	3 257	4.1
2003	704	5 057	3 942	842	1 038	1534	3 495	5.0
2004	780	5 500	4 712	1 014	1 170	1587	3 741	5.5
2005	858	6 101	5 068	1 210	1 410	1688	3 957	6.0
2006	1 002	7 049	4 856	1 717	1 694	1710	3 980	6.1
2007	1 137	7 903	4 826	2 473	1 983	1560	3 733	5.9
2008	1 154	8 000	4 752	2 081	1 752	1598	3 108	5.5
2009	818	5 967	6 656	1 270	1 302	1717	3 097	6.8
2010	960	6 899	6 757	1 959	1 882	1654	3 843	7.4
2011	944	6 637	6 655	2 857	2 055	1 811	4 221	7.4
4T 2011	834	5 700	7 010	2 327	1 574	1 956	4 221	7.5
1T 2012	818	5 972	7 199	2 883	2 344	2 071	4 311	7.7
2T 2012	917	6 436	6 587	2 943	2 104	1 553	4 592	7.8
3T 2012	...	...	6 778	2 832	1 903	1 937	4 667	8.0
août-12	...	...	6 767	2 964	1 879	1 754	4 599	8.0
sept-12	...	...	6 604	2 581	1 792	2 062	4 637	8.0
oct-12	...	...	6 821	2 630	2 131	2 289	4 765	8.0
Taux de variation annuels en % Var. en point de %								
1995-2000	13.1	12.8	...	...	...	...	...	...
2000-2005	6.6	6.4	20.1	-2.4	-2.7	8.3	1847.8	2.5
2005-2010	2.3	2.5	5.9	10.1	5.9	-0.4	-0.6	1.4
1996	6.4	10.5	...	...	...	...	...	...
1997	22.3	19.6	...	...	...	...	...	...
1998	19.6	20.3	-23.2	55.0	...	...	30.4	0.0
1999	1.6	0.8	-9.3	6.0	...	...	1.9	-0.2
2000	17.1	13.9	-8.9	-10.8	...	...	20.4	-0.1
2001	7.2	7.1	2.7	1.2	-17.9	4.0	23.6	0.1
2002	-1.7	-1.6	33.4	-31.9	-14.6	12.2	25.0	0.6
2003	7.0	7.1	42.0	-10.4	-8.7	16.2	7.3	0.9
2004	10.8	8.7	19.5	20.5	12.7	3.4	7.1	0.5
2005	10.0	10.9	7.5	19.4	20.5	6.4	5.8	0.5
2006	16.8	15.5	-4.2	41.9	20.1	1.3	0.6	0.1
2007	13.4	12.1	-0.6	44.0	17.1	-8.8	-6.2	-0.2
2008	1.5	1.2	-1.5	-15.9	-11.7	2.5	-16.7	-0.4
2009	-29.2	-25.4	40.1	-39.0	-25.7	7.4	-0.3	1.2
2010	17.4	15.6	1.5	54.3	44.6	-3.6	24.1	0.6
2011	-1.6	-3.8	-1.5	45.8	9.2	...	9.8	0.0
4T 2011	-6.9	-9.2	5.8	-1.5	-7.5	...	3.9	0.0
1T 2012	-8.2	-5.8	3.1	3.7	-3.2	16.0	2.8	0.2
2T 2012	-14.7	-14.6	5.7	-17.8	-9.6	9.2	5.9	0.2
3T 2012	...	...	5.9	3.5	0.1	-6.9	12.9	0.2
août-12	...	...	5.9	13.2	8.5	-9.9	14.1	0.0
sept-12	...	...	5.1	0.0	-6.4	-18.9	10.6	0.0
oct-12	...	...	1.8	7.5	17.2	8.2	11.7	0.0

¹ Rupture de série en 2007² Rupture de série en 2011³ Y compris les personnes en mesure pour l'emploi. CVS = corrigé des variations saisonnières⁴ Série corrigée des jours ouvrables (CJO)

Sources: ADEM (Agence pour le développement de l'emploi), IGSS, STATEC

Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes (stocks) auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mesures pour l'emploi regroupent les mesures de formation, les mesures pour jeunes (CIE, CAE, CAT...), les activités d'insertion professionnelle, les occupations temporaires indemnisées, les mesures spéciales, le pool des assistants et les stages de réinsertion professionnelle. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs au sens du bureau international du travail. Le taux de chômage élargi reprend l'ensemble des demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM, y compris les personnes en mesure pour l'emploi.

Tableau 3c-1: Emploi salarié par résidence et par nationalité (situation fin mars de chaque année)

Spécification	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011	2012
Nombre de personnes								
Résidents au Luxembourg	134 903	141 444	157 546	171 904	188 664	191 016	196 361	202 240
Luxembourgeois	90 411	87 013	90 630	94 007	97 670	100 104	102 321	104 376
Communautaires	40 872	49 169	59 996	69 828	81 273	81 330	84 113	87 491
Allemands	...	...	3 333	3 829	4 232	4 144	4 187	4 332
Belges	...	...	6 056	6 815	6 591	6 531	6 599	6 654
Français	...	...	8 312	10 281	12 230	12 455	12 962	13 617
Italiens	...	...	6 657	6 546	6 761	6 495	6 496	6 559
Portugais	...	...	30 110	36 727	40 719	40 759	41 905	43 403
Autres	...	...	5 528	5 630	10 740	10 946	11 964	12 926
Non-communautaires	3 620	5 262	6 920	8 069	9 721	9 582	9 927	10 373
Frontaliers	32 973	54 156	84 402	116 381	147 400	148 541	153 157	156 810
Allemagne	5 983	9 760	15 839	25 100	36 791	37 311	38 628	39 617
France	15 378	27 843	44 959	60 027	72 886	73 428	75 664	77 613
Belgique	11 612	16 553	23 604	31 254	37 723	37 802	38 865	39 580
Total	167 876	195 600	241 948	288 285	336 064	339 557	349 518	359 050
En % du total								
Résidents au Luxembourg	80.4	72.3	65.1	59.6	56.1	56.3	56.2	56.3
Luxembourgeois	53.9	44.5	37.5	32.6	29.1	29.5	29.3	29.1
Communautaires	24.3	25.1	24.8	24.2	24.2	24.0	24.1	24.4
Allemands	...	...	1.4	1.3	1.3	1.2	1.2	1.2
Belges	...	...	2.5	2.4	2.0	1.9	1.9	1.9
Français	...	...	3.4	3.6	3.6	3.7	3.7	3.8
Italiens	...	...	2.8	2.3	2.0	1.9	1.9	1.8
Portugais	...	...	12.4	12.7	12.1	12.0	12.0	12.1
Autres	...	...	2.3	2.0	3.2	3.2	3.4	3.6
Non-communautaires	2.2	2.7	2.9	2.8	2.9	2.8	2.8	2.9
Frontaliers	19.6	27.7	34.9	40.4	43.9	43.7	43.8	43.7
Allemagne	3.6	5.0	6.5	8.7	10.9	11.0	11.1	11.0
France	9.2	14.2	18.6	20.8	21.7	21.6	21.6	21.6
Belgique	6.9	8.5	9.8	10.8	11.2	11.1	11.1	11.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Variations en %								
	1990-1995 ¹	1995-2000 ¹	2000-2005 ¹	2005-2010 ¹	2009	2010	2011	2012
Résidents au Luxembourg	1.0	2.2	1.8	2.1	1.9	1.2	2.8	3.0
Luxembourgeois	-0.8	0.8	0.7	1.3	1.4	2.5	2.2	2.0
Communautaires	3.8	4.1	3.1	3.1	2.6	0.1	3.4	4.0
Allemands	...	...	2.8	1.6	3.0	-2.1	1.0	3.5
Belges	...	...	2.4	-0.8	-1.6	-0.9	1.0	0.8
Français	...	...	4.3	3.9	4.1	1.8	4.1	5.1
Italiens	...	...	-0.3	-0.2	1.3	-3.9	0.0	1.0
Portugais	...	...	4.1	2.1	1.3	0.1	2.8	3.6
Autres	...	...	0.4	14.2	9.9	1.9	9.3	8.0
Non-communautaires	7.8	5.6	3.1	3.5	2.0	-1.4	3.6	4.5
Frontaliers	10.4	9.3	6.6	5.0	2.6	0.8	3.1	2.4
Allemagne	10.3	10.2	9.6	8.3	6.1	1.4	3.5	2.6
France	12.6	10.1	6.0	4.1	1.3	0.7	3.0	2.6
Belgique	7.3	7.4	5.8	3.9	1.7	0.2	2.8	1.8
Total	3.1	4.3	3.6	3.3	2.2	1.0	2.9	2.7

¹ En moyenne par an

Source: IGSS (emploi salarié, y compris les agents locaux)

Tableau 3c-2: Emploi salarié par secteur d'activité, nationalité et pays de résidence (situation fin mars 2012)

Secteur d'activité (Nace rév.2)	Nace Rév.2	Nationaux	Etrangers résidents	Frontaliers Allemagne	Frontaliers Belgique	Frontaliers France	Total
							Personnes
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	A	474	582	130	141	72	1 399
Industrie	B+C	6186	6181	5119	4187	10727	32 400
Energie et Eau	D+E	1450	288	242	110	574	2 664
Construction	F	3836	15367	7207	4449	7937	38 796
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	G+I	11737	19174	5376	7325	16431	60 043
Transports et communications	H+J	11001	9562	5573	6765	9181	42 082
Intermédiation financière	K	8836	11640	5923	6123	9332	41 854
Immobilier, location, services aux entreprises	L_N	7368	17245	4397	7112	16154	52 276
Administration publique	O	35710	3416	726	336	415	40 603
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	P_S	16893	9555	4425	2694	5980	39 547
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	T+U	885	4854	499	338	810	7 386
Total		104 376	97 864	39 617	39 580	77 613	359 050
							Variation annuelle en %
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	A	7.5	2.6	14.0	6.8	12.5	6.1
Industrie	B+C	22.0	14.0	2.8	9.0	22.4	15.4
Energie et Eau	D+E	2.8	3.6	10.5	2.8	2.0	3.4
Construction	F	1.4	1.2	1.9	0.4	1.2	1.2
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	G+I	2.5	5.8	3.5	2.7	5.3	4.4
Transports et communications	H+J	1.5	1.0	-3.4	1.8	2.7	1.0
Intermédiation financière	K	-0.8	1.8	1.9	-0.4	1.9	1.0
Immobilier, location, services aux entreprises	L_N	3.1	6.7	6.0	3.7	-0.3	3.5
Administration publique	O	2.7	4.6	8.5	9.8	4.0	3.0
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	P_S	3.3	5.5	8.2	3.8	7.5	5.0
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	T+U	-58.4	-4.6	-10.4	-49.2	-68.4	-32.9
Total		2.0	4.1	2.6	1.8	2.6	2.7
							En % du total par branche
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	A	0.5	0.6	0.3	0.4	0.1	0.4
Industrie	B+C	5.9	6.3	12.9	10.6	13.8	9.0
Energie et Eau	D+E	1.4	0.3	0.6	0.3	0.7	0.7
Construction	F	3.7	15.7	18.2	11.2	10.2	10.8
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	G+I	11.2	19.6	13.6	18.5	21.2	16.7
Transports et communications	H+J	10.5	9.8	14.1	17.1	11.8	11.7
Intermédiation financière	K	8.5	11.9	15.0	15.5	12.0	11.7
Immobilier, location, services aux entreprises	L_N	7.1	17.6	11.1	18.0	20.8	14.6
Administration publique	O	34.2	3.5	1.8	0.8	0.5	11.3
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	P_S	16.2	9.8	11.2	6.8	7.7	11.0
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	T+U	0.8	5.0	1.3	0.9	1.0	2.1
Total		100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
							En % du total par nationalité et pays de résidence
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	A	33.9	41.6	9.3	10.1	5.1	100.0
Industrie	B+C	19.1	19.1	15.8	12.9	33.1	100.0
Energie et Eau	D+E	54.4	10.8	9.1	4.1	21.5	100.0
Construction	F	9.9	39.6	18.6	11.5	20.5	100.0
Commerce, restauration, et hébergement, réparations	G+I	19.5	31.9	9.0	12.2	27.4	100.0
Transports et communications	H+J	26.1	22.7	13.2	16.1	21.8	100.0
Intermédiation financière	K	21.1	27.8	14.2	14.6	22.3	100.0
Immobilier, location, services aux entreprises	L_N	14.1	33.0	8.4	13.6	30.9	100.0
Administration publique	O	87.9	8.4	1.8	0.8	1.0	100.0
Education, santé et action sociale, serv. collect. sociaux et personnels	P_S	42.7	24.2	11.2	6.8	15.1	100.0
Services domestiques, activités extra-territoriales et non déterminés	T+U	12.0	65.7	6.8	4.6	11.0	100.0
Total		29.1	27.3	11.0	11.0	21.6	100.0

Source: IGSS (emploi salarié, y compris les agents locaux)